REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
******

RECUEIL DES DECISIONS

2020

Publié par le Conseil Constitutionnel du Cameroun

PLAN DU RECUEIL

I. TEXTES

II. DECISIONS CONCERNANT LA REGULARITE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DU 09 FEVRIER 2020

Article 48 alinéa 1 de la Constitution : « ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.*** »

A- CONTENTIEUX PRE-ELECTORAL

B- CONTENTIEUX POST ELECTORAL

C- ELECTION PARTIELLE DU 22 MARS 2020

III. DECISIONS CONCERNANT LES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIFS

IV. DECISIONS CONCERNANT LA CONSTITUTIONNALITE DES TEXTES

I. TEXTES

COMPOSITION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1. DECRET N° 2018/105 DU 07 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Sont, à compter de la date de signature du présent décret, nommés Membres du Conseil Constitutionnel pour un mandat de six (06) ans, éventuellement renouvelable :

- Monsieur **BONDE Emmanuel** ;
- Monsieur **ATANGANA Clément** ;
- Monsieur **BIPOUN WOUM Joseph Marie** ;
- Madame **ARREY Florence Rita** ;
- Monsieur **ESSOMBE Emile** ;
- Monsieur **Paul NCHOJI NKWI** ;
- Monsieur **BASKOUDA Jean-Baptiste** ;
- Monsieur **BAH OUMAROU SANDA** ;
- Monsieur **LEKENE DONFACK Charles Etienne** ;
- Monsieur **FOUMAN AKAME Jean** ;
- Monsieur **AHMADOU TIDJANI**.

ARTICLE 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la règlementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

YAOUNDE, LE 07 FEVRIER 2018

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

(é)

Paul BIYA

2. DECRET N° 2018/106 DU 07 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Monsieur **ATANGANA Clément** est, à compter de la date de signature du présent décret, nommé Président du Conseil Constitutionnel.

ARTICLE 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, LE 07 FEVRIER 2018

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

(é)

Paul BIYA

3. DECRET N° 2018/170 DU 23 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Monsieur **MALEGHO Joseph ASEH** est, à compter de la date de signature du présent décret, nommé Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel.

ARTICLE 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

YAOUNDE, LE 23 FEVRIER 2018

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

(é)

PAUL BIYA

4. DECRET N° 2020/106 DU 27 FEVRIER 2020 PORTANT NOMINATION DU GREFFIER EN CHEF DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

Vu la demande du Président du Conseil Constitutionnel adressée au Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;

Vu l'avis dudit Ministre,

DECRETE :

ARTICLE 1er.- **Monsieur HAMADJODA** (Matricule 655 506-X), Greffier Principal, est, à compter de la date de signature du présent décret, nommé Greffier en Chef du Conseil Constitutionnel, en remplacement de Monsieur MAKA EYOUM Longin, décédé.

ARTICLE 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en anglais et en français. /-

YAOUNDE, LE 27 FEVRIER 2018

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

(é)

PAUL BIYA

5. DECRET N° 2020/194 DU 15 AVRIL 2020 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2004/005 du 21 avril 2004 fixant le statut des Membres du Conseil Constitutionnel ;

Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Monsieur **OWONA Joseph**, est à compter de la date de signature du présent décret, nommé Membre du Conseil Constitutionnel.

ARTICLE 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

YAOUNDE, LE 15 AVRIL 2018

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

(é)

PAUL BIYA

II- DECISIONS CONCERNANT LA REGULARITE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DU 09 FEVRIER 2020

Article 48 alinéa 1 de la Constitution : « ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.*** »

A- CONTENTIEUX PRE-ELECTORAL

DECISION N° 01/CC/SRCER DU 04 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

FRONT POUR LE SALUT NATIONAL DU CAMEROUN (FSNC)

C/

ELECAM

MINAT

ANDP

OBJET:

(Requête en contestation des couleur et sigle)

---L'an deux mille vingt ;

---Et le quatre du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Le **Front pour le Salut National du Cameroun** (FSNC), représenté par son Conseil Maître MOHAMADOU SOULEYMANOU, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant,

---D'UNE PART ;

---ET

---**ELECAM,** ayant pour Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

---L'**Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès** (ANDP), représentée par son Conseil Maître Aggée MBANZEHE, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller Jean-Baptiste BASKOUDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 Décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

--- Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours du Front pour le Salut National du Cameroun ;

---Attendu que par requête en date du 27 janvier 2020, enregistrée au Conseil Constitutionnel le 28 janvier 2020 sous le n° 169, le Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), Parti politique aux élections législatives du 09 février 2020, a saisi le Conseil Constitutionnel en contestation des couleur et sigle adoptés par l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) à la campagne électorale ouverte le 25 janvier 2020 dans la circonscription électorale du Diamaré Centre ;

---Que ce recours est libellé ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président,

« Le Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), dont le siège est à Garoua, lequel a pour Conseil Maitre MOHAMADOU SOULEYMANOU, Avocat au Barreau du Cameroun, B.P. 1856 Garoua, au Cabinet duquel il élit domicile ;

« A LE RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

« Attendu que le requérant a présenté une liste de candidats pour l'élection législative dans la circonscription du Diamaré Centre ;

« Qu'après le lancement de la campagne électorale pour les élections législatives prévues le 09 février 2020 ce janvier 2020, le requérant vient découvrir avec stupéfaction que l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) bat campagne avec un bulletin de couleur identique à la couleur traditionnelle du requérant et au sigle qui ressemble étrangement au sigle du requérant ;

« Que l'ANDP a abandonné sa couleur traditionnelle qui est le blanc et son sigle (la carte du Cameroun sur fond vert avec un soleil au centre), pour le jaune ;

« Que la couleur et le sigle adopté par l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) pour les présentes élections législatives ressemblent à s'y méprendre au couleur et sigle traditionnels du requérant ;

« Qu'il est acquis que la couleur traditionnelle du requérant est jaune ;

« Que l'ANDP n'a jamais adopté le jaune comme couleur ;

« Que manifestement cette attitude de l'ANDP a pour but d'induire les électeurs du FSNC en erreur ;

« Qu'aux termes de l'article 131 alinéa 2 de la loi n° 2012/017/du 21 décembre 2012, le Conseil Constitutionnel est compétent pour statuer sur le présent litige ;

« Qu'il échet de constater que l'ANDP a usurpé la couleur et le sigle du requérant ;

« Qu'il y a lieu d'ordonner à l'ANDP de reprendre sa couleur qui est le blanc et son sigle traditionnel ;

« CONCLUSIONS

« En la forme :

« Recevoir le requérant en son recours comme fait dans les délai et forme de la loi ;

« Au fond :

« Nous vous prions de bien vouloir, en application des dispositions de l'article 131 et 167 de la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, attribuer au requérant sa couleur traditionnelle le jaune et son sigle et ordonner à l'ANDP de reprendre sa couleur et sigle traditionnel ;

« Sous toutes réserves

« P.J 02 Bulletins de campagne

« Pour le requérant, son Conseil ».

---Attendu que la requête dont s'agit a été communiquée aux parties intéressées par actes du Greffe n^{os} 09, 10 et 11/SG/CC du 28 janvier 2020, lesquelles disposaient d'un délai de 24 heures pour déposer leurs mémoires en réponse respectifs, en application des dispositions de l'article 167 du Code Electoral ;

---Que suite à cette communication, ELECAM a, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Attendu que suivant requête non datée, enregistrée le 28 janvier 2020 au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 169, le parti politique dénommé FRONT POUR LE SALUT NATIONAL DU CAMEROUN (FSNC) a saisi la Haute Juridiction à l'effet de l'entendre, d'une part confirmer que la couleur traditionnelle de ses bulletins de vote est le jaune, d'autre part d'ordonner au parti politique dénommé ALLIANCE NATIONALE

POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (ANDP) de reprendre la couleur et le sigle traditionnels de ses bulletins de vote ;

« Que cependant, ce recours est irrecevable comme fait en violation de l'article 129 du Code Electoral ;

*« Attendu en effet que l'article susvisé dispose que : « **les contestations ou réclamations relatives au rejet ou à l'acceptation des candidatures ainsi que celles relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adopté par un candidat sont soumises au Conseil Constitutionnel par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour ladite élection dans un délai maximum de deux (02) jours suivant la publication des candidatures » ;***

« Qu'ainsi, toute contestation relative à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat devrait être soumise à la juridiction de céans dans un délai maximum de deux (02) jours à compter de la publication des candidatures ;

« Que les listes des candidats ayant été publiées par le Conseil Electoral D'ELECTIONS CAMEROON les 09 et 10 décembre 2019, les contestations devaient être soumises à la juridiction de céans au plus tard le 13 décembre 2019 ;

« Qu'en saisissant le Conseil Constitutionnel le 28 janvier 2020, soit quarante-neuf (49) jours après la publication des candidatures, le FRONT POUR LE SALUT NATIONAL DU CAMEROUN (FSNC) a violé l'article susvisé ;

« Qu'il s'en suit que son recours est irrecevable comme fait hors délai.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« Déclarer irrecevable le recours du FRONT POUR LE SALUT NATIONAL DU CAMEROUN (FSNC) comme fait hors délai.

« Et ce sera justice.

« SOUS TOUTES RESERVES

« Yaoundé, 29 janvier 2020

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

(1) Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

(2) Barrister OKHA BAU OKHA (é)

(3) *Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é) ».*

---Que l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) a, à son tour et sous la plume de son Conseil Maître Aggée MBANZEHE, Avocat au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dans les termes ci-après :

« *PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL*

« Vu la requête du FSNC datée 28 janvier 2020 et enregistrée sous le numéro 169 au travers de laquelle elle sollicite que lui soit attribuée ses couleurs traditionnelles le jaune et sigle et d'ordonner à l'ANDP se reprendre sa couleur et sigle traditionnel;

« Attendu que le FSNC prétend que l'ANDP aurait abandonné ses couleurs traditionnelles qui est le blanc et son sigle la carte du Cameroun sur fond vert avec un soleil au centre pour le jaune;

« Que ces couleurs pourraient créer la confusion dans le choix des électeurs;

« Mais attendu que cette requête ne saurait prospérer comme il va être démontré car dénuée de tout fondement légal;

« CE QUE DIT LA LOI AU SUJET DES COULEURS ET SIGLES

« ARTICLE 131 ALINEA 2 DU CODE ELECTORAL

« En cas de recours concernant la couleur, le sigle ou le symbole adopté par un candidat, le Conseil Constitutionnel attribue par priorité à chaque candidat sa couleur, son sigle ou son symbole traditionnel, par ordre d'ancienneté du parti qui l'a investi et, dans les autres cas, suivant la date de dépôt de la candidature, le récépissé de dépôt faisant foi»

« Que cette disposition est valable tant pour les élections des conseillers municipaux que pour celle des députés à l'assemblée nationale conformément à l'article 167 du code électoral;

« Mais attendu qu'il n'est nulle part fait obligation à un candidat d'avoir une couleur figée pour une élection;

« Que l'ANDP ayant été créée très longtemps avant le FSNC a utilisé une multitude de couleurs depuis des années;

« Que les partis politiques et candidats ont la latitude modifient très souvent les couleurs et les symboles comme en fait foi de nombreuses constats au SDF, à l'UDC, UNDP etc.

« L'ANDP A ETE LA PREMIERE A DEPOSER CES SIGLES ET SYMBOLE DANS LE CADRE DES PRESENTES ELECTIONS

« Attendu par ailleurs qu'il convient de noter que l'ANDP a été le premier à déposer ces sigles et symboles à ELECAM pour les présentes élections comme en fait foi le cahier de prévu pour les recevoir, et qui tient lieu de récépissé tenu par Monsieur ESSOMBA employé à ELECAM ;

« Que pour la manifestation de la vérité la juridiction de céans peut enjoindre ELECAM de produire ledit registre afin de constater que l'ANDP a été la première à déposer ces sigles et symboles, et que contrairement à ce que prétend le FSNC c'est plutôt lui qui veut créer la confusion en utilisant les sigles et symboles déposés par l'ANDP ;

« Qu'il convient de constater que l'ANDP a été la première à déposer les sigles et symboles querellés;

« Qu'opérant dans le même fief, c'est en connaissance de cause que le FSNC a volontairement repris les symboles de l'ANDP, car le registre est disponible et accessible à tous;

« PAR CES MOTIFS

« Constater que les sigles et symboles des partis politiques ne sont pas figés et que les partis peuvent les changer à leur guise;

« Constater que la loi enjoint le Conseil Constitutionnel à attribuer les sigles et symboles au candidat qui le premier en a fait le dépôt contre récépissé;

« Constater que le FSNC a bel et bien vu les sigles et symboles de l'ANDP et a voulu créer la confusion;

« EN CONSEQUENCE,

« Maintenir les sigles et symboles de l'ANDP comme déposés antérieurement à celui du FSNC comme l'exige la loi;

« Dire que FSNC doit changer ses sigles et symboles car créant des confusions avec celui de l'ANDP ;

« Sous toutes réserves ;

« Et ce sera justice ;

« (é) ».

---Attendu que le Ministère de l'Administration Territoriale a pour sa part répondu, sous la plume de ses représentants ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE

Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Vu la requête en contestation de couleur et de sigle reçue au conseil Constitutionnel le 28 janvier 2020 sous le numéro 169 ;

«Attendu que le Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), ayant pour conseil Maître MOHAMADOU SOULEYMANOU, Avocat au Barreau du Cameroun, estime que le couleur et le sigle adoptés par l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) dans les bulletins de campagne ressemblent à s'y méprendre aux siens ;

« Qu'il sollicite que la Haute Juridiction lui attribue sa couleur traditionnelle (le jaune) de même que son sigle, et ordonne à l'ANDP de reprendre sa couleur (le blanc) et son sigle traditionnel ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontre que cette requête ne saurait prospérer ;

« Que l'auguste Juridiction peut s'en apercevoir au moyen des arguments développées ci-après ;

« I- Sur les délais de saisine du Conseil Constitutionnel

« Attendu qu'il est de principe que la saisine d'une juridiction est encadrée par des délais ;

« Qu'en l'espèce, le Conseil Constitutionnel a reçu une requête du FSNC, le 28 janvier 2020 soit 10 jours environ avant la date du scrutin du 09 février 2020

« Qu'on peut légitimement s'interroger sur les délais de saisine du Conseil Constitutionnel dans le cadre de la présente procédure, cette Auguste Juridiction ne pouvant échapper au principe général de droit sus évoqué ;

« Qu'à s'en tenir aux dispositions de l'article 129 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, les contestations ou les réclamations relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat sont soumises à l'examen du Conseil Constitutionnel par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection ou toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour ladite élection, dans un délai maximum de deux (02) jours suivant la publication des candidatures ;

« Qu'au demeurant, la présente requête est sans objet dès lors que la campagne électorale a commencé, bat son plein et se poursuit avec la couleur et le sigle querellés ;

« II- Sur le caractère non fondé de cette requête

« Attendu que l'attribution d'un sigle ou d'une couleur à un parti politique découle, pour le premier (le sigle), du statut dudit parti et, pour la seconde (la couleur), du choix dudit parti confirmé à ELECAM avant l'impression des bulletins de vote et de campagne ;

« Qu'à l'exploitation des bulletins de campagne de ces deux partis politique, il est aisé de constater que les sigles ne sont pas les mêmes ;

« Que le sigle de l'ANDP, tel que cela ressort d'ailleurs de l'article 3 des statuts de ce parti politique, « est une carte du Cameroun sur fond vert représentant la terre nourricière au milieu de laquelle se trouve le soleil ; symbolisant la source de vie » ;

« Que pour ce qui est du sigle du FSNC, l'article 2 du statut de cette association indique qu'il « est constitué d'un homme en mouvement tenant une torche et placé sans un cercle qui symbolise l'univers dans sa perfection, l'homme éclairé par la sagesse que représente la torche qu'il tient est architecte de sa vie et maître de son destin » ;

« Que ces sigle, qui ne sont susceptibles d'aucune confusion comme voudrait le laisser croire le requérant, suffisent à distinguer le FSNC et l'ANDP et donc de permettre un choix conséquent des électeurs ;

« Qu'il revient d'ailleurs à chaque parti politique lors de sa campagne électorale de communiquer sur cet élément pour éclairer ses sympathisants ;

« Qu'en ce qui concerne la couleur, elle ne saurait être l'apanage d'un parti politique dès lors qu'elle ne figure pas dans les statuts mais résulte plutôt du choix fait par ce parti et communiqué à ELECAM avant l'impression des bulletins ;

« Qu'en l'espèce, le problème de couleur évoqué ne saurait retenir l'attention du moment où les couleurs choisies pour chacun des bulletins de campagne permettent aisément de les individualiser ;

« Qu'en effet, tandis que la couleur jaune du bulletin du FSNC est plus claire, celle de l'ANDP est plus sombre preuve que ce sont deux tonalités différentes qui ont utilisés lors de leur impression ;

« Qu'au-delà, il revient également à chacun des partis politiques lors de la campagne de communiquer sur la couleur pour éclairer ses sympathisants ;

« Qu'au demeurant, la requête du FSNC n'est pas fondée, la confusion alléguée qui découlerait de l'identité de sigle et de couleur avec l'ANDP, sur les bulletins de campagne, n'étant pas avérée ;

« Par Ces Motifs et tous autres à en déduire ou suppléer même d'office,

« Plaise au conseil Constitutionnel de :

« -recevoir l'Etat du Cameroun (Ministère de l'Administration Territoriale) en son mémoire en réponse et l'y dire fondé ;

« - Statuer ce qu'il appartiendra sur les délais de sa saisine et dire la requête sans objet ;

« -Surabondamment, déclarer non fondée la requête du FSNC.

« Et ce sera justice;

« Yaoundé le 29 janvier 2020 ;

« Le représentant de l'Etat ;

« (é) ;

« MBENOUN Maurice Désiré ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que l'article 129 du Code Electoral dispose :

« Les contestations ou les réclamations relatives au rejet ou à l'acceptation des candidatures, ainsi que celles relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat sont soumises à l'examen du Conseil Constitutionnel par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour ladite élection, dans un délai maximum de deux (02) jours suivant la publication des candidatures » ;

---Qu'en l'espèce, le Conseil Electoral ayant publié les listes de candidats les 09 et 10 décembre 2019, le délai prescrit ci-dessus courait jusqu'au 12 décembre 2019 à minuit ;

---Qu'en saisissant le Conseil le 28 janvier 2020, le requérant était forclos ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête du Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC) irrecevable pour forclusion ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

B- CONTENTIEUX POST-ELECTORAL

DECISION N° 02/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur WANTOU SIANTOU Lucien (RDPC)

C/

ELECAM

MINAT

UMS

OBJET:

(Recours en annulation des élections dans la circonscription du Haut-Nkam)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **WANTOU SIANTOU**, candidat du RDPC, comparant ;

---D'UNE PART

---ET

-**L'Union des Mouvements Socialistes (UMS)**, ayant pour conseil Maître ELOUGA ZOGO Jean Paul, Avocat au Barreau du Cameroun ;

-**Elections Cameroun (ELECAM)**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN
Maurice, OYONO ESSOMBA, MELAT ATIOGUE Brice, Madame DALE NGOLLE Anne et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

--- Vu le recours de Monsieur WANTOU SIANTOU Lucien ;

---Attendu que par requête en date du 11 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le 14 février 2020 et enregistrée sous le n° 41/G/SG/CC, Sieur WANTOU SIANTOU Lucien, candidat du RDPC, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des résultats de la liste UMS dans la circonscription électorale du Haut-Nkam ;

---Que la requête sus-évoquée est ainsi libellée :

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel – Yaoundé ;

« Monsieur WANTOU SIANTOU Lucien, candidat RDPC aux élections législatives du 09 février 2020 dans le Haut-Nkam, demeurant à Bakou.

« A l'honneur de vous exposer

« Qu'il a déposé une requête en annulation des résultats de la liste UMS aux élections législatives du 09 février 2020 dans la Haut-nkam à Monsieur le Président de la Commission Départementale de Supervision des élections législatives le 11 février 2020 sous le n° 85 dont copie ci-jointe ;

« C'est pourquoi, compte tenu de ce qui précède, nous vous prions de bien vouloir annuler les résultats de la liste UMS aux élections législatives dans la circonscription électorale du Haut-Nkam ;

« Profonds respect ;

« Sous toutes réserves ;

« (é) ».

---Attendu que suivant l'article 133(3) de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, la requête a

été communiquée aux parties intéressées, qui disposaient d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leur mémoire ;

---Qu'ainsi, Elections Cameroon, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse au Conseil Constitutionnel le 16 février 2020 sous le n° 147/G/SG/CC, dont le contenu suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée le 14 février 2020 au greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 41, Monsieur WANTOU SIANTOU a sollicité l'annulation des résultats de la liste UMS à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Haut-Nkam ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite hors délai ;

« In limine litis : sur l'irrecevabilité de la requête comme faite hors délai.

« Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que « Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). »

« Que les élections législatives s'étant tenues sur toute l'étendue du territoire camerounais le 09 février 2020, les recours devaient parvenir au Conseil Constitutionnel au plus tard soixante-douze (72) heures après la clôture du scrutin, soit le 12 février 2020 ;

« Qu'or, le recours du sieur WANTOU SIANTOU Lucien a été déposé au Conseil Constitutionnel le 14 février, soit deux (02) jours après la date fixée pour la saisine du Conseil Constitutionnel ;

« Que ce recours est donc irrecevable comme déposé hors délai.

« Par ces motifs :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« In limine litis : déclarer irrecevable le recours de Monsieur WANTOU SIANTOU Lucien comme déposé hors délai.

« Et ce sera justice ;

« Sous toutes réserves ;

« (é) ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que :

« Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). » ;

---Qu'en l'espèce, le scrutin s'étant clôturé le 09 février 2020, le délai prescrit ci-dessus courait jusqu'au 12 février 2020 à minuit ;

---Qu'en saisissant le Conseil le 14 février 2020, le requérant était forclos.

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare le recours de Sieur WANTOU SIANTOU Lucien irrecevable pour forclusion ;

--- Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en Français et en Anglais;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les mêmes jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 03/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur TOUELI Angelo (PCRN)

C/

ELECAM

MINAT

RDPC

OBJET :

(Requête en annulation totale des opérations électorales dans le MFOUNDI)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---**Sieur TOUELI Angelo**, candidat du PCRN dans la circonscription électorale du MFOUNDI et ayant pour conseil Maître NOUGA, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant

---D'UNE PART ;

---ET

-**ELECAM,** ayant pour Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, comparant ;

-**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

-Le **RDPC,** représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, comparant.

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller Joseph Marie BIPOUN WOUM en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur TOUELI Angelo ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le même jour et enregistrée sous le n° 30/G/SG/CC, Sieur TOUELI Angelo, candidat investi par le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN), a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Mfoundi en ces termes :

« *A Monsieur le Président et les membres composant le Conseil Constitutionnel - Yaoundé*

« Monsieur le Président,

« Sieur TOUELI Angelo, candidat titulaire investi par le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale dans la circonscription du Mfoundi demeurant à Yaoundé, y faisant élection de domicile et soussigné ;

« A l'honneur de vous exposer :

« Les faits :

« Candidat député titulaire pour le compte du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale dans la circonscription électorale du Mfoundi aux élections législatives du dimanche 09 février 2020, le requérant a entrepris une tournée de surveillance des élections dans l'arrondissement de Yaoundé 2ème qu'il représente sur la liste de son parti ;

« Qu'au cours de cette tournée, il a remarqué des jeunes gens qui votaient plusieurs fois, allant d'un bureau à un autre après s'être soigneusement nettoyé les mains pour rendre invisible l'encre apposé sur les doigts après avoir accompli son devoir électoral ;

« Qu'il a dénoncé ces faits auprès des responsables locaux d'Elecam, et au commissariat de Mokolo qui, plutôt que d'empêcher cette fraude électorale manifeste en appréhendant ses auteurs, ont reproché au recourant cette vigilance et l'ont violenté, lui ont causé des blessures, l'ont arrêté et séquestré dans une cellule du commissariat du quartier Mokolo ;

« Que cette manœuvre avait pour but de faciliter les votes multiples constatés au profit d'un parti politique et nuire à la sincérité des suffrages ;

« Ces fraudes ont été remarqués au bureau de vote du Camp Bové où une dizaine de jeunes hommes et femmes ayant déjà votés ont été surpris nettoyant à l'aide d'un liquide non identifié, l'encre indélébile sur leurs doigts pour élever les preuves d'acquittement de leur droit de vote ;

« Cette manœuvre a également été observée au centre de vote suivant :

« -l'hôpital central ou les responsables des bureaux de vote ont été appelé en vain à la vigilance ; manifestement, les présidents de bureau de vote ont choisi d'aider ces fraudes par une conduite partiale et malhonnête

« -l'Ecole publique de Messa… les mêmes fraudeurs ont été aperçus alignés et attendant de voter alors qu'ils avaient déjà été remarqués au camp Bové ;

« A l'évidence, les autorités en charge du processus électoral ont mis en place cette manœuvre pour favoriser un parti politique et les personnalités administratives et judiciaires bien identifiées ont été mises à contribution à cet effet. Il s'agit de

« 1- Monsieur le sous-Préfet de Yaoundé 2ème venu protéger les fraudeurs

« 2- Monsieur ONANA présente comme un substitut du Procureur de la République

« 3- Monsieur le Commissaire de police exécutant des ordres illégaux du sous-Préfet.

« Ces trois autorités ont ordonné l'arrestation du candidat, la confiscation de ses moyens de communications (téléphone et argent), sa séquestration et sa torture, menotté et accroché par les menottes à une fenêtre dans une cellule d'un commissariat de 13 heures environ à 22 heures 30mn ;

« Cette attitude a conduit à des erreurs sur les procès-verbaux notamment des cas de suffrages supérieurs au nombre de votants et autres incongruités dans les décomptes ;

« Que ces manœuvres ont gravement nui à l'expression des suffrages et à la sincérité du scrutin et méritent d'emporter annulation de celui-ci en application des dispositions de la loi ;

« C'est pourquoi le requérant sollicite qu'il vous plaise Monsieur le Président et les Membres composant le Conseil Constitutionnel

« Vu les dispositions légales ci-dessus visées, ensemble les pièces versées,

« En la forme :

« Dire le présent recours recevable comme fait dans les forme et délai de la loi

« Au fond :

« Vu les faits ci-dessus relatés ;

« Voir le Conseil Constitutionnel

« Recevoir les témoins ayant vécu les faits ci-dessus afin d'en apprécier l'ampleur en application des dispositions de l'article 133 al. 2 du code électoral

« Constater la violation de la loi par les responsables d'ELECAM en organisation un système de vote multiple ;

« Par conséquent,

« Ordonner l'annulation totale des élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription électorale du Mfoundi ;

« Dire qu'une nouvelle élection sera organisée dans un délai de 20 jours au moins et de 40 jours au plus suivant l'annulation sollicitée ;

« Sous toutes réserves ;

« Yaoundé, le 12 février 2020 ;

« (é) ;

« Angelo TOUELI ».

---Attendu que la requête ci-dessus a été communiquée aux parties intéressées, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse, en vertu de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Qu'ainsi, sous la plume de ses Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, ELECAM a déposé son mémoire en réponse conçu comme suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 30, Monsieur TOUELI ANGELO a sollicité l'annulation totale de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MFOUNDI ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que « la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de Monsieur TOUELI ANGELO laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant à lui que « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les noms, prénom (s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »

« Attendu que la requête du sieur TOUELI ANGELO ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le recours du sieur TOUELI ANGELO est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« <u>PAR CES MOTIFS</u> :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : Déclarer irrecevable le recours de Monsieur TOUELI ANGELO.

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 décembre 2019.

« <u>POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)</u>

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

« Barrister OKHA BAU OKHA (é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é)».

---Que de son côté, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) a, sous la plume de ses conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020, enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 30, Monsieur TOUELI Angelo, candidat du PCRN aux élections législatives du 09 février 2020 dans le Mfoundi, sollicite l'annulation totale des élections dans ladite circonscription ;

« Sur la recevabilité du recours

« Attendu que le recours de Monsieur TOUELI est irrecevable en la forme ;

Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2) En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

*« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « **La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.** » ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à

suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

*« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « **veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats.** » ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

*« Article 48 : « (1) **En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.***

*« (2) **Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.** » ;*

*« Article 49 : « **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.** » ;*

*« Article 55(1) : « **Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.** » ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

*« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « **le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.** » ;*

*« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) **Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.***

*« (3) **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.** » ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble de dispositions qui précèdent :

« (1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« (2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« (3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« (4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

*« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « **la forme prime sur le fond** » est à la base de la recevabilité de tout recours,*

s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« A titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur TOUELI Angelo ne comporte nullement le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'elle ne précise non plus aucun moyen en violation des dispositions combinées des articles 49 et 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 sus invoquée et 133(3) du code électoral ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement au fond

« Attendu que le recours de Monsieur TOUELI Angelo porte essentiellement sur les griefs suivants :

- *Votes multiples,*
- *Erreurs sur les procès-verbaux, notamment suffrages supérieurs au nombre de votants ;*

« Qu'il ne produit cependant aucun document pour étayer ses allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que son recours n'est pas fondé et doit en conséquence être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal

« Voir déclarer irrecevable la requête de Monsieur TOUELI Angelo ;

« Subsidiairement

« Voir rejeter son recours comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« YAOUNDE LE 15 FEVRIER 2020

« (é) Louis Gabriel EYANGOH».

---Que pour sa part, le MINAT a, sous la plume de ses représentants messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, MELAT ATIOGUE Brice, madame DALE NGOLLE Anne, et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire libellé ainsi qu'il suit :

« *Plaise au Conseil Constitutionnel ;*

« Vu la requête, en date du 12 février 2020 enregistrée sous le numéro 30 au Greffe du Conseil Constitutionnel;

« Attendu que ***Sieur TOUELI Angelo****, candidat titulaire investi par le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) dans la circonscription du Mfoundi, sollicite l'annulation totale des élections législatives du 09 février 2020 dans la dite circonscription et l'organisation d'une nouvelle élection dans le délai légal;*

« Attendu qu'au soutien de sa demande, il affirme que le déroulement des opérations de vote dans cette circonscription a été émaillé de nombreuses irrégularités notamment les fraudes massives ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer ;

« I-Sur le caractère tiré de l'absence d'articulation des moyens et du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« A- sur l'irrecevabilité de l'absence d'articulation de moyens

« Attendu qu'au terme de l'article 133 alinéa 3 du code électoral, la requête doit, ***sous peine d'irrecevabilité*** *préciser les faits et les moyens allégués ;*

« Que par moyens, on entend les dispositions de droit dont une partie se prévaut pour fonder sa prétention ; « Qu'en l'espèce, sieur ***TOUELI Angelo*** *n'indique pas à l'appui de ses prétentions, la disposition légale qui aurait été violée;*

« Qu'il suit que sa requête est irrecevable ;

« B- Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence de nom de l'élu dont l'élection est contestée

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 portant organisation et fonctionnement du conseil constitutionnel dispose que la requête doit contenir sous peine d'irrecevabilité le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Qu'à la lecture de la requête de sieur TOUELI Angelo, il n'est nulle part fat mention du nom de l'élu ou des élus dont il conteste l'élection ;

« Qu'il suit que la Haute Cour déclarera ce recours irrecevable en application de la disposition légale susvisée ;

« II- Sur le caractère non justifié de la requête

« Attendu qu'il est de principe en droit qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en rapporter la preuve ;

« Qu'en l'espèce sieur ***TOUELI Angelo*** *n'apporte aucune preuve des fraudes massives alléguées;*

« Qu'il se limite juste à faire des allégations qui ne sauraient retenir l'attention de l'auguste juridiction ;

« Attendu au demeurant que le requérant ne démontre pas en quoi les griefs allégués auraient pu avoir une incidence certaines sur le résultat de l'élection ;

« Que de ce fait, il expose sa requête au rejet sur le fondement de l'article 134 du Code Electoral qui dispose : « le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant pas de griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection » ;

« Qu'ainsi, la présente requête n'est pas justifiée ;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« -recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé ;

« -déclarer la requête de sieur ***TOUELI Angelo*** *irrecevable pour absence d'articulation de moyens et du nom de l'élu dont l'élection est contestée;*

« -au fond, la déclarée non justifiée ;

« -la rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice ;

« (é) ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et autres du texte d'organisation invoqués ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à***

l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, bien qu'ayant pris part à l'élection et déposé le recours dans les délais prévus par la loi, le requérant n'a visé aucun texte de droit à l'appui des faits allégués ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur TOUELI Angelo irrecevable ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en

anglais;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 04/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

PEKEUHO TCHOFFO ERNEST,
Président National du Bloc pour la Reconstruction et l'Indépendance économique du Cameroun (BRIC)

C/

RDPC

ELECAM

MINAT

UDP

SDF

OBJET :

(Requête en annulation totale des élections législatives dans la circonscription spéciale de la Mezam-Nord)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne J. épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général dudit Conseil ;

--- Dans l'affaire opposant :

---**PEKEUHO TCHOFFO ERNEST, Président National** du Bloc pour la Reconstruction et l'Indépendance économique du Cameroun (BRIC)

Comparant

---D'UNE PART ;

---ET

---**Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais**, ayant pour conseils Maitres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, LUKE SISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA, NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus, tous avocats au Barreau du Cameroun ;

---**Elections Cameroon**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMBA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph tous avocats au barreau du Cameroun ;

---**Le Ministère de l'Administration Territoriale,** représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, et Mesdames DALE NGOLLE Anne et KAMDJOM Laurence et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller Paul NCHOJI NKWI en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 7 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu la requête de UNIVERS parti politique candidat aux élections législatives ;

---Vu les mémoires en réponse des parties défenderesses ;

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 07 en date du 12 février 2020, Sieur PEKEUHO TCHOFFO Ernest, Président National du Bloc pour la Reconstruction et l'Indépendance économique du Cameroun en abrégé BRIC parti politique, candidat à l'élection législative du 09 février 2020, a saisi ledit Conseil d'un recours en ces termes :

« Monsieur le Président,

« Bloc pour la Reconstruction et l'Indépendance économique du Cameroun en abrégé BRIC

« Liberté - Démocratie - Développement

« (Parti Politique) BP 11736 Douala-Cameroun Tél 699 10 13 07/6 77 87 68 20 E-mail : bricparty@yahoo.fr//Site web : www.bricparty.org

«PEKEUHO TCHOFFO Ernest Président National du BRIC candidat du BRIC dans la circonscription spéciale de la Mezam-Nord ;

« A LE RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

«Nous venons très chaleureusement auprès de votre personnalité en application des articles 47, 48, 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel et de l'article 168 renvoyant aux articles 132 à 136 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, demander l'annulation totale des élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription spéciale de la Mezam-Nord ;

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, l'article 48 al 1 stipule que, en cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.

« Al 2, lorsque le Conseil Constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.

« A l'article 49 il est écrit : Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les noms, prénom (s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, en ma qualité de président National du BRIC, couplé à ma casquette de candidat dans la circonscription législative de la Mezam-Nord, je conteste l'élection du candidat du RDPC ayant comme candidat titulaire : MONSIEUR AGHO Olivier, et comme candidate suppléante madame AKONGWA HELEN ;

« Concernant les moyens de fait et de droit qui fondent notre requête, nous allons les énoncer plus bas ;

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, l'article 168 renvoyant aux articles 125, 129, 130 et 131 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, dit :

« Article 168

« (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale. Il en proclame les résultats dans un délais maximal de vingt (20) jours à compter de la date du scrutin.

« (2) Le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.

« (3) Le procès-verbal des opérations électorales et de proclamation des résultats est dressé par le Conseil Constitutionnel en quadruple exemplaire dont il conserve l'original. Les autres exemplaires sont transmis au ministère chargé de l'Administration Territoriale, ou par toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.

« Article 133 : « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui dispose d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.

« Article 134 : « Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection.

« Article 135 : « (1) En cas d'annulation des opérations électorales, notification immédiate en est faite au Ministre chargé de l'Administration territoriale et à ELECTIONS CAMEROON.

« (2) Nonobstant les dispositions de l'article 86 de la présente loi, une nouvelle élection est organisée dans un délai de vingt (20) jours au moins et quarante jours au plus, à compter de la date de l'annulation.

« (3) Le Président de la République sortant reste en fonction jusqu'à l'élection et à la prestation de serment du Président nouvellement élu et convoque le corps électoral dans les délais prévus à l'alinéa 2 ci-dessus.

« Article 136 : « Les élections du Conseil Constitutionnel relatives aux opérations électorales, aux résultats des élections et aux candidatures ne sont susceptibles d'aucun

recours.

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, chers membres, depuis plusieurs mois la tension était montée dans la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à cause des déclarations incendiaires de certaines élites allées sur le terrain pour faire croire qu'ils jouissent d'une certaine popularité. Dans la nuit du 08 au 09 février, tout le matériel de vote de Bafut à Bamenda, dans la région du Nord-Ouest a été incendié. La population tétanisée par la recrudescence de la violence, n'a pas osé sortir de chez elle pour aller voter contrairement aux appels du gouvernement. En effet, le Ministre de l'Administration Territoriale Paul ATANGA NJI a déclaré sur RFI que toutes les conditions sont réunies pour une élection paisible dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest et pendant ce temps il se déplaçait avec une escorte de 10 blindées de l'armée camerounaise. Tout en ajoutant que je cite « Je crois que pour ceux qui sont des déplacés, la plupart sont en train de rentrer que ce soit dans les régions du Nord-Ouest ou dans la région du Sud-Ouest pour aller voter parce qu'ils doivent voter, c'est la meilleure façon de participer à l'édification de notre destin commun », a-t-il déclaré.

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, très chers membres, le mot d'ordre de ville morte lancé par les séparatistes a été respecté à Bafut. Les groupes armés ont bloqué pendant plusieurs heures, tous les accès qui mènent aux centres de vote risquent de se faire exécuter.

« En rappel l'unique centre de vote prévu pour abriter quelques bureaux dans l'arrondissement de Bafut a été incendié le mardi 4 février 2020 juste après la tenue du meeting du RDPC dans cette école.

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, très chers membres la Constitution du Cameroun à son article 2 stipule que :

« Article 2 : « (1) La souveraineté nationale appartient au peuple camerounais qui l'exerce soit par l'intermédiaire du Président de la République et des membres du Parlement soit par voie de référendum ;

« Aucune fraction du peuple aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

« (2) Les autorités chargées de diriger l'Etat tiennent leurs pouvoirs du peuple par voie d'élections au suffrage universel direct ou indirect, sauf dispositions contraires de la

présente Constitution ;

« (3) Le vote est légal et secret ;

« Y participent tous les citoyens âgés d'au moins vingt (20) ans :

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, très chers membres, la Constitution, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
« Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966
« Entrée en vigueur : le 23 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 49 stipule à son article 25, 49 et 50 que :
« Article 25 : « Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restriction déraisonnable :
« a) De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ;
« b) De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ;
« c) D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays ;
« Article 49 : « 1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion ;
« 2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Pacte ou y adhèreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion ;

« Article 50 :« Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs ;

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel très chers membres, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples à son article 13 alinéa 1, stipule que « Tous

les citoyens ont le droit de participer librement à la direction des affaires publiques de leur pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, ce, conformément aux règles édictées par la loi ».

« Et à son article 25 : « Les Etats parties à la présente Charte ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits et des libertés contenues dans la présente Charte, et de prendre des mesures en vue de veiller à ce que ces libertés et droits soient compris de même que les obligations et devoirs correspondants ;

« Sans oublier la déclaration universelle des droits de l'homme qui obligent notre pays à faciliter une participation équitable à tous ses citoyens lors des différentes consultations électorales ;

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, très chers membres ;

« Le 09 février 2020 l'Etat n'a pas pu assurer la sécurité des citoyens qui voulaient aller voter, tous ont pris peur et ne sont pas sortis ;

« ELECAM n'a pas pu ouvrir dans les arrondissements de Bafut et Tubah et pire encore n'a ouvert aucun bureau de vote à Bafut ;

« Le 09 février 2020 depuis une base de la délégation régionale du Ministère de la recherche scientifique pour le Nord-Ouest quelques procès-verbaux ont été remplis par quelques citoyens camerounais et voulant nous faire croire qu'il y a eu vote à Bafut et dans cette parodie d'élection ils vont jusqu'à déclarer que des 19873 inscrits de l'arrondissement de Bafut jusqu'à 313 personnes ont pris part au vote, 8 bulletins nuls et le candidat du RDPC a récolté 270 et un taux de participation de 1,58 ;

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, très chers membres

« Ce qui s'est déroulé dans la circonscription spéciale de la Mezam-Nord le 9 février 2020 est tout simplement une parodie d'élection

« Nous vous invitons au vue de tout ce que nous venons d'apporter comme éléments de constater que l'élection n'a pas été régulière dans la circonscription de la Mezam-Nord et de décider de l'annulation totale et de la reprise de l'élection dans cette circonscription.

« Fait à Tubah le 11 février 2020 ;

« Le Président national du BRIC ;

« PEKEUHO TCHOFFO Ernest ;

« Candidat titulaire dans la circonscription spéciale de la Mezam-Nord ;

« (é)».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête a été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Que réagissant par le truchement de leurs représentants respectifs, les parties défenderesses ont déposé chacune son mémoire en réponse ainsi conçu :

« POUR LE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CAMEROUNAIS (RDPC)

« *<u>PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL</u>*

« Attendu que par requête en date du 11 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février suivant sous le n° 07, Monsieur PEKEUHO TCHOFFO Ernest, Président National du parti politique BRIC et candidat à l'élection législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de MEZAM NORD, sollicite l'annulation totale desdites élections pour les motifs suivants :

- *Vives tensions dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du fait des déclarations incendiaires des élites allés sur le terrain,*
- *Destruction par incendie de tout le matériel de vote dans la nuit du 08 au 09 février 2020,*
- *Violences et menaces des groupes armés ayant empêché les populations de prendre part au vote,*
- *Centre de vote de Bafut incendié le 04 février 2020,*

« Qu'il ne produit cependant aucun document pour étayer ses allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que son recours n'est pas fondé et doit en conséquence être rejeté ;

« <u>PAR CES MOTIFS</u>

« Voir rejeter le recours de Monsieur PEKEUHO TCHOFFO Ernest, Président National du parti politique BRIC comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES ;

« PROFONDS RESPECTS ;

« YAOUNDE LE 15 FEVRIER 2020 ;

« (é) ».

POUR ELECTIONS CAMEROON

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée le 12 février 2020 au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 07, le parti politique dénommé ***BLOC POUR LA RECONSTRUCTION ET L'INDEPENDACE ECONOMIQUE DU CAMEROUN (BRIC)*** *a sollicité l'annulation totale de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la* ***MEZAM NORD*** *au motif que les électeurs n'auraient pas exercé leur droit de vote dans les arrondissements de Bafut et de Tubah pour cause d'insécurité ;*

« Que cette requête ne saurait cependant prospérer, les moyens qui la sous-tendent n'étant pas fondés ;

« Attendu que les populations des arrondissements de Bafut et de Tubah ont bien pris part au scrutin querellé

« Que la preuve de cet état de chose découle des procès-verbaux issus des bureaux de vote de ces deux localités ;

« Que dans l'optique de garantir l'exercice de leur droit de vote par les citoyens désireux de le faire, des mesures de sécurité ont d'ailleurs été renforcées ;

« Attendu que le requérant semble s'appuyer sur le faible taux de participation à cette élection pour justifier l'absence de vote ;

« Que pourtant cela démontre plutôt qu'il y a eu vote à Bafut et à Tubah ;

« Qu'il est du reste utile de souligner que les élections sont libres, chaque citoyen ayant le loisir d'être candidat ou simplement électeur, ou encore de ne même pas participer au processus électoral de quelque façon que ce soit ;

« Qu'au demeurant, aucune loi n'oblige un citoyen Camerounais à aller voter, cela relevant d'une décision personnelle ;

« Attendu en plus que l'on ne saurait lier l'abstention à la situation sécuritaire puisque d'autres régions du pays ont connu un faible taux de participation alors qu'elles ne connaissent pas de troubles ;

« Qu'ainsi, l'on ne saurait, sans se tromper, déclarer que les populations des arrondissements de Bafut et de Tubah ont été privées du droit de vote ;

« Que l'argument évoqué au soutien de sa requête par le BRIC n'est donc pas fondé.

Qu'il convient Donc de rejeter ledit recours.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« EN LA FORME :

« Dire recevable le recours du parti politique dénommé BLOC POUR LA RECONSTRUCTION ET L'INDEPENDACE ECONOMIQUE DU CAMEROUN (BRIC) comme fait dans les forme et délai de la loi ;

« AU FOND :

« Rejeter le recours du parti politique dénommé BLOC POUR LA RECONSTRUCTION ET L'INDEPENDACE ECONOMIQUE DU CAMEROUN (BRIC) comme non fondé.

« ET CE SERA JUSTICE ;

« SOUS TOUTES RESERVES ;

« YAOUNDE, LE 14 FEVRIER 2020 ;

« *POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;*

« *Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é) ;*

« *Barrister OKHA BAU OKHA(é) ;*

« *Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é)* ».

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

---Attendu que l'article 132 alinéa 2 dispose que le Conseil Constitutionnel « ***statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par***

tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection » ;

---Que l'article 133 quant à lui dispose :

« (1) Toute contestation formulée en application des opérations de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin…»,
«(3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués……» ;

---Que bien que le requérant ait compéti dans la circonscription en question et déposé son recours dans les délais, sa requête n'est pas conforme à l'alinéa 3 de l'article 133 du Code Electoral susvisé, les faits allégués ne cadrant pas avec les textes de loi et instruments internationaux invoqués ;

---Qu'il y a lieu par voie de conséquence de la déclarer irrecevable.

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 du Code Electoral, il y a lieu de laisser les dépens à la charge du Trésor Public.

---Attendu qu'il y a lieu également d'ordonner la notification de la décision à intervenir à ELECAM, aux autres parties concernées et sa publication au Journal Officiel en application des dispositions combinées des articles 131 alinéa 3 du Code Electoral et 151 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties et à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

EN LA FORME

---Déclare la requête de Sieur PEKEUHO TCHOFFO Ernest irrecevable pour défaut de moyens ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral, aux autres parties concernées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

RULING No. 05/CC/SRCER OF THE 24th FEBRUARY 2020

BETWEEN:

Mrs. AMINA BELO

AND

CPDM

SDF

ELECAM

MINAT

RELIEF SOUGHT:

(***Petition for the cancellation of the Legislative election results of February 9, 2020 in DONGA MANTUNG WEST or the declaration of the UDP candidate as winner)***

---The Constitutional Council sitting in open Court, the 24th and 25th of February 2020, before the panel composed thus:

---**Mr. Clément ATANGANA**, President of the Constitutional Council, **President**;

---**Messrs:**

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---**Mrs: Florence Rita ARREY**

---**Messrs:**

Charles Etienne LEKENE DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE

COUNCILLORS/MEMBERS;

---With the assistance of **Mr. HAMADJODA, interim Registrar-In-Chief** and **Mrs. Flavienne Jeannette AMBOMO épse NOAH AMBASSA, Registrar**;

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary General**.

---In the matter of a petition pitting:

-Mrs. AMINA BELO, candidate on the rejected list of the UDP for Donga Mantung West constituency for the February 9, 2020 Legislative elections, Petitioner;

---AND

-CPDM

-SDF

-ELECAM

-MINAT

Respondents;

---Delivered the following Ruling:

---The Constitutional Council,

---Mindful of the Constitution,

---Mindful of law No. 2004/004 of 21/04/2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended by law Nos. 2012/ 015 and 2012/016 of 21/12/2012;

---Mindful of decree No. 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organisation and functioning of the General Secretariat of the Constitutional Council;

---Mindful of law No. 2012/001 of 18/04/2012 on the Electoral Code as amended and supplemented by law No. 2012/017 of 21/12/2012;

---Mindful of Decree No. 2018/015 of 07/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/106 of 07/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2019/621 of 10/11/2019 convening electors for the February 9, 2020 Legislative and Municipal elections;

---Mindful of the petition of AMINA BELO;

---Upon listening to the report of Mrs. ARREY Florence Rita, Councillor/Reporter;

---Considering that by a petition dated 10th February 2020, received on the 11th of the same month and registered under n° 01, Mrs. AMINA BELO, candidate on the rejected list of UDP for DONGA MANTUNG WEST, seized the Constitutional Council requesting for the cancellation of the legislative election results of February 9, 2020 in the DONGA MANTUNG WEST constituency or the declaration of the UDP candidate as winner.

---Considering that the petition in question reads thus:

‘‘AMINA BELO;
“UDP CANDIDATE FOR LEGISLATIVE ELECTION-DONGA MANTUNG WEST CELL : 677 69 36 60;
“THE PRESIDENT NATIONAL COMMISSION FOR THE FINAL COUNTING OF VOTES;
“THE PRESIDENT, CONSTITUTIONAL COUNCIL YAOUNDE,
“Subject: REQUEST FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 IN DONGA MANTUNG WEST OR DECLARE UDP CANDIDATES AS WINNER
“I have the honour to inform you and members of your commission that UDP BALLOT papers were not put for voting at the Polling stations in MISAJE sub Division DONGA MANTUNG WEST constituency;

"The ELECAM printed UDP campaign papers (copy attached) and the UDP BALLOT papers thereof. The UDP has been campaigning for the past two weeks and spent much money for the transportation and feeding of UDP militants;

"The UDP has never received any document from the ELECAM board rejecting UDP list. The UDP list respected the gender issue and socio-cultural component of the constituency, whereby Mr. MBOWE GODWIN SAMA is a different tribe with Madam AMINA BELO who is of the Hausa-Fulani Tribe. ELECAM HAD ACCEPTED THE UDP list and the UDP have never been saved with any petition at the Constitutional Council;

"I hereby pray you and members of your commission to cancel the election results of February 9, 2020 in MISAJE, DONGA MANTUNG WEST or declare the UDP candidates thereof as winners;

"Thanks;

"Yours AMINA BELO, UDP candidate DONGA MANTUNG WEST

"sign".

---Considering that in compliance with section 168 as read with sections 130 paragraph 5, 132,133, 134, 135 and 136 of law No. 2012/001 of 19th April 2012 relating to the Electoral Code as amended by law No. 2012/017 of 21st December 2012, this petition was posted up at the Constitutional Council and duly notified on all the respondents within 24(twenty four) hours. The respondents in return had 48(forty-eight) hours to deposit their statements of defense;

---Considering that in reply, the CPDM political party filed their written submissions on the 15th of February 2020, the Ministry of Territorial Administration and Elections Cameroon, on the 15th and 16th of February 2020;

---Considering that SDF did not file any written statement of defence.

---Considering that the written submission of the CPDM reads thus:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

BETWEEN AMINA BELO, UNITED DEMOCRATIC PARTY (UDP) CANDIDATE, PETITIONER

AND

"ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"CAMEROON PEOPLES DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM);RESPONDENTS;

"RESPONSE OF THE CAMEROONS PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 01 RECEIVED ON THE 11/02/2020 AT THE REGISTRY

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS *the* ***Cameroon Peoples Democratic Movement (****hereinafter* ***CPDM)*** *doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible or ultimately dismiss the petition of the AMINA BELO, rejected candidate of the United Democratic Party (UDP) for the elections of the 9th February 2020;*

"Your Lordships, this Honourable Constitutional Council, sitting in its original and exclusive jurisdiction, and by ***Ruling No. 010/SRCER/G/SG/CC*** *of the* ***19th day of December 2019****, unanimously rejected the candidatures of* ***MBOWE GODWIN SAMA (substantive candidate, indigene and resident of Misaje Sub-Division)*** *and* ***AMINA BELLO (alternate candidate, indigene and resident of Misaje Sub-Division)****, to compete in the AKO-MISAJE constituency, for failure to respect* ***Section 151(3)*** *of the Electoral Code (See copy of* ***Ruling No. 010/SRCER/G/SG/CC*** *of the* ***19th day of December 2019*** *by the Constitutional Council)*

"It is therefore bizarre that the petitioner expected by some stroke of imagination, that UDP ballot papers should have been presented at the polling stations on the election date.

"Elections Cameroon merely executed a sound decision of this Honourable Constitutional Council by withdrawing the ballot papers of the respondent;

"From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition.

"RESPECTFULLY SUBMITTED

"Yaoundé 12th day of February 2020;

"ADDRESSES FOR SERVICE:

"RESPONDENTS: c/o their Counsel

"Barristers EYANGOH Louis Gabriel, KISOB Luke; KANGUE NDONG NTAH Xaverine, MBARGA NGONO Rose Celine, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus;

"PETITIONER: AMINA BELO, UNITED DEMOCRATIC PARTY (UDP)

"sign".

---Considering that the written submission of ELECAM reads thus:

"IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

"WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT (ELECTIONS CAMEROON);

***"FOR** ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)*

- ***Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA ;***
- ***Barrister OKHA BAU OKHA ;***
- ***Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph – Advocates***

"AGAINST :

"UNITED DEMOCRATIC PARTY (UDP)

"AMINA BELO

"MOTIVE OF PETITION:

"REQUEST FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 IN DONGA MANTUNG WEST OR DECLARE UDP CANDIDATES AS WINNER

***"ELECTORAL CONSTITUENCY:** DONGA MANTUNG WEST.*

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner filed a petition dated the 10th February 2020 before the Constitutional Council, praying the Council to cancel the results of the Legislative Election of 09th February 2020 in Donga Mantung West or declare UDP Candidates as winners. The petitioner in her petition alleged that the UDP ballot papers were not put for voting at the polling stations in Misaje sub Division Donga Mantung West Constituency.

"The petitioner further alleged that they never received any document from the Electoral Board of Elections Cameroon rejecting their list. They equally mentioned in their petition that the UDP list respected gender and sociological component of the constituency in question. They equally mentioned that Elecam accepted the UDP list and UDP have never been served with any petition from the Constitutional Council.

SUBMISSION TO THE COURT:

"We submit My Lords that the UDP list of Donga Mantung West was accepted and published by the Electoral Board of Elections Cameroon (ELECAM) on the 09th and 10th December 2019.

"After the publication of the list of candidates, the CPDM representative of Donga Mantung petitioned the Constitutional Council in suit No. 045/SRCER/G/SG/CC to disqualify the UDP list on the ground that it did not respect the Sociological Component of the Constituency. They mentioned the fact that the constituency is made up of two Sub Divisions (Misaje and Ako) and the two candidates of the UDP List were all from one Sub Division, thereby violating the sociological component.

"The Constitutional Council on the 19th December 2019 delivered a seasoned ruling No. 10/SRCER/G/SG/CC in open session and rejected the UDP list of Donga Mantung West for not respecting the sociological component of the constituency.

"Section 15(2), (3) and (4) of Law No. 2004/004 of 21 april 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council stipulate as follows:-

"(2) The ruling of the Constitutional Council shall be notified on the parties concerned and published in the official gazette;

"(3) They shall be binding on all public, administrative, military and judicial authorities as well on all natural persons and corporate bodies;

"(4) They shall be enforced forthwith.

"From the above cited provisions of the law, the petitioner was quite aware that the Constitutional Council ordered that the Electoral Board should withdraw the UDP list for Donga Mantung West and Elections Cameroon did just that in execution of the ruling of the Constitutional Council as required by the law.

"We further submit that as a result of the Ruling of the Constitutional Council disqualifying the list of UDP, the petitioner never took part in the election and therefore lacks the locaus standi to bring this action as per Section 132 sub 2 of the Electoral Code.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto;

"IN FORM:

"Declare the petition inadmissible for the petitioner has no locaus standi to bring this action.

"ON THE MERITS:

"Reject and dismiss the petition of UNITED MEMOCRATIC PARTY (UDP) ***AMINA BELO*** *For being unfounded for want of evidence.*

"Humbly Submitted;

"Yaoundé, the 13th February 2020;

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA;

"Barrister OKHA BAU OKHA;

"Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph;

"sign".

---Considering that the reply of the Ministry of Territorial Administration reads thus:

«OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT) SUR L'ANNULATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LES BUREAUX DE VOTE DE LA LOCALITE DE MISAJE DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU DONGA MANTUNG OUEST

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, YAOUNDE ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel!

« Vu la requête, en date du 10 février 2020, aux fins d'annulation des élections législatives dans les bureaux de vote de la localité de Misaje dans la circonscription électorale de la Donga Mantung Ouest, enregistrée au Greffe de céans sous le numéro 01 ;

« Attendu que Dame AMINA BELO, candidate de l'United Democratic Party (UDP) aux élections législatives du 09 février 2020, allègue que les bulletins de vote de ce parti politique étaient absents dans les bureaux de vote de la localité de Misaje alors que leur liste a été admise par ELECAM et qu'ils ont régulièrement battu campagne;

« Qu'elle sollicite soit l'annulation des élections dans cette localité soit que la liste de l'UDP soit déclarée vanqueur :

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Que l'Auguste Juridiction peut s'en apercevoir au moyen des arguments développés ci-après;

« l-Sur le caractère mal orienté de la requête

« Attendu qu'à la lecture de la requête de Dame AMINA BELO, il apparaît qu'elle a entendu, sans équivoque, saisir le Président de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes;

« Qu'on peut en effet lire à l'entête: "THE PRESIDENT NATIONAL COMMISSION FOR THE FINAL COUNTING OF VOTESI THE PRESIDENT, CONSTITUTIONNAL COUNCIL"

« Qu'en concluant ladite requête, elle prie le Président et les membres de sa commission d'annuler les élections dans la localité de Misaje en ces termes: « 1 hereby pray you and members of your commission to cancel the election results ;

« Attendu que le Conseil Constitutionnel et la Commission Nationale de Recensement Général des Votes sont deux organes distincts;

« Que le Président du Conseil constitutionnel n'est pas Président, encore moins membre de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes qui a à sa tête un Magistrat du Conseil Constitutionnel désigné par lui, tel que cela ressort des dispositions de l'article 68 du Code électoral;

« Qu'en saisissant la Commission, elle a estimé que c'est cette instance qui est compétente pour donner une suite légale à sa requête;

« Qu'il ne revient pas, en l'espèce, au Conseil Constitutionnel de se saisir d'une requête adressée à une autre instance;

« Qu'au demeurant, il convient de constater que la requérante a saisi la Commission Nationale de Recensement Général des Votes, de lui en donner acte et de l'inviter à se mieux pourvoir;

« II-Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens et du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« A- Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens

Attendu qu'aux termes de l'article 133(3) du Code électoral, la requête doit, sous peine d'irrecevabilité, préciser les faits et les moyens allégués;

« Que les moyens sont les raisons de fait et de droit invoquées par un plaideur à l'appui de sa prétention;

« Qu'en l'espèce, dame AMINA BELO n'indique pas, à l'appui de sa prétention, la disposition légale qui aurait été violée;

« Qu'il suit que sa requête est irrecevable;

« B· Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que la requête doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« Qu'à la lecture de la requête de Dame AMINA BELO, il n'est nulle part fait mention du nom de l'élu ou des élus dont elle conteste l'élection;

« Qu'il suit en application de la disposition légale susvisée de déclarer cette requête irrecevable;

« III· Sur le caractère non justifié de la requête

« Attendu qu'il est de principe en droit qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en rapporter la preuve;

« Qu'en l'espèce, dame AMINA BELLO qui prétend que les bulletins de vote de son parti étaient absents des bureaux de vote de la localité de Misaje ne rapporte ne serait-ce qu'un début de preuve de ses allégations qui, de ce fait, ne sauraient retenir l'attention de l'Auguste Juridiction;

« Qu'elle ne rapporte non plus la preuve de ce que ce grief pourrait avoir une incidence sur les résultats de l'élection exposant ainsi sa requête au rejet sur le fondement de l'article 134 du Code électoral qui dispose que le Conseil Constitutionnel peut rejeter les requêtes ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection;

« Qu'il suit que cette requête n'est pas justifiée;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office, Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé;

« - constater que dame AMINA BELO a saisi la Commission Nationale de recensement Général des Votes au lieu du Conseil Constitutionnel;

« - la renvoyer à se mieux pourvoir ainsi qu'elle avisera;

« - déclarer sa requête irrecevable pour défaut d'articulation des moyens et du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« - surabondamment, la déclarer non justifiée;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

« Le Représentant de l'Etat ;

« Signé MBENOUN Maurice Désiré ».

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITION

---Considering that by virtue of Section 132(2) of Law No. 2012/001 of 19th april 2012 relating to the Electoral Code as amended by law No. 2012/017 of 21st December 2012, the Constitutional Council shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations.

---Considering that from the provisions of the aforementioned section, the Electoral Code has clearly defined the category of persons with the *locus standi* to file petitions before the Constitutional Council in post-electoral disputes relating to the election of Members of Parliament.

---Considering moreover that the Constitutional Council, sitting in its original and exclusive jurisdiction, and by Ruling No. 010/SRCER/G/SG/CC of the 19th day of december 2019, unanimously rejected the candidatures of MBOWE GODWIN SAMA (substantive candidate, indigene and resident of Misaje Sub-Division) and AMINA BELLO (alternate candidate, indigene and resident of Misaje Sub-Division), to compete in the AKO-MISAJE constituency, for failure to respect the mandatory provisions of Section 151(3) of the Electoral Code.

---Considering that the petitioner did not take part in the election of Members of the National Assembly of february, 9, 2020 because she was on the rejected list of the UDP

political party for Donga Mantung West constituency as per Ruling No. 010/SRCER/G/SG/CC of the 19th day of december 2019 of the Constitutional Council;

---Considering that from the above we do find that the petitioner lacks the *locus standi* to file this petition before the Constitutional Council in this matter.

---Considering that proceedings before the Constitutional Council are free of charge as per section 57 of law No. 2004/004 of 21st of april 2004, the cost of these proceedings shall be defrayed by the Public Treasury.

---Considering that by virtue of section 15(2) of the aforementioned law and section 131(3) of the Electoral Code, this Ruling shall be served forthwith to the Electoral Board of ELECAM and to all the parties concerned, and published in the Official Gazette in French and in English.

UPON THESE GROUNDS

---The constitutional Council, after a full hearing in open Court on post-electoral disputes as final jurisdiction with the unanimous vote of its members;

---Declares the action instituted by AMINA BELO inadmissible and accordingly dismissed for lack of *locus standi*;

---Orders the Public Treasury to defray the cost of these proceedings;

---Orders service forthwith of this Ruling to the Electoral Board of ELECAM and to all the parties concerned, and its publication in the Official Gazette in french and in English;

---Thus decided and pronounced in open court by the Constitutional Council, the same day, month and year as cited above in the Court Hall of the said Council;

---In witness whereof, this present decision has been signed by the President and the Secretary- General and countersigned by the interim Registrar-In-Chief.

THE PRESIDENT **THE SECRERATY-GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

THE REGISTRAR-IN- CHIEF

HAMADJODA

DECISION N° 06/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP)

C/

RDPC
SDF
ELECAM
MINAT

OBJET :

(Annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de DONGA MANTUNG-OUEST)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---L'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (**ANDP**), ayant pour Conseil Maître Aggée MBANZEHE, comparant ;

---D'UNE PART ;

---ET

---**RDPC**, représenté par Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoît, et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**ELECAM**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau

---**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence et ACHET NAGNIGNI Martin, comparant ;

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller-Doyen BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n^{o} 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n^{o} 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (**ANDP**) ;

---Attendu que Par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 06 en date du 12 février 2020, le parti politique, Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (ANDP), ayant pour conseil Maître Aggée MBANZEHE, Avocat au Barreau du Cameroun, a saisi le Conseil Constitutionnel aux fins d'annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de DONGA MANTUNG-OUEST.

---Que cette requête est ainsi libellée :

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,

« Monsieur le Président,

« L'Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès(ANDP), ayant pour conseil Maître Aggée MBANZEHE, Avocat au barreau du Cameroun, Tél. : 666000244;

« A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

« Qu'elle sollicite l'annulation de l'élection législative dans la circonscription électorale de DONGA MANTUNG-OUEST en raison de l'exclusion de ses bulletins de vote dans les différents bureaux de vote sans aucune notification d'une décision judiciaire préalable ;

« En effet Monsieur le Président, le vice-président de l'ANDP a certifié avoir reçu les bulletins de campagne pour le scrutin du 09 février 2020 pour la circonscription électorale de DONGA MANTUNG-OUEST (pièce 1)

« Qu'elle a reçu mille (1 000) bulletins de vote d'Elections Cameroon comme support de campagne et a participé activement à la campagne électorale comme tous les autres partis en compétition sans aucune interdiction des pouvoirs publics (pièce 2) ;

« Que le 07 février 2020, elle a reçu un message de Madame BINTOU SARR, chef de la cellule des relations publiques à la Direction Générale d'Elections Cameroon pour s'enquérir de la situation, tout allait bien jusque-là (pièce 3) ;

« Qu'elle a été surpris par le fait que ses bulletins de vote étaient absents des bureaux de vote dans toute cette circonscription électorale ;

« Qu'elle a fait appel à ELECAM sur les raisons de l'absence de ses bulletins de vote, ce dernier n'a cru devoir remédier à cette situation jusqu'à la clôture du scrutin à 18 heures ;

« Que ce refus systématique de mettre les bulletins de vote de l'ANDP dans la localité de DONGA MANTUNG-OUEST résulte de la volonté expresse d'Elections Cameroon d'exclure ce parti politique afin de favoriser et offrir la victoire à un candidat en dehors de toute compétition ;

« C'EST POURQUOI MONSIEUR LE PRESIDENT

« Tenant compte de la pertinence de l'article 132(1 et 2) du code électoral qui dispose que « le Conseil Constitutionnel statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection », de bien vouloir annuler le scrutin électoral dans la localité ci-dessus dit afin de pouvoir permettre à l'ANDP de participer au processus électoral au même titre que les autres candidats ;

« Sous toutes réserves ;

« Et ce sera justice ;

« (é)».

---Attendu que la requête ci-dessus a été communiquée au Directeur Général d'Elections Cameroon, au Ministère de l'Administration Territoriale et au Secrétaire Général du Comité Central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) par actes du Greffe n^{os} 26, 25, 23/SG/CC, lesquels disposaient d'un délai de 48 heures pour

déposer leurs mémoires en réponse, conformément aux dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Qu'ainsi, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA et NDONG SOUMHET Benoît, a, sous la plume de ses conseils Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xaverine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

*«**MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS** the **Cameroon Peoples Democratic Movement (**hereinafter **CPDM)** doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible or ultimately dismiss the purported petition of the National Alliance for Democracy and Progress (herein after NADP or ANDP) for the elections of the 9th February 2020, for the following reasons:*

***«1. Sections 48(1) and 49 of Law No. 2004/04 of 21 April 2004 to lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council** states expressly that:*

« Section 48: (1) Where the regularity of the election of members of Parliament is contested, any candidate or political party that participated in the election in any given constituency or any person having a status of a Government agent for the election, may petition the Constitutional Council ;

« 2. Section 49: The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner as well as the name of the members of Parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof. The petitioner shall append to the petition, the documents produced as exhibits " ;

« Your Lordships, upon a cursory glance at this petition, we notice that the NADP political party is cited as the petitioner, but the petition is signed by a legal practitioner and not the mandated representative of the party, in violation of Section 48(1) cited herein.

« A further look at the petition demonstrates that the petitioner woefully fails to cite the

"full name, status and address of the petitioner, as well as the names of the members of Parliament whose election is contested…", in manifest violation of Section 49 cited herein.

« Your Lordships, we pray this Constitutional Council to declare this petition inadmissible because the depositor of this petition does not have the locus standi to sign this petition, and further failed to follow the obligatory directives of Section 49.

« Your Lordships, this Honourable Constitutional Council, sitting in its original and exclusive jurisdiction, and by ***Ruling no. 026/SRCER/G/SG/CC*** *of the* ***19th day of December 2019****, unanimously rejected the candidatures of* ***GAJI ABUBAKAR (substantive)*** *and* ***NSOMBO OSCAR WETTE (alternate)****, to compete in the AKO-MISAJE constituency, for failure to respect* ***Section 151(3)*** *of the Electoral Code, as both of them are of male gender(See copy of* ***Ruling No. 010/SRCER/G/SG/CC*** *of the* ***19th day of December 2019*** *by the Constitutional Council).*

« So, besides violating the cited Section 48(1) of Law No. 2004/04 of 21 April 2004 to lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, the petitioner also violated ***Section 132(2) of Law No. 2010/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral, amended and supplemented by Law No. 2012/017 of 12 December 2012****, in the sense that following rejection of their list by the Constitutional Council, neither the NADP nor its candidates were part of the said election ;*

« It is therefore bizarre that the petitioner expected by some stroke of imagination, that UDP ballot papers should have been presented at the polling stations on the election date ;

« Elections Cameroon merely executed a sound decision of this Honourable Constitutional Council by withdrawing the ballot papers of the dismissed candidates ;

« From the above, we urge Your Lordships to either declare the petition inadmissible or dismiss the said petition ;

« RESPECTFULLY SUBMITTED

« Yaoundé 13th day of February 2020

« ADDRESSES FOR SERVICE:

« RESPONDENTS: c/o their Counsel

i) ***« EYANGOH Louis Gabriel***

ii) ***« MBITA Blaise***

iii) ***« KISOB Luke***

iv) ***« KANGUE NDONG NTAH Xaverine***

v) ***« MBARGA NGONO Rose Céline***

vi) ***« NKOUMOU TSALA Gilbert***

vii) ***"ALIMA Marcus".***

---Qu'ELECAM, pour sa part a réagi sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, en ces termes :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée le 12 février 2020 au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 06, ***le parti politique dénommé Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (ANDP)*** *a sollicité l'annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du* ***DONGA MANTUNG - OUEST*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable pour défaut de qualité de la requérante ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE POUR DEFAUT DE QUALITE.

« Attendu que l'article 132 alinéa 2 du Code électoral dispose que ***« (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle.***

(2) « Il statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.» ;

« Que l'article 48(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que ***« En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du Parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant la qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection (…)» ;***

« Attendu que le parti politique dénommé Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) n'a pas pris part à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Donga Mantung - Ouest ;

« Qu'en effet la décision du Conseil Electoral portant acceptation de la liste de candidats de ce parti politique dans la circonscription électorale concernée avait fait l'objet d'un recours du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), au motif que l'aspect genre n'était pas pris en considération par la liste en cause ;

« Que statuant sur les mérites du recours susvisé, le Conseil Constitutionnel avait, par décision n° 26/SRCER/G/SG/CC/2019 du 19 décembre 2019, disqualifié la liste de l'ANDP ; (Pièce n° 1) ;

« Que cette décision du Conseil Constitutionnel retirait ainsi à l'ANDP non seulement le droit de compétir, mais aussi et surtout celui de formuler un recours en annulation totale ou partielle des opérations électorales de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Donga Mantung – Ouest ;

« Que du reste, l'ANDP n'est pas agent du Gouvernement pour l'élection concernée dans la circonscription en cause ;

« Qu'il s'en suit que la requérante n'a pas qualité pour formuler le présent recours ;

« Qu'il convient donc de la déclarer irrecevable pour défaut de qualité.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours du parti politique dénommé Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) pour défaut de qualité.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA(é) ;

« Barrister OKHA BAU OKHA (é) ;

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é) ;

---Qu'à son tour, le Ministère de l'Administration Territoriale, a fait ses observations formulées ainsi qu'il suit:

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête, en date du 11 février 2020, aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale du DONGA MANTUNG OUEST, enregistrée au Greffe sous le numéro 06 ;

« Attendu que ***Maître Aggée MBANZEHE****, Avocat au Barreau du Cameroun agissant pour le compte de* ***l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP)****, parti politique ayant pris part aux élections législatives du 09 février 2020, allègue que les bulletins de vote de ce parti ont été exclus des différents bureaux de vote sans aucune décision judiciaire préalable, alors que leur liste a été admise par ELECAM et qu'il a régulièrement participé à la campagne électorale ;*

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que pareille requête ne saurait prospérer ;

« Qu'en effet, aux termes de l'article 133(3) du Code Electoral, la requête doit, ***sous peine d'irrecevabilité, préciser les faits et les moyens allégués*** *;*

« Que les moyens sont les raisons de fait et de droit invoquées par un plaideur à l'appui de sa demande ;

« Qu'en l'espèce, le requérant n'indique pas, à l'appui de sa prétention, la disposition légale qui aurait été violée ;

« Attendu en outre que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que la requête doit contenir, ***sous peine d'irrecevabilité, le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée*** *;*

« Qu'à la lecture de la présente requête, le requérant ne fait aucunement mention du nom de l'élu ou des élus dont il conteste l'élection ;

« Qu'il s'ensuit que la requête de l'ANDP ne respecte pas les conditions de recevabilité fixées par la loi ;

« Qu'en conséquence, les honorables Membres du Conseil Constitutionnel la déclareront irrecevable ;

« Attendu au demeurant que le requérant ne démontre pas en quoi les griefs allégués auraient pu avoir une incidence certaine sur le résultat desdites élections ;

« Qu'il tombe ainsi sous le coup de l'article 134 du Code Electoral qui dispose que ***le Conseil Constitutionnel peut rejeter les requêtes ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection*** *;*

« Que de ce fait, la présente requête n'est pas justifiée ;

« ***Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office*** *;*

« ***Plaise au Conseil Constitutionnel de****:*

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en son mémoire et l'y dire fondé ;

« - déclarer la requête aux fins d'annulation des élections législatives dans la circonscription électorale du DONGA MANTUNG, irrecevable ;

« - surabondamment la déclarer non justifiée ;

« Et ce sera justice ;

« *Yaoundé le 15 février 2020 ;*

« Le représentant de l'Etat,

« (é) ;

« MELAT ATIOGUE Brice »;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que l'article 132 alinéa 2 du Code Electoral dispose que le Conseil Constitutionnel **«** statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. **» ;**

---Que de la lecture de cette disposition, il ressort que les personnes habilitées à ester devant le Conseil Constitutionnel sont les candidats, les partis politiques ayant pris part aux élections et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement ;

---Attendu cependant que, par décision n° 26/SRCER rendue le 19 décembre 2019, le Conseil Constitutionnel avait disqualifié la liste de l'ANDP dans la circonscription électorale du DONGA MANTUNG-OUEST en relevant que l'aspect genre n'était pas pris en considération par la liste en question ;

---Que n'ayant pas ainsi pris part à l'élection qui s'en est suivie, l'ANDP n'a pas qualité pour la contester,

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare le recours de l'ANDP irrecevable pour défaut de qualité ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 07/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

BABBADA Moctar

C/

ELECAM

MINAT

RDPC

OBJET :

(Annulation partielle des opérations électorales dans la circonscription électorale du MAYO BANYO)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel en audience publique tenue au palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY,

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---**Sieur BABBADA Moctar**, candidat de l'UNDP à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO BANYO et représenté par son Secrétaire Général le Dr Pierre Flambeau NGAYAP et ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, tel : 699 93 03 94 ;

---D'UNE PART

---**ET** :

- **Elections Cameroon (ELECAM),** ayant pour conseils Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA et Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**RDPC** représenté par son Secrétaire Général Adjoint du Comité Central Monsieur Grégoire OWONA, ayant pour conseils Me Louis Gabriel EYANGOH, Me MBITA BLAISE, Me Joseph DJABOU, Me LUKE KISOB, Me Xaverine KANGUE, Me Rose Céline MBARGA N., Me NKOUMOU TSALA, Me ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun

- **MINAT** (Ministère de l'Administration Territoriale), représenté par Monsieur OYONO ESSOMBA, comparant ;

---D'AUTRE PART

---Après avoir entendu le Conseiller LEKENE DONFACK Charles Etienne en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du

Conseil Constitutionnel, modifiée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 7 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députes à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours Sieur BABBADA Moctar ;

---Attendu que par requête en date du 11 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le 12 du même mois et enregistrée sous le numéro 37, sieur BABBADA Moctar, candidat de l'UNDP à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO BANYO et représenté par son secrétaire général le Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun tel : 699 93 03 94, a saisi ledit conseil d'un recours en annulation partielle des opérations électorales dans la circonscription électorale du MAYO BANYO ;

---Que cette requête est ainsi libellée :

« REQUETE EN ANNULATION PARTIELLE DES OPERATIONS ELECTORALES DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU MAYO BANYO

« Yaoundé, le 11 février 2020

« MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Monsieur BABBADA MOCTAR, Cadre de banque, résidant à Banyo, candidat tête de liste des candidats de l'UNDP aux élections législatives du 9 février 2020 dans la

circonscription électorale de MAYO BANYO, Région de l'Adamaoua, et le parti politique dénommé UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) aux élections législatives dans la circonscription de MAYO BANYO, représenté par son Secrétaire général, Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant élu domicile au cabinet de Maître Kuitche Mahagne Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, tél : 699 93 03 94 ;

« ONT L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

« Que par la présente, ils introduisent un recours contentieux auprès de vous, aux fins de contestation de la régularité de l'élection des candidats du RDPC Mohamadou Mahdi, Menouna Mahamat et leurs suppléants et aux fins d'annulation des opérations électorales des élections législatives du 9 février 2020 dans l'arrondissement de Bankim de la circonscription électorale du Mayo Banyo, Région de l'Adamaoua ;

« EN LA FORME :

« Attendu que ce recours est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi (articles 132 et suivants de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, articles 48 et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil constitutionnel) ;

« AU FOND :

« Attendu que les requérants sollicitent 'annulation des opérations électorales des élections législatives du 9 février 2020 dans l'arrondissement de Bankim, circonscription électorale de Mayo Banyo, Région de l'Adamaoua ;

« Attendu en effet que le scrutin du 9 février a été émaillé de nombreuses fraudes et irrégularités dans l'arrondissement de Bankim ;

« Que ces irrégularités et fraudes ont couvert l'ensemble des bureaux de vote de l'arrondissement de Bankim ;

« 1. Il a été relevé l'usage du corrector et des ratures sur les feuilles de pointage et sur les procès-verbaux ;

« A titre illustratif, le cas du bureau de vote de l'Ecole Privée Catholique de Bankim A ;

« 2. Votes multiples dans plusieurs bureaux de vote ;

« A titre d'exemple, le cas du bureau de vote Yimbere, Plateau A

« 3. Les représentants de l'UNDP chassés des bureaux de vote Notamment les bureaux de vote de l'Ecole Publique Malloum A, Makelele A et B, Sonkolong, Somié, Rimgam.

« 4. Les PV des municipales comptabilisés pour les législatives dans les bureaux de vote de la Place du Marché Somié A ;

« 5. Incohérences entre le pointage, notamment le PV envoyé a la Commission communale de supervision de Bankim et celui envoyé à la Commission départementale de supervision.

« Le PV envoyé à la Commission départementale indique : Rdpc 156, Sdf 8, Undp non attribué.

« Dans le PV du chef d'antenne Elecam de Bankim, on note Rdpc 189, Undp 13, Sdf non attribué.

« Dans la feuille de pointage, on note Rdpc 184, Undp 13, Sdf non attribué.

« 6. Curieuse similitude des résultats dans deux bureaux de vote :

« Bureau Yimbéré Plateau et Yoli A qui ont le même nombre d'inscrits : 201, le même nombre de votants : 115, le même nombre de bulletins nuls : 00. Les résultats indiquent : Rdpc 115, Undp 10, Sdf non attribué.

« Attendu que la réalité des urnes ayant été ainsi tronquée, la conséquence de cette irrégularité est l'annulation des opérations électorales du 9 février 2020, dans l'arrondissement de Bankim de la circonscription électorale du Mayo Banyo, pour violation des dispositions des articles 101, 104, 106, 108, 109, 111, 112, 115 du Code Electoral ;

« PAR CES MOTIFS :

« ET TOUS AUTRES A AJOUTER, DEDUIRE OU SUPPLEER, MEME D'OFFICE

« Les requérants sollicitent, qu'il vous plaise, Messieurs les Président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel :

« EN LA FORME :

« Déclarer le présent recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi ;

« AU FOND :

« Constater que le scrutin du 9 février 2020 dans l'arrondissement de Bankim de la

circonscription électorale de Mayo Banyo, a été émaillé de nombreuses fraudes matérialisées par l'usage du corrector et des ratures sur les feuilles de pointage et sur les procès-verbaux ; les votes multiples dans plusieurs bureaux de vote, les représentants de l'UNDP chassés des bureaux de vote, les PV des municipales comptabilisés pour les législatives, des incohérences entre le pointage.

« Dire et juger que ces faits sont constitutifs d'entraves aux opérations de vote, d'atteintes aux droits civiques et de violation de la loi notamment les dispositions des articles 101, 104, 106, 108, 109, 111, 112, 115 du Code Electoral dans l'arrondissement de Bankim et entraînent l'annulation des suffrages qui en résultent ;

« EN CONSEQUENCE :

« Conformément aux dispositions de l'article 132, alinéa 2 du Code électoral, annuler les opérations électorales des élections législatives du 9 février 2020 dans l'arrondissement de Bankim de la circonscription électorale de Mayo Banyo, Région de l'Adamaoua ;

« Ordonner la reprise des élections législatives dans l'arrondissement de Bankim de la circonscription électorale de Mayo Banyo, dans un délai de 20 jours au moins et de 40 jours au plus, tel que prévu par l'article 135 al. 2 du Code Electoral ;

« SOUS TOUTES RESERVES :

« Les requérants prient Messieurs les Président et Honorables Membres du conseil Constitutionnel, de bien vouloir accepter l'expression de leurs sentiments respectueux.

«é ».

---Attendu que par correspondances n^{os} 31/SG/CC, 29/SG/CC et 28/SG/CC, du 13 février 2020, le Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel a communiqué cette une copie de la requête respectivement à Elections Cameroon, au MINAT et au RDPC conformément aux dispositions conjointes des articles 133 alinéa 3 du Code Electoral, et 56 de la loi n° 2004/004 du 24 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Attendu que réagissant à ces écrits, Elections Cameroon a produit par l'intermédiaire de ses conseils, Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA et Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, son mémoire en réponse ;

---Que ledit mémoire est ainsi libellé :

« CONSEIL CONSTITUTIONNEL
« MEMOIRE EN REPONSE
« POUR : ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)
CONTRE: BABBADA MOCTAR, PIERRE FLAMBEAU NGAYA, UNDP
« CIRCONSCRIPTION ELECTORALE : MAYO BANYO
« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :
« Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 37, Monsieur BABBADA MOCTAR a sollicité l'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO BANYO ;
« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;
« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.
« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse ».
« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que « la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. »

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant à lui que « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de Monsieur BABBADA MOCTAR laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violé dans le cadre des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« SUBSIDIAIREMENT : SUR LE CARACTERE

NON JUSTIFIE DES GRIEFS SOULEVES PAR LE REQUERANT

« Attendu que si par extraordinaire le Conseil Constitutionnel venait à déclarer la requête de Monsieur BABBADA MOCTAR recevable, cette dernière sera déboutée de sa demande comme non justifiée ;

« Qu'en effet, il est loisible de relever que la requérante se borne à soulever des griefs sans en rapporter la moindre preuve ;

« Que pourtant la charge de la preuve incombe à celui qui allègue un fait (actori incumbit probatio) ;

« Qu'il y a, dans ce contexte, lieu de dire non justifiée sa requête.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : Déclarer irrecevable le recours de Monsieur BABBADA MOCTAR.

« AU FOND : Dire la requête de Monsieur BABBADA MOCTAR non justifiée.

« ET CE SERA JUSTICE,

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

« Barrister OKHA BAU OKHA

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph

« é».

---Attendu que dans son mémoire en réponse, le RDPC représenté par une délégation composée de Messieurs Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, Benoît NDONG SOUMHET et Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA BLAISE, Joseph DJABOU, LUKE KISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA N., NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun a énoncé ce qui suit :

« A MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LES MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Recours n° 37

« MEMOIRE EN REPONSE

« POUR : Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) et ayant pour conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA BLAISE, Joseph DJABOU, LUKE KISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA N., NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

« CONTRE : BABBADA Moctar, candidat UNDP à l'élection législative du 09 février 2020 dans le MAYO BANYO ;

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 11 février 2020, enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 37, Monsieur BABBADA Moctar candidat et tête de liste du parti politique UNDP aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO BANYO, sollicite l'annulation partielle des opérations électorales dans l'arrondissement de BANKIM ;

« Mais attendu au principal que le recours de Monsieur BABBADA Moctar est irrecevable ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2) En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution. » ;

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui

concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats. » ;

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.

(2) Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant. » ;

« Article 49 : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. » ;

« Article 55(1) : « Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. » ;

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une

nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. » ;

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« (1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« (2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« (3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« (4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « la forme prime sur le fond » est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduite par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application rigoureuse de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur BABBADA Moctar est signée par son Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement au fond

« Attendu que le recours Monsieur BABBADA

Moctar porte sur les prétendues irrégularités et fraudes suivantes :

- *L'usage du corrector et des ratures sur les feuilles de pointage et les procès-verbaux, ce qui serait le cas du bureau de vote de l'Ecole Privée Catholique de Bankim A,*
- *Les votes multiples dans plusieurs bureaux de vote,*

exemple du bureau de vote Yimbere, Plateau A,

- *Les représentants de l'UNDP chassés des bureaux de vote, cas des bureaux de vote de l'Ecole Publique Malloum A, Makelele A et B, Sonkolong , Somié et Rimgam,*
- *Les PV des municipales comptabilisés pour les législatives dans les bureaux de vote de la Place du Marché Somié A,*
- *L'incohérence de pointage entre le PV envoyé à la Commission communale de supervision de Bankim et celui envoyé à la Commission départementale de supervision,*

- *La curieuse similitude des résultats dans deux bureaux de vote :*

« Qu'il ne produit cependant aucun document pour étayer ses allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que son recours n'est pas fondé et

doit en conséquence être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal

« Voir déclarer irrecevable la requête de Monsieur

BABBADA Moctar ;

« Subsidiairement

« Voir rejeter son recours comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« YAOUNDE LE 14 FEVRIER 2020

« é ».

---Que le MINAT représenté par messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence, madame DALE NGOLLE Anne et maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire libellé ainsi qu'il suit:

« OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT) SUR l'ANNULATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 09 FEVRIER 2020 DANS LA CIRCONSCRIPTION DU MAYO BANYO

« A MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, YAOUNDE

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête en date du 11 février 2020 enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 37 aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale du MAYO BANYO ;

« Attendu que Monsieur BABBADA Moctar, candidat et tête de liste de l'UNDP représenté par son Secrétaire Général Dr Pierre Flambeau NGAYAP, sollicite l'annulation partielle des opérations électorales dans l'Arrondissement de Bankim et la reprise des élections dans ledit arrondissement ;

« Qu'au soutien de sa demande, le requérant allègue que le scrutin contesté est entaché de nombreuses fraudes et irrégularités notamment, l'usage du corrector et la présence des ratures sur les feuilles de pointage et sur les procès-verbaux, l'expulsion des représentants de l'UNDP des bureaux de vote, les incohérences entre le pointage et une curieuse similitude des résultats dans deux bureaux de vote et les votes multiples ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête est vouée à l'échec ;

« Attendu que tout candidat ou parti politique ayant pris part à l'élection qui constate des erreurs matérielles donc il sollicite la rectification, peut d'abord saisir la commission départementale de supervision des votes et ensuite à ne pas être pris en compte ;

« Qu'en effet, s'agissant des moyens fondés sur les irrégularités continues dans les procès-verbaux et les feuilles de pointage, il ressort de l'article 63 de la loi portant Code Electoral que la Commission Départementale de Supervision de vote, en cas de simple vice de forme peut demander la régularisation immédiate aux membres de la commission locale ;

« Que bien plus, suivant l'article 67(2) de la même loi, elle peut procéder au redressement des procès-verbaux correspondants en cas d'erreurs de calculs ;

« Qu'au surplus, l'article 69(2) de la loi suscitée dispose que la Commission Nationale de recensement des votes redresse les erreurs matérielles de décompte des votes ;

« Attendu que de ce qui précède, le requérant ou son parti disposait donc des moyens légaux pour obtenir la réparation des irrégularités qu'il évoque ;

« Qu'il aurait dû porter ses réclamations devant les instances sus évoquées ;

« Attendu par ailleurs qu'il est de principe en droit, qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en apporter la prévue ;

« Que dans le cas d'espèce, le requérant n'apporte pas la prévue des faits décriés ;

« Qu'il se limite à ne faire que des allégations qui ne sauraient retenir l'attention de l'illustre juridiction ;

« Attendu au demeurant que le requérant ne dénombre pas en quoi les griefs allégués auraient pu avoir une incidence certaine sur les résultats desdits élections ;

« Qu'il tombe ainsi sous le coup de l'article 134 qui dispose que le Conseil Constitutionnel peut rejeter les requêtes ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection ;

« Qu'il s'ensuit donc que la requête de Monsieur BABBADA Moctar n'est pas justifiée ;

« Par ces motifs et toutes à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« Recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé ;

« Déclarer la requête de Monsieur BABBADA Moctar non justifiée ;

« La rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice

« Yaoundé, le 15 février 2020

« Le représentant de l'Etat

« OYONO ESSOMBA

« é ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment de l'article 49 du texte dont se prévalent les mémoires en réponse ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduites par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. »,***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, respecter les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête susvisée est conforme à ces prescriptions ;

---Qu'il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu qu'au chapitre des bases légales fondant sa requête de demande d'annulation, le requérant invoque la violation des dispositions des articles 108, 109, 111, 112 et 115 du Code Electoral régissant pour l'essentiel les opérations de dépouillement du scrutin ;

---Que dans la catégorie des faits caractéristiques de fraudes, le requérant procède à l'inventaire suivant :

- l'usage du corrector et des ratures sur les feuilles de pointage et sur les procès-verbaux, le cas du bureau de vote de l'Ecole Privée Catholique de Bankim A;
- votes multiples dans plusieurs bureaux de vote ;

- les représentants de l'UNDP chassés des bureaux de vote, le cas des bureaux de vote de l'Ecole Publique de Malloum A, Makelele A et B, Sonkolong Somié et Rimgam ;
- les procès-verbaux des municipales comptabilisés

pour les législatives dans les bureaux de vote de la place du marché Somié A ;

- incohérence entre le pointage, notamment le procès-verbal envoyé à la Commission communale de supervision de Bankim et celui envoyé à la Commission départementale de supervision
- curieuse similitude des résultats dans les bureaux de vote ;

---Attendu cependant que de l'examen du recours dont s'agit, aucun élément de preuve ne vient appuyer les allégations du requérant ;

---Qu'il s'ensuit que son recours n'est pas justifié ;

----Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort :

---Déclare la requête de sieur BABBADA Moctar (UNDP) recevable en la forme ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel, les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	**MALEGHO Joseph ASEH**

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 08/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur TERDE RIDAI (RDPC)

C/

UNDP

ELECAM

MINAT

OBJET:

(Annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo-Tsanaga sud-Est à Hina)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **TERDE RIDAI**, candidat du RDPC dans la circonscription électorale du Mayo-Tsanaga Sud-Est à Hina, Comparant ;

---D'UNE PART ;

---ET

---**ELECAM,** ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**MINAT**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

---**UNDP**, ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE D. Hélène, Avocate au Barreau du Cameroun, comparants ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BASKOUDA Jean-Baptiste en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur TERDE RIDAI ;

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 35 en date du 12 février 2020, sieur TERDE RIDAI, candidat du RDPC dans la circonscription de Mayo-Tsanaga Sud-Est à HINA, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans ladite circonscription en ces termes :

« Monsieur,

« Je viens par la présente requête auprès de votre honneur, demander l'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription du Mayo-Tsanaga Sud EST à Hina. Cette demande est motivée par de nombreux éléments : irrégularités, détournement des électeurs et l'intimidation des électeurs.

« 1. Des irrégularités relevées

« Dans les bureaux de vote de la localité de panaï « A », Madaï et Dahane. Dans le premier bureau, le mandataire désigné TCHIKOUA Thomas a été remplacé alors qu'il était présent, par le nommé KODJI Malachia, en violation de l'article 56 du code électoral.

« 2. Du détournement des électeurs le jour du vote.

« Plusieurs cas de personnes postées aux abords des bureaux de vote pour demander aux électeurs de voter les listes de l'UNDP ont été relevés.

« A Hina-Marbak, le nommé OUSMAÏLA HAMADOU, s'est tenu aux abords du bureau de vote de Lamordé 'A' pour dire aux électeurs de porter leur choix sur les bulletins verts.

« Refoulé à plusieurs reprises par le président de ce bureau de vote, il s'est déporté au bureau de vote de Less-Nai pour accomplir la même besogne. Le chef de quartier de less-Nai, le sieur HASSANA en était témoin.

« dans la localité de Béring, le nommé IDRISSOU BOUBAKARY a fait le tour des bureau de vote pour intimer l'ordre aux électeurs de choisir les bulletins verts.

« dans la localité de Bassara, c'est les sieurs HAMAN GADJI et HAMIDOU BOUBAKARY qui se sont chargés d'intimider les électeurs pour les amener à voter les liste de l'UNDP. Cela a été signalé à plusieurs reprises au président du bureau de vote par le nommé OUMAROU Damounguel qui n'a rien entrepris pour l'en dissuader.

« 3. De l'intimidation des électeurs pendant la campagne

« Plusieurs autorités traditionnelles abusant de leur pouvoir, ont intimidé les électeurs par de multiple menaces.

« Le cas le plus flagrant est celui de Béring où le chef de 3e degré règne en monarque. Pendant toute la campagne électorale jusqu'au jour des élections, il n'a pas cessé d'intimider les populations par des menaces diverses telles que la destitution des chefs de quartier (djaouros), la confiscation des champs des pères de familles s'ils ne faisaient pas voter les listes de l'UNDP, l'expulsion pure et simple de la localité de tous ceux qui n'obéiraient pas à ses ordres. Il s'est appuyé pour cela sur ses hommes de main dont le plus connu de tous est le nommé IDRISSOU BOUBAKARY dont l'action a continué le jour du vote comme évoqué ci-dessus. La conséquence de cet état de chose est que dans la quasi-totalité des bureaux de vote de Béring à savoir Béring Centre Gaina, Béring Hosséré EP, Hakoula EP, Houva EP, Hakoula Walde EP, TAifara-Hina, Ldoua, marché Houbare et Gadamayo Béring, les résultats ont tous été défavorables au RDPC. Cette intimidation s'est étendue dans d'autres localités ayant des affinités avec le chef de Béring. C'est le cas de Bassara et de Bamguel. Là également, les résultats ont été défavorables au RDPC dans presque tous les bureaux de vote.

« Compte tene de toutes ces irrégularités et de toute cette intimidation des électeurs, le vote n'a pas libre et transparent. C'est pourquoi, nous nous remettons à votre sagesse pour annuler les élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription de Mayo-Tsanaga Sud Est.

« Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considation.

« (é)

« TERDE RIDAI ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la requête susmentionnée a été communiquée aux parties défenderesses, respectivement à ELECAM, MINAT et l'UNDP, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

----Qu'ainsi, ELECAM, sous la plume de ses Conseils MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse libellé comme suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 35, Monsieur TERDE RIDAI a sollicité l'annulation totale de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du ***MAYO TSANAGA SUD – EST (HINA)*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de Monsieur TERDE RIDAI laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu que la requête du sieur TERDE RIDAI ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le recours du sieur TERDE RIDAI est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« SUBSIDIAIREMENT : SUR LE CARACTERE NON JUSTIFIE DES GRIEFS SOULEVES PAR LE REQUERANT

« Attendu que si par extraordinaire le Conseil Constitutionnel venait à déclarer la requête du sieur TERDE RIDAI recevable, ce dernier sera débouté de sa demande comme non justifiée ;

« Qu'en effet, il est loisible de relever que le requérant se borne à soulever des griefs sans en rapporter la moindre preuve ;

« Que pourtant la charge de la preuve incombe à celui qui allègue un fait ***(actori incumbit probatio)*** *;*

« Qu'il y a, dans ce contexte, lieu de dire non justifiée sa requête.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours de Monsieur TERDE RIDAI.*

***« AU FOND :** Dire la requête du sieur TERDE RIDAI non justifiée.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

«Barrister OKHA BAU OKHA (é)

«Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é) ».

----Que le MINAT à son tour a réagi en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu le recours du 12 février 2020 de Sieur TERDE RlDAI, candidat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) aux élections législatives du 09 février 2020, enregistré au greffe de céans sous le n° 35, aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale de Mayo- Tsanaga Sud-Est;

« Attendu qu'au soutien de sa demande Sieur TERDE RlDAI allègue de nombreuses irrégularités, l'intimidation et le détournement des électeurs;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Attendu que, suivant les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir (...) le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée »,

« Attendu que, suivant l'article 133(3) du code électoral, « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. (...) »

« Qu'en l'espèce, le recours de Sieur TERDE RlDAI ne précise pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée.

« Que bien plus, le requérant se contente d'énumérer les faits contestés sans soulever les moyens qui fondent ses réclamations;

« Attendu que, suivant les dispositions de l'article 288 du Code Electoral, « Est puni des peines prévues par l'article 122-1 du code pénal, celui qui:

«(…) à l'aide de fausses nouvelles, de propos calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, supprime ou détourne des suffrages, détermine un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter» ;

« Qu'en l'espèce, le requérant n'a joint aucune pièce en annexe de nature à confirmer ses allégations;

« Que d'ailleurs, si l'intimidation et le détournement des électeurs sont avérés, le Conseil Constitutionnel n'est pas compétent pour en connaître;

« Attendu au demeurant que le requérant ne démontre pas en quoi les griefs allégués auraient pu avoir une incidence certaine sur le résultat des dites élections;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé;

« déclarer le recours introduit par Sieur TERDE RIDAI aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo-Tsanaga Sud-Est irrecevable;

« déclarer ledit recours non justifié, surabondamment;

« le rejeter en conséquence,

« Et ce sera justice./-

Yaoundé, le 15 février 2020

« Le représentant de l'Etat,

« (é) ».

---Attendu que Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocate au Barreau du Cameroun agissant au nom et pour le compte de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP), a déposé son mémoire en réponse libellé ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) représentée par son Secrétaire Général, le ***Docteur Pierre Flambeau NGAYAP*** *et*

*ayant pour conseils **MAITRES KUITCHE Hélène, NYAABIA BIANDA, NDEM Léonard et AHAMADOU BOUBA,** Avocats au Barreau du Cameroun;*

« A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

*« Que par la présente, elle produit son mémoire en réponse au recours contentieux introduit par sieur **TERDE RIDAI** contre la liste des candidats de l'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) aux élections législatives du 9 février 2020, dans la Circonscription électorale de Mayo- Tsanaga Sud-Est;*

*« **EN LA FORME:***

« Attendu que ce recours a été notifié à l'UNDP le 13 février 2020 ;

« Attendu que ce mémoire est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi;

« AU FOND:

*« Attendu que sieur **TERDE RIDAI** a introduit un recours daté du 12 février 2020 au Conseil Constitutionnel, aux fins d'annulation des élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de Mayo-Tsanaga Sud-Est;*

« Qu'au soutien de sa demande, il fait valoir que pendant la campagne électorale les électeurs ont fait l'objet d'intimidations, qu'il y a eu détournements des électeurs le jour du vote, et des irrégularités le jour du scrutin, notamment le remplacement d'un représentant RDPC dans un bureau de vote présent par un autre;

« Mais attendu que ce recours est irrecevable comme il le sera démontré ci- après;

« SUR L'IRRECEVABILITE DU RECOURS DU SIEUR TERDE RIDAI:

*« Attendu que l'article 49 de la Loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que: « **Sous peine d'irrecevabilité,** la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ... » ;*

« Attendu qu'en parcourant la requête de sieur TERDE RIDAI, on constate qu'il n'est fait mention nulle part du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« Or attendu que cette exigence est la condition de recevabilité de la requête;

« Qu'en omettant de le faire, le sieur TERDE RIDAI met la Cour de céans dans

l'impossibilité d'examiner son recours;

« Attendu que le Code électoral dispose en son article 133, alinéa 3

*« **Sous peine d'irrecevabilité,** la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;*

« Or attendu que dans son recours, le sieur TERDE RIDAI se contente de faire des déclarations sans aucun fondement ni preuves et surtout ne précise pas les moyens de droit qui les soutiennent;

« Qu'il en est ainsi des allégations « de détournement des électeurs le jour du vote» ou « d'intimidation des électeurs pendant la campagne» ;

*« TRES **SUBSIDIAIREMENT:***

« Attendu par ailleurs que l'article 49 suscité dispose que le recours « ... doit en outre être motivé et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens» ;

« Qu'il en est ainsi de nouveau des allégations « de détournement des électeurs le jour du vote» ou « d'intimidation des électeurs pendant la campagne» ; « Que s'agissant du grief allégué des irrégularités, le sieur TERDE RIDAI prétend, sans le prouver, que « le mandataire désigné TCHIKOUA Thomas a été remplacé alors qu'il était présent, par le nommé KODJI Ma la chia » sans indiquer en quoi l'UNDP serait responsable de ce remplacement ni si le remplaçant avait un lien quelconque avec l'UNDP ; « Qu'il s'agit de simples supputations qui ne sauraient retenir l'attention de votre auguste Cour;

*« Attendu **au surplus** que l'article 134 du Code électoral dispose: «Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, **rejeter,** par décision motivée, **les requêtes** irrecevables ou ne contenant que des griefs **ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection. »***

« Qu'il échet de déclarer ce recours non fondé et de la rejeter;

« PAR CES MOTIFS, ET TOUS AUTRES A AJOUTER, DEDUIRE OU SUPPLEER, MEME D'OFFICE:

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) sollicite qu'il vous plaise, Monsieur le Président, de bien vouloir:

« EN LA FORME:

« Déclarer le présent mémoire recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais

de la loi;

« AU FOND:

« AU PRINCIPAL:

« Déclarer le recours de sieur TERDE RIDAI irrecevable pour violation des dispositions des articles 133, alinéa 3 du Code Electoral et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel;

*« **TRES SUBSIDIAIREMENT:***

« Dire et juger que le recours de sieur TERDE RIDAI est non fondé et le rejeter;

« SOUS TOUTES RESERVES

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) représentée par son Secrétaire Général le Docteur Pierre Flambeau Ngayap prie Monsieur la Président du Conseil Constitutionnel de bien vouloir accepter l'assurance de sa haute considération ;

« (é) ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment de l'article 49 du texte dont se prévalent les mémoires en réponse ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à***

l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui ***« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze heures à compter de la date de clôture du scrutin... » ;***

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, respecter les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, le requérant n'a visé que le seul article 56 du Code Electoral à l'appui du premier moyen alléguant le remplacement des représentants du requérant au bureau de vote, sans qu'il en soit autant pour le reste des moyens ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est insuffisamment articulée et de ce fait irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties concernées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur TERDE RIDAI irrecevable;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant ;

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 09/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur OTTOU DIMI (ANDP)

C/

ELECAM

MINAT

RDPC

OBJET :

(Annulation des élections dans la circonscription électorale du Dja et Lobo)

--- L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **OTTOU DIMI**, candidat de l'ANDP, comparant ;

---D'UNE PART

---**ET**

---**Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)**, représenté par Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoît et Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**Elections Cameroun (ELECAM)**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, MELAT ATIOGUE Brice, Madame DALE NGOLLE Anne et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de Monsieur OTTOU DIMI ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le 13 février 2020 et enregistrée sous le n° 38/G/SG/CC, Sieur OTTOU Dimi Président Départemental du parti politique l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès en abrégé ANDP, mandataire à élection législative du 09 février 2020, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des élections dans la circonscription électorale du Dja et Lobo ;

---Que la requête sus-évoquée est libellée comme suit :

« Monsieur le Président,

« Nous avons l'honneur de vous exposer qu'il se pourvoit en annulation contre les élections législatives du 09 février 2020 ; Circonscription électorale du Dja et Lobo. Nous exposons les griefs suivants :

« Notons entre autres irrégularités que le Chef d'Antenne Communale ELECAM de Bengbis a déposé à la Commission Départementale de supervision du Dja et Lobo, 49 procès-verbaux au lieu de 51. Ceux manquant étant les bureaux de vote de : Corps de Garde ENDAM-A, et Corps de Garde OLEMBE A. Ce manquement a empêché la poursuite des travaux de la commission jusqu'à leur arrêt à 2h00 du matin du 12 février 2020 ;

« A ma grande surprise, les données de ces deux (02) bureaux de vote ont été complétées soi-disant par l'aide du Sous-Préfet de Bengbis via la plate-forme Whatsapp. Or Monsieur

le Président, nous sommes sans ignorer qu'en cas de malentendu, seul le procès-verbal d'ELECAM fait foi ;

« Quant à la Commune de Zoétélé, la majorité des bureaux de vote n'avaient pas les bulletins de l'ANDP au point de ne rien trouver ni dans le procès-verbal, ni sur la feuille de pointage, cas par exemple des Bureaux de vote de l'EP Nkoumadjap II-A, Corps de garde Olounou-A les enveloppes (17) contenant les bulletins de l'ANDP ont également été trouvés dans la poubelle de l'isoloir du Bureau de vote EP NSIMI carrefour A, car le vote se déroule l'urne étant ouverte. Il convient aussi de rappeler que les Communes de Meyomessi et Mintom n'ont pas intégré les bulletins de l'ANDP dans les bureaux de vote. Sans oublier le bourrage des urnes, l'inadéquation entre les votants et les inscrits (le nombre de votants étant parfois supérieur au nombre d'inscrits), tout ceci ressort sur le procès-verbal de la commission départementale de supervision des élections dans le Dja et Lobo, tout ceci constaté dans la Commune de Meyomessala, Djoum, Sangmelima, vise à favoriser le taux de participation dans les villages ;

« Dans l'attente de la suite que vous réservez à notre requête, veuillez croire, Monsieur le Président, l'assurance de notre franche collaboration. »

---Attendu que suivant l'article 133(3) de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, la requête a été communiquée aux parties intéressées, qui disposaient d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leur mémoire ;

---Que réagissant sous la plume de ses conseils Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xaverine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, tous Avocats au Barreau du Cameroun, conduits par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire et NGOLLE NGOLLE Elvis le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) a déposé son mémoire en réponse le 16 février 2020 sous le n° 99/G/SG/CC, formulé ainsi qu'il suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête en date du 12 février 2020 de Monsieur OTTOU DIMI, es qualité Président départemental de l'ANDP et mandataire dudit parti au double scrutin du 09 février 2020 dans le Dja et Lobo, enregistrée au Conseil Constitutionnel le 13 février suivant sous le numéro 38 et tendant à l'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans ladite circonscription électorale ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2)En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « l'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la Constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions des articles 40, 41et 42 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 sus-invoquée :

« Article 40 : « Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires et des consultations référendaires. Il veille à la sincérité du scrutin. Il en proclame les résultats. » :

« Article 41 : « Le Conseil Constitutionnel statue dans les conditions et délais prévus par la Constitution et la législation en vigueur. » ;

« Article 42 : « (1) Les contestations ou les réclamations sont faites sur simple requête et doivent parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (2) Le Conseil Constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire, entendre tout requérant ou demander la production, contre récépissé, des pièces à conviction.

« (3) La requête doit préciser les faits et moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. (4) La requête est dispensée de tout frais de timbre ou d'enregistrement. » ;

« Attendu que par ailleurs, l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 dispose que : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 de l'article 133 dudit code auquel renvoi l'article 168 ci-dessus cité : « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin. » ;

« Attendu que le délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin qui se décompte de jour en jour le dimanche de l'élection non compris, présente un caractère impératif ;

« Attendu que le scrutin ayant eu lieu le dimanche 09 février 2020, le délai légal du dépôt des contestations ou réclamations a expiré le 12 février 2020 à 24 heures ;

« Qu'il s'ensuit que le recours introduit par Monsieur OTTOU DIMI le 13 février 2020 est irrecevable ;

« Par ces motifs

« Déclarer irrecevable la requête de Monsieur OTTOU DIMI comme étant hors délai ;

« Sous toutes réserves

« Profond respect »

« (é) ».

---Attendu que sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA,

OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, ELECAM de son côté a déposé son mémoire en réponse dont le contenu est ainsi libellé :

« Plaise au Conseil Constitutionnel :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le 13 février 2020 au greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 38, Monsieur OTTOU DIMI a sollicité l'annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Dja et Lobo ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite hors délai ;

« In limine litis : sur l'irrecevabilité de la requête comme faite hors délai.

« Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que « Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). »

« Que les élections législatives s'étant tenues sur toute l'étendue du territoire camerounais le 09 février 2020, les recours devaient parvenir au Conseil Constitutionnel au plus tard soixante-douze (72) heures après la clôture du scrutin, soit le 12 février 2020 ;

« Qu'or, le recours du sieur OTTOU DIMI a été déposé au Conseil Constitutionnel le 13 février, soit le lendemain du jour fixé pour la saisine du Conseil Constitutionnel ;

« Que ce recours est donc irrecevable comme déposé hors délai.

« Par ces motifs :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« In limine litis : déclarer irrecevable le recours de Monsieur OTTOU DIMI comme déposé hors délai.

« Et ce sera justice ;

« Sous toutes réserves ;

« (é) ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que ***« Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au***

Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). » ;

---Qu'en l'espèce, le scrutin s'étant clôturé le 09 février 2020, le délai prescrit ci-dessus courait jusqu'au 12 février 2020 à minuit ;

---Qu'en saisissant le Conseil le 13 février 2020, le requérant était forclos ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare le recours de Sieur OTTOU DIMI irrecevable pour forclusion ;

--- Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT — **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA — MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 10/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI

C/

ELECAM

MINAT

RDPC

FSNC

OBJET :

(Annulation des opérations électorales dans le MAYO-LOUTI)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Dame **DOUVAOUISSA AISSA HAMADI**, Candidat et tête de liste de l'UNDP dans la circonscription électorale du MAYO-LOUTI, représentée par Docteur Pierre Flambeau NGAYAP, Secrétaire Général dudit Parti et ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'UNE PART ;

---**ET**

-**ELECAM,** ayant pour Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

-**RDPC** représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, comparant ;

-**FSNC** représenté par son conseil Maître MOHAMADOU SOULEYMANOU, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BONDE Emmanuel en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI ;

---Attendu que par requête datée du 11 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le même jour et enregistrée sous le numéro 33, dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI, candidate et tête de liste de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) dans la circonscription électorale du MAYO LOUTI, représentée par Docteur Pierre Flambeau NGAYAP, Secrétaire Général dudit Parti et ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, a saisi ledit Conseil en annulation des opérations électorales dans la susdite circonscription électorale ;

---Que cette requête est formulée ainsi qu'il suit :

« Requête en annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale de MAYO LOUTI

« Yaoundé, le 11 février 2020

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel

« Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI, résidant à Guider, candidate tête de liste des candidats de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo Louti, Région du

Nord, représentée par son Secrétaire Général, Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant élu domicile au cabinet de Maître Kuitche Mahagne Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, tél : 699 93 03 94;

« Ont l'honneur de vous exposer :

« Que par la présente, ils introduisent un recours contentieux auprès de vous, aux fins de contestation de la régularité de l'élection des candidats du RDPC Harouna Abdoulaye, Nafissatou Alim, Zourmba Gabriel, Yaouba et leurs suppléants et aux fins d'annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Mayo Louti, Région du Nord ;

« En la forme :

« Attendu que ce recours est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi (articles 132 et suivants de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, articles 48 et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil constitutionnel) ;

« Attendu en effet que le scrutin du 9 février a été émaillé de nombreuses fraudes et irrégularités dans la circonscription du Mayo Louti, Région du Nord ;

« Que ces irrégularités et fraudes ont couvert l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription ;

« Que les cas de fraudes ci-après ont été constatés :

« Calculs inexacts des suffrages :

« Attendu que dans de nombreux bureaux de vote, le décompte des voix a été effectué avec beaucoup d'erreurs ;

« Que ces erreurs matérielles n'ont pas été corrigées ;

« Que les suffrages exprimés dans les conditions pareilles ne peuvent être valables.

« Falsification des procès-verbaux de dépouillement :

« Attendu qu'à l'analyse des différents procès-verbaux des bureaux de vote de la circonscription de Mayo Louti, Région du Nord on comprend aisément que les urnes ont été bourrées (nombre d'électeurs ayant émargé inférieur au nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne), et dans certains cas le nombre d'inscrits était inférieur au nombre de votants

(Pièces n° 1, 2, 3, 4, 5 procès-verbaux des bureaux de vote);

« Que de nombreux procès-verbaux sont arrivés à la Commission Départementale de Supervision non remplis ;

« Qu'interpellés sur ces manquements, le chef d'antenne communale d'ELECAM est sorti et revenu deux heures plus tard avec des procès- verbaux remplis ;

« Or attendu qu'aux termes de la loi, notamment l'article 115 alinéa 1 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 « Les résultats du scrutin sont immédiatement consignés au procès-verbal Celui-ci, rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de membres plus deux, est clos et signé de ceux-ci » ;

« L'original est transmis par le président de la commission locale de vote au responsable du démembrement communal d'Elections Cameroun pour archivage, Cet original fait foi » (article 115 alinéa 1 du Code Electoral) ;

« Attendu qu'en prenant sur lui de remplir les procès-verbaux de dépouillement en l'absence des autres membres de la commission locale de vote, ELECAM, organe en· charge des élections et censé être impartial, a violé la loi ;

« Qu'il n'est pas superflu de rappeler que le procès-verbal d'ELECAM qui est le seul à pouvoir départager les parties aux élections en cas de contestation, ne peut faire foi que s'il a été établi dans les conditions prévues par la loi notamment l'article 115 alinéa1 suscité ;

« Qu'en se livrant à ces manœuvres, ELECAM a faussé le jeu car ces procès-verbaux remplis de manière unilatérale par ELECAM ne reflètent plus la réalité des urnes et, dans ces conditions, perdent leur caractère sacré ;

« Attendu que c'est sur la base des procès-verbaux d'ELECAM que les résultats définitifs sont proclamés ;

« Que de tout ce qui précède, il est constant qu'il y a eu fraude à la loi ;

« Que la réalité des urnes ayant été tronquée, la conséquence de cette irrégularité est l'annulation des opérations électorales du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de Mayo Louti, Région du Nord, pour violation des dispositions de l'article 115 de la loi suscitée ;

« Que subsidiairement il importe de vérifier que le mode de calcul des sièges entre les partis politiques ayant obtenu plus de 10% des voix tel qu'utilisé par la Commission départementale de supervision est conforme aux dispositions de l'article 152, alinéa 3 du Code électoral ;

« Par ces motifs

« Les requérants sollicitent, qu'il vous plaise Messieurs les Président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel :

« En la forme :

« Déclarer le présent recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi ;

« Au fond :

« Constater que le scrutin du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo Louti, Région du Nord, a été émaillé de nombreuses fraudes matérialisées par les calculs inexacts des suffrages dans de nombreux bureaux de vote, et la falsification des procès-verbaux de dépouillement;

« Constater que les résultats du scrutin contenus dans les procès-verbaux de d'ELECAM n'y ont pas été consignés immédiatement après le dépouillement ;

« Dire et juger que la consignation immédiate des résultats du scrutin dans les procès-verbaux après le dépouillement, et en présence de tous les membres de la commission locale de vote, est d'ordre public et que l'inobservation de l'article 115 alinéa 1 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 entraîne la nullité du procès-verbal de dépouillement de vote et l'annulation des suffrages qui en résultent.

« Subsidiairement, s'assurer que le calcul des sièges attribués aux partis politiques est conforme aux dispositions de l'article 152, alinéa 3 du Code électoral ;

« En conséquence :

« Annuler les opérations électorales du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de Mayo Louti, Région de l'Extrême Nord ;

« Ordonner la reprise des élections législatives dans la circonscription électorale de Mayo Louti, Région de l'Extrême Nord, dans un délai de 20 jours au moins et de 40 jours

au plus, tel que prévu par l'article 135 ainéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

« Sous toutes réserve :

« Et ce sera justice ;

« Les requérants prient Messieurs les Président et Honorables Membres du conseil Constitutionnel, de bien vouloir accepter l'expression de leurs sentiments respectueux.

« (é) ».

---Attendu que la requête ci-dessus a été communiquée aux parties défenderesses, notamment ELECAM, le MINAT, le RDPC et le FSNC, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse, en vertu de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Que suite à cette communication, ELECAM a, sous la plume de ses Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse ainsi conçu :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 33, Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI a sollicité l'annulation des opérations électorales des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du ***MAYO LOUTI*** *;*

« Que cette requête ne peut cependant prospérer dans la mesure où la requérante se borne à soulever des griefs sans en rapporter la moindre preuve ;

« Que pourtant la charge de la preuve incombe à celui qui allègue un fait ***(actori incumbit probatio)*** *;*

« Qu'il y a, dans ce contexte, lieu de dire non justifiée sa requête.

« PAR CES MOTIFS

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« Dire la requête de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI non justifiée.

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 décembre 2019.

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

« Barrister OKHA BAU OKHA (é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é) ».

---Que de son côté, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA et NDONG SOUMHET Benoît, a, sous la plume de ses conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 11 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le numéro 33, Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI, candidate de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO LOUTI et l'UNDP sollicitent l'annulation des opérations électorales dans ladite circonscription ;

« Au principal,

« Attendu que le recours de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP est irrecevable en la forme ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.***

« (2) ***En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti***

politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. *» ;*

*« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « **L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi.** » ;*

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

*« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « **La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.** » ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'État ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

*« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « **veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats.** » ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) ***En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.*** *(2)* ***Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.*** *» ;*

« Article 49 : « ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.*** *» ;*

« Article 55(1) : « ***Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.*** *» ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « ***le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) ***Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.***

« (3) ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.*** *» ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« 1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« 2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« 3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« 4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « ***la forme prime sur le fond*** *» est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;*

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« A titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

*« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP comporte uniquement les noms des députés titulaires dont l'élection est contestée, en violation des dispositions de l'article 48 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel qui énoncent que « **Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.** » ;*

« Qu'en application des dispositions sus invoquées, la requête de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP devait également indiquer les noms des suppléants ;

« Qu'en omettant d'indiquer le nom des suppléants dans leur requête, ils l'ont exposé à la sanction de l'irrecevabilité prévue à l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« En outre, la requête de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP est signée par leur Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement au fond

« Attendu que dans leur recours, Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP allèguent que des irrégularités et fraudes auraient été commises dans l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription électorale du MAYO LOUTI, notamment :

- *Calculs inexacts des suffrages,*

- *Falsification des procès-verbaux de dépouillement par ELECAM (nombre d'électeurs ayant émargé inférieur au nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne, nombre d'inscrits inférieur aux nombres des votants) ;*
- *Procès-verbaux arrivés à la Commission départementale non remplis ;*
- *Rédaction unilatérale par ELECAM des PV des commissions locales de vote après la clôture du scrutin, en violation de l'article 115 du code électoral ;*

« Qu'ils ne produisent cependant aucun document pour étayer leurs allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que leur recours n'est pas fondé et doit en conséquence être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal :

« Voir déclarer irrecevable la requête de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP ;

« Subsidiairement :

« Voir rejeter le recours de Madame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI et de l'UNDP comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« <u>YAOUNDE LE 15 FEVRIER 2020</u>

« (é)Louis Gabriel EYANGOH ».

---Que pour sa part, le MINAT a, sous la plume de ses représentants que sont ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, conclu en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

*« Vu la requête de Dame **DOUVAOUISSA AISSA HAMADI**, datée du 11 février 2020, enregistrée au Greffe de céans sous le n° 33, candidate et tête de liste du parti politique dénommé Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo Rey, Région du*

Nord, aux fins d'annulation des opérations électorales dans la circonscription du Mayo Louti ;

« Attendu que pour soutenir sa demande, la requérante affirme que de nombreuses fraudes et irrégularités ont émaillé le déroulement des opérations de vote dans cette circonscription notamment les calculs inexact des suffrages, la falsification des procès-verbaux de dépouillement ;

« Attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête est vouée à l'échec ;

« Attendu que s'agissant du moyen fondé sur les calculs inexacts des suffrages, il ressort des dispositions de l'article 67(2) de la loi portant Code Electoral que la commission départementale de supervision, en cas d'erreur de calcul, peut redresser les procès-verbaux correspondants ;

« Qu'en plus, l'article 69(2) de la même loi dispose que la commission nationale de recensement général des votes redresse les erreurs matérielles éventuelles de décompte des voix ;

« Qu'ainsi, si un candidat ou un parti politique ayant pris part à une élection constate qu'il y a erreur matérielle dans les calculs de suffrages dont il souhaite rectification, il doit saisir en amont la commission départementale de supervision, ensuite la commission nationale de recensement général des votes en cas de non prise en compte de sa doléance ;

« Que d'ailleurs, dans ces différentes commissions les partis politiques ayant pris part à l'élection y sont représentés ;

« Que ce faisant, ayant constaté que les calculs des suffrages étaient inexacts, la requérante ou son parti politique devait porter cette réclamation devant ces instances à qui le législateur a donné la faculté de rectification et/ou de redressement ;

« Attendu en outre que la requérante affirme que les procès- verbaux ont fait l'objet de falsification ;

« Que de nombreuses urnes ont été bourrées ;

« Qu'en sus, le nombre de votant était supérieur au nombre d'inscrits ;

« Mais attendu qu'en cas de constatation de ces manquements, ils peuvent faire l'objet de redressement devant les commissions citées supra ;

« Que dès lors, la requérante aurait dû les porter devant celles-ci ;

« Attendu qu'il est de jurisprudence constante que pour que le Conseil Constitutionnel procède à l'annulation des opérations électorales, il faudrait que la fraude et autres falsifications alléguées soient de nature à entacher la sincérité du vote ;

« Mais attendu qu'en l'espèce, la requérante ne fait que des allégations sans en apporter une preuve quelconque ;

« Qu'elle ne démontre pas en quoi véritablement ces griefs peuvent entacher la sincérité des opérations électorales ;

« Qu'il y'a lieu de constater qu'elles n'ont aucun fondement ;

***« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou à suppléer même d'office**,*

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« -recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

*« -dire que la requête de Dame **DOUVAOUISSA AISSA HAMADI** n'est pas justifiée**;***

«- la rejeter en conséquence ;

« et ce sera justice ;

« (é)».

---Que le FSNC a aussi déposé son mémoire libellé ainsi qu'il suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête datée du 11 février 2020 de la demanderesse;

« Vu l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Attendu qu'il est fait obligation au requérant qui conteste la régularité de l'élection des membres du parlement d'annexer les pièces produites à l'appui de sa requête;

« Attendu qu'il est constant, il appartient à celui qui allègue un fait d'en rapporter la preuve ;

« Qu'en l'espèce, la requérante se borne à faire des affirmations sans en rapporter la preuve ;

« Que ni la preuve de l'inexactitude du calcul des suffrages encore celle de la falsification des procès-verbaux de dépouillement n'ont été rapportées ;

« Qu'il y a lieu de rejeter la requête de la partie adverse ;

*« **Par ces motifs***

« EN LA FORME

« Statuer ce que de droit quant à la recevabilité de la requête de dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI ;

« AU FOND

« Constater que la partie adverse ne rapporte pas la preuve de ses allégations ;

« Dire et juger qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en apporter la preuve ;

« Par conséquent débouter la partie adverse de ses prétentions comme non fondées ;

« Sous toutes réserves

« Garoua, le 18 février 2020

«(é)MOHAMADOU SOULEYMANOU » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et autres du texte d'organisation invoqués ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel « statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… »

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête de dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI étant conforme à ces prescriptions, il échet de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que la requérante allègue tout au long de son recours des irrégularités qui auraient selon elle entaché la sincérité du scrutin dans la circonscription électorale sus-spécifiée ;

---Mais attendu qu'elle ne rapporte aucun élément de preuve pour étayer ses allégations ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête n'est pas justifiée et qu'elle encourt le rejet ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des Membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de dame DOUVAOUISSA AISSA HAMADI recevable en la forme ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 11/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur ZRA ISSIAKOU

C/

-ELECAM

-MINAT

-RDPC

-ADD

OBJET :

(Annulation totale des élections législatives dans la circonscription électorale du MAYO TSANAGA SUD à BOURHA)

---L'an deux mille vingt

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel en audience publique tenue au palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY,

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur ZRA ISSIAKOU, candidat de l'UNDP à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO TSANAGA SUD à BOURHA et représenté par son Secrétaire Général le Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant pour conseil Maîtres KUITCHE Hélène, AMADOU BOUBA, Richard DZAVIGANDI et NYAABIA Bianda, Avocats au Barreau du Cameroun tel : 699 97 90 88 ;

---D'UNE PART

---ET :

- **Elections Cameroon (ELECAM),** ayant pour conseils Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA et Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun ;

- **Le RDPC** représenté par une délégation conduite par Monsieur Grégoire OWONA et composée de Messieurs NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA Benoît NDONG SOUMHET, Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA BLAISE, Joseph DJABOU, LUKE KISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA N., NKOUMOU TSALA, Me ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

- **LE MINAT** (Ministère de l'Administration Territoriale), représenté par Messieurs ESSOMBA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence et Maître ACHET NAGNIGNI Martin;

---**D'AUTRE PART**

---Après avoir entendu le Conseiller LEKENE DONFACK Charles Etienne en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députes à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours Sieur ZRA ISSIAKOU ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le même jour et enregistrée sous le n° 36, sieur ZRA ISSIAKOU, candidat de l'UNDP à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO TSANAGA SUD à BOURHA et représenté par son Secrétaire Général le Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant pour conseils Maîtres KUITCHE Hélène, AMADOU BOUBA, Richard DZAVIGANDI et NYAABIA Bianda, Avocats au Barreau du Cameroun, tel : 699 97 90 88, a saisi ledit conseil d'un recours en annulation totale des élections législatives dans la circonscription concernée ;

---Que cette requête est libellée ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président,

« Monsieur ZRA ISSIAKOU, Employé de Projet, né vers 1970 à GAMBOURA (BOURHA), Fils de ZAMA Philémon et de KOAJE candidat aux élections législatives dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga sud à BOURHA pour le compte du parti dénommé Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP), et Monsieur Pierre Flambeau NGAYAP, Secrétaire Général du parti politique UNDP, agissant au nom et pour le compte dudit parti politique dans le cadre des élections législatives du 09 février 2020 dans la Circonscription susdite, lequel a pour Conseils Mes AMADOU BOUBA et Richard DZAVIGANDI, KUITCHE Hélène, NYAABIA Bianda, Avocats au Barreau du Cameroun, Yaoundé et Garoua, Tél. 699979088/655060898 aux cabinets desquels il élit domicile pour les présentes et ses suites;

« ONT LE TRES RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

« Qu'aux termes des dispositions combinées des articles 168 et 132 du code électoral « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection ... ;

« (2) Il statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat/ tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Que le recourant contestent l'élection du candidat du RDPC DJIBRILLA KAOU et son suppléant ;

« En outre, l'alinéa 1 de l'article 133 précise : « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessous doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de 72 heures à compter de la date de clôture du scrutin ;

« EN LA FORME :

« Déclarer recevable l'action du recourant comme introduite dans la forme et le délai de la loi ;

« AU FOND :

« 1 - SUR LES MOYENS DE FAITS :

« Attendu que dans le cadre des élections législatives du 09 février 2020 l'Union

Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) a présenté le candidat nommé ZRA ISSIYAKOU dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud à BOURHA, département du Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême Nord ;

« Que ce dernier était en compétition avec le candidat aux législatives du parti politique dénommé Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ;

« Que le jour du scrutin, plusieurs irrégularités ont été observées dans les 82 bureaux de votes qui composent cette circonscription électorale ;

« Que ces irrégularités imputables à l'organe en charge de l'organisation des élections (ELECAM) et au parti politique RDPC ont entaché le déroulement du scrutin ;

« Qu'en outre, la proclamation des résultats par le candidat du parti politique RDPC avant la fin du dépouillement des vote/a-conduit ses partisans à une overdose de joie teintée de folie au point pour ceux-ci de s'en prendre ouvertement à leurs challengers de l'UNDP et de recourir par la suite à la destruction des biens publics, des procès-verbaux et du domicile du représentant de ELECAM ;

« Qu'à ce jour, une tension très vive est perceptible de part et d'autre dans cette localité dans la mesure où d'une part, les destructions des procès-verbaux lors de la furie des militants du RDPC ne peuvent permettre à la Commission départementale de supervision de transmettre au Conseil constitutionnel des éléments crédibles et indiscutables et, d'autre part, les différentes fraudes qui ont émaillé le processus électoral ont semé un sentiment de contestation et de révolte au sein des populations ;

« Qu'il y a lieu de faire droit à l'annulation totale sollicitée par le parti politique requérant au regard des moyens de droit ci-après :

*« **II**- SUR LES MOYENS DE DROIT AU SOUTIEN DU RECOURS EN ANNULATION TOTALE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU MAYO TSANAGA SUD A BOURHA*

« A- SUR LES CAS DE FRAUDES AYANT EMAILLE LES ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU MAYO TSANAGA SUD A BOURHA

« Attendu que tout le processus é1ectoral dans cette localité a été entaché de diverses fraudes tant dans les bureaux de votes que dans l'encadrement opéré par l'organe en charge des élections comme il convient de démontrer ainsi qu'il suit :

« 1) Cas des Procès-verbaux raturés ou surchargés :

« Attendu que plusieurs procès-verbaux ont été raturés ou surchargés à dessein par l'organe en charge des élections dans le seul but de les remplacer par la suite par des procès-verbaux préremplis et favorables aux candidats du parti politique RDPC ;

« Qu'à titre d'exemple, dans le bureau de vote de « NDJAMENA A », l'agent ELECAM a rayé au feutre bleu la mention : ELECTIONS LEGISLATIVES pour le remplacer par celle ELECTIONS MUNICIPALES, alors que cet agent détient à sa disposition les procès-verbaux correspondants à chaque type d'élection ;

« Que cette attitude n'est ni plus ni moins qu'une fraude qui corrompt dès lors tout le processus du vote dans cette circonscription électorale.

« 2) Cas des bureaux de votes dont les procès-verbaux ont été signés avant l'heure de clôture et de dépouillement :

Attendu que cette situation a été relevée dans les bureaux de votes de WALBANA 1 et 2 ;

« Que rendus sur les lieux en compagnie du Sous-préfet de BOURHA et du chef d'antenne ELECAM, le candidat tête de liste aux élections municipales pour le compte du parti politique requérant a noté que les 02 bureaux avaient aux environs de 16 heures des procès-verbaux préremplis ;

« Que ces procès-verbaux, à n'en point douter, donnaient les candidats du parti politique RDPC vainqueurs des deux scrutins (législatives et municipales) ;

« Que le Sous-préfet et le Chef d'antenne ELECAM ont pris l'initiative d'annuler séance tenante ces procès-verbaux, mais, chose curieuse, ces procès-verbaux n'ont pas été annulés comme il est loisible de le constater ;

« Attendu qu'il s'agit d'un cas de fraude imputable tant à ELECAM qu'au parti politique RDPC et qu'il y a lieu de constater et de tirer toutes les conséquences de droit.

« 3) Nombre de procès-verbaux supérieurs au nombre des bureaux de votes « Attendu que cette curiosité est imputable une fois de plus à l'organe en charge des élections ;

« Qu'en effet, la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud compte 82 bureaux de votes qui correspondent logiquement à 82 procès-verbaux signés à l'issue de ce double scrutin ;

« Or dans le cas d'espèce, l'on dénombre 87 procès-verbaux issus de cette élection dans

cette circonscription ;

« Que cette incohérence montre à suffire qu'une fraude à grande échelle a eu cours dans cette circonscription électorale ;

« Attendu que la maxime latine fraus omnia corrompit (la fraude corrompt tout) illustre à suffire les manœuvres dolosives de l'organe en charge des élections et du parti politique RDPC dans cette circonscription électorale car, en vertu de cette maxime, la fraude dénie au titulaire d'un droit son -usage en raison de la malice rattachée à la corruption qui prévaut dans toute logique malsaine de fraude ;

« Or c'est justement de cette fraude que le RDPC et l'organe ELECAM ont usé au profit du premier cité ;

« Qu'il est dès lors indéniable qu'une telle fraude a entaché les élections législatives dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud à BOURHA;

« Qu'au regard de ces différents cas de fraudes, l'annulation sollicitée est entièrement justifiée.

« B- SUR LES INCIDENTS ET LA VIOLENCE POST ELECTORALE LORS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU MAYO TSANAGA SUD A « BOURHA » ;

« Attendu que ces violences post électorales sont le fait du candidat tête de liste du parti politique RDPC qui a entrepris de s'auto-proclamer vainqueur du double scrutin du 09 Février 2020 en mondo-vision ;

« En effet, aux environs de 2 heures du matin du 09 février 2020, le candidat du parti politique RDPC dans cette circonscription électorale a réuni une poignée de ses partisans pour leur annoncer sa victoire au double scrutin comme en fait foi une vidéo de circonstance ;

« Que cette proclamation des résultats intervenait avant la compilation des votes et l'acheminement des procès-verbaux au niveau départemental pour le cas de l'élection législative et avant le recensement des votes par la commission communale de supervision s'agissant des élections municipales ;

« Pendant que la commission communale de supervision s'affairait au recensement et à la compilation des procès-verbaux, des badauds qui se trouvaient en compagnie du candidat

du RDPC auto-proclamé vainqueur, ont pris possession des locaux des locaux de la commission scandant leur victoire et exigeant la proclamation officielle des résultats pour clouer définitivement le bec à leurs challengers de l'UNDP ;

« Que par la suite, aux environs de 09 heures ces badauds ont forcé les locaux de la sous-préfecture, saccageant et détruisant tout sur leur passage comme en font foi le procès-verbal de constat de Maître TEPAKBONG SONGONG Léopold ainsi que les prises de vues photographiques ;

« Poursuivant leur besogne, ils ont dans la foulée passé à tabac le responsable ELECAM et incendié son domicile ;

« Ces violences assorties de destructions n'ont pas permis aux différentes commissions (communale et départementale) de poursuivre leur travail sereinement, faute d'éléments pour compiler et recenser les différents votes, toute chose qui les a conduits à clôturer ces travaux dans l'enceinte de la gendarmerie ;

« A ce jour, si la proclamation définitive intervenait dans ce contexte de crise et de suspicion, aucune crédibilité ne pourrait être donnée à une telle mascarade ;

« Que seule une annulation totale des opérations électorales viciées pourrait restaurer l'ordre et la cohésion sociale dans cette circonscription électorale en proie aux violences latentes et permettre l'organisation d'un scrutin crédible et objectif ;

« PAR CES MOTIFS :

« En la forme :

« Recevoir le présent recours comme introduit dans les forme et délai légaux ;

« Au fond :

« Vu les dispositions combinées des articles 168, 132 et 133 du Code électoral en vigueur ;

« Vu les faits de fraudes et les violences post-électorales observées lors du double scrutin législatif et municipal dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud à BOURHA, département du Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême Nord ;

« Constater que les cas de fraude sont constitués de divers procès-verbaux raturés ou surchargés, des cas de procès-verbaux établis avant la fermeture des bureaux de votes et le dépouillement des cas de procès-verbaux supérieurs au nombre de bureaux de

vote ;

« Dire et juger que la fraude corrompt tout ;

« Constater en outre que les violences-intervenues lors du double scrutin dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud à BOURHA sont de nature à instaurer un sentiment de tensions sociales et ce troubles à l'ordre public au regard de l'impossibilité pour la Commission départementale de supervision de fournir au Conseil constitutionnel des éléments objectifs et complets qui pourraient lui permettre de proclamer les résultats des élections législatives en toute quiétude dans cette circonscription électorale.

« En conséquence :

« Décider :

« Article 1 : En la forme : Recevoir le présent recours comme introduit dans les formes et délais de la loi ;

« Article 2 : Au fond : Le déclarer fondé ;

« Article 3 : Annuler totalement l'élection législative dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud à BOURHA, département du Maya Tsanaga, Région de l'extrême Nord ;

« Article 4 : Notifier conformément aux dispositions de l'article 135, alinéa 1 la présente décision au Ministre chargé de l'Administration territoriale et à ELECAM ;

« Sous toutes réserves

« Pour le candidat requérant et le Parti UNDP

« (é) ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête a été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse respectifs ;

---Que suite à cette communication, Elections Cameroon a sous la plume de ses conseils, Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse conçu ainsi qu'il suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 36, Messieurs ZRA ISSIAKOU et Pierre Flambeau NGAYAP ont sollicité l'annulation totale de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO-TSANAGA SUD (BOURHA) ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse. »

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que « la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. »

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui que « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours des nommés ZRA ISSIAKOU et Pierre Flambeau NGAYAP laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le

texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Que le recours des sieurs ZRA ISSIAKOU et Pierre Flambeau NGAYAP est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : Déclarer irrecevable le recours des sieurs ZRA ISSIAKOU et Pierre Flambeau NGAYAP.

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA, Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph

« (é)».

---Attendu que sous la plume de ses conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA BLAISE, Joseph DJABOU, LUKE KISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA N., NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, le RDPC de son côté a déposé son mémoire en ces termes:

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 36, Monsieur ZRA ISSIAKOU, candidat aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO TSANAGA SUD à BOURHA pour le compte de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) et l'UNDP représentée par Monsieur Pierre Flambeau NGAYAP, son Secrétaire Général, ont saisi le Conseil Constitutionnel en annulation totale desdites élections législatives dans la circonscription concernée ;

« Au principal

« Attendu que le recours de Monsieur ZRA ISSIAKOU et l'UNDP est irrecevable ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 02 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2) En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « L'organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de

l'article 52 de la Constitution. » ;

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se « rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats. » ;

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.

(2) Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant. » ;

« Article 49 : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. » ;

« Article 55(1) : « Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. » ;

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

(3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. » ;

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« 1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« 2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« 3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« 4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « la forme prime sur le fond » est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduite par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 07 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection

est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application rigoureuse de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur ZRA ISSIAKOU et l'UNDP est signée par leur Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

Subsidiairement au fond

« Attendu que le recours de Monsieur ZRA ISSIAKOU et l'UNDP porte essentiellement sur les griefs suivants :

- *Irrégularités dans les 82 bureaux de vote composant la circonscription électorale du MAYO-TSANAGA imputables à ELECAM et au RDPC, à savoir :*

- *Des procès-verbaux raturés ou surchargés,*
- *Des procès-verbaux signés avant l'heure de clôture et du dépouillement,*
- *Des procès-verbaux supérieurs au nombre des bureaux de vote ;*

- *La proclamation des résultats par le candidat RDPC avant la fin du dépouillement des votes, ce qui aurait suscité l'euphorie de ses partisans qui s'en seraient pris aux militants de l'UNDP ;*

« Que ces tensions n'auraient pas permis la transmission des PV à la commission départementale de supervision qui à son tour, n'a pas pu transmettre des éléments crédibles au Conseil Constitutionnel ;

- *Différentes fraudes qui ont émaillé le processus électoral, semant un sentiment de contestation et de révolte au sein des populations ;*
- *Incidents et violences post-électorale caractérisés par la destruction des biens publics, des procès-verbaux et du domicile du représentant d'ELECAM, toutes choses qui n'auraient pas permis aux différentes commissions de travailler sereinement ;*

« Mais attendu que les requérants ne produisent aucun document pour étayer leurs allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Que s'agissant en particulier des incidents et des prétendues violences post-électorales, ces faits qui seraient survenus bien après le scrutin du 09 février 2020, n'ont pas pu avoir une incidence tant sur le déroulement que sur la sincérité du scrutin du 09 février 2020 ;

« Qu'il s'en suit que le recours de Monsieur ZRA ISSIAKOU et l'UNDP n'est pas fondé et doit en conséquence être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal

« Déclarer le recours de ZRA ISSIAKOU et de l'UNDP irrecevable ;

« Subsidiairement

« Rejeter le recours de ZRA ISSIAKOU et de l'UNDP comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« YAOUNDE LE 14 FEVRIER 2020

*« (*é)».

---Attendu que le MINAT a également deposé son mémoire libellé comme suit:

« MÉMOIRE EN DEFENSE DU REPRESENTANT DE L'ETAT DANS L'AFFAIRE ZRA ISSIAKOU et UNDP (Pierre Flambeau NGAYAP) contre ELECAM et RDPC (Elections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription du Mayo Tsanaga Sud)

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel Yaoundé

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu le recours daté du 12 février 2020, enregistré au Greffe du Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 36 ;

« Attendu que par ce recours, Sieur ZRA ISSIAKOU, candidat de l'UNDP aux élections législatives du 09 février 2020 et Sieur Pierre Flambeau NGAYAP, Secrétaire Général de ce parti politique, assistés de Maitres Amadou Bouba, Richard DZAVIGANDI, KUITCHE Helene et NY AABIA Bianda, Avocats au Barreau du Cameroun, sollicitent l'annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Mayo Tsanaga Sud (Bourha) dans la région de l'Extrême Nord ;

« Attendu qu'à l'appui de leur demande, les requérants évoquent plusieurs irrégularités qui auraient entaché lesdites opérations, notamment les procès-verbaux raturés ou surchargés, les procès-verbaux signés avant la clôture et le dépouillement du scrutin, le nombre excessif de ces documents et les incidents enregistrés après la clôture du scrutin ;

« Mais attendu que le représentant de l'Etat du Cameroun (MINAT) soutient que les moyens invoqués par les requérants sont légers et inconsistants pour fonder l'annulation sollicitée ;

« Attendu en effet que s'agissant des ratures et surcharges observées dans les procès-verbaux, la signature de ces documents avant la clôture du scrutin ou de leur nombre élevé comparativement aux bureaux de vote, les requérants se contentent de les décrier sans fournir aucun élément probant susceptible de soutenir leurs allégations ;

« Attendu en outre que ces griefs devaient être portés devant les commissions locales de vote puis, à la Commission Départementale de Supervision conformément aux dispositions des articles 61(1) et 63 du Code Electoral ;

« Que les requérants n'apportent la preuve d'avoir porté ces difficultés et erreurs relevées devant ces commissions ;

« Attendu par ailleurs que la contestation porte uniquement sur la localité de BOURHA ;

« Qu'elle n'est pas la seule localité qui constitue la circonscription électorale du Mayo-Tsanaga Sud ;

« Attendu qu'il convient de noter que même si ces irrégularités étaient avérées, il appartenait aux requérants de démontrer que ces griefs pouvaient avoir une incidence sur les résultats enregistrés dans l'ensemble de cette circonscription ;

« Qu'à défaut, l'Auguste Conseil se réserve le droit de rejeter cette requête par décision motivée suivant les dispositions de l'article 134 du Code Electoral ;

« Attendu que concernant le moyen fondé sur les incidents intervenus au lendemain du jour du scrutin, il y a lieu d'inviter les requérants à mieux se pourvoir ;

« Qu'en effet, les violences dénoncées sont justiciables devant le tribunal pénal ;

« Attendu au surplus que plusieurs arguments développés par les requérants portent sur l'élection municipale, laquelle ne relève pas de la compétence du Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ce recours n'est fondé ;

« Qu'il y a lieu de le rejeter.

« Par ces motifs et tous autres à déduire ou suppléer, même d'office ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« Recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« Dire que la requête de sieur ZRA ISSIAKOU et l'UNDP (Pierre Flambeau NGAYAP) n'est pas justifiée ;

« La rejeter en conséquence :

« Et ce sera justice

« Yaoundé, le 15 Février 2020

« Le représentant de l'Etat

« Laurence MAWNO K. épse KAMDJOM

« (é)».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organization

et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et autres dispositions du texte d'organisation invoqués ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 du code électoral, le Conseil Constitutionnel « statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduites par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. »,

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72)

heures à compter de la date clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Attendu qu'en l'espèce, bien que le requérant ait pris part aux élections et ait déposé sa requête dans les délais, il n'a cité aucune disposition légale pour conforter ses allégations ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur ZRA ISSIAKOU irrecevable ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel, les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en chef suppléant. /-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 12/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur KINGUE PAUL ERIC (MPCN)

C/

ELECAM

MINAT

OBJET :

(***Annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Moungo-Sud)***

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

--- Dans l'affaire opposant :

---Sieur **KINGUE Paul Eric**, candidat du MPCN, comparant ;

---D'UNE PART

---**ET**

-**Elections Cameroun (ELECAM)**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, MELAT ATIOGUE Brice, Madame DALE NGOLLE Anne et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun,

-**Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)**, représenté par Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoît et Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de Sieur KINGUE Paul Eric ;

---Attendu que par requête en date du 13 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le 14 février 2020 et enregistrée sous le n° 42/G/SG/CC, Sieur KINGUE Paul Eric, candidat du Mouvement Patriotique pour le Cameroun Nouveau (MPCN), a saisi ledit Conseil d'un recours aux fins d'annulation des opérations électorales, de rejet des procès-verbaux de dépouillement et de recomptage des suffrages valablement exprimés en faveur de chaque liste de candidats dans la circonscription électorale de Moungo-Sud ;

---Que la requête sus-évoquée est ainsi libellée :

« A l'attention de Monsieur le Président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel – Yaoundé ;

« Monsieur KINGUE Paul Eric, chef d'entreprises, candidat, mandataire et tête de liste investie par le Mouvement Patriotique pour un Cameroun Nouveau (MPCN) aux Elections Législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Moungo-Sud, domicilié à Penja résidant actuellement à Yaoundé téléphone : 259 48 02 44, avec domicile élu en sa propre demeure aux fins des présentes ;

« Ayant pour conseil Maître MANFO René, Avocat au Barreau du Cameroun, avec résidence professionnelle à Douala, Téléphone 656 07 84 36 / 659 14 93 59, BP 7179 Douala ;

« A le respectueux honneur de vous exposer :

« Qu'en sa qualité de candidat, mandataire et tête de liste MPCN, investi pour les élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Moungo-Sud, il sollicite l'annulation totale des procès-verbaux du dépouillement du scrutin législatif dans les arrondissements de Mbanga et bonaléa ;

« Que spécialement dans ces deux arrondissements, le scrutin a été émaillé d'une kyrielle d'irrégularités qui ont substantiellement altéré la vérité issue des urnes et influé négativement sur la répartition des sièges dans cette circonscription électorale portant ainsi préjudice à la liste MPCN conduite par KINGUE Paul Eric ;

« Que cette annulation partielle est conforme aux dispositions des articles 168 et 132 du Code électoral qui énoncent respectivement :

«(1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale. Il en proclame les résultats dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

« (2) Le contentieux électoral et l'organisation le cas échéant d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 et 136 de la présente loi… » (article 168)

« …(2) Il statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection. »

« Que la liste du Mouvement Patriotique pour un Cameroun Nouveau (MPCN) conduite par son Président national a fait acte de candidature et participé de manière effective aux opérations électorales du 09 février 2020 pour le compte des élections législatives dans le Moungo-Sud et est de ce fait recevable en son action qui est faite dans la forme et délai légal ;

« Que malheureusement dans deux (02) arrondissements de cette circonscription électorale, le vote a été entaché de plusieurs irrégularités récurrentes et flagrantes qui ont faussé les statistiques des résultats et la répartition des sièges au détriment du MPCN ;

« Que plusieurs moyens de droit militent en faveur de l'annulation de tous les procès-verbaux de dépouillement du scrutin dans ces deux (02) arrondissements (Mbanga et Bonaléa) et la validation de ceux issus des trois (03) autres arrondissements de cette circonscription électorale où les irrégularités ont été de moindre importance.

« I- Sur le premier moyen tiré de la violation de l'article 67 du Code électoral par la Commission Départementale de supervision

« L'article 67 du Code Electoral dispose : « (1) les travaux de la commission départementale de supervision sont effectués au vu des procès-verbaux transmis par les responsables des démembrements communaux d'Elections Cameroon.

« (2)En cas d'erreur de calcul, la commission départementale de supervision peut redresser les procès-verbaux correspondants. Toutefois, elle ne peut les annuler. En cas de rectification ou de redressement, la commission départementale de supervision est tenue de motiver sa décision et d'en faire mention dans le procès-verbal… »

« En l'espèce les rectifications et les redressements des procès-verbaux de dépouillement du scrutin de plusieurs bureaux de vote de ces deux (02) arrondissements effectués par la Commission Départementale de Supervision ont été faites e, violation flagrante des dispositions pertinentes de l'article 67 susvisé ;

« En effet le Législateur a expressément fait obligation à la susdite commission de motiver sa décision et d'en faire mention dans le procès-verbal et qu'en agissent autrement, il le fait en marge de l'article 67 du Code Electoral ;

« A titre d'exemples au sujet des procès-verbaux des bureaux de vote nommés :

« Première illustration : Ecole publique groupe 3 B (Mbanga) ;

« La Commission Départementale de Supervision vous demande de lire comme nombre de votants 175 (SVE et BN) au lieu de 167 mentionnés noir sur blanc dans le procès-verbal de dépouillement du scrutin dans ce bureau de vote ceci sans motivation aucune. Le chiffre 167 porté dans ledit procès-verbal l'a été conformément à la fiche d'émargement détenue par ce bureau de vote.

« Ne s'agissant pas d'un cas d'erreur de calcul, la Commission Départementale de Supervision n'a nullement l'autorisation de procéder à un redressement et pire encore non motivé de ce procès-verbal.

« Qu'en agissant ainsi, la commission Départementale de Supervision couvre illégalement de ce fait des multiples irrégularités qui ont entaché les opérations électorales dans cette localité de Mbanga et ceci en est une illustration parfaite (Cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 45 in fine)

« Deuxième illustration : école publique groupe 2 VDC CAMP4 Penda Mboko (Bonaléa)

« La Commission Départementale de Supervision vous demande de lire comme nombre de votants 122 (SVE et BN) au lieu de 354 mentionnés noir sur blanc dans le procès-verbal de dépouillement du scrutin dans ce bureau de vote ceci sans motivation aucune. Le chiffre 354 porté dans ledit procès-verbal l'a été conformément à la fiche d'émargement détenue par ce bureau de vote ;

« Ne s'agissant pas d'un cas d'erreur de calcul, la Commission Départementale de Supervision n'a nullement l'autorisation de procéder à un redressement et pire encore ce redressement demeure non motivé par cette dernière ;

« Qu'en agissant ainsi, la Commission Départementale de supervision tente de couvrir illégalement de ce fait des multiples irrégularités qui ont entaché les opérations électorales dans cette localité de Bonaléa et ceci en est une illustration parfaite

« (Cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 39 in fine).

« Troisième illustration : école CEBEC B «(Mbanga)

« La Commission départementale de Supervision vous demande de lire comme nombre de votants 95 (SVE et BN) au lieu de 312 mentionnés noir sur blanc dans le procès-verbal de dépouillement du scrutin dans ce bureau de vote ceci sans motivation aucune. Le chiffre 312 porté dans ledit procès-verbal l'a été conformément à la fiche d'émargement détenue par ce bureau de vote ;

« Ne s'agissant pas d'un cas d'erreur de calcul, la Commission Départementale de Supervision n'a nullement l'autorisation de procéder à un redressement et pire encore non motivé de ce procès-verbal ;

« Qu'en agissant de la sorte, la Commission Départementale de Supervision essaie encore de couvrir illégalement de ce fait des multiples irrégularités qui ont entaché les opérations électorales dans cette localité de Mbanga et ceci en est une illustration parfaite ; (Cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 45 in fine)

« Que ces innombrables irrégularités récurrentes dans ces deux arrondissements sur les cinq que compte le Moungo –Sud ont substantiellement altéré la vérité des urnes dans cette circonscription électorale, ce qui est inéluctablement de nature à fausser les statistiques de partage des sièges de député dans cette localité ;

« Qu'il échet sur ce premier moyen d'annuler purement et simplement tous les procès-verbaux des bureaux de vote de ces deux arrondissements à savoir Mbanga et Bonaléa pour le rétablissement de la vérité des urnes pour le compte des législatives dans le Moungo-Sud ;

« II- Sur le deuxième moyen tiré de la violation des articles 106 et 104 du Code Electoral par les commissions locales de vote de Mbanga et de Bonaléa.

« Pour éviter toute falsification et tout bourrage des urnes, les articles 106 (1) et 104 (1 et 2) disposent : « (1) l'électeur après avoir fait constater son identité, prend lui-même une enveloppe et chacun des bulletins de vote mis à sa disposition, rentre obligatoirement dans l'isoloir et y opère son choix. »

« (2) Il ressort de l'isoloir, et après avoir fait constater à la commission locale de vote qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe, introduite celle-ci dans l'urne »… (article 104)

« (1) le vote de chaque électeur est constaté par sa signature et par l'apposition d'une empreinte digitale à l'encre indélébile sur la liste d'émargement ».. (Article 106)

« En l'espèce, à titre d'illustration, deux cas d'irrégularités des opérations de vote sur plusieurs cas flagrants peuvent être cités dans les arrondissements de Bonaléa et de Mbanga ;

« Première illustration : le bureau de vote nommé EEC Mankounlang A (Bonaléa)

« La Commission locale de vote dans ce bureau a violé de manière flagrante les dispositions des articles susvisés en ce qu'elle ne peut en aucun cas justifier que 50 électeurs ont effectivement voté au vue de leurs fiches d'émargement mais qu'on ne décompte finalement que 45 suffrages valablement exprimés plus les bulletins nuls ; (Cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 39 in fine).

« Qu'il est constant de relever une fois de plus qu'ici les opérations électorales ne se sont pas déroulées conformément aux dispositions des articles susvisés ;

« Deuxième illustration : Ce bureau de vote Mbanga annexe page 46 in fine fait état de 36 suffrages valablement exprimés alors que ce bureau de vote compte 32 inscrits ;

« Qu'il s'agit une fois de plus ici d'un dysfonctionnement criard de service de l'organe en charge de l'organisation des élections au Cameroun ;

« Que le Conseil Constitutionnel chargé de la régularité des élections des députés ne peut en aucun cas tolérer de tels manquements ;

« Qu'il échet sur ce second moyen de déclarer tous les procès-verbaux de dépouillement du scrutin des élections législatives du 09 février 2020 dans les arrondissements de Mbanga et de Bonaléa nul et de nul effet pour cause d'irrégularités criardes.

« III- Sur le troisième moyen tiré de la violation de l'article 112(3) du Code Electoral par les commissions locales de vote dans les arrondissements de Mbanga et de Bonaléa

« Pour éviter la sincérité et l'exactitude des renseignements contenus dans les procès-verbaux de dépouillement du scrutin par les responsables locaux d'Elections Cameroon, l'Article 112(3) dispose : « ... (3) les bulletins ainsi anulés et, le cas échéant, les enveloppes qui les contenaient sont annexés au procès-verbal où leur nombre est mentionné. Sont également comptés comme nul et mentionné au procès-verbal, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe et les enveloppes trouvées vides. Les feuilles de pointage sont annexées au procès-verbal ».

« En l'espèce, il ressort clairement du procès-verbal des travaux de la commission départementale de supervision que les commissions locales de vote des arrondissements de Mbanga et de Bonaléa ont violé à répétition les dispositions légales susvisées.

« Première illustration : le bureau de vote nommé Ecole publique Kompina A (Bonaléa)

« Dans son procès-verbal de dépouillement, la commission locale de vote dudit bureau pris au hasard indique bien qu'à l'issue du dépouillement, il a compté deux (02) bulletins nuls mais s'offre le luxe d'annexer inexplicablement quatre (04) bulletins nuls à son procès-verbal communiqué à la Commission Départementale de Supervision ;

« Qu'une fois de plus de tels manquements ne peuvent en aucun cas être couverts. (Cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 39 en début de page) ;

« Deuxième illustration : le bureau de vote nommé Ecole publique groupe 2 (Mbanga)

« Que dans cet autre cas, le ridicule a atteint son comble. La commission locale de vote après dépouillement constate qu'il y a effectivement quatre-vingt-dix-neuf (99) bulletins nuls mais en annexe que trois (03) dans son procès-verbal ;

« Que sur ce troisième moyen, il échet une fois de plus et de trop de constater que les opérations électorales de vote des législatives dans les arrondissements de Mbanga et de Bonaléa ont été entachés d'innombrables et criardes irrégularités ;

« (cf. annexe du procès-verbal des travaux de la Commission Départementale de Supervision pour le Moungo page 45 en milieu de page) ;

« Que le Conseil Constitutionnel ne peut en aucun cas tenir compte des procès-verbaux obtenus dans ces conditions dans les statistiques de partage des sièges de députés dans le Moungo-Sud, conformément au principal général de droit selon lequel « fraus omnia corrumpit » de tous les procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif dans ces deux (02) arrondissements ;

« Au regard de tout ce qui précède et pour rétablir la vérité des urnes des législatives dans le Moungo-Sud, le Conseil Constitutionnel se trouve dans l'obligation légale d'annuler et d'écarter purement et simplement les procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif de ces deux arrondissements qui ne représentent en réalité que 38,51% des suffrages valablement exprimés dont 22,41% pour l'arrondissement de Mbanga et 16,09% pour l'arrondissement de Bonaléa. (Cf. procès-verbal des travaux de la commission départemental de supervision page 14)

« Qu'à la réalité, l'annulation et le rejet des procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif du 09 février 2020 de ces deux localités n'entament en rien la légitimité des députés proclamés élus dans cette circonscription électorale ;

« Qu'il échet en conséquence d'annuler purement et simplement les procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif de ces deux arrondissements à savoir Mbanga et Bonaléa et procéder au recomptage des voix afin de rétablir la vérité des urnes en attribuant à chaque liste ayant candidaté le nombre de sièges qu'elle mérite véritablement.

« C'est pourquoi le requérant sollicite très respectueusement qu'il vous plaise M. le Président et Honorables membres du Conseil Constitutionnel

« Vu les dispositions du Code Electoral, notamment les articles 67(2), 104(1) et (2), 106(1), 112(3), 132(2), 168(1) ;

« Vu le principe général de droit « fraus omnia corrumpit » ;

« Vu la requête qui précède (les faits et les moyens articulés et développés) ainsi que les pièces à l'appui ;

« En la forme

« De bien vouloir le recevoir en sa requête comme faite dans les formes et délais légaux ;

« Au fond

« Bien vouloir constater que la seule façon de d'établir la réalité et la vérité des urnes du scrutin législatif dans le Moungo-Sud est d'annuler purement et simplement et d'écarter tous les procès-verbaux de dépouillement du scrutin des arrondissements de Mbanga et de Bonaléa ;

« -Constater que les procès-verbaux issus de ces arrondissements ne représentent en réalité que 38,51% des suffrages valablement exprimés donc 22,41% pour l'arrondissement de Mbanga et 16,09% pour l'arrondissement de Bonaléa ;

« -Constater que l'annulation et le rejet des procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif du 09 février 2020 dans ces deux localités n'entament en rien la légitimité des députés proclamés élus dans cette circonscription d'élection, résultante des suffrages valablement exprimés de 61,48% de toute la circonscription où les opérations électorales se sont déroulées normalement.

« En conséquence,

« Ordonner l'annulation et le rejet de tous les procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif du 09 février 2020 des arrondissements de Mbanga et de Bonaléa, et procéder au recomptage des suffrages valablement exprimés en faveur de chaque liste de candidats afin d'attribuer à chacune d'elle le nombre de siège de députés qu'elle mérite véritablement.

« Profonds ;

« Sous toutes réserves ;

« (é) ».

---Que suite à cette communication, le RDPC, conduit par une délégation composée de Messieurs Grégoire OWONA, NJIEMOUN MAMA, NGOLLE NGOLLE Elvis, Benoît NDONG SOUMHET et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xaverine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, a conclu en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête en date du 13 février 2020 de Monsieur KINGUE Paul Eric, candidat du Mouvement Patriotique pour un Cameroun Nouveau (MPCN) à l'élection des députés du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Moungo-Sud, enregistrée au Conseil Constitutionnel le 14 février suivant le numéro 42, intitulée : « requête aux fins d'annulation et de rejet des procès-verbaux de dépouillement du scrutin législatif du 09 février 2020 dans les arrondissements de Mbanga et Bonaléa et recomptage des suffrages valablement exprimés en faveur de chaque liste de candidats dans la circonscription électorale de Moungo-Sud » ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 02 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2) En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. »

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « l'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions des articles 40, 41 et 42 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 sus-invoquée :

« Article 40 : « Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires et des consultations référendaires. Il veille à la sincérité du scrutin. Il en proclame les résultats. » ;

« Article 41 : « Le Conseil Constitutionnel statue dans les conditions et délais prévus par la Constitution et la législation en vigueur. » ;

« Article 42 : « (1) Les contestations ou les réclamations sont faites sur simple requête et doivent parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (2) Le Conseil Constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire, entendre tout requérant ou demander la reproduction, contre récépissé, des pièces à conviction.

« (3) La requête doit préciser les faits et moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.

« (4) La requête est dispensée de tout frais de timbre ou d'enregistrement. » ;

« Attendu que par ailleurs, l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 dispose que : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 de l'article 133 dudit code auquel renvoi l'article 168 ci-dessus cité : « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin. » ;

« Attendu que le délai de soixante (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin qui se décompte de jour en jour le dimanche de l'élection non compris, présente un caractère impératif ;

« Attendu que le scrutin ayant eu lieu le dimanche 09 février 2020, le délai légal du dépôt des contestations ou réclamations a expiré le 12 février 2020 à 24 heures ;
« Qu'il s'ensuit que le recours introduit par KINGUE Paul Eric le 14 février 2020 est irrecevable ;
« Par ces motifs
« Déclarer irrecevable la requête de Monsieur KINGUE Paul Eric comme étant hors délai ;
« Sous toutes réserves.
« Profond respect.»

---Attendu que de son côté Elections Cameroon a, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont le contenu est ainsi libellé :

« Plaise au Conseil Constitutionnel :
« Attendu que suivant requête datée du 13 février 2020, enregistrée le 14 février 2020 au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 42, Monsieur KINGUE Paul Eric a sollicité l'annulation et le rejet de tous les procès-verbaux de dépouillement de l'élection

législative du 09 février 2020 dans les arrondissements de Mbanga et de Bonaléa, ainsi que le recomptage des suffrages valablement exprimés en faveur de chaque liste de candidats dans la circonscription électorale du Moungo-sud ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite hors délai ;

« In limine litis : sur l'irrecevabilité de la requête comme faite hors délai.

« Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que « Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). »

« Que les élections législatives s'étant tenues sur toute l'étendue du territoire camerounais le 09 février 2020, les recours devaient parvenir au Conseil Constitutionnel au plus tard soixante-douze (72) heures après la clôture du scrutin, soit le 12 février 2020 ;

« Qu'or, le recours du sieur KINGUE Paul Eric a été déposé au Conseil Constitutionnel le 14 février, soit deux (02) jours après la date fixée pour la saisine du Conseil Constitutionnel ;

« Que ce recours est donc irrecevable comme déposé hors délai.

« Par ces motifs :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« In limine litis : déclarer irrecevable le recours de Monsieur KINGUE Paul Eric comme déposé hors délai.

« Et ce sera justice ;

« Sous toutes réserves ;

« (é) » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que ***« Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…). » ;***

---Qu'en l'espèce, le scrutin s'étant clôturé le 09 février 2020, le délai prescrit ci-dessus courait jusqu'au 12 février 2020 à minuit ;

---Qu'en saisissant le Conseil le 14 février 2020, le requérant était forclos ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare le recours de Sieur KINGUE Paul Eric irrecevable pour forclusion ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 13/CC/SRCER/G DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

OFFRE ORANGE représentée par sieur TAGNE

C/

ELECAM

MINAT

RDPC

OBJET :

(Requête en annulation des opérations électorales dans le KOUNG-KHI)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

-**OFFRE ORANGE**, représentée par sieur TAGNE, parti politique candidat dans la circonscription électorale du KOUNG-KHI et ayant pour conseil Maître KADJE Victor, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'UNE PART ;

---**ET**

-**ELECAM,** ayant pour Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

-**RDPC** représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller Joseph Marie BIPOUN WOUM en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de l'Offre Orange ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le même jour et enregistrée sous le numéro 25, l'Offre Orange représentée par sieur TAGNE, Président National dudit parti, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des opérations électorales dans le département du KOUNG-KHI en ces termes :

« A *Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel - Yaoundé*

« <u>Objet</u> : Requête en annulation des opérations électorales dans le département du Koung-Khi - Région de l'Ouest

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,

« L'Offre Orange représenté par son Président nationale sieur TAGNE, parti politique ayant pris part aux élections législatives du 09 février 2020, ayant pour conseil Maître KADJE Victor, Avocat au barreau du Cameroun avec résidence à Bafoussam, BP 699, Tél. 243 04 56 55, au cabinet duquel il fait élection de domicile ;

« A le distingué honneur de vous exposer :

« Qu'en tant que mouvement citoyen, elle a pris part aux élections législatives du 09 février 2020, notamment dans la circonscription électorale du Koung-Khi ;

« Que malheureusement, les opérations électorales ont été jonchées de moult irrégularités justifiant l'annulation de celles-ci ;

« Qu'elle sollicite en conséquence que soient annulées les opérations électorales dans la circonscription électorale du Koung-Khi pour ce qui concernent les élections des députés à l'Assemblée nationale ;

« Que la requérante entend articuler infra, les moyens aussi bien sur la forme que sur le fond, qui permettront à l'auguste Conseil Constitutionnel de juger du bien-fondé de sa requête ;

« I- S'agissant de la recevabilité :

« Attendu que la présente requête est introduite dans le délai, car elle intervient dans les 72 heures précédant le vote ;

« Attendu par ailleurs que la requête est faite par l'Offre Orange, parti politique ayant pris part à l'élection ;

« Qu'il échet dès lors de déclarer la présente requête recevable en la forme ;

« II- S'agissant du bien-fondé de la présente requête :

« Attendu que pour permettre au Conseil Constitutionnel de procéder à l'annulation des opérations électorales, la requérante soumet à sa haute appréciation les arguments ci-après ;

« Que lesdits arguments portent aussi bien sur la fraude commise par le parti politique Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), les fraudes commises par l'administration, que sur les irrégularités contenues dans le procès-verbal de dépouillement du scrutin ;

« A) S'agissant des irrégularités contenues dans le procès-verbal de dépouillement du scrutin

« Attendu que les procès-verbaux de dépouillements du scrutin dont des exemplaires ont été remises aux représentants de l'Offre Orange contiennent des irrégularités justifiant incontestablement l'annulation de l'élection dans le Département du Koung-Khi ;

« Que lesdites irrégularités sont de plusieurs ordres et tiennent en ce qui suit :

« 1) Les bulletins contenus dans les urnes sont supérieurs aux votants :

« Attendu que l'exploitation de ces procès-verbaux de dépouillements du scrutin dressées par les commissions locales de votes ;

« Que pour illustrer cet état de chose il y a lieu de noter qu'aux termes du dépouillement il y a eu 156 enveloppes pour 143 électeurs dans le bureau de vote de l'école catholique de Kamgo A ;

« Attendu de même que dans le bureau de vote de l'école CEBEC de DJIOMGHOUO A, il y a eu 129 enveloppes pour 118 votants ;

« Que ces réalités constituent des cas avérés de bourrages d'urnes ;

« 2) Votes faits pour le compte des absents

« Attendu sur un autre plan que dans le bureau de vote de l'école catholique de Kamgo A des votes ont été faits aux noms des personnes absentes de la localité qui ne pouvaient prendre part aux opérations ;

« Qu'ainsi, les nommés SOP DONZE Bilingue Rostand et WAFO Achille Laurent sont supposés avoir voté, alors que ces derniers n'étaient absolument pas présents dans le bureau de vote dont s'agit ;

« Attendu qu'ils peuvent comparaître devant le Conseil Constitutionnel pour en porter témoignages ;

« Qu'en outre et tout aussi grave une personne décédée, le défunt SOUOP Augustin est censée avoir voté dans le même bureau de vote, chose totalement impossible ;

« Qu'en raison de ces irrégularités avérées qui constituent de graves violations des prescriptions légales, ils convient d'entrer en voie d'annulation contre les opérations en cause ;

« B) S'agissant de la fraude orchestrée par le RDPC

« Attendu que pour fausser les données de l'élection des députés dans le département du Koung-Khi, le RDPC a eu recours à des manœuvres frauduleuses ;

« Que ce parti politique a en effet fait fraude sur au moins deux aspects ;

« -L'achat des bulletins de votes des partis concurrents

« Attendu que dans la totalité du département du Koung-Khi, le RDPC a organisé un processus d'achat des bulletins de vote des partis adverses, notamment de l'Offre Orange ;

« Que cette manœuvre consistant à acheter les bulletins de la requérante non mis dans l'urne et non déposés dans les rébus à incontestablement fausser les résultats ;

« Attendu que des prises de vues et des témoignages sont disponibles pour édifier la lanterne du Conseil Constitutionnel sur cette réalité ; voir pièces

« Que de même le procès-verbal dressé dans le bureau de vote de CEBEC KATSELA-A mentionne à cet effet ce qui suit : « Bon déroulement du scrutin, néanmoins le comportement de certains électeurs restent à déplorer car ils emportent avec eux les bulletins des autres partis politiques vers une direction inconnue… » ;

« -L'achet des consciences

« Attendu que le RDPC s'est par ailleurs distingué dans le circonscription du Koung-Khi par d'autres manœuvres similaires à la précédente ;

« Que cette manœuvre était le moyen pour ce parti de contourner le désamour des électeurs affiché à son égard lors de la compagne électorale ;

« Que la fraude a consisté ici à distribuer des sommes d'argent aux votants avant et pendant le scrutin pour orienter leurs choix ;

« Attendu que cet achat de conscience à ôter à l'élection des députés dans le département du Koung-Khi son caractère libre et équitable, ce qui justifie l'annulation des opérations ;

« Attendu que « la fraude corrompt tout » ;

« Que l'auguste Conseil Constitutionnel se doit de sanctionner celle faite par le RDPC ;

« C) Sur les manquements des administrations

« Attendu que les administrations impliquées dans le processus électorale dans le département du Koung-Khi ont fait montre des fautes graves ;

« Que dans cette perspective la requérante peut entre autres relever ce qui suit :

« -Violation des prescriptions réglementaires

« Attendu que de personnes ont été notés autours des bureaux de vote le jour du scrutin, notamment à l'école publique de DJA-A, à CEBEC KATSELA et au bureau de PETE-CARRIERE ;

« Qu'en raison de ces attroupements, il y a eu des échauffourées, matérialisées aussi bien par des prises de vues que par des enregistrements vidéos et audio ;

« Que l'administration n'a rien fait pour mettre un terme à ses attroupements qui ont négativement impacté les résultats ;

« Attendu par ailleurs qu'en violation de la loi, l'autorité administrative s'est abstenue de mettre un terme et de faire appréhender les auteurs de fraude surpris en flagrant délit tant dans les bureaux de vote qu'aux alentours, en dépit de la demande qui lui a été faite à cet effet ;

« Que ces fautes de l'administration justifient dès lors amplement qu'il soit fait droit à la demande d'annulation présentée par l'offre Orange ;

« C'est pourquoi la requérante sollicite très respectueusement qu'il vous plaise Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel

« Bien vouloir, au regard des explications qui précèdent, des pièces jointes et des dispositions légales et règlementaires applicables :

« En la forme :

« Recevoir la présente requête comme introduit dans les forme et délai de droit ;

« Au fond :

« Bien vouloir ordonner l'annulation des opérations électorales pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans la circonscription du département du Koung-Khi, région de l'Ouest ;

« P.J. : Celles annoncées ;

« Profond respect ;

« Fait à Bafoussam le 12 février 2020 ;

« (é) ».

---Attendu que la requête dont s'agit a été communiquée aux parties intéressées, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse, en vertu de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Qu'ainsi, sous la plume de ses Conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, ELECAM a déposé son mémoire en réponse ainsi conçu :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 25, le mouvement citoyen ***OFFRE ORANGE***

a sollicité l'annulation des opérations électorales de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du ***KOUNG - KHI*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« <u>IN LIMINE LITIS</u> : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« *Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;*

« Qu'or, l'exploitation du recours du mouvement citoyen ***OFFRE ORANGE*** *laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violé dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;*

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s) qualité et adresse du requérant <u>ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée</u>. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

*« Attendu que la requête du mouvement citoyen **OFFRE ORANGE** ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;*

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le présent recours est irrecevable comme fait en violation de la loi.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours du mouvement citoyen OFFRE ORANGE comme fait en violation de la loi.*

« ET CE SERA JUSTICE,

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 décembre 2019.

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

«Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

« Barrister OKHA BAU OKHA (é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é) » ;

---Que de son côté, le RDPC a, sous la plume de ses conseils Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, conclu en ces termes :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le numéro 25, l'Offre Orange, représentée par son Président National Monsieur TAGNE, sollicite l'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du KOUNG–KHI, Région de l'Ouest ;

« Au principal,

« Attendu que la requête de l'Offre Orange est irrecevable en la forme ;

*« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) **Le Conseil***

Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

« (2) ***En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « ***L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi.*** *» ;*

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « ***La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.*** *» ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'Etat ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « ***veille à la***

régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats. *» ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) ***En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.***

« (2) ***Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.*** *» ;*

« Article 49 : « ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.*** *» ;*

« Article 55(1) : « ***Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.*** *» ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « ***le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) ***Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.***

« (3) ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.*** *» ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« 1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« 2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« 3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« 4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « ***la forme prime sur le fond*** *» est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;*

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil

Constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de l'Offre Orange ne comporte pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« En outre, la requête de l'Offre Orange est signée par son Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement,

« Attendu que le recours de l'Offre Orange porte essentiellement sur les griefs suivants :

- *Les bulletins contenus dans les urnes sont supérieurs aux votants ;*
- *Votes effectués pour le compte des absents ;*
- *Achats des bulletins de vote des partis concurrents par le RDPC ;*
- *Achat des consciences par le RDPC ;*
- *Violation des prescriptions réglementaires par l'administration ;*

« Qu'à l'appui de ses allégations, il produit seulement cinq (5) procès-verbaux de dépouillement du scrutin de différents bureaux de vote, chiffre largement insignifiant par rapport au total des bureaux de vote de la circonscription électorale concernée qui en compte 128 ;

« Au sujet des griefs proprement dit :

*« (a) Le PV du bureau de vote « Ecole catholique de KAMGO A » observe que « **le scrutin s'est déroulé dans la transparence malgré quelques petits problèmes dus à la présence dans la salle de certains candidats de l'Offre Orange qui disent avoir constaté le vote de certains candidats sans cartes et autres (…)** » ;*

« Il résulte de ce PV que ce sont les propres candidats de l'Offre Orange qui étaient les instigateurs du désordre dans ledit bureau de vote où la liste du RDPC est sortie largement victorieuse avec un très important écart de 103 voix contre 23 par rapport à celle de l'Offre Orange ;

« (b) Le PV du bureau de vote « CEBEC KATSELA A » est non seulement incomplet, mais il ne comporte aucune observation et est signé de tous les membres de la commission locale y compris ceux de l'Offre Orange ;

« (c) Le PV du bureau de vote « EP DJA D » indique que deux personnes dont les noms ne figuraient pas sur la liste des électeurs possédaient une carte d'électeur ;

« Le prétendu grief n'en n'est pas un, puisque lesdites personnes pouvaient être inscrites ailleurs ; qu'il n'a donc pas eu une influence sur la sincérité du scrutin dans ce bureau de vote où la liste du RDPC l'a remporté haut la main par un large écart de 131 voix contre 01 pour la liste de l'Offre Orange ;

*« (d) Dans le PV du bureau de vote « EP DJA A », il ressort que « **tout s'est bien déroulé dans l'ensemble** », hormis l'affluence qui a provoqué quelques échauffourées qui ont été rapidement maitrisées et n'ont donc pas pu avoir une influence sur le score du vote largement en faveur du RDPC qui l'emporte par un important écart de 259 voix contre 07 pour la liste de l'Offre Orange ;*

« (e) S'agissant enfin du PV du bureau de vote de « CEBEC DJOMGHOM A », l'écart de 09 suffrages entre les émargements et les votants ne peut en rien avoir influencé le résultat final du vote de ce bureau où la liste du RDPC l'a remporté par un important écart de 88 voix contre 12 pour la liste de l'Offre Orange ;

« Attendu que sur les quatre parties en compétition dans la circonscription électorale du KOUNG–KHI, l'Offre Orange est arrivée en dernière position avec 570 voix contre 13.792 pour le RDPC arrivé en première, qu'il suit dès lors que les griefs allégués, s'ils étaient par extraordinaire avérés, n'ont pas pu influencer la sincérité du scrutin et ne sont

donc pas de nature à remettre en cause le résultat du vote dans ladite circonscription électorale ;

« Qu'il y a lieu de rejeter le recours de l'Offre Orange comme étant non fondé ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal

« Déclarer irrecevable la requête de l'Offre Orange ;

« Subsidiairement

« Rejeter le recours de l'Offre Orange comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT ».

*«(*é) ».

---Que pour sa part, le MINAT représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire libellé ainsi qu'il suit :

« Plaise au Constitutionnel

« Vu le recours daté du 12 février 2020, enregistré au Greffe du Conseil Constitutionnel le même jour sous le numéro 25 ;

« Attendu que par ce recours, L'Offre Orange, parti politique ayant pris part aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Koung-Khi, représenté par son président sieur TAGNE et assisté de Maître KADJE Victor, Avocat au Barreau du Cameroun, sollicite l'annulation des opérations électorales dans la susdite circonscription ;

« Attendu qu'à l'appui de sa demande, le requérant critique les fraudes attribuées au RDPC, les fautes commises par l'administration et des irrégularités relevées dans les procès-verbaux de dépouillement du vote ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que ce recours est manifestement irrecevable parce que introduit en violation des dispositions de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'au surplus, les allégations du requérant sont inconsistants et inopérants pour justifier l'annulation sollicitée.

« I – <u>De l'irrecevabilité manifeste de ce recours</u>

*« Attendu que suivant les dispositions de l'article 49 de la loi précitée « **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les noms, prénoms (s), qualité et adresse du requérant ainsi que <u>le nom de l'élu ou des élus</u> dont l'élection et contestée.** … » ;*

« Attendu qu'il résulte de cette disposition légale que la mention du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée est une condition substantielle de recevabilité de la requête ;

« Mais attendu qu'à l'exploitation de la requête du parti politique dénommé L'Offre Orange, l'on ne relève nulle part le nom des élus dont il conteste l'élection ;

« Que l'omission de cette mention est une violation de la loi ;

« Qu'il convient de déclarer la requête de ce parti politique irrecevable pour non mention du nom de l'élu dont il conteste l'élection.

« II – <u>De l'inconsistance des moyens soulevés au fond, surabondamment</u>

« Attendu que quand un recours est manifestement irrecevable, il ne mérite aucun examen au fond ;

« Que si par extraordinaire il venait à être examiner, l'on se rendrait compte qu'il n'est pas justifié ;

« Attendu en effet que pour solliciter l'annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Koung-Khi, le requérant évoque les irrégularités contenues dans certains procès-verbaux de dépouillement, la fraude orchestrée par le RDPC et les manquements des administrations ;

« Mais attendu que tous ces moyens sont légers, inconsistants et ne peuvent justifier l'annulation sollicitée.

« (a) Les irrégularités contenues dans les PV de dépouillement

« Attendu que dans ce volet, le requérant évoque la différence des chiffres constatée dans deux bureaux de vote entre les votants et ceux qui ont émargé, le vote des absents et d'une personne décédée ;

« Mais attendu que la différence de chiffre est mentionnée en observations dans le procès-verbal desdits bureaux de vote ;

« Qu'il va de soi que la Commission Départementale de Supervision et le cas échéant, la Commission Nationale de Recensement Général des Votes pourront, pendant la centralisation des opérations de décompte des votes, redresser ces erreurs conformément aux dispositions des articles 65 et 69 du Code Electoral ;

« Que s'agissant du vote des absents et du décédé, il constitue une infraction au sens de l'article 288 du Code Electoral et relève ainsi de la compétence du juge pénal.

« b) La fraude orchestrée par le RDPC

« Attendu que dans ce chapitre, le requérant prétend que le parti politique RDPC, achetait le suffrage ou la conscience des électeurs le jour des élections ;

« Mais attendu que ces allégations ne sont soutenues par aucun élément de preuve ;

« Que même si elles étaient avérées, elles relèveraient de la compétence du tribunal pénal conformément à l'article 289 du Code Electoral ;

« Qu'il convient d'inviter le requérant à mieux se pourvoir.

« c) Les manquements des administrations

« Attendu que le requérant accuse l'autorité administrative de s'être abstenue de disperser les attroupements notés autour de certains bureaux de vote ou de faire interpeler les récalcitrants ;

« Mais attendu que ce problème a été vite résolu comme on peut le lire dans le procès-verbal « EP DJA A » produit par le requérant ;

*« Que les observations formulées dans ce PV précisent : « **Tout s'est bien déroulé dans l'ensemble sauf qu'à un moment donné, il y avait trop d'affluences et quelques échauffourées qui ont été stoppés net** » ;*

« Qu'il en résulte que cet incident n'a aucunement perturbé le déroulement des opérations électorales ;

« Qu'il échet de rejeter ce moyen comme non fondé.

« Attendu en somme que les griefs invoqués par le parti politique L'offre Orange n'ont eu aucune incidence sur les résultats du scrutin ;

« Qu'elles méritent en conséquence d'être rejeter.

« Par ces motifs et tous autres à déduire ou suppléer, même d'office ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« dire que le recours du parti politique l'Offre Orange est manifestement irrecevable ;

« dire au surplus qu'il n'est pas justifié ;

« le rejeter en conséquence ;

« Et ce sera Justice ;

« (é) ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et autres du texte d'organisation invoqués ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. »*** ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur,

intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, bien qu'ayant pris part à l'élection et déposé le recours dans les délais légaux, le requérant n'a visé aucun texte de droit à l'appui des faits allégués ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de l'Offre Orange irrecevable ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 14/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur GWODOK KOUANG Parfait,

candidat du RDPC dans le **NYONG et KELLE**

C/

PCRN

ELECAM

MINAT

OBJET :

(*Annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription du Nyong et Kelle)*

---L'an deux mille vingt

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel en audience publique tenue au palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY,

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **GWODOK KOUANG Parfait,** candidat du RDPC dans le NYONG et KELLE comparant ;

---**D'UNE PART**

---**ET** :

-Le **Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale** (PCRN), représenté par son conseil Maître NOUGA, Avocat au Barreau du Cameroun ;

-**Elections Cameroon** (ELECAM), ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, Maître OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Ministère de l'Administration Territoriale** (MINAT), représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---**D'AUTRE PART**

---Après avoir entendu le Conseiller AHMADOU TIDJANI en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par la loi n^{o} 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée

par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 7 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députes à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur GWODOK KOUANG Parfait ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 26, sieur GWODOK KOUANG Parfait, tête de liste des candidats du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Nyong et Kelle et ayant pour conseils Maîtres Luc SACK et NDJON Manfred Patrick, Avocats au Barreau du Cameroun, a saisi ledit conseil d'un recours en annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Nyong et Kelle ;

---Que cette requête est libellée ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel Yaoundé

« A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

« Que par les présentes il sollicite l'annulation partielle des opérations électorales dans la circonscription du NYONG et KELLE,

« Que les élections dans certains bureaux de vote de ces circonscriptions ont été émaillées de nombreuses irrégularités et d'innombrables cas de fraude ;

« Les élections dans ces circonscriptions n'ont alors été ni transparentes, ni libres, ni démocratiques militant ainsi pour l'annulation partielle ;

« Attendu que pour une meilleure compréhension il convient, avant de développer les moyens au soutien du recours (II), de faire quelques précisions factuelles (I) ;

« I – SUR LES FAITS

« Au terme de la réception des candidatures par Elections Cameroon (ELECAM), la liste des candidats du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) conduite par sieur GWODOK KOUANG Parfait a été retenue pour le compte des élections législatives dans le département du Nyong et Kelle ;

« Charger de confectionner les bulletins et leur transmission dans leurs bureaux de vote, ELECAM a transmis dans multiples bureaux de vote de la circonscription du Nyong et Kelle, les bulletins de vote des candidats de la MEFOU et AFAMBA comportant « MELINGUI Roger » comme tête de liste, et créant ainsi la confusion lors du choix mais aussi et surtout diminuant de façon considérable le nombre de bulletin de vote des candidats du RDPC ;

« La présence des bulletins de vote des candidats de la MEFOU et AFAMBA dans l'urne lors du dépouillement était déclaré comme bulletin nul au grand préjudice du requérant ;

« Lors du déroulement des élections dans certaines localités, certains militants se revendiquant de certains partis politiques à l'instar du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) exerçait, à l'aide d'armes dont ils étaient porteurs, des violences sur des électeurs inscrits, leur empêchant d'exprimer valablement leurs droits ;

« La frayeur et la psychose créées par le décès des électeurs aux encablures d'un bureau de vote de MATOMB a imposé aux autres électeurs de s'abstenir par peur de subir le même sort, toute chose qui a eu pour conséquence un taux élevé d'abstention préjudiciable à la liste conduite par le requérant ;

« Par ailleurs, les partisans du parti d'opposition PCRN ont brillé par un achat de conscience en obtenant les voix en contre partie des sommes d'argent ;

« En outre, dans multiples bureaux de vote, l'on retrouvait des votes multiples à l'instar des bureaux de vote paroisse EPC Eséka, bureau de vote lycée technique d'Eséka…

« De même, certains électeurs non-inscrits sur une liste électorale ont pris part au scrutin législatif. C'est le cas de sieur BAYIHA Jules dans le bureau de vote de l'école publique de Sodibanga dans l'arrondissement de Messondo ;

« Les faits susvisés ont impacté la sincérité, la transparence et la crédibilité du scrutin législatif dans la circonscription du Nyong et Kelle et ouvre ainsi droit à l'annulation partielle de ladite élection pour les moyens suivants ;

« II MOYENS DE L'ANNULATION

« 1) 1er moyen : violation de l'article 60 du Code Electoral et violence physique sur les électeurs

« Attendu que l'article 60 du code électoral dispose que :

« « Le président de la commission locale de vote assure seul la police du bureau de vote ;

« Il doit faire expulser du bureau de vote toute personne qui n'a pas qualité d'électeur du ressort dudit bureau de vote à l'exception des candidats ;

« Il est interdit tout stationnement encombrant devant le bureau de vote, il peut requérir la force publique pour faire rétablir ou faire évacuer le bureau de vote ;

« Nul électeur ne peut entrer dans le bureau de vote s'il est porteur d'une arme » ;

« Attendu que cette disposition a été violée ;

« Le président de la commission de vote a laissé entrer dans les bureaux de vote, des électeurs porteurs des armes blanches

« En fait, dans la circonscription électorale de MATOMB bureau de vote de MATOMB Centre, certains militants se revendiquant du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) étaient porteur des armes blanches à l'aide desquelles ils exerçaient, des violences sur des électeurs inscrits et acquis à la cause de la liste conduite par le requérant leur empêchant d'exprimer valablement leurs droits ;

« Cette violence aux encablures du bureau de vote qui avaient pour effet d'empêcher aux militants du RDPC d'exprimer leur devoir citoyen ont entrainé le décès de deux (02) électeurs acquis à la cause du RDPC leur parti politique ;

« Ces décès ont provoqué au sein de la population électorale, une frayeur et une psychose indescriptibles mais ayant eu comme impact, un taux élevé d'abstention ;

« Attendu que c'est à l'aide d'une arme blanche que les électeurs ont causé la mort de 2 autres amenant ainsi le chef de bureau de vote à requérir l'intervention de la force publique qui a procédé à une enquête de flagrance ;

« Il y a de doute que non seulement cet incident a entaché le déroulement du scrutin en accroissant le taux d'abstention des électeurs dont le suffrage profite au requérant ;

« Que ce faisant, il y a lieu d'annuler ladite élection dans ladite circonscription ;

« 2) 2e moyen : Le vote de certains électeurs à la place des absents

« Attendu que le droit de vote lors des élections législatives est un droit intransmissible, ce qui a pour corolaire l'interdiction du vote par procuration ;

« Attendu que l'une des irrégularités ayant entaché le scrutin législatif dans le Nyong et Kelle est le vote à la place des absents ;

« Des personnes régulièrement inscrites se faisaient substituer à l'élection par d'autres individus avec la complicité des membres de la commission ;

« A titre illustratif, dame MEBE AHANDA Viviane, inscrite sur la liste des électeurs du bureau de vote de l'école publique maternelle de KAYA n° 62 dans l'arrondissement de MAKAK, n'a pas pris part à l'élection du 09 février 2020 car domiciliée à Yaoundé elle n'a pas pu faire le déplacement ;

« Or ;

« Il apparait dans les procès-verbaux dressés à l'issue du scrutin qu'elle a pris part au vote ;

« Cette supercherie a été l'œuvre d'un électeur acquis à la cause du PCRN ;

« Cette irrégularité a été signalée aux membres de la commission qui après vérification en sont sortis convaincus mais n'ont pas cru devoir y donner une suite légale en pareille occurrence ;

« Il s'agit d'une irrégularité substantielle ayant entaché la sincérité du scrutin ;

« Ces cas ont été révélés dans les bureaux de vote suivants : Ecole publique groupe 2, école de BOGSO, lycée bilingue d'Eséka, esplanade du nouveau marché A, lycée technique d'Eséka etc.

« Il y a lieu pour ce grief d'annuler partiellement ladite élection ;

« 3) 3e moyen : monnayage du vote par l'achat des consciences et l'offre des sommes d'argent en contrepartie des voix

« Attendu que si certains moyens pour emporter l'adhésion de l'électorat sont permis lors de la campagne électorale certaines pratiques sont proscrites au terme de la période prévue pour la propagande électorale ;

« Foulant aux pieds les principes essentiels qui entourent le déroulement du scrutin, certains militants du parti politique PCRN se sont livrés à l'achat des consciences des électeurs, c'est le cas dans les bureaux de vote de l'école publique de MAKAK Centre ;

« A titre illustratif sieur MAKON MPECK, militant du parti PCRN a été pris en flagrant délit de corruption d'électeurs ;

« Et sur intervention du Sous-préfet ce dernier a été auditionné sur procès-verbal au terme duquel il reconnait les faits ;

« Tel a été le cas dans l'arrondissement de BOT MAKAK dans les bureaux de vote suivants : Mission catholique, bureau de vote chefferie, lycée, Bissombe, Hegba Centre, Nkongada, Manguenda, Minsè, Bobok Centre ;

« Dans ces bureaux de vote, le rapport du Sous-préfet établit clairement d'innombrables irrégularités ayant entaché la sincérité du scrutin ;

« Attendu qu'il n'y a pas de doute que cet achat de conscience entache la sincérité du scrutin militant ainsi pour l'annulation de l'élection dans cette localité ;

« 4) 4e moyen : Présence dans certains bureaux de vote, des bulletins portant les noms d'autres candidats d'une autre circonscription électorale

« Attendu qu'au rang des moyens au soutien de l'annulation, il y a la présence dans certains bureaux de vote, des bulletins de vote comportant des noms d'autres candidats du RDPC ne relevant pas de la circonscription électorale du Nyong et Kelle ;

« En effet, alors que le requérant était tête de liste du RDPC qu'il partageait avec deux (02) autres candidats à savoir sieur LIBOG Jean Calvin et dame MBENG Agnès, l'on retrouvait les bulletins de vote de la MEFOU et AFAMBA avec en tête de liste sieur MELINGUI Roger ;

« Au terme du dépouillement, les enveloppes contenant les bulletins de vote décriés étaient considérées comme « bulletins nuls » ;

« Alors que le suffrage a été valablement exprimé pour le compte du RDPC parti du requérant, ces irrégularités et manquement de ELECAM ont été observés entre autre à NGOG MAPUPI dans les bureaux de vote suivants : Télé centre A et B ;

« La conséquence ayant été la privation des voies à la liste conduite par le requérant ;

« Que ce faisant il y a lieu pour cette irrégularité d'annuler l'élection dans ces bureaux de vote ;

« 5) 5e moyen : Incohérence des données

« Attendu que dans plusieurs bureaux de vote il est apparu une incohérence des données matérialisée par une différence entre le nombre de votants et le nombre d'inscrits ;

« En effet, dans le bureau de vote de SONG NYOBE Lourde dans l'arrondissement de MAKAK, bureau de l'école publique maternelle de MAKAK, il y a eu plus de votants que l'électeurs inscrits ;

« Les suffrages valablement exprimés étaient supérieurs au nombres d'électeurs devant participer à l'élection, cas du bureau de vote de BITOUTOUK ;

« Cette incohérence des données met en lumière la fraude des bénéficiaires de l'électorat et met en exergue les irrégularités entachant la sincérité du scrutin ;

« 6- Violation de l'article 100 du code électoral

« Attendu que l'article 100 du code électoral indique que :

« « (1) Le scrutin est secret, le vote a lieu sous enveloppes réglementaires, uniformes et opaques ;

(2) dans chaque bureau de vote, les bulletins de vote de chaque vote de chaque candidat ou liste de candidats ainsi que les enveloppes doivent être en nombres supérieurs à celui des électeurs inscrits » ;

« Cette disposition a été violée en ce que dans les bureaux de vote suivant : Télé centre A et B, Ecole catholique A et B, Ndjock Nkong A et B dans l'arrondissement NGOG PAPUPI, il y avait la présence des bulletins de vote des candidats à la députation dans la circonscription de la Mefou et Afamba ;

« La présence de ces bulletins de vote ont diminué à un nombre inférieur, les bulletins de vote de la liste des candidats GWODOK KOUANG Parfait ;

« 7- Violation de l'article 102 alinéa 1 du Code Electoral

« Attendu que l'article 102 du Code Electoral dispose que :

« (1) Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste électoral du bureau concerné ;

(2) nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, le président et les membres de la commission locale de vote sont autorisés à y voter sur présentation de leur carte d'électeur ;

(3) L'ordre d'inscrire donné en cas de recours par le tribunal compétent, attesté par une ordonnance, vaut inscription de l'électeur sur la liste électorale concernée » ;

« Attendu qu'en violation de ces prescriptions, sieur BAYIHA Jules, représentant, du parti PCRN dans le bureau de vote de l'école publique de SODIBANGA Centre dans l'arrondissement de MESSONDO y a voté ;

« Alors que ce dernier n'est pas électeur ni dans ce bureau de vote ni même dans la circonscription de MESSONDO. Il n'est par ailleurs pas membre de la commission locale de vote ;

« Attendu que ces observations ont été portées sur procès-verbal du dépouillement du scrutin ;

« Cette violation entache la régularité et la sincérité du scrutin, et porte préjudice aux intérêts du requérant ;

« C'EST POURQUOI

« Sieur GWODOK KOUANG Parfait prie qu'il plaise au Conseil Constitutionnel,

« En la forme

« Vu les articles 133, 134 et 168 alinéa 2 du Code électoral ;

« Déclarer recevable la présente requête comme faite dans les forme et délai légaux ;

« Au fond

« Vu les articles 100, 102 et 104 ;

« Vu les moyens évoqués confrontés aux irrégularités élevées ;

« Annuler avec toutes les conséquences de droit les opérations électorales des bureaux de vote suivants :

« ARRONDISSEMENT d'ESEKA

« Paroisse EPC

« Délégation départementale Minader

« Cercle municipal A

« Cercle municipal B

« Esplanade du nouveau marché A

« Lycée Technique

« Lycée bilingue

« Délégation départementale Minjec

« Ecole publique BOGSO

« Centre de santé urbain A

« Ecole publique groupe 2 A

« ARRONDISSEMENT BOT MAKAK

« Mission catholique

« Chefferie

« Lycée

« BISSOMBE

« HEGBA Centre

NKONGADA

« MANGUENDA

« MINSE

« BOBOK Centre

« ARRONDISSEMENT de MESSONDO

« Ecole publique de SODIBANGA Centre

« ARRONDISSEMENT de MAKAK

« Ecole publique maternelle de KAYA

« Case chapelle de SONG NYOBE Lourde

« Chapelle carrefour TONYE

« Ecole publique

« Ecole maternelle publique

« Ecole publique BITOUTOUK

« Case chapelle de SONG BISSE

« ARRONDISSEMENT de NGOG MAPUPI

« Télé centre A

« Télé centre B

« Ecole catholique A

« Ecole maternelle B

« NDJOCK NKONG A

« NDJOCK NKONG B

« ARRONDISSEMENT DE MATOMB

« MATOMB Centre

« Laisser les frais à la charge du Trésor Public.

« Pièces jointes :

« Sous toutes réserves

« Yaoundé, le 12 février 2020 ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête a été communiquée aux parties intéressées, notamment le PCRN, ELECAM et le Représentant de l'Etat (MINAT), lesquelles disposaient d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leurs mémoires en réponse respectifs ;

---Que suite à cette communication, le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) représenté par son conseil Maître NOUGA, Avocat au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire dont la teneur suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la lettre n° 27/SG/CC en date du 13 février 2020 communiquant à Monsieur le Président National du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN), une copie de la requête en annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription du Nyong et Kelle datée du 03 janvier 2020 et déposée au greffe du Conseil Constitutionnel en date du 12 février 2020 sous le numéro 26,

« Vu la requête visée, ensemble les dispositions de l'article 133 alinéa 3 de la loi n° 2012/01 du 19 avril 2012 modifiée par la loi n° 2012/17 du 21 décembre 2012 portant Code Electoral ;

« Article 133(1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin ;

« (2) Le Conseil Constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire, entendre tout requérant ou demander la production, contre récépissé, des pièces à conviction ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse ;

« I – Des faits et de la procédure

« Une liste de candidats aux élections des députés à l'assemblée nationale a été présentée par le parti Camerounais pour la Réconciliation National (PCRN) dans plusieurs circonscriptions électorales du pays dont celle du Nyong et Kelle ;

« En date du 12 février 2020 et en application des dispositions de l'article 67 alinéa 3 du code électoral, la commission départementale de supervision a établi un procès-verbal signé de tous ses membres y compris les représentants de l'administration, d'Elections Cameroon et de tous les partis politiques dont le RDPC parti dans lequel le demandeur en annulation est militant ;

« Au terme de ce procès-verbal, la commission a procédé à la centralisation et à la vérification de 433 procès-verbaux et des pièces annexées transmis par les commissions locales de vote sans aucune observation de nature à établir quelques menaces ou troubles majeurs susceptibles d'avoir nui à la sincérité du scrutin et a constaté une avance déterminante en faveur du PCRN ;

« Article 67 du code électoral : « (1) les travaux de la commission départementale de supervision sont effectués au vu des procès-verbaux transmis par les responsables des démembrements communaux d'Elections Cameroon ;

(2) En cas d'erreur de calcul, la Commission Départementale de Supervision peut redresser les procès-verbaux correspondants ;

« Toutefois, elle ne peut les annuler, en cas de réfection ou de redressement, la commission départementale de supervision est tenue de motiver sa décision et d'en faire mention dans son procès-verbal,

« (3) les travaux de la commission départementale de supervision sont consignés dans un procès-verbal signé du président et des membres présents, établi en autant d'exemplaires que de membres plus deux. Chaque membre signataire en reçoit un exemplaire. L'exemplaire détenu par les représentants d'ELECAM faisant foi. Ce procès-verbal est transmis dans les soixante-douze (72) heures à la commission nationale de recensement général des votes, accompagné des documents provenant des commissions locales de vote.

« (4) Un exemplaire dudit procès-verbal est transmis à la Direction Générale des Elections » ;

« Mais mauvais perdant le requérant GWODOG KWANG Parfait a cru devoir solliciter l'annulation partielle de ce scrutin en se prévalant d'allégations sans fondement qui ne peuvent en aucun cas faire influer sur, ni changer les résultats constatés par la Commission départementale de supervision dans la circonscription du Nyong et Kelle ;

« II ***Réfutation des arguments du demandeur en annulation***

« Sieur GWODOG KWANG Parfait prétend :

- *Que le président de la commission locale de vote du bureau de Matomb Centre a laissé entrer des électeurs armés qui auraient tué deux personnes et créé une frayeur et une psychose qui aurait entrainé un taux d'abstention élevé*
- *Qu'il prétend que les personnes inscrites se faisaient substituer au vote par d'autres*
- *Que des sommes d'argent auraient été promises pour acheter les consciences*
- *Que des bulletins de vote d'autres circonscriptions auraient été substituées aux bulletins de la liste du requérant*
- *Qu'il y aurait des données incohérentes*
- *Que des personnes non inscrites ont été admises à voter …*

« Attendu cependant que non seulement de telles prétentions ne semblent fondées sur aucun élément probant produit par le requérant GWODOG KWANG Parfait mais sa demande d'annulation partielle n'est pas préconisée par le code électoral ;

« a- De l'absence de fondement des allégations élevées par le demandeur en annulation

« Il est manifeste que les demandes de sieur GWODOG KWANG Parfait participent d'une stratégie de décrédibilisation des institutions notamment de l'institution judiciaire qu'il espère manipuler à des fins personnelles ;

« En ce que « Aucune preuve des allégations du demandeur en annulation n'est rapportée ; pas de preuves d'électeurs armés d'armes blanches ni d'électeur décédé à la suite de violences électorales n'a été produite ni même l'établissement de la moindre incidence sur le résultat de l'élection qu'aurait eu les « incohérences », la présence prétendue et non établie par des preuves de bulletins de vote d'une autre circonscription ; « la distribution des sommes d'argent » ou « l'achat des consciences », la substitution des votes … Etc ;

« Au terme de l'article 133 alinéa 3 de la loi n° 2012/01 du 17 avril 2012 modifiée portant code électorale, « la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

« Que cette précision s'entend de la présentation des éléments probants de ses allégations et de l'évocation des dispositions légales qui sanctionnent les faits allégués, sauf à espérer de la mansuétude ou une simple manipulation de l'institution qui aura dès lors à décider sur le fondement invérifiable de simples allégations ;

« En l'absence des précisions légales ci-dessus, la requête de sieur GWODOG KWANG Parfait est irrecevable ;

« Que l'article 134 du même code sanctionne en effet le défaut de présentation des moyens allégués par l'irrecevabilité en ces termes :

« Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection » ;

« Qu'il s'en suit que la requête de sieur GWODOG KWANG Parfait est irrecevable ;

« Surtout que

« b- Le Conseil Constitutionnel n'est pas compétent pour ordonner l'annulation partielle dans une circonscription électorale

« L'annulation partielle s'entend aux termes de la loi de l'annulation des opérations électorales dans certaines circonscriptions électorales de la république et non

l'annulation des élections dans quelques bureaux de vote d'une circonscription électorale comme le sollicite sieur GWODOG KWANG ;

« Que telle demande d'annulation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 135 du code électoral qui dispose :

« (1) En cas d'annulation des opérations électorales, notification immédiate en est faite au Ministre chargé de l'administration territoriale et à Elections Cameroon ;

« (2) nonobstant l'article 186 de la présente loi, une nouvelle élection est organisée dans un délai de 20 jours au moins et 40 jours au plus, à compter de la date de l'annulation » ;

« Que le caractère partiel ici évoqué par la loi s'entend de l'annulation des opérations électorales dans une ou dans quelques circonscriptions électorales et non simplement dans quelques bureaux de vote dans une circonscription pour lesquelles du reste l'annulation n'emporte aucune conséquence légale ; de telles annulations sont faites par la commission départementale de supervision, or celle-ci n'a pas constaté une quelconque cause d'annulation, ni conséquemment annulé les opérations électorales dans ces circonscriptions ;

« Que dès lors le Conseil Constitutionnel n'est pas compétent à connaître de l'annulation partielle des élections entendu comme annulation des opérations électorales dans quelques bureaux de vote d'une circonscription électorale comme le lui demande sieur GWODOG KWANG Parfait ;

« Qu'il y a dès lors lieu de constater l'incompétence matérielle du Conseil Constitutionnel en l'espèce ;

« Par ces motifs

« Et tous autres à ajouter, déduire ou suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« En la forme :

« Dire le présent mémoire déposé ce jour recevable comme fait dans les forme et délai de la loi,

« Au fond :

« Sans qu'il soit besoin d'examiner l'affaire au fond, constater l'irrecevabilité de l'appel de sieur GWODOG KWANG Parfait pour défaut d'incidence des faits allégués sur le résultat du scrutin en application des dispositions de l'article 134 du code électoral ;

« Subsidiairement,

« Constater l'incompétence matérielle du Conseil Constitutionnel en l'espèce et se déclarer incompétent ;

« Dire le recours de GWODOG KWANG non justifié et le rejeter ;

« Sous toutes réserves

« Et ce sera justice

« Yaoundé le 14 février 2020 ;

« (é) » ;

---Qu'ELECAM pour sa part, a, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire dont la teneur suit *:*

« Plaise au Conseil Constitutionnel :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée au greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 26, Monsieur GWODOCK KOUANG Parfait a sollicité l'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du NYONG et KELLE ;

« Que le requérant fait valoir que le scrutin en cause a été émaillé de plusieurs irrégularités, notamment la violation de l'article 60 du code électoral, les violences physiques sur les électeurs, le vote de certains électeurs à la place des personnes absentes, le monnayage du vote par l'achat des consciences et l'offre des sommes d'argent en contrepartie des voix, la présence dans certains bureaux de vote des bulletins portant les noms des candidats d'une autre circonscription électorale, l'incohérence des données,

« Mais attendu que cette requête ne peut cependant prospérer dans la mesure où le requérant se borne à énumérer et à expliquer les griefs susvisés sans malheureusement en rapporter la moindre preuve ;

« Que pourtant la charge de la preuve incombe à celui qui allègue un fait (actori incumbit probatio) ;

« Que les seules déclarations du requérant ne peuvent emporter la conviction de la juridiction de céans ;

« Que dans ce contexte, il y a lieu de dire non justifiée la requête du sieur GWODOCK KOUANG Parfait ;

« Par ces motifs

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« Dire la requête du sieur GWODOCK KOUANG Parfait non justifiée et ce sera justice.

« Sous toutes réserves,

« Yaoundé, le 14 février 2020 »

« Pour Elections Cameroun (ELECAM) ;

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA(é)

« Barrister OKHA BAU OKHA(é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é) » ;

---Que de son côté, le représentant de l'Etat du Cameroun, le MINAT en l'occurrence, a formulé ses observations en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu le recours du 12 février 2020 de sieur GWODOK KOUANG Parfait, candidat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) aux élections législatives du 09 février 2020, ayant pour conseil Maîtres SACK Luc et NDJONG Manfred Patrick, enregistré au greffe de céans sous le n° 26, aux fins d'annulations partielle des élections législatives dans la circonscription électorale du Nyong et Kelle ;

« Attendu qu'au soutien de sa demande sieur GWODOK KOUANG Parfait allègue de nombreuses irrégularités et des cas de fraudes ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer ;

« Attendu que, suivant les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir (…) le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée » ;

« Qu'en l'espèce le recours de sieur GWODOK KOUANG Parfait ne répond pas à cette exigence légale ;

« Attendu en outre que le requérant soutient que certains individus exerçaient, à l'aide des armes à feu, des violences sur des électeurs, empêchant ainsi ces derniers de s'acquitter de leur droit de vote ;

« Que de même, il soutient que certains électeurs ont voté à la place des absents et, enfin, le monnayage des votes ;

« Mais attendu que sieur GWODOK KOUANG Parfait n'apporte pas la preuve des allégations qu'il fait ;

« Qu'en effet, il est difficile de vérifier les déclarations du requérant dès lors que celles-ci n'ont pas de fondement ;

« Attendu au demeurant que le requérant ne démontre pas en quoi les griefs allégués auraient pu avoir une incidence certaine sur le résultat desdites élections ;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

Plaise au Conseil Constitutionnel :

« Recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé ;

« Déclarer irrecevable le recours introduit pas sieur GWODOK KOUANG Parfait aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Nyong et Kelle ;

« Déclarer le recours non justifié, surabondamment ;

« Le rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice.

« Yaoundé, le 15 février 2020 ;

« Le représentant de l'Etat ;

« (é) OYONO ESSOMBA » ;

---Attendu que dans leurs mémoires en réponse respectifs, toutes ces parties défenderesses ont conclu au rejet pur et simple du recours de sieur GWODOK KOUANG Parfait, sauf en ce qui concerne l'incompétence du Conseil Constitutionnel soulevée par Maître NOUGA, conseil du PCRN ;

---Qu'il y a lieu d'observer ce qui suit :

SUR L'INCOMPETENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SOULEVEE PAR LE PCRN

---Attendu que dans son mémoire en réponse, Maître NOUGA, conseil du PCRN, a soulevé l'incompétence du Conseil Constitutionnel à connaître du contentieux en annulation partielle des élections dans une circonscription électorale ;

---Qu'or, l'article 132 alinéa 2 du code électoral dispose expressément que le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent de Gouvernement pour cette élection. » ;***

---Que ce texte ne limitant pas l'étendue des opérations électorales dont s'agit, l'exception d'incompétence qui tend à en limiter la portée n'est pas justifiée ;

---Qu'elle encourt le rejet ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que conformément à l'article 13(1) du Code Electoral, ***« Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin. » ;***

---Que l'alinéa 3 du même article dispose que « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués (…) ».

---Attendu qu'il résulte de ces dispositions qu'en plus d'avoir la qualité et d'avoir déposé la requête dans les délais légaux, celle-ci doit préciser les faits et les textes de loi violés ;

---Qu'en l'espèce, le requérant bien qu'ayant allégué les faits n'a indiqué les moyens de droit que dans quelques-uns de ces faits ;

---Qu'il s'ensuit que ladite requête est insuffisamment articulée et de ce fait irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Rejette l'exception d'incompétence soulevée par le PCRN comme non justifiée ;

---Déclare la requête de sieur GWODOK KOUANG Parfait irrecevable comme insuffisamment articulée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision à ELECAM et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

----Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel, les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en chef suppléant. /-

LE PRESIDENT | **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA | **MALEGHO Joseph ASEH**

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 15/CC/SRCERN DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Dame MAIMOUN MOHAMAN, candidate de l'UNDP dans le MAYO-SAVA.

C/

RDPC

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation des opérations électorales dans le MAYO SAVA)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne J. épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général dudit Conseil ;

---Dans l'affaire opposant :

----**Madame MAIMOUN MOHAMAN** résidant à Mora, candidate tête de liste des candidats de l'Union pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de MAYO SAVA, région de l'extrême Nord, et le parti politique dénommé Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives dans la circonscription de MAYO SAVA, région de l'extrême Nord, représenté par son Secrétaire Général, Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant élu domicile au cabinet de Maitre KUITCHE MAHANE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, tél : 699 93 03 94, Comparant ;

---**D'UNE PART ;**

---**ET**

-**RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CAPMEROUNAIS**, représenté par une délégation composée de Messieurs Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, Benoît NDONG SOUMET et ayant pour conseils Maitres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, LUKE SISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA, NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus, Avocats au barreau du Cameroun ;

-**ELECTIONS CAMEROON**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph tous Avocats au barreau du Cameroun ;

-**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,** représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, et Mesdames DALE NGOLLE Anne et KAMDJOM Laurence et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller Charles Etienne LEKENE DONFACK en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 Décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN résidant à Mora ;

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 34 en date du 12 février 2020, dame MAIMOUN MOHAMAN, candidate et tête de liste de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) et le Secrétaire Général dudit parti ont introduit un recours auprès du Conseil Constitutionnel en ces termes :

« Monsieur le Président,

« Madame MAIMOUN MOHAMAN résidant à Mora, candidate tête de liste des candidats de l'Union pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de MAYO SAVA, région de l'extrême Nord, et le parti politique dénommé Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives dans la circonscription de MAYO SAVA, Région de

l'extrême Nord, représenté par son secrétaire Général, Dr Pierre Flambeau NGAYAP, ayant élu domicile au cabinet de Maitre KUITCHE MAHANE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, tél : 699 93 03 94 ;

« ONT L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

« Que par la présente, ils introduisent un recours contentieux auprès de vous, aux fins de contestation de la régularité de l'élection des candidats du RDPC CAVAYE Djibril, Adama épse Yacouba Yaya, Salomon DOUVOGO et leurs suppléants et aux fins d'annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Mayo Sava, Région de l'Extrême Nord ;

*« **EN LA FORME** :*

« Attendu que ce recours est recevable pour avoir été introduit dans les délais et forme et délais prévus par la loi (articles 132 et suivants de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012, articles 48 et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel) ;

*« **AU FOND :***

« Attendu que les requérants sollicitent l'annulation des opérations électorales du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de Mayo Sava, région de l'Extrême Nord ;

« Attendu en effet que le scrutin du 09 février a été émaillé de nombreuses fraudes et irrégularités dans la circonscription de Mayo Sava, région de l'Extrême Nord ;

« Que ces irrégularités et fraudes ont couvert l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription ;

« Qu'à titre illustratif les cas de fraudes ci-après ont été constatés ;

*« **Utilisation des enveloppes de l'élection présidentielle d'octobre 2018 pendant le scrutin** :*

« Attendu que dans certains bureaux de vote, à la place des enveloppes des élections législatives, on trouvait plutôt les enveloppes de l'élection présidentielle ;

« Or attendu que l'article 100 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 dispose :

« le vote est secret. Le vote a lieu sous ***enveloppes réglementaires uniformes et opaques*** *» ;*

« Qu'en utilisant les enveloppes de l'élection présidentielle d'octobre 2018 dans le cadre du scrutin du 9 février 2020, ELECAM a violé les dispositions de l'article 100, al. 1 du Code Electoral en ce que ces enveloppes qui portaient les mentions « élection présidentielle » n'étaient pas règlementaires ;

« Que les suffrages exprimés dans les conditions ne pareilles peuvent être valables ;

« ***Falsification des procès-verbaux de dépouillement :***

« Attendu qu'à l'analyse des différents procès-verbaux des bureaux de vote de la circonscription de Mayo Sava, région de l'extrême Nord on comprend aisément que les urnes ont été bourrées (nombre d'électeurs ayant émargé inférieur au nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne), et dans certains cas le nombre d'inscrits était inférieur au nombre de votants (pièces n° 1, 2, 3, 4, 5, procès-verbaux des bureaux de vote) ;

« Que pratiquement tous les procès-verbaux des bureaux de vote de Mora ont été réécrits par les chefs d'antenne communale d'ELECAM, procédant ainsi à la falsification desdits procès-verbaux ;

*« Or attendu qu'aux termes de la loi notamment l'article 115, al. 1 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 « Les résultats du scrutin sont i****mmédiatement*** *consignés au procès-verbal. Celui-ci, rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de membres plus deux, est clos et signé de ceux-ci ;*

« « L'original est transmis par le président de la commission locale de vote au responsable du démembrement communal d'ELECTIONS CAMEROON pour archivage. Cet original fait foi. » (Article 115, al. 1 du Code Electoral) ;

« Attendu qu'en prenant sur lui de reprendre les procès-verbaux de dépouillement dans ses bureaux de vote en l'absence des autres membres de la commission locale de vote, ELECAM, organe en charge des élections et cens » être impartial, a violé la loi ;

« Qu'il n'est pas superflu de rappeler que le procès-verbal d'ELECAM qui est le seul à pouvoir départager les parties aux élections en cas de contestation, ne peut faire foi que s'il a été établi dans les conditions prévues par la loi, notamment l'article 115, alinéa 1 suscité ;

« Qu'en se livrant à ce jeu, ELECAM a faussé le jeu car ces procès-verbaux remplis de manière unilatérale par ELECAM, ne reflètent plus la réalité des urnes et, dans ces conditions, perdent leur caractère sacré ;

« Attendu que c'est sur la base des procès-verbaux d'ELECAM que les résultats définitifs sont proclamés ;

« Que de tout ce qui précède, il est constant qu'il y a eu fraude à la loi ;

« Que la réalité des urnes ayant été tronquées, la conséquence de cette irrégularité est l'annulation des opérations électorales du 09 février 2020, dans la circonscription électorale de Mayo Sava, région de l'Extrême Nord, pour violation des dispositions de l'article 115 de la loi suscitée ;

« <u>PAR CES MOTIFS</u>

« Les requérants sollicitent, qu'il vous plaise Messieurs les Président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel :

***« EN LA FORME** :*

« Déclarer le présent recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi ;

*« **AU FOND** :*

« Constater que le scrutin du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Mayo Sava, Région de l'Extrême Nord a été émaillé de nombreuses fraudes matérialisées par l'utilisation des enveloppes non réglementaires, le bourrage des urnes et la falsification des procès-verbaux de dépouillement ;

« Constater que les résultats du scrutin contenus dans les procès-verbaux d'ELECAM n'y ont pas été consignés immédiatement après le dépouillement ;

*« Dire et juger que l'utilisation des enveloppes réglementaires ainsi que la consignation immédiate des résultats du scrutin dans les procès-verbaux après dépouillement, et en présence de tous les membres de la commission locale de vote, sont **d'ordre public** et que*

l'inobservation des dispositions des articles 100 alinéa 1 et 115 alinéa1 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 entraîne la nullité du procès-verbal de dépouillement de vote et l'annulation des suffrages qui en résultent ;

« EN CONSEQUENCE :

« Annuler les opérations électorales du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de Mayo Sava, région de l'Extrême Nord ;

« Ordonner la reprise des élections législatives dans la circonscription électorale de Mayo Sava, région de l'Extrême Nord, dans un délai de 20 jours au moins et de 40 jours au plus, tel que prévu par l'article 135 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

*« **SOUS TOUTES RESERVES :***

« Et ce sera justice ;

« Les requérants prient Messieurs les Présidents et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel, de bien vouloir accepter l'expression de leurs sentiments respectueux ;

« (é) » ;

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête at été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Qu'ainsi le RDPC a, sous la plume de ses conseils Maitres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, LUKE SISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en ces termes :

«** <u>*PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL*</u> **:

« Attendu que par requête en date du 11 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février suivant sous le numéro 34, Madame MAIMOUN MOHAMAN, candidate de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO SAVA et l'UNDP sollicitent l'annulation des opérations électorales dans ladite circonscription ;

« Au principal

« Attendu que le recours de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP est irrecevable en la forme ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.***

(2) ***En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « ***L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi.*** *» ;*

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « ***La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.*** *» ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'État ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

*« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « **veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats.** » ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

*« Article 48 : « (1) **En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.** (2) **Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.** » ;*

*« Article 49 : « **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.** » ;*

*« Article 55(1) : « **Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.** » ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

*« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « **le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.** » ;*

*« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) **Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.***

*(3) **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.** » ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

1) *Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;*
2) *Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;*
3) *Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;*
4) *Que la requête doit être datée et signée du requérant ;*

*« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « **la forme prime sur le fond** » est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;*

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduite par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

*« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP comporte uniquement les noms des députés titulaires dont l'élection est contestée, en violation des dispositions de l'article 48 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel qui énoncent que « **Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.** » ;*

« Qu'en application des dispositions sus invoquées, la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP devait également indiquer les noms des suppléants ;

« Qu'en omettant d'indiquer le nom des suppléants dans leur requête, ils l'ont exposé à la sanction de l'irrecevabilité prévue à l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« En outre, la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP est signée par leur Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement

« Attendu que les requérants allèguent que le scrutin du 09 février 2020 dans la circonscription du MAYO SAVA aurait été émaillé de nombreuses fraudes et irrégularités ayant prétendument couvert l'ensemble de ladite circonscription ;

« Qu'à titre d'exemple des fraudes et irrégularités prétendues, ils citent :

- *L'utilisation des enveloppes de l'élection présidentielle d'octobre 2018 pendant le scrutin ;*
- *La falsification des PV de dépouillement qui traduirait le bourrage des urnes ;*
- *La réécriture des procès-verbaux des bureaux de vote par les chefs d'antenne d'ELECAM en l'absence des autres membres des commissions locales de vote ;*

« Que toutes ces irrégularités auraient tronqué la réalité des unes ;

« Mais attendu que les requérants ne produisent aucun document pour étayer leurs allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que leur recours n'est pas fondé et doit être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal :

« Voir déclarer irrecevable la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP ;

« Subsidiairement :

« Voir rejeter le recours de Madame MAIMOUN MOHAMAN et de l'UNDP comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« Yaoundé le 15 février 2020 ;

«(é)» ***;***

---Qu'ELECAM de son côté a, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse libellé ainsi qu'il suit :

« *PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL*

« *Attendu que suivant requête datée du 11 février 2020, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 34, Madame MAIMOUN MOHAMAN a sollicité l'annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du* ***MAYO SAVA*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« *Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;*

« Qu'or, l'exploitation du recours de Madame MAIMOUN MOHAMAN laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu que la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le recours de dame MAIMOUN MOHAMAN est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« <u>SUBSIDIAIREMENT :</u> SUR LE CARACTERE NON JUSTIFIE DES GRIEFS SOULEVES PAR LA REQUERANTE

« Attendu que si par extraordinaire le Conseil Constitutionnel venait à déclarer la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN recevable, cette dernière sera déboutée de sa demande comme non justifiée ;

« Qu'en effet, il est loisible de relever que la requérante se borne à soulever des griefs sans en rapporter la moindre preuve ;

« Que pourtant la charge de la preuve incombe à celui qui allègue un fait ***(actori incumbit probatio)*** *;*

« Qu'il y a, dans ce contexte, lieu de dire non justifiée sa requête.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : *Déclarer irrecevable le recours de Madame MAIMOUN MOHAMAN.*

« AU FOND : *Dire la requête de Madame MAIMOUN MOHAMAN non justifiée.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES ;

«Yaoundé le 14 février 2020 ;

«Maître MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

«Maître OKHA BAU OKHA (é)

«Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é) ».

---Que le MINAT pour sa part a, sous la plume de ses représentants, conclu en ces termes :

« Plaise à l'Auguste Juridiction

« Attendu que par requête en date du 11 février 2020, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 34, dame MAIMOUN MOHAMAN, candidate de l'Union Nationale pour la démocratie et le Progrès (UNDP) aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO SAVA, a saisi l'Auguste juridiction aux fins d'annulation des opérations électorales dans ladite circonscription ;

« Qu'au soutien de sa requête, elle affirme que les enveloppes utilisées dans certains bureaux de vote portaient la mention « élection présidentielle » au lieu de celles prévues pour les élections législatives ;

« Qu'ainsi, le vote s'est déroulé en violation de l'article 100(1) de la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 qui dispose que celui-ci a lieu sous enveloppes réglementaires uniformes et opaques ;

« Attendu par ailleurs que la requérante allègue que les chefs d'antenne d'ELECAM, ont volontairement et ce en l'absence des autres membres des commissions locales de vote, falsifiés les procès-verbaux de certains bureaux de vote de Mora pour ajuster notamment le nombre d'inscrits qui était inférieur au nombre de votants ;

« Qu'en se livrant à de telles manœuvres, ELECAM a violé les dispositions de l'article 115 alinéa 1 de la loi n° 2012/0001 du 19 avril 2012 sus évoquée qui prévoient que : « les résultats du scrutin sont immédiatement consignés au procès-verbal » ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer ;

« Que l'Auguste Juridiction peut s'en apercevoir au moyen des arguments développés ci-après ;

« Attendu que l'article 115 du Code Electoral, dans son alinéa 2 dispose qu'un exemplaire du procès-verbal est remis à chaque membre de la Commission locale de vote l'ayant signé ;

« Qu'au regard des dispositions des articles 54 et 55 du Code Electoral, chaque parti prenant part aux élections désigne le membre de la Commission locale de vote qui le représentera lors du scrutin ;

« Que la signature dudit procès-verbal vaut approbation de son contenu par ce dernier qui est censé avoir pris part au dépouillement et détenir une copie de ce procès-verbal ;

« Qu'à cet effet, la non-production des procès-verbaux querellés par la requérante qui, en l'espèce, aurait pu s'en procurer auprès des représentants de son parti, membres de ladite commission locale de vote est de ce fait non justifiée ;

« Qu'il y a lieu dès lors de retenir que le recours n'est pas fondé ;

« Que de même, elle ne rapporte pas la preuve que les griefs évoqués auraient pu avoir une influence quelconque sur le résultat du scrutin ;

« Qu'il y a lieu dans le cas d'espèce de faire appliquer l'article 134 du Code Electoral qui dispose que le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que de griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection ;

« Qu'il échet de rejeter ce recours ;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou à suppléer d'office ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« Recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« Dire non justifiée la requête de dame MAIMOUN MOHAMAN ;

« La rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé le 15 février 2020

« Le représentant de l'Etat

« (é) Dale NGOLLE Anne ».

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 portant organisation et

fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que notifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et 55 sus invoqué ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection »;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéît à trois (03) conditions seulement en l'occurrence, avoir la qualité de la part du requérant, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requérante qui s'est portée candidate dans la circonscription du Mayo Sava et qui a déposé son recours dans les délais légaux, a également évoqué les faits et les moyens de droit dans sa requête ;

---Qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que la requérante sollicite du Conseil, l'annulation des opérations électorales dans la circonscription électorale du Mayo Sava, en invoquant les faits suivants :

- Utilisation des enveloppes de l'élection présidentielle d'octobre 2018 dans certains bureaux de vote en lieu et place des enveloppes des élections législatives, en violation de l'article 100 alinéa 1 du code électoral qui dispose que le vote a lieu sous enveloppes réglementaires uniformes et opaques ;
- Falsification des procès-verbaux de dépouillement par les chefs d'antennes communal d'ELECAM et bourrage des urnes, en violation flagrante de l'article 115 alinéa 1 du Code Electoral.

---Que toutefois, elle ne produit nulle part les preuves des faits allégués.

---Qu'il s'ensuit que son recours n'est pas justifié et qu'il encourt le rejet ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 du Code Electoral, il y a lieu de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Attendu qu'il y a lieu également d'ordonner la notification de la décision à intervenir à ELECAM et aux autres parties intéressées et sa publication au Journal Officiel en application des dispositions combinées des articles 131 alinéa 3 du Code Electoral et 151 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

EN LA FORME

---Déclare la requête de dame MAIMOUN MOHAMAN recevable ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties interessées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 16/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur Serge Espoir MATOMBA

C/

RDPC

UNDP

SDF

UFDC

UDT

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale du Wouri Ouest)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **Serge Espoir MATOMBA**, candidat du PURS dans la circonscription électorale du Wouri Ouest, comparant ;

---D'UNE PART ;

---**ET**

-**ELECAM,** ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINAT**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

-Le **RDPC**, représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**L'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP)** représentée par le Dr Pierre FLAMBEAU NGAYAP et Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, comparants ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller BASKOUDA Jean-Baptiste en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur Serge Espoir MATOMBA ;

---Attendu que par requête datée du 12 février 2020 et enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 28 le même jour, sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat du PURS dans la circonscription électorale du Wouri Ouest a saisi ledit conseil d'un recours en annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la susdite circonscription.

---Que ledit recours est ainsi formulé :

« A MONSIEUR LE PRESIDENT ET LES MEMBRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

« Yaoundé

« Monsieur Serge Espoir MATOMBA, Candidat à l'élection de Député à l'Assemblée Nationale du 09 février 2020 dans la circonscription de Wouri Ouest sur la liste présentée

par le Parti Politique « PEUPLE UNI pour la RENOVATION SOCIALE» ayant son siège Douala - Bonabéri - Port: 675 711657 ;

« A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

« 1- EN LA FORME ET SUR LA RECAVABILITE DE LA PRESENTE REQUËTE

« Attendu que l'article 168 du Code électoral dispose: «(1) le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale. Il en proclame les résultats dans un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

« (2) Le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.

« (3) Le procès - verbal des opérations électorales et de proclamation des résultats est dressé par le Conseil Constitutionnel en quadruple exemplaire dont il conserve l'original. Les autres exemplaires sont transmis au ministère chargé de l'administration territoriale, à l'Assemblée Nationale et au Conseil Electoral. » ; « Que l'article 133 du Code électoral auquel renvoie l'article 168 dispose quant à lui: « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante - douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (2) le Conseil Constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire entendre tout requérant ou demander la production, contre récépissé, des pièces à conviction.

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. » ;

« Attendu que le scrutin des députés à l'Assemblée Nationale a été clôturé le dimanche 09 février 2020 ;

« Qu'il y a lieu par conséquent, pour le Conseil Constitutionnel de déclarer recevable la présente requête déposée avant le 12 février 2020 à minuit, comme faite dans les formes et délais prévus par la loi;

« II- AU FOND

« A- LES FAITS

« Attendu que lors de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription de Wouri Ouest du 09 février 2020, le scrutin a été émaillé par plusieurs irrégularités mettant en cause la sincérité du scrutin et le choix véritable des électeurs;

« Que tous ces faits qui se sont produits dans plusieurs bureaux de vote dans la journée du 09 février 2020 ont entaché ladite élection;

« Attendu que ces faits sont évoqués au soutien des moyens suivants:

« B ***- LES MOYENS***

« 1) - <u>Dans le Bureau de vote nommé ECOLE LAIQUE LA PAIX</u> *« B »*

« Dans le Bureau de vote nommé ECOLE LAIQUE LA PAIX, le nombre de votants (114) est inférieur au nombre de bulletins (enveloppes) trouvées dans l'urne au moment du dépouillement (119) ;

« Que le nombre de suffrages valablement exprimés (116) est curieusement supérieur au nombre de votants (114) ;

« Qu'il en ressort que 5 enveloppes se sont retrouvées dans l'urne sans avoir été jetées par des votants;

« Que par ailleurs, 2 suffrages ont été valablement exprimés sans être le fait des votants;

« Que le Président de la Commission locale de vote ne justifie pas cet écart qui met en cause la sincérité du vote dans ce Bureau de vote;

« Qu'il s'en suit que la sincérité du vote est fortement altérée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

« 2) - <u>Dans le Bureau de vote</u> *nommé* ***<u>ECOLE PULIQUE BONASSAMA</u>*** *« B »*

« Dans le Bureau de vote nommé ECOLE PUBLIQUE BONASSAMA « B », le procès-verbal de la Commission locale de vote renseigne exclusivement sur les scores des différents partis politiques;

Mais les procès - verbaux ne renseignent pas sur le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du bureau de vote, sur le nombre de votants d'après les émargements recensés, sur le nombre total d'enveloppes trouvées dans l'urne, sur le nombre d'enveloppes contenant des bulletins différents, sur le nombre d'enveloppes sans bulletins, sur le nombre de bulletins sans enveloppes trouvés dans l'urne, sur le nombre d'enveloppes non

réglementaires, sur le nombre total d'enveloppes et bulletins déclarés nuls et enfin sur le nombre de suffrages valablement exprimés, soit nombre de votants moins le nombre de bulletins nuls;

« Par ailleurs le procès - verbal de cette commission locale de vote indique que la Commission a constaté que le nombre de votants est de 115 (cent quinze), alors que le total des suffrages exprimés est de 110 (cent dix), sans que cette Commission n'explique à quoi est du cet écart puisqu'il n'est indiqué aucun bulletin nul;

« Qu'il s'en suit que la sincérité du vote est fortement altérée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

*« **3) - <u>Dans le Bureau de vote nommé COLLEGE LAMARTINE</u>** « A »*

« Dans le bureau de vote nommé COLLEGE LAMARTINE « A », le représentant du parti politique PURS a constaté et il a été mentionné dans le procès - verbal de la Commission locale de vote que les fiches d'émargement du numéro 1 au numéro 102 étaient absentes;

« Par ailleurs, les quinze (15) premiers électeurs dudit bureau de vote, pourtant dûment inscrits dans ledit bureau de vote, n'ont pas pu voter pour l'élection législative;

« Que c'est seulement pour l'élection municipale où la liste d'émargement était complète, qu'ils ont pu voter;

« Qu'il s'en suit que la sincérité du vote est fortement altérée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

« 4) - <u>Dans le Bureau de vote nommé RENGLAD MAJESTY « C »</u>

« Dans le bureau de vote nommé RENGLAD MAJESTY « C », le nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne (68) est supérieur au nombre de votants (61) ; « Attendu que cela signifie que des votants frauduleux non - inscrits sur la liste électorale ont jeté 7 enveloppes dans l'urne;

« Qu'il est par ailleurs curieux et bizarre que le nombre de suffrages valablement exprimés (65) soit supérieur au nombre de votants (61) ;

« Que ces incohérences sont d'une gravité qui ne peut se justifier que par la fraude massive orchestrée avec le concours des membres de la Commission locale de vote;

« Qu'il s'en suit que la sincérité du vote est fortement altérée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

« 5) - <u>Dans le Bureau de vote nommé ECOLE PUBLIQUE DE NDOBO « G »</u>

« Attendu que dans le bureau de vote nommé ECOLE PUBLIQUE DE NDOBO, le procès-verbal de la Commission locale de vote indique que le nombre total de votants est de 56 et que le nombre total d'enveloppes trouvées dans l'urne est aussi de 56; Que le nombre de suffrages de valablement exprimés est de 52 ; « Mais attendu que dans la rubrique réservée au total des voix attribués aux différents partis politiques, on constate deux colonnes fortement raturées et contenant des renseignements différents pour un total de votes valablement exprimés différent;

« Qu'en effet, dans la colonne émanant du pointage de ELECAM, le nombre total des voix attribuées aux différents partis politiques est de 52 ;

« Qu'en revanche, dans la colonne remplie par les membres de la Commission locale de vote, le nombre total des voix attribuées aux différents partis politiques est de 76 avec des écarts tels que RDPC, 24 voix dans la colonne ELECAM et 28 voix dans la deuxième colonne; SDF, 18 selon ELECAM et 22 dans la deuxième colonne; PURS, 4 selon ELECAM et 8 dans la deuxième colonne;

UNDP, 3 selon ELECAM et 7 dans la deuxième colonne etc;

« Attendu que plus grave, il n'est pas indiqué en lettres et en chiffres le nombre de suffrages obtenu dans ce bureau de vote;

« Qu'il s'en suit que la sincérité du vote est fortement altérée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

« <u>PAR CES MOTIFS</u>

« Vu les dispositions des <u>articles 132, 133, 134, 135,136 et 168 du Code électoral</u>;

« Vu les procès - verbaux produits à l'appui de la présente requête et des moyens développés;

« EN LA FORME,

« Voir donner acte à Monsieur Serge Espoir MATOMBA, du dépôt de sa requête le 12 février 2020 avant minuit au Conseil Constitutionnel;

« Voir en conséquence déclarer recevable la présente requête déposée avant le 12 février 2020 à minuit, comme faite dans les formes et délais prévus par la loi;

*« **AU FOND***

« Voir donner acte au requérant de ce qu'il offre de produire au Conseil Constitutionnel, même à l'audience, les originaux des procès - verbaux matérialisant les faits évoqués et au soutien des moyens développés;

*« **Voir constater que dans le Bureau de vote nommé ECOLE LAIQUE LA PAIX, le nombre de votants (114) est inférieur au nombre de bulletins (enveloppes) trouvées dans l'urne au moment du dépouillement (119);***

***«** Voir constater que le nombre de suffrages valablement exprimés (116) est curieusement supérieur au nombre de votants (114) ;*

« Voir dire et juger qu'il en ressort que 5 enveloppes se sont retrouvées dans l'urne sans avoir été jetées par des votants;

« Voir dire et juger par ailleurs que, 2 suffrages ont été valablement exprimés sans être le fait des votants;

*« **Voir constater que dans le Bureau de vote nommé ECOLE PUBLIQUE BONASSAMA** « B », **le procès -verbal de la Commission locale de vote renseigne exclusivement sur les scores des différents partis politiques;***

« Voir constater que ledit procès - verbal ne renseigne pas sur le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du bureau de vote, sur le nombre de votants d'après les émargements recensés, sur le nombre total d'enveloppes trouvées dans l'urne, sur le nombre d'enveloppes contenant des bulletins différents, sur le nombre d'enveloppes sans bulletins, sur le nombre de bulletins sans enveloppes trouvés dans l'urne, sur le nombre d'enveloppes non réglementaires, sur le nombre total d'enveloppes et bulletins déclarés nuls et enfin sur le nombre de suffrages valablement exprimés, soit nombre de votants moins le nombre de bulletins nuls;

« Voir constater par ailleurs que le procès - verbal de cette commission locale de vote indique que la Commission a constaté que le nombre de votants est de 115 (cent quinze), alors que le total des suffrages exprimés est de 110 (cent dix), sans que cette Commission n'explique à quoi est du cet écart puisqu'il n'est indiqué aucun bulletin nul;

*« **Voir constater que dans le bureau de vote nommé COLLEGE LAMARTINE** « A »,**le représentant du parti politique PURS a constaté et il a été mentionné dans le procès - verbal de la Commission locale de vote que les fiches d'émargement du numéro 1 au***

numéro 102 étaient absentes;

« Voir constater par ailleurs que, les quinze (15) premiers électeurs dudit bureau de vote, pourtant dûment inscrits dans ledit bureau de vote, n'ont pas pu voter pour l'élection législative;

« Voir constater que c'est seulement pour l'élection municipale où la liste d'émargement était complète, qu'ils ont pu voter;

« Voir constater que dans le bureau de vote nommé RENGLAD MAJESTY « C », le nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne (68) est supérieur au nombre de votants (61) ;

« Voir dire et juger que cela signifie que des votants frauduleux non - inscrits sur la liste électorale ont jeté 7 enveloppes dans l'urne;

« Voir dire et juger par ailleurs qu'il est curieux et bizarre que le nombre de suffrages valablement exprimés (65) soit supérieur au nombre de votants (61);

« Voir dire et juger que ces incohérences sont d'une gravité susceptible d'entacher le résultat du vote;

« Voir constater que dans le bureau de vote nommé ECOLE PUBLIQUE DE NDOBO, le procès-verbal de la Commission locale de vote indique que le nombre total de votants est de 56 et que le nombre total d'enveloppes trouvées dans l'urne est aussi de 56;

« Voir constater que le nombre de suffrages de valablement exprimés est de 52 ; « Voir constater que dans la rubrique réservée au total des voix attribuées aux différents partis politiques, on constate deux colonnes fortement raturées et contenant des renseignements différents pour un total de votes valablement exprimés différent;

« Voir constater que dans la colonne émanant du pointage de ELECAM, le nombre total des voix attribuées aux différents partis politiques est de 52 ;

« Voir en outre constater que dans la colonne remplie par les membres de la Commission locale de vote, le nombre total des voix attribuées aux différents partis politiques est de 76 avec des écarts tels que RDPC, 24 voix dans la colonne ELECAM et 28 voix dans la deuxième colonne; SDF, 18 selon ELECAM et 22 dans la deuxième colonne; PURS, 4 selon ELECAM et 8 dans la deuxième colonne;

« UNDP, 3 selon ELECAM et 7 dans la deuxième colonne etc;

« Voir constater par ailleurs qu'il n'est pas indiqué en lettres et en chiffres le nombre de suffrages obtenu dans ce bureau de vote;

« Voir dire et juger que la sincérité du vote dans le Wouri Ouest est faussée et que l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest doit être annulée;

« EN CONSEQUENCE,

« Voir annuler les opérations électorales et l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest;

« Voir dire et juger qu'une nouvelle élection partielle sera organisée dans le délai légal pour l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest;

« Voir ordonner toutes les mesures nécessaires à l'expression de la volonté du peuple et à la sincérité du vote des électeurs à l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale dans la circonscription du Wouri Ouest

« Yaoundé, le 12 février 2020

« (é) ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la requête susmentionnée a été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Qu'ainsi ELECAM, sous la plume de ses Conseils MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse libellé comme suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 28, ***Monsieur SERGE ESPOIR MATOMBA*** *a sollicité l'annulation partielle de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du* ***WOURI OUEST*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« *Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;*

« Qu'or, l'exploitation du recours de ***Monsieur SERGE ESPOIR MATOMBA*** *laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription concernée ;*

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

*« Attendu que la requête de **Monsieur SERGE ESPOIR MATOMBA** ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;*

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le présent recours est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours de **Monsieur SERGE ESPOIR MATOMBA** comme fait en violation de la loi.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

« Barrister OKHA BAU OKHA (é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é)

« (é) » ;

---Attendu que de son côté, le Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais (RDPC), représenté par une délégation composée de messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA et NDONG SOUMHET Benoît, a, sous le plume de ses conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, tous Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

*« En date du 12 février 2020, Monsieur Serge Espoir MATOMBA, candidat du PURS à l'élection des députés du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de WOURI OUEST, a saisi le Conseil Constitutionnel par une requête intitulée « **REQUETE AUX FINS D'ANNULATION PARTIELLE DE L'ELECTION DES DEPUTES DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DE WOURI OUEST** » ;*

« Que dans le dispositif de ladite requête, il demande plutôt l'annulation de l'ensemble des opérations électorales et l'élection des députés dans la même circonscription ;

« Mais vu les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 168 du code électoral « (1) ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale. Il en proclame les résultats dans un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de clôture du scrutin.***

« (2) ***Le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.*** *» ;*

« Attendu que l'article 132 du code électoral auquel renvoie l'article 168 du même code énonce : «(1) ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle.***

« (2) ***Il statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection****. » ;*

« Qu'il résulte de ces énonciations que la requête tendant à l'annulation de l'élection des députés est soit une requête en annulation totale soit une requête en annulation partielle, et non les deux à la fois, d'où l'emploi du « ***ou*** *» exclusif dans les dispositions sus invoquées de l'alinéa 2 de l'article 132 du code électoral ;*

« Qu'en sollicitant en même temps l'annulation partielle et totale des élections législatives du 09 février 2020 à WOURI OUEST, la requête de Monsieur Serge Espoir MATOMBA ne s'est pas conformée au formalisme prescrit par l'article 132 (2) du code électoral ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclaré irrecevable ;

« Attendu que la requête de Monsieur Serge Espoir MATOMBA est par ailleurs irrecevable en ce qu'elle n'indique pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée, en violation des dispositions de l'article 49 de la loi 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) ***Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.***

« (2) ***En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.*** *» ;*

*« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « **L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi.** » ;*

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

*« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « **La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.** » ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'État ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « ***veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats.*** *» ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) ***En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.*** *(2)* ***Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.*** *» ;*

« Article 49 : « ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.*** *» ;*

« Article 55(1) : « ***Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.*** *» ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

*« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « **le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.** » ;*

*« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) **Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.***

*« (3) **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.** » ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« 1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« 2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« 3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« 4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

*« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « **la forme prime sur le fond** » est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;*

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur Serge Espoir MATOMBA ne comporte nullement le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement au fond

« Attendu que le recours de Monsieur Serge Espoir MATOMBA porte sur les griefs suivants :

- *« Nombre de votants inférieur au nombre de bulletins trouvés dans l'urne au moment du dépouillement dans le bureau de vote de « Ecole Laïque la Paix B » ;*
- *« Le PV de la commission locale de vote du bureau de vote « EP BONASSAMA B » renseigne uniquement sur le score des différents partis politiques sans aucune autre information ;*

- *« Le PV de la commission locale de vote du bureau de vote « Collège LAMARTINE A » renseigne que les fiches d'émargement du n° 1 au n° 102 étaient absentes d'une part et d'autre part, que les 15 premiers électeurs dudit bureau de vote pourtant dument inscrits sur la liste dudit bureau n'ont pas pu voter, à cause de l'absence de la fiche d'émargement portant leurs noms ;*
- *« Nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne inférieur au nombre de votants dans le bureau de vote « RENGLAD MAJESY C » ;*
- *« Le PV de la commission locale de vote du bureau de vote « EP NDOBO – G » indique que le nombre total des votants est de 56, le nombre total d'enveloppes trouvées dans l'urne est de 56, et que la colonne attribuant des suffrages aux différents partis comporte des surcharges ;*

« Qu'il produit à l'appui de ceux-ci, les PV de proclamation des résultats des bureaux de vote de : « Ecole Laïque la Paix B », « EP BONASSAMA B », « Collège LAMARTINE A », « RENGLAD MAJESY C » et « EP NDOBO – G » ;

« Attendu que les griefs argués par Monsieur Serge Espoir MATOMBA portent seulement sur cinq bureaux de vote, chiffre largement insignifiant par rapport au total des bureaux de vote de la circonscription électorale concernée qui en compte 262 ;

« Au sujet des griefs proprement dit :

« a) Le PV du bureau de vote « Ecole Laïque la Paix B » ne comporte aucune observation ;

« L'écart de cinq voix entre le nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne et le nombre de votants d'après les émargements, s'explique par le vote des cinq membres de la commission locale qui ont omis d'en faire cas dans ledit PV ;

« Au demeurant, ces cinq voix litigieuses ne sont pas de nature à remettre en cause le résultat de 60 voix pour le RDPC contre 15 pour le PURS dans ledit bureau de vote ;

« b) Le PV du bureau de vote « EP BONASSAMA B » ne comporte aucune observation et il est signé de tous les membres de la commission locale y compris celui du PURS ;

« c) Le PV du bureau de vote « Collège LAMARTINE A » bien qu'observant que les fiches d'émargement allant du n° 1 à 102 étaient absentes, fait état de ce que cette

situation a été remédiée par l'émargement au verso de la liste générale pour les élections législatives ;

« Ce manquement n'a donc pas pu influencer la sincérité du scrutin et le résultat du vote dans ledit bureau de vote et partant, dans la circonscription concernée ;

« S'agissant des 15 électeurs n'ayant pas pu voter pour cause d'absence de la fiche d'émargement portant leur nom, l'on ne saurait dire à quel parti en compétition cette circonstance a été favorable ou non ;

« En tout état de cause, même en attribuant ces 15 voix au PURS, il serait toujours battu par la liste RDPC ;

« a) Dans le PV du bureau de vote « RENGLAD MAJESY C », la seule observation concerne les scrutateurs qui sont partis sans signer les feuilles de pointage ;

« Tous les autres membres de la commission locale ont signé, y compris le représentant du PURS et, la différence de 4 voix entre les enveloppes trouvées dans l'urne et les votants ayant émargé peut s'expliquer par le vote des membres de la commission locale qui ont omis de le signifier ;

« Même en attribuant ces voix supplémentaires au PURS, il serait toujours battu par le RDPC dans le bureau de vote concerné ;

« b) S'agissant enfin du PV du bureau de vote de « EP NDOBO – G », les rectifications auxquelles il a donné lieu ne sont pas de nature à influencer les résultats dans ce bureau de vote, quel que soit le pourcentage pris en compte, celui d'ELECAM ou celui des membres de la commission locale de vote ;

« Attendu que dans l'ensemble de la circonscription électorale de WOURI OUEST, le parti de Monsieur Serge Espoir MATOMBA est arrivé en 3ème position avec 3.569 voix contre 6.471 pour le SDF arrivé en deuxième position et 8.798 pour le RDPC arrivé en première position, que même en lui attribuant la totalité des suffrages des cinq bureaux de vote querellé, soit 2.500 voix en raison de 500 électeurs par bureau de vote, il resterait toujours en troisième position derrière le SDF et le RDPC qui l'emporte avec un écart de 5.227 voix par rapport au PURS dans la circonscription concernée ;

« Qu'il suit dès lors que les griefs allégués par Monsieur Serge Espoir MATOMBA, s'ils étaient avérés n'ont pas pu influencer la sincérité du scrutin et ne sont pas de

nature a remettre en cause le résultat du vote dans la circonscription électorale de WOURI OUEST

« Qu'il y a lieu de rejeter son recours comme étant non fondé ;

*« **PAR CES MOTIFS***

« Au principal

« Déclarer irrecevable la requête de Monsieur Serge Espoir MATOMBA en ce qu'il y sollicite à la fois l'annulation partielle et l'annulation totale des opérations électorales dans la circonscription électorale du WOURI OUEST d'une part et d'autre part, en ce que ladite requête ne contient pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

*« **Subsidiairement***

« Constater que les griefs allégués par Monsieur Serge Espoir MATOMBA ne sont pas de nature à remettre en cause l'important écart de 5.229 voix entre la liste du RDPC sortie vainqueur de l'élection des députés du 09 février 2020 à WOURI OUEST et celle du PURS ;

« Voir en conséquence rejeter son recours comme non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES ;

« (é) » ;

---Attendu que pour sa part, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) représentée par le Dr Pierre FLAMBEAU NGAYAP, et ayant pour conseil Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse conçu ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) représentée par son Secrétaire Général, le Docteur Pierre Flambeau NGAYAP et ayant pour conseils MAITRES KUITCHE Hélène, NYAABIA BIANDA, NOEM Léonard et AHMADOU BOUBA, Avocats au Barreau du Cameroun;

« Que par la présente, elle produit son mémoire en réponse au recours contentieux introduit par Sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat aux élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de la WOURI-OUEST ;

« EN LA FORME:

« Attendu que ce recours a été notifié à l'UNDP le 15 février 2020 ;

« Attendu que ce mémoire est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais prévus par la loi;

*« **AU FOND:***

*« Attendu que Sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat aux élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de la **WOURI-OUEST** a introduit un recours daté du 12 février 2020 au Conseil Constitutionnel, aux fins d'annulation des élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de WOURI-OUEST ;*

« Que ledit recours a été fait dans les forme et délai de la loi;

« Qu'il convient en conséquence de le déclarer recevable;

*« Qu'au soutien de sa demande, Sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat aux élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de la **WOURI-OUEST** fait valoir que l'élection dans ladite circonscription a été «émaillée par plusieurs irrégularités mettant en cause la sincérité du scrutin et le choix véritable des électeurs » ;*

« Attendu que l'UNDP a constaté des irrégularités semblables dans plusieurs bureaux de vote dans la même circonscription; « Qu'il échet en conséquence de déclarer ce recours fondé;

*« **PAR CES MOTIFS, ET TOUS AUTRES A AJOUTER, DEDUIRE OU SUPPLEER, MEME D'OFFICE:***

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) sollicite qu'il vous plaise, Monsieur le Président, de bien vouloir:

« EN LA FORME:

« Déclarer le présent mémoire recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais de la loi;

« AU FOND:

*« Déclarer le recours de Sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat aux élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de la **WOURI-***

OUEST recevable;

« Dire et juger que le recours de Sieur Serge Espoir MATOMBA, candidat aux élections législatives du 9 février 2020 dans la Circonscription électorale de la ***WOURI-OUEST*** *est justifié;*

« En conséquence, annuler les opérations électorales du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de WOURI-EST ;

« Dire et juger qu'une élection législative partielle sera organisée dans le délai légal dans cette circonscription.

« SOUS TOUTES RESERVES

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) représentée par son Secrétaire Général le Docteur Pierre Flambeau NGAYAP prie Monsieur la Président du Conseil Constitutionnel de bien vouloir accepter l'assurance de sa haute considération.

« (é) » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et 55 du texte dont se prévalent les défendeurs ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part***

à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui ***« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze heures à compter de la date de clôture du scrutin... » ;***

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part du demandeur, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Attendu qu'en l'espèce, sieur Serge Espoir MATOMBA bien que candidat du PURS (Peuple Uni pour la Rénovation Sociale) à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Wouri-Ouest, a tout au long de sa requête, allégué les faits sans indiquer les dispositions légales sur lesquelles ils s'appuient ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties concernées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des Membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur Serge Espoir MATOMBA irrecevable;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

RULING N° 17//CC/SRCER OF 25th FEBRUARY 2020

BETWEEN:

HON. MBAH-NDAM Joseph NJANG ……PETITIONER

AND

1. ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

RELIEF SOUGHT:

"PETITION FOR THE PARTIAL CANCELLATION OF THE FEBRUARY 9TH, 2020 LEGISLATIVE ELECTIONS IN THE NORTH WEST AND SOUTH WEST REGION"

---The Constitutional Council sitting in open session this 25th day of February 2020, in Electoral matters, before the Panel composed thus:

---Mr. Clément ATANGANA, **President**;

---Messrs:

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---Mrs: Florence Rita ARREY

---Messrs:

Charles Etienne LEKENE DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE;

Councillors/Members;

---And with the assistance of **Mr. HAMADJODA, Interim Registrar-In Chief;** And **Mrs Flavienne Jeannette AMBOMO épouse NOAH AMBASSA, Registrar-In-Attendance;**

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary-General**.

---In the matter of a Petition pitting:

---HON. MBAH-NDAM JOSEPH NJANG……..PETITIONER

---AND

-1. ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT(CPDM);

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

RESPONDENTS;

---Rules as follows:

---Mindful of the Constitution;

---Mindful of law n° 2004/004 of 21/04/2004 to lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, as amended by law n° 2012/015 of 21/12/2012;

---Mindful of decree n° 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organization and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/105 of 7/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/106 of 7/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2019/612 of 10/11/2019 to convene the electoral college in view of the election of Members of the National Assembly;

---Mindful of the Petition of Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG;

---Mindful of the Report of Councillor Paul NCHOJI NKWI;

---Considering that the bases of this ruling is on a petition filed by Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG, Substantive Candidate for the Legislative Elections of 9/02/2020 on the SDF list for Momo East Constituency and registered n° 021 at the Secretariat General of the Constitutional Council wherein he requests for the partial cancellation of the February 9, 2020 legislative elections in the North West and South West Regions.

---Considering that below is the wording of his petition:

"PETITION FOR THE PARTIAL CANCELLATION OF THE FEBRUARY 9TH, 2020 LEGISLATIVE ELECTIONS IN THE NORTH WEST AND SOUTH WEST REGION

"To, THE CONSTITUTIONAL COUNCIL YAOUNDE

"Honorable MBAH-NDAM JOSEPH NJANG, candidate for the Social Democratic Front (SDF) for the 9th February 2020 legislative Elections in the Momo East Constituency, of the North-West Region, having as Counsels; Barrister SUH FUH BENJAMIN, MBANDAM BONEFACE, MBAH MBOLE CHARLES, TSAPI LAVOISIER, NDANGOH TAH CALVIN, NGOUANA MOUSTAPHA, NANA WILSON, ADELINE NJONGANG Tel: 677533702,

"HAVE THE HONOR TO PETITION AS FOLLOWS:

"That following the results of the 9th February 2020 legislative elections, it is alleged that INJOH FOO NGANG PRUDENCIA, ANYERE CHARLES AKAH, Emilia Lifaka Monjowa, Wallang Richard, Foju Bernard, Etombi Ikome Gladys, Ekwe Andrew, and a host of others, candidates for the CPDM, have come out victorious thereby purportedly winning virtually all the seats of the North-West and South-West Regions of Cameroon.

"That there is no gain-saying that no elections took place in the North-West and South-West Regions of Cameroon on the 9th of February 2020 as it will be demonstrated here under:

"There is cogent evidence that all day long, terror and horror gripped the whole of the North-West and South-West Regions as there were exchanges of gunfire with live bullets between the separatist fighters and the military, causing all civilians to flee for safety.

"That SDF parliamentary candidates were targeted by the separatist fighters and the petitioner was specifically proclaimed in audio recordings that went viral, as leading seven trucks and amour cars into Momo Division with the avowed goal of destroying all the Separatist fighters. This led to barricades being built all along the major roads of the two regions and thus were deprived the candidates of every attempt to supervise the voting processes;

"That in the midst of all these, the Ministers of the CPDM in the two regions were permitted both by the Military and the "Amba boys" to enter every constituency and visited the polling centers with the group of people who followed them and voted, despite the fact that they were not registered voters of the respective polling stations at the polling centers thus illegally created throughout the two regions; At the hearing, the petitioner will seek leave to corroborate these assertions through different Audio and video messages on Social Media, before and during the polls.

"That since May 2017, ELECAM Branch offices in the two regions ceased to exist, thus rendering it practically impossible to carry out electoral operations in the whole of the said regions.

"That all of the above facts and many others to be deduced or supplemented constitute violations of many provisions of the electoral Laws as it shall be demonstrated hereunder:

"A) Violation of section 96 of law no 2012/001 of 19th april 2012, as amended relating to the Electoral code in that:

"Section 96(1) stipulates that the Director General of Elections shall draw up the list of

polling stations for every council.

"(2) Such list shall specify the area covered by each polling station;

"(3) There shall be one polling station for a maximum of 500 (Five hundred) elections

"(4) Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public.

"Honorable President and members of the Constitutional Council,

"The total number of voters duly registered for North-West and South-West Regions is quite high but curiously, ELECAM, unilaterally cut them down to into a few centers and considerably reduced the existing polling stations without indicating which polling stations had been suppressed;

"That in the same vein ELECAM invited the petitioner and his colleagues to designate polling station representatives without revealing the number of polling stations and without having regard to the fact that the elections were twin requiring each polling station for the Municipal and legislative elections to have their respective representatives;

"That to our greatest surprise, on the day of elections, ELECAM decided unilaterally without informing the candidates of the SDF as well as the electors to move ail the polling stations into polling centers, thus preventing electors from exercising their civic right to vote. Worst still, this polling centers were located for most of their part in the military camps contrary to the information previously given us by the ELECAM Heads that the polling centers would be installed in the government Schools.

"That military camps as per the provisions of section 96(4) are not public premises especially at this moment of war in the North-west and South-West Regions in that these military camps were not open to the public.

That in this characteristic disorder coupled with perpetual gun firing on election day, the polls were said to have taken place with a purported participation rate of far less than 15% as shall be demonstrated at the trial;

"That while the electors were unable to make it to the polling centers as explained herein above, the CPDM Ministers who had arrived the purported polling centers succeeded in influencing the counting processes to award for their Party the figures now appearing on the polling center reports;

"That the same scenario was witnessed throughout the two regions where ballot papers were actually stuffed into the boxes at the behest of he said Ministers who had access to the whole two regions by being carried around in armored cars, while certain propaganda literature that went virile on whatsapp continuously warning the whole population of the two regions to stay away because SDF candidates were arriving in armored cars full of the military for total annihilation. Again, at the hearing of this petition, the petitioner will seek leave for the constitutional council to listen to these audio recordings;

"That the figures contained in the reports of the Divisional Counting Commission are a total fake, being the product of the fraud machinery put in place by the CPDM and its Ministers who hail from the two regions;

"b) Violation of section 97 of the Electoral Code.

"Section 97 stipulates that: 'The list of polling stations shall be forwarded to council branches of Elections Cameroon for posting up at least (8) days before the day of election".

"That due to the fact that the ELECAM branch offices had been destroyed and closed, since 2017, such lists were never posted at the ELECAM council branches and the ELECAM council heads were brought into their respective areas in armored cars only on the eve of the polis.

"That having not done pasted the lists as required by the law, our electors knew they were to vote in the different polling stations in their localities as they did in the past elections. Moreover, ELECAM had sent messages to confirm this to the electors.

"C) ***Violation of Section 54 of the Electoral code***

"1) Every polling station shall have a local polling commission comprising of:

Chairperson: A personality appointed by the Head of the divisional branch of elections Cameroon.

Members:

"-A representative of the administration appointed by the sub divisional officer

"-A representative of each Candidate, list of Candidates or political party

"2) The names of representatives of the administration and candidates, lists of candidates

or political parties chosen from among electors registered in the electoral register of the polling station concerned, shall be notified no later than the sixth day before the Election Day.

"3) The composition of each local polling commission shall be approved by a decision of the head of the divisional branch of elections Cameroon.

"That as requested by council heads of the ELECAM branches for North-west and South-West regions, we forwarded the lists of our representatives for the different polling stations, but unfortunately on polling day our representatives were chased away by both the military and the separatist armed forces and that is why the vast majority of the polling station reports have not been signed by the SDF polling agents and/or representatives.

"C. ***Very Low and Dismal percentage of participation.***

"That the results reaching us show that the percentage participation is ridiculously low and shall be demonstrated at the trial;

"That the AU Charter on Democracy, Elections and Good governance in many of its provisions stresses on the necessity for elections to be free, fair and credible;

"That the percentage participation obtained in the North-West and South-West Regions renders the election incredible;

"That with such a percentage, a candidate cannot be declared victorious; That on the whole, there were no legislative elections on the 9th of February 2020 in the North-West and South-West regions;

"Having regard to all of the above, we pray the venerable members of the constitutional council to:

"1) Declare the legislative elections purportedly held in the North-West and South-West Regions null and void ab initio;

"2) Cancel the said purported legislative elections results in the North-West and South-West Regions and thereby restore sanity and hope for a democratic dispensation in Cameroon;

"3) Order a re-run of elections in the North-west and South-West Regions.

The petitioner so humbly submits.

"Signed, Joseph Mbah-Ndam Candidate";

---Considering that the Respondents and the Ministry of Territorial Administration were duly notified with the petition and they in turn duly filed their replies.

---Considering that the CPDM via their Counsels; filed a reply on 15 February 2020 at the Registry of the Constitutional Council, wherein they urged this HonourableCouncil to dismiss the petition ;

---Considering that the said reply reads thus:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

"BETWEEN MBAH-NDAM JOSEPH NJANG (Social Democratic Front),PETITIONER

"AND

« 1. ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"2. INJOH FOO NGANG PRUDENCIA, ANYERE CHARLES AKAH, CAMEROON PEOPLES DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM), RESPONDENTS;

"RESPONSE OF THE CAMEROONS PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 021 RECEIVED ON THE 13/02/2020 AT THE REGISTRY

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS *the* ***Cameroon Peoples Democratic Movement*** ***(****hereinafter* ***CPDM)*** *doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible, and ultimately dismiss the petition of* ***MBAH-NDAM JOSEPH NJANG****of the* ***Social Democratic Front (****hereinafter* ***SDF)*** *for the* ***MOMO EAST Constituency,*** *during the elections of the 9th February 2020.*

This response shall be articulated on grounds of admissibility and substance (merits)

"I. On the admissibility of the Petition

"Your Lordships, it is expressed in the provisions of ***Sections 48 (1) and (2)*** *of the* ***1996 Constitution*** *that:*

"Section 48: (1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of presidential elections, parliamentary elections and referendum operations. It shall proclaim the results thereof.

"(2) Any challenges in respect of the regularity of one of the elections provided for in the preceding paragraph may be brought before the Constitutional Council by any candidate, political party that participated in the election in the constituency concerned or any person acting as Government agent at the election.

"(3) Any challenges in respect of the regularity of a referendum may be referred to the Constitutional Council by the President of the Republic, the President of the National Assembly, the President of the Senate, one-third of the members of the National Assembly or one-third of the Senators."

"That Section 52 of the same fundamental law states that:

""Article 52: A law shall lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it as well as the procedure applicable before it."

"That, it is in the execution of the provisions of Section 52 of the Constitution cited herein, that ***Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council****, was adopted and promulgated.*

"Precisely, ***Section 1*** *of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council, states that:*

"Section 1: This law lays down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it, as well as the procedure before the Council, pursuant to Article 52 of the Constitution"

"Your Lordships, note must be taken that by virtue of the fact that Law no. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council is legislation which was specifically provided for by the constitution, to precise the modalities for the organisation and functioning of the Council, and the modalities

according to which it can be seized and the procedure before it, it should be considered as an organic law, which is an enabling law.

"That in the hierarchy of norms, an organic law is classified directly under the constitution, from which she emanates, and consequently superior to other ordinary laws.

That Law no. 2004-004 of 21 April 2004 which is an enabling instrument of the Constitutional Council, is therefore superior to the Electoral Code, which is an ordinary law that also provides modalities according to which the Constitutional Council can be seized and the procedure before it.

"That according to its attributes, as stated in ***Section 3(2)*** *and* ***40*** *of Law no. 2004-004 of 21 April 2004, cited herein, the Constitutional Council* ***"shall ensure the regularity of presidential, parliamentary elections and referendums. It shall proclaim the results thereof…"***

"That concerning the procedure to follow and the manner to seize the Constitutional Council, in case of contestation of the election of members of parliament, ***Sections48, 49 and 55(1)*** *of Law no. 2004-004 of 21 april 2004 states clearly that:*

"Section 48(1): Where the regularity of the election of members of Parliament is contested, any candidate or political party that participated in the election in any given constituency or any person having the status of a Government agent for the election, may petition the Constitutional Council.

"(2): Where a dispute relating to the election of a member of parliament or a senator is referred to the Constitutional Council, it shall rule on the regularity of the election in respect of both the substantive and alternate candidates.

"Section 49: The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof. The petitioner shall append to the petition, the documents produced as exhibit.

"Section 55(1): Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof"

"That the above-cited provisions which have to be applied by the Constitutional Council, as required by the Constitution, have to read in conjunction with the provisions of the Electoral Code dealing with contestations of the regularity of the elections of members of parliament.

"That ***Law no. 2012/001 of 19th April 2012 relating to the Electoral Code as amended by Law No. 2012/017 of 21st December 2012****, in its* ***Section 168 (2)*** *states that:*

"Electoral disputes and organisation of a new election, as the case may be, shall be carried out in pursuance of the provisions of Sections 132 to 136 of this law."

"That further, ***Sections 133(1) and (3)*** *of the same electoral law state clearly that:*

" (1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy-two) hours of the close of the poll.

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty-four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48 (forty-eight) hours to submit their replies, against a receipt.

"Your Lordships, following a combined reading of all the above-cited legal provisions, we can authoritatively state that:

"i) In the case of the contestation of the regularity of a member of parliament, the Constitutional Council can be seized by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the said election

"ii) The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested

"iii) The petition shall under pain of inadmissibility, specify the alleged facts and means

"iv) The petition shall bear the date and signature of the petitioner

"Considering that previously, the Supreme Court seating as the Constitutional Council, following the principle that ***"form takes precedence over substance"****, always verified whether petitions brought before it met the minimum legal requirements.*

"That it was in such a manner that, following post-electoral petitions of the 2004 presidential elections, all the petitions filed by the Social Democratic Front were declared inadmissible, because they were all signed by their Counsel, instead of the petitioner.

"Your Lordships, on a basis of comparative law, reference can be made to the legislation in France, which inspired the Cameroonian law, to wit, ***Section 35 (1)*** *of* ***Ordinance no. 58-1067 of 7th november 1958 to Lay Down the Constitutional Council of France****, which states that* ***"petitions shall bear the names, functions of the petitioner, and the names of the elected persons, whose election is contested"****;*

"In the same vein, the petition shall under pain of inadmissibility, bear the signature of the petitioner ***(Section 3(1) of the Rules Applicable in the Procedure before the Constitutional Council for litigation on the election of members of parliament and the senate)****.*

"That by applying the said provisions, the French Constitutional Judge declared a petition signed by a lawyer, who declared to be acting on behalf of the petitioner, to be inadmissible (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.)

"Your Lordships, the petition of ***MBAH-NDAM JOSEPH NJANG*** *does not contain* ***all the names of the substantive and alternate candidates****, whose election is contested, which*

is a flagrant violation of ***Section 49 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council.***

"Conclusively, Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to declare this petition INADMISSIBLE

"I. On the Substance (merits) of the Petition

"1.First and foremost, the petition submitted before this Honourable Constitutional Council is more than sufficient evidence that there was effectively an election that was conducted in the ***Momo EastConstituency.***

"2. Secondly, the grounds raised for the petition, affected every competitor of the election in the same constituency.

"The petitioner has not alleged or shown any evidence that the atmosphere decried, exclusively affected the petitioner or benefitted the candidates of the CPDM.

"3. The petitioner is complaining about the displacement of polling stations, but fails to understand that the same ***Section 96(1)*** *and* ***(2)*** *of* ***the Electoral Code*** *authorizes the Director General of ELECAM to create polling stations that are convenient for all voters.*

"In fact, the "polling centres" were created for administrative and security convenience, in order to ease the accomplishment of the duties of all voters, without exception. Consequently, polling stations were effectively operational within the alleged polling centres, and were fully staffed and equipped.

"1. The petitioner has failed to demonstrate how either of the local and international texts cited, were violated during the conduct of the said election.

2. The cardinal principle in bring matters before a tribunal, is that he who alleges any facts, must bring clear and incontrovertible evidence to the facts alleged. The petitioner has failed to provide any of such evidence before the Honourable Constitutional Council.

"Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to discard or reject any purported evidence that is projected to be filed by the petitioner at the hearing, which had

neither been submitted to appraisal of the respondents herein nor the judge reporter. It shall be a violation of the cardinal principle of fair hearing before any judicial procedure

"Conclusively, and in consonance with ***Section 134*** *of the* ***Electoral Code****, we pray that if by some stroke of imagination, this Honourable Constitutional Council were minded to take into consideration the alleged irregularities, it should declare that they were not of a nature that could influence the outcome of the election.*

"From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition.

"RESPECTFULLY SUBMITTED

"Yaoundé 14th day of february 2020

"ADDRESSES FOR SERVICE:

"RESPONDENTS: c/o their Counsel

viii) EYANGOH Louis Gabriel

ix) MBITA Blaise

x) DJABOU Joseph

xi) KISOB Luke

xii) KANGUE NDONG NTAH Xaverine

xiii) MBARGA NGONO Rose Celine

xiv) NKOUMOU TSALA Gilbert

xv) ALIMA Marcus

----Considering that Elections Cameroon (ELECAM) on it part through Counsels; Barristers MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA and ATANGANA AMOUGOU Joseph, submitted thus;

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête datée du 14 février 2020, enregistrée le 14 février 2020 au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 43, Monsieur MBAH-NDAM Joseph NJANG a sollicité a d'une part la disqualification des candidats du RDPC du fait de leur implication dans les violences ayant perturbé le déroulement de l'élection législative du 09 février 2020 dans les circonscriptions électorales des régions du Nord-Ouest et du Sud-

Ouest, d'autre part, la reconduction des députés du Social Democratic Front siégeant à l'Assemblée Nationale pour le compte desdites circonscriptions ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite hors délai ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE HORS DELAI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 1 du Code électoral dispose que ***« Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin (…).»***

« Que les élections législatives s'étant tenues sur toute l'étendue du territoire camerounais le 09 février 2020, les recours devaient parvenir au Conseil Constitutionnel au plus tard soixante-douze (72) heures après la clôture du scrutin, soit le 12 février 2020 ;

« Qu'or, le recours du sieur MBAH-NDAM Joseph NJANG a été déposé au Conseil Constitutionnel le 14 février, soit le lendemain du jour fixé pour la saisine du Conseil Constitutionnel ;

« Que ce recours est donc irrecevable comme déposé hors délai.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : *Déclarer irrecevable le recours de Monsieur MBAH-NDAM Joseph NJANG comme déposé hors délai.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é);

« Barrister OKHA BAU OKHA (é);

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é);

---Considering that the Ministry of Territorial Administration as the representative of the State filed a reply in the following words;

« OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT)

SUR LA DEMANDE D'ANNULATION PARTIELLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 09 FEVRIER 2020 DANS LES REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel Yaunndé ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel!

« Vu le recours du 12 février 2020 de Sieur MBAH-NDAM Joseph NJANG, candidat du Social Democratie Front (SDF) aux élections législatives du 09 février 2020, enregistré au greffe de céans sous le numéro 21, aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest;

« Attendu qu'au soutien de sa demande Sieur MBAH-NDAM allègue de nombreuses irrégularités et le faible taux de participation des électeurs;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Attendu que suivant l'article 48(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, « En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du Parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant la qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection» ;

« Qu'en l'espèce, les contestations de Sieur MBAH-NDAM, qui a postulé comme candidat dans la circonscription électorale de MOMO Est, ne peuvent porter que dans cette circonscription;

« Que de ce fait, la demande de Sieur MBAH-NDAM va au-delà de la circonscription électorale pour laquelle il est candidat;

« Mais attendu que l'article 149 du code électoral dispose:

« (1) Le département constitue la circonscription électorale.

« (2) Toutefois, compte tenu de leur situation particulière, certaines circonscriptions peuvent faire l'objet d'un découpage spécial par décret du Président de la République»

« Qu'ainsi, la région n'est pas une circonscription électorale dans le cas de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale;

« Qu'il s'ensuit donc qu'une requête visant l'annulation des élections législatives dans l'ensemble d'une région est sans objet et ne saurait être recevable;

« Attendu par ailleurs que Sieur MBAH-NDAM demande, de manière insidieuse, le report des élections législatives dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à ne date ultérieure;

« Qu'une telle demande ne relève pas cependant de la compétence du Conseil Constitutionnel;

« Attendu au demeurant que la demande de Sieur MBAH-NDAM tend à créer un vide institutionnel;

« Que de ce chef, elle n'est pas non plus recevable;

« Par ces motifs et tous autres à endéduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé;

« - déclarer irrecevable le recours de Sieur MBAH-NDAM aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans les Régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest;

« - le rejeter en conséquence,

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé le 15 février 2020;

« Le représentant de l'Etat ;

« (è)Oyono Essomba» ;

ON THE ADMISSIBILITY

---Considering that Section 48(2) of the Constitution as read with Section 132(2) of the Electoral Code defines the quality of persons to file petitions before this Council while Section 133 of same defines the time frames for filing, and the content of such petitions in matters relating to the election of members of the National Assembly;

---Considering that Section 149(1) of the Electoral Code states that a Division shall constitute an Electoral Constituency;

---Considering that Section 48(2) of the Constitution estop candidates from filing petitions for irregularities of electoral operations in constituencies other than theirs as pertains to matters of the election of members of parliament;

---Considering that the petitioner lose sight of this important legal ingredient in requesting for the partial cancellation of the february 09, 2020 legislative elections in the North West and South West Regions which are made up constituencies other than his;

---Considering that his petition has thus woefully failed the arduous test of admissibility;

---It is consequently inadmissible for lack of locus standi.

---Having failed the arduous test of admissibility, it is a waste of time delving into the merits of the petition.

---Considering that proceedings before the Constitutional Council is free by virtue of Section 57 of Law n° 2004/004 of 21st April 2004 to lay down the organization and the functioning of the Constitutional Council as amended by Law n° 2004/015 of 21st december 2012, cost of these proceedings shall be borne by the public treasury.

---Considering that in application of Section 15(2) of the above cite law as read with Section 131(3) of the Electoral Code, it is proper to order the service forthwith of this ruling on the Electoral Board, all the parties and its publication in the official gazette in English and French.

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, after a full hearing in open session on post-electoral petitions, with the unanimous vote of its Members;

---Declares the Petition of Honourable MBAH-NDAM Joseph NJANG inadmissible for lack of locus standi;

---Orders that the cost of these proceedings be borne by the public treasury;

---Orders the service of this Ruling on all the parties and its publication in the official gazette.

---Thus decided and pronounced in open Court the same day, month and year as above in the Court Hall of the Constitutional Council.

---In witness whereof, this present Ruling has been signed by the President, the Secretary-General and countersigned by the Interim Registrar-In-Chief./-

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément ATANGANA **MALEGHO Joseph ASEH**

Interim Registrar-In-Chief

HAMADJODA

DECISION N° 18/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE:

Dame ZOUBAÏNATOU Salihou épse MOHAMADOU BASSIROU,

Messieurs KOULAGNA ABDOU et

Hamadou Ali Bachir (RDPC)

C/

UNDP

UNIVERS

ELECAM

MINAT

OBJET :

(***Annulation partielle des opérations électorales dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et de Nyambaka)***

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne J. épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

-Madame ZOUBAÏNATOU Salihou épse MOHAMADOU BASSISROU, messieurs KOULAGNA ABDOU et HAMADOU Ali Bachir, candidats à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du département de la Vina, comparant ;

---D'UNE PART ;

---ET

---UNION NATIONALE POUR LE PROGRES ET LA DEMOCRATIE, ayant pour conseil Maitre KUITCHE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun ;

---**UNIVERS,** représenté par son Président national ;

---**ELECTIONS CAMEROON,** ayant pour Conseils Maitres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph **tous Avocats au Barreau du Cameroun** ;

---MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, et Mesdames DALE NGOLLE Anne et KAMDJOM Laurence et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller Charles Etienne LEKENE DONFACK en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu les recours de Madame ZOUBAÏNATOU Salihou épse MOHAMADOU BASSISROU, messieurs KOULAGNA ABDOU et HAMADOU Ali Bachir

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 05 en date du 12 février 2020, Dame ZOUBAÏNATOU Salihou épse MOHAMADOU BASSISROU, messieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir candidats à l'élection législative du 09 février 2020 ont saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des opérations électorales dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2è, 3è et de Nyambaka en ces termes :

« Madame ZOUBAÏNATOU Salihou épse MOHAMADOU BASSISROU, messieurs KOULAGNA ABDOU et HAMADOU Ali Bachir, tous Députés et candidats à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du département de la Vina sous le label de leur parti politique le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais en abrégé RDPC), en l'occurrence,

« ONT LE RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

« Monsieur le Président,

« De vous adresser la présente requête aux fins d'annulation partielle des opérations électorales dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et de Nyambaka ;

« En effet, expliquent-ils à l'appui de leur demande pour laquelle ils offrent et articulent les motifs ci-après, les élections susmentionnées ont été émaillées par une triple irrégularité : le non-respect par l'Union Nationale pour la démocratie et le Progrès (UNDP), parti concurrent parmi d'autres, de l'heure limite de la clôture de la campagne électorale, la corruption et la fraude ;

« S'agissant du non-respect par l'UNDP de l'heure limite de la clôture de la campagne électorale, celui-ci s'est traduit par le fait que ce parti n'a pas cru devoir arrêter comme les partis concurrents à l'instar du RDPC, sa campagne électorale le samed 08 février à minuit ;

« En effet, cette formation politique a poursuivi sa campagne jusqu'à 2h30 du matin, rompant ainsi l'équilibre devant résulter du traitement égalitaire des candidats. Ce fait connu et reconnu de tous peut être attesté par bien de témoins oculaires que le Conseil Constitutionnel pourrait convoquer en cas de nécessité, en vertu des dispositions bienveillantes de l'article 133 al 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

« Concernant la corruption, celle-ci s'est traduite par l'achat des consciences des électeurs abordés puis déterminés par les agents de l'UNDP à voter en faveur de l'UNDP et, par ce fait même, contre ls intérêts du RDPC en contrepartie d'une rétribution financière, ainsi qu'en attestent les images vidéos jointes à la présente requête, qui laissent voir avec une particulière netteté le procédé de corruption utilisé par ces agents un peu partout devant les bureaux de vote situés dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et de Nyamabaka où ces scènes itératives se sont données à voir à satiété sous le regard indifférent, voir complice des forces de l'ordre ;

« Quant à la fraude, elle s'est profusément exprimée par des manœuvres déloyales, astuces et tromperies multiples et multiformes utilisées par les agents de l'UNDP en question ;

« En effet, ceux-ci n'ont ménagé aucun effort pour tenter et réussir dans bien de bureaux de vote de tirer avantage d'une victoire que ce parti concurrent n'aurait jamais pu gagner

dans le cadre d'une compétition électorale saine et loyale. La déloyauté résultant de l'apparence de normalité qu'affiche ostensiblement l'UNDP après coup est trahie par un nombre de votants supérieur au nombre d'inscrits dans plusieurs bureaux de vote tels que Gada Mbanga ou Sabongari, pour ne citer que ces cas illustratifs ;

« Par rapport à la déloyauté de ce parti ou plus précisément, de son infidélité vis-à-vis de la loi électorale, il importe de relever qu'il est de demeure de notoriété juridique que la normalité apparente du déroulement du processus électoral dans les arrondissements susvisés est aussi trompeuse, que frauduleuse, parce qu'elle ne constitue qu'une ruse visant à violer la loi ;

« Cette normalité ostensible qui n'est à vrai dire qu'une façade n'est naturellement pas pris en considération dès que la situation réelle est révélée, de sorte que ne subsiste in fine que l'acte illicite devant sanctionné comme tel, ainsi que le suggère d'ailleurs l'aphorisme latin ***FRAUS OMNIA CORRUMPIT : « la fraude corrompt tout » ;***

« PAR CES MOTIFS ET TOUS AUTRES A AJOUTER, MODIFIER OU SUPPLEER MEME D'OFFICE, LES REQUERANTS SOLLICITENT DE L'AUGUSTE JURIDICTION GARANTE DU RESPECT DE LA REGULARITE DES ELECTIONS LEGISLATVES DONT VOUS PRESIDEZ LES DESTINEES, QU'IL VOUS PLAISE MONSIEUR LE PRESIDENT,

«- de déclarer la présente requête recevable comme faite dans les forme et délai prescrits par les dispositions pertinentes de l'article 132 et suivants de la loi précitée ;

« -de l'y dire subséquemment fondée, car les requérants ont été victimes des actes de corruption et de fraude posés par l'UNDP, toute chose qui a entamé sérieusement la sincérité du scrutin ;

« EN CONSEQUENCE,

« Pour ne pas permettre le triomphe de la violation des lois de la République, du détournement des institutions électorales de leur finalité et, qu'en outre, la lettre desdites institutions ne soit utilisée au détriment de leur esprit, qu'il y aurait lieu de corriger les déviations ou plus précisément, l'emploi des moyens illicites pour atteindre son but, en annulant simplement les opérations électorales dans les arrondissements concernés que sont Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et Nyambaka où le vote des électeurs a été marqué

fortement par la fraude et la corruption ou, à tout le moins, d'éliminer purement l'UNDP ou ses candidats aux élections législatives des susdits arrondissements et de consacrer corrélativement la victoire des requérants.

« Ce sera justice.

« Yaoundé, 12 février 2020 :

« (é) ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, ladite requête at été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Qu'ainsi, sous la plume de ses conseils Maîtres KUITCHE Hélène, NYAABIA BIANDA, NDEM Léonard et AHMADOU BOUBA, Avocats au Barreau du Cameroun, l'UNDP a déposé son mémoire en réponse conçu ainsi qu'il suit :

« *<u>PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL</u>* ***:***

« Que par la présente, elle produit son mémoire en réponse au recours contentieux introduit par Dame ZOUNAIBOU Salihou, Sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir contre la liste des candidats de l'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) aux élections législatives du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de la Vina ;

***« EN LA FORME** :*

« Attendu que ce recours a été notifié à l'UNDP le 13 février 2020 ;

« Attendu que ce mémoire est recevable pour avoir été introduit dans les délais prévus par la loi ;

« ***AU FOND** :*

« Attendu que sieur Madame ZOUNAIBOU Salihou, Sieurs KOULAGNE Abdou et HAMADOU Ali Bachir ont introduit un recours daté du 12 février 2020 au Conseil Constitutionnel, aux fins d'annulation des élections législatives du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de la Vina ;

« Qu'au soutien de leur demande, ils font valoir que l'UNION NATIONALE POUR LA DEOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) n'aurait pas respecté l'heure légale de clôture de campagne, se serait livré aux actes de corruption, d'achat des consciences et de fraude

pendant la campagne électorale, les électeurs auraient fait l'objet d'intimidations, qu'il y aurait eu détournements des électeurs le jour du vote, et des irrégularités le jour du scrutin, notamment le remplacement d'un représentant RDPC dans un bureau de vote présent par un autre ;

« Mais attendu que ce recours est irrecevable comme il le sera démontré ci-après ;

« SUR L'IRRECEVABILITE DU RECOURS DE DAME ZOUNAIBOU SALIHOU, SIEURS KOULAGNA ABDOU ET HAMADOU ALI BACHIR :

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée… » ;

« Attendu qu'en parcourant la requête de dame ZOUNAIBOU Salihou, sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir, on constata qu'il n'est fait mention nulle part du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Or attendu que cette exigence est la condition de recevabilité de la requête ;

« Qu'en omettant de le faire, dame ZOUNAIBOU Salihou, sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Bachir mettent la Cour de céans dans l'impossibilité d'examiner leur recors ;

« Attendu que le Code Electoral dispose en son article 133, alinéa 3 : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. »

« Or attendu que dans son recours, dame ZANAIBOU Salihou, sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Bachir se contentent de faire des déclarations sans aucun fondement ni preuves et surtout ne précise pas les moyens de droit qui les soutiennent ;

« Qu'il en est ainsi des allégations « de non-respect de l'heure limite de la clôture de la campagne, de corruption et de fraude » ;

« Que c'est à bon droit que le recours de dame ZOUNAIBOU Salihou, sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Bachir sera déclaré irrecevable ;

***« TRES SUBSIDIAIREMENT** :*

« Attendu par ailleurs que l'article 49 suscité dispose que le recours « …doit en outre être motivé et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens » ;

« Or attendu qu'au soutien de leur demande, ils font valoir que l'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) n'aurait pas respecté l'heure légale de clôture de campagne, et se serait livré aux actes de corruption, d'achat des consciences et de fraude ;

« Que toutefois, ils ne rapportent pas la preuve de leurs allégations ;

« Qu'il s'agit de simples supputations qui ne sauraient retenir l'attention de votre auguste Cour ;

« Attendu au surplus que l'article 134 du Code Electoral dispose : « Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que de griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection ;

« Qu'il échet de déclarer ce recours non fondé et de la rejeter ;

« PAR CES MOTIFS, ET TOUS AUTRES A AJOUTER, DEDUIRE OU SUPPLEE, MEME D'OFFICE :

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) sollicite qu'il plaise, de bien vouloir :

*« **EN LA FORME** :*

« Déclarer le présent mémoire recevable pour avoir été introduit dans les forme et délais de la loi ;

*« **AU FOND :***

***« AU PRINCIPAL** :*

« Déclarer le recours de dame ZOUNAIBOU Salihou, et sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir irrecevable pour violation des dispositions des articles 133, alinéa 3 du Code Electoral et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

***« TRES SUBSIDIAIREMENT** :*

« Dire et juger que le recours de dame ZOUNAIBOU Salihou ; sieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir est non fondé et le rejeter ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« L'UNION NATIONALE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (UNDP) représentée par son secrétaire Général le Docteur Pierre Flambeau NGAYAP prie Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel de bien vouloir accepter l'assurance de sa haute considération ;

« (é) ».

---Que de son côté, UNIVERS a conclu en ces termes :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

***«** Qu'en date du 12 février 2020, le Conseil Constitutionnel a été saisi d'une requête, introduite d'instance, par madame ZOUBAINATOU Salihou, épouse MOHAMADOU Bassiroun et messieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Bachir, candidats aux élections législatives dans la circonscription de la Vina, Région de l'Adamaoua ;*

« Que ces candidats demandent tous au Conseil Constitutionnel l'annulation des élections organisées le 9 février 2020 dans les opérations menées à Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et Nyambaka ;

« Que par les présentes écritures, le parti UNIVERS entend se constituer partie jointe à cette procédure contentieuse, l'opportunité lui étant ainsi offerte de demander au Conseil Constitutionnel de bien vouloir faire droit à la demande des candidats requérants, les élections querellées ayant effectivement été entachées de ces fraudes relevées par les requérants (I), au-delà des autres vices liés à l'organisation dudit scrutin dans la circonscription de la Vina (II) ;

« I- SUR LA FRAUDE ALLEGUEE PAR LES REQUERANTS

« Les requérants relèvent dans leurs écrits, deux (2) motifs essentiels et avérés d'annulation des élections dans la circonscription de la Vina, à savoir le non-respect par l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) de l'heure limite de fin de campagne électorale (A), la corruption et les autres formes de fraudes (B) ;

« A- ***Sur le non-respect de l'heure de fin de campagne électorale***

***«** Les requérants relèvent que l'UNDP a mené sa campagne électorale jusqu'au petit matin du 9 février 2020, jour de scrutin. Le parti UNIVERS, à travers son représentant légal, NKOU MVONDO Prosper, ayant mené la même campagne électorale dans le Département de la Vina, peut témoigner qu'effectivement, l'UNDP continué, à mener sa*

campagne électorale, au-delà de l'heure indiquée comme limite des activités de campagne ;

« Il y a toutefois lieu de relever que l'UNDP n'est pas le seul parti politique en compétition ayant poursuivi les opérations de campagne électorale au-delà de l'heure prévue pour l'arrêt de la campagne électorale. Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti politique en compétition dans la même circonscription, a lui aussi poursuivi ses activités de campagne électorale au-delà de l'heure indiquée pour la fin des opérations. Au moment où est rédigé le présent mémoire en réponse, les affiches électorales du RDPC, et particulièrement, celles faites avec les effigies du candidat HAMADOU Ali Bachir, sont encore apposées dans les rues et dans toutes les localités du Département de la Vina ;

« Le RDPC est d'ailleurs coutumier du fait qui consiste à continuer à faire la campagne électorale au-delà du temps prévu à cet effet. Il est de notoriété publique que les affiches de campagne pour l'élection présidentielle de 2018, notamment celle portant l'effigie de l'Ancien candidat RDPC, Monsieur Paul Biya, sont encore opposées dans les rues, sur toute l'étendue du territoire national, deux (2) ans après la date prévue pour la fin de la campagne électorale de 2018 ;

« La campagne pour l'élection législative du 9 février 2020, s'est effectivement poursuivie dans la circonscription de la Vina, au-delà de l'heure prévue pour sa fin de campagne électorale. Le fait n'est pas seulement à reprocher à l'UNDP ; les candidats du RDPC, qui se plaignent aujourd'hui, doivent aussi relever les turpitudes liées à leur propre campagne électorale, menée en violation de la loi ;

« C'est pourquoi, le Parti UNIVERS, parti jointe à la présente procédure, demande au Conseil Constitutionnel de bien vouloir annuler les élections organisées dans la circonscription de la Vina, et non pas seulement dans les localités citées par les requérants ;

*« **B- Sur la Corruption et autres formes de fraudes***

« Selon les requérants qui ont saisi le Conseil Constitutionnel dans la présente cause, la corruption s'est traduite par l'achat des consciences des électeurs, afin que ceux-ci accordent la faveur de leur vote à l'UNDP ;

« Il y a lieu de dire sur cette question que, pendant la campagne électorale dans la Vina, et le jour même du vote, de véritables « comptoirs » de distribution d'argent étaient installés dans les domiciles des leaders politiques en compétition électorale ;

« Certains agents de cette distribution massive d'argent aux électeurs attenaient même les électeurs au sortir des bureaux de vote pour leur remettre de l'argent. La technique de fraude consistait ici, pour l'électeur à présenter le bulletin de vote du parti UNIVERS, preuve qu'il ne l'a pas introduite dans l'urne. En fonction des « comptoirs » installés, il fallait, non seulement présenter le bulletin du parti UNIVERS, mais aussi présenter, soit le bulletin du RDPC, soit alors le bulletin de l'UNDP. En échange de ces bulletins, l'électeur recevait une somme d'argent oscillant entre mille et dix mille francs ;

« Au regard de ces faits avérés de fraude électorale, le parti UNIVERS parti, partie jointe à la présente procédure, demande au Conseil Constitutionnel de bien vouloir annuler les élections organisées dans la circonscription de la Vina, et non pas seulement dans les localités citées par les requérants ;

« II- Sur les autres vices : Irrégularité du corps électoral

« Pour cette élection, un nombre important de personnes, non habilité, ont pris part, en qualité d'électeur, à ce scrutin dans la circonscription de la Vina ; il s'agit des personnes qui, ne s'étant jamais inscrites sur les listes électorales durant la période légale de révision des listes électorales, ont y régulièrement obtenu des ordonnances du président de la commission départementale de supervision des élections, prescrivant leur inscriptions sur les listes électorales quelques heures avant le jour du vote ;

« Sur la base de ces ordonnances, les commissions électorales mixtes ont procédé à l'inscription de ces électeurs de la dernière heure, faussant ainsi, par leur présence et leur vote le processus électoral ;

« Selon l'article 82 du Code Electoral, certaines personnes remplissant certaines conditions peuvent être inscrites sur des listes électorales en dehors des périodes de révision ; dans ce cas, la personne sollicitant une inscription adresse sa demande à la commission de révision des listes électorales ;

« Or, dans le cas des inscriptions contestées dans la présente requête, aucune demande n'a été adressée à la commission mixte de révision des listes électorales ;

« Cette dernière a plutôt été saisie par des ordonnances du président de la commission départementale de supervision des élections, autorité incompétente pour connaître des demandes d'inscription sur des listes électorales ;

« La commission départementale de supervision, et non d'ailleurs son président, pris isolément, n'est compétent que pour statuer en deuxième ressort, lorsque la demande d'inscription, formulée par un citoyen, a connu, en premier ressort, un refus d'inscription par la commission électorale mixte, comme le prévoit l'article 73, alinéa 4 ;

« Le président de la commission départementale de supervision a staté seul, dans son cabinet, en marge de la commission qu'il préside, sur la base de demandes collectives adressées, non pas par les citoyens eux-mêmes, mais par les supérieurs hiérarchiques, à savoir le délégué régional de la sûreté nationale de l'Adamaoua, pour le compte de nombreux contingents de policiers. Pour l'inscription de huit cent soixante-trois (863) élèves militaires, la demande a même été adressée au président du tribunal de grande instance, et non à la commission électorale mixte d'inscriptions sur des listes électorales ;

« La présence de ces nombreuses personnes, inscrites irrégulièrement à la dernière heure, a considérablement faussé le jeu électoral dans la circonscription de la Vina où ces inscrits ont pris part au scrutin du 9 février 2020 ;

« PAR TOUS CES MOTIFS

« Le parti UNIVERS demande au tribunal administratif de bien vouloir

« 1. déclarer l'action du parti UNIVERS introduite par les candidats requérants recevable ;

« 2. annuler le scrutin organisé le 09 février 2020 dans la circonscription de la Vina ;

« <u>Pièces jointes</u>

- *Deux (2) ordonnances du président de la commission départementale de supervision ;*
- *Demande d'inscription sur les listes électorales signées du commandant du centre d'instruction des armées ;*
- *Liste de huit cent soixante-trois (863) élèves militaires, objet de la demande d'inscription sur les listes électorales ;*

« SOUS TOUTES RESERVES

« Pour le parti UNIVERS,

« (é) NKOU MVONDO Prosper ».

---Que pour sa part, ELECAM, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire libellé comme suit :

« PLAISE AUCONSEILCONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 05, madame ZOUBAINATOU Salihou épouse Mohamadou Bassirou, messieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir ont sollicité l'annulation partielle des opérations électorales dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et de Nyambaka dans la circonscription électorale du département de la Vina ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« <u>IN LIMINE LITIS</u> : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s), qualité et adresse du requérant*** *ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée****. Elle doit en***

outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de madame ZOUBAINATOU Salihou épouse Mohamadou Bassirou et de messieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violé dans le cadre des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Attendu par ailleurs que la requête querellée ne mentionne nulle part le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« Qu'il s'agit également de l'inobservation par les requérants d'une formalité prescrite sous peine d'irrecevabilité par l'article 49 susvisé ;

« Que le recours en cause est donc irrecevable comme fait en violation de la loi

« <u>PAR CES MOTIFS</u> :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours de madame ZOUBAINATOU Salihou épse MOHAMADOU Bassirou et de messieurs KOULAGNA Abdou et HAMADOU Ali Bachir du parti politique dénommé Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, 14 février 2020 ***;***

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é) ;

« Barrister OKHA BAU OKHA (é) ;

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é)».

---Que le MINAT a également déposé son mémoire libellé comme suit :

« <u>PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL</u>

« Vu la requête de dame ZOUBANAITOU Salihou épouse MOHAMADOU BASSIROU, des sieurs KOULAGNA ABDOU et MAMADOU ALI Bachir, datée du 12 février 2020, enregistrée au greffe de céans sous le numéro 05, candidats du parti politique RDPC aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la Vina aux fins d'annulation partielle des opérations électorales des élections législatives dans certains arrondissements du département de la Vina notamment Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et Nyambaka ;

« Attendu qu'à l'appui de leur demande ils affirment les opérations de vote dans ces arrondissements ont été entachées de nombreuses irrégularités notamment la fraude et les actes de corruption ;

« Mais attendu que le représentant de l'Etat (MINAT) entend démontrer dans les présentes observations que cette requête est vouée à l'échec ;

« Qu'en effet, elle est irrecevable (A) et que la preuve des moyens évoqués n'est pas apportée (B) ;

*« **A/ DE L'IRRECAVABILITE DE LA REQUETE***

« Attendu que l'article 49 de la loi organique sur le Conseil Constitutionnel dispose que : « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les……noms des élus dont l'élection est contestée… » ;

« Que l'article 133(2) de la loi portant Code Electoral ajoute que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« Qu'n d'autre termes, ladite requête doit contenir les faits et moyens de droit qui la fondent ;

« Mais attendu qu'en l'espèce, à la lecture de cette requête, les noms des élus dont l'élection est contestée n'y figurent pas ;

« Que bien de plus, les requérants se limitent à faire une relation des faits sans toutefois mettre en exergue les moyens de droit qui les fondent ;

« Qu'agissant ainsi, ils veulent amener le Conseil Constitutionnel à statuer sur des faits sans fondements légales ou réglementaires ;

« Que de ce fait, il y a violation de ces exigences légales ;

« Que cette inobservation doit entrainer l'irrecevabilité de cette requête ;

« Qu'ainsi, les Hauts Membres n'hésiteront pas à le constater et déclareront cette requête irrecevable ;

« B/ ***<u>DE CE QUE LA PREUVE DESMOYENS EVOQUES N'EST PAS RAPPORTEE</u>****.*

« Attendu que pour solliciter l'annulation des opérations électorales dans les arrondissements de Ngaoundéré 1er, 2ème, 3ème et Nyambaka, les requérants affirment qu'elles ont été marquées fortement par la fraude et la corruption ;

« Attendu qu'il est de principe que la preuve incombe au demandeur qui doit de ce fait apporter toutes les preuves nécessaires pour éclairer sa sollicitation ;

« Mais attendu dans le cas d'espèce, les requérants ne font que des allégations sans toutefois apporter la moindre preuve ;

« Qu'il y a lieu de dire qu'il y a absence de preuve ;

« Que dès lors, ce moyen ne saurait emporter la conviction du Conseil Constitutionnel ;

« Attendu en outre que les griefs notamment la fraude, la corruption évoqués par les requérants sont répréhensibles par le Code Pénal comme le soulignent fort opportunément les articles 288 et 289 du Code Electoral ;

« Que sur la base de tous ces arguments le Conseil Constitutionnel va tout simplement rejeter la requête de dame ZOUBANAITOU Salihou épouse MOHAMADOU BASSIROU, des sieurs KOULAGNA ABDOU et MAMADOU ALI Bachir ;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou à suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

Recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« déclarer la requête de dame ZOUBANAITOU Salihou épse MOHAMADOU BASSIROU, des sieurs KOULAGNA ABDOU et MAMADOU Ali Bachir irrecevable ;

« Dire qu'elle n'est pas justifiée ;

« La rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice ;

Yaoundé le 15 février 2020 ;

« Le représentant de l'Etat ;

«(é) DALE NGOLLE Anne » ;

SUR LA DEMANDE EN INTERVENTION VOLONTAIRE DU PARTI POLITIQUE UNIVERS

---Attendu que dans son mémoire en réponse, le parti politique UNIVERS entend se constituer partie jointe dans la cause en demandant au Conseil Constitutionnel de faire droit à la requête introductive d'instance ;

---Qu'or, une telle intervention n'est prévue par aucune disposition légale en la matière, elle reste et demeure une demande initiale au même titre que celle principale, et doit être introduite dans les soixante-douze (72) heures suivant la clôture du scrutin ;

---Qu'en l'introduisant par le biais d'un mémoire en réponse le 14 février 2020, c'est-à-dire deux (02) jours après les délais sus indiqués, l'intervenant était forclos ;

---Qu'il y a lieu de la déclarer irrecevable ;

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des dispositions de la loi organique invoquées ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel « statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part du requérant, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Que bien que les requérants aient pris part aux élections et déposé leur recours dans les délais, leur requête n'est pas conforme à l'article 133 alinéa 3 susvisé, car ne contenant pas les dispositions légales que les faits exposés auraient violées ;

---Qu'il s'ensuit que ladite requête est irrecevabilité ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 du Code Electoral, il y a lieu de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Attendu qu'il y a lieu également d'ordonner la notification de la décision à intervenir à ELECAM, aux autres parties concernées et sa publication au Journal Officiel en application des dispositions combinées des articles 131 alinéa 3 du Code Electoral et 151 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des Membres et en dernier ressort ;

EN LA FORME

---Déclare la requête de dame ZOUBAINATOU SALIHOU épse MOHAMADOU BASSIROU, Sieurs KOULAGNA ABDOU et HAMADOU ALI BACHIR irrecevable ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

RULING No 019/CC/SRCER 24TH FEBRUARY 2020

BETWEEN:

MBANG SUFFER GILBERT

AND

1-CPDM

2- SDF

3-ELECAM

4-MINAT

RELIEF SOUGHT:

- Petition for the cancellation of the Legislative election results of February 9, 2020 at Ndawara polling centres in Belo Sub-division of Boyo Division or the transfer of votes to UDP candidates.
- Petition for the cancellation of the Legislative election results of February 9, 2020 in Bum Sub-division of Boyo Division or the transfer of votes to UDP candidates.

---The Constitutional Council sitting in open Court, the 24th to 25th of February 2020, before the panel composed thus:

---Mr. Clement ATANGANA, President of the Constitutional Council: **President**;

---Messrs:

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---Mrs: Florence Rita ARREY

--- Messrs:

Charles Etienne LEKENE DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE

COUNCILLORS/MEMBERS

---With the assistance of **Mr. HAMADJODA, interim Registrar-In-Chief** and **Mrs. Flavienne Jeannette AMBOMO épse NOAH AMBASSA, Registrar**;

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary General**.

---In the matter of two petitions pitting:

-Mr. MBANG SUFFER GILBERT, candidate on the list of the UDP for Boyo Division for the February 9, 2020 Legislative elections, Petitioner

---AND

-CPDM

- SDF

-ELECAM

- MINAT

Respondents;

---Has delivered the following Ruling:

---The Constitutional Council,

---Mindful of the Constitution,

---Mindful of law No. 2004/004/ of 21/04/2004/ to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended by law Nos. 2012/ 015 and 2012/016 of 21/12/2012;

---Mindful of decree No. 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organisation and functioning of the General Secretariat of the Constitutional Council;

---Mindful of law No. 2012/001 of 18/04/2012 on the Electoral Code as amended and supplemented by law No. 2012/017 of 21/12/2012;

---Mindful of Decree No. 2018/015 of 07/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/106 of 07/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2019/621 of 10/11/2019 convening electors for the February 9, 2020 Legislative and Municipal elections;

---Mindful of the petitions of MBANG SUFFER GILBERT;

---Upon listening to the report of Mrs. ARREY Florence Rita, Councillor/Reporter;

---Considering that by a petition dated 10th February 2020, received on the 11th of the same month and registered under n° 02, Mr. MBANG SUFFER GILBERT, candidate on the list of UDP for Boyo Division, seized the Constitutional Council requesting for the cancellation of the legislative election results of February 9, 2020 at the Ndawara polling centres in Belo subdivision of Boyo Division or the transfer of votes to UDP candidates.

---Considering that the petition in question reads thus:

''MBANG SUFFER GILBERT;

"Subject: Request for the cancellation of legislative election results of February 9, 2020 at NDAWARA polling centers in BELO subdivision of BOYO division or transfer the votes to UDP candidates.

-I have the honour to inform you that the polling Centers for february 9, 2020 legislative elections in NDAWARA BELO subdivision, of BOYO Division was in private CPDM man's premises Alhadji BABA DANOPULLO, which is against the LAW.

"He was standing at his gate directing voters to vote for the CPDM for the council and SDF for the legislative. The health post where the polling center was positioned is in Alhadji BABA DANPULLO compound which is against the LAW as i stated above.

"I therefore urge you and members of your commission to cancel the votes/results of the NDAWARA polling center or transfer the votes to the UDP candidates.

"The health center which the voting took place belongs to Alhadji BABA DANPULLO which is a private property in his fenced compound not a public health post but to take care of his workers.

"Thanks, yours MBANG SUFFER GILBERT UDP CANDIDATE;

"sign";

---Considering that by another petition dated 10th february 2020, filed on the 12th of the same month and registered under n° 11, Mr. MBANG SUFFER GILBERT, candidate on the list of UDP for Boyo Division, seized the Constitutional Council requesting for the cancellation of the legislative election results of february 9, 2020 in Bum Sub-division of Boyo Division or the transfer of votes to UDP candidates.

The additional petition in question reads thus:
"Subject: Request for the cancellation of legislative election results of February 9, 2020 in Bum sub-division of BOYO division or transfer the votes to UDP candidates.

"In addition to my petition dated ten of February 2020, reliable information says SDF did not had the number of votes in Bum Sub-division.

"I have the honor to inform you that SDF votes in Bum Sub-division are inaccurate because SDF do not have up to 300 votes in Bum Sub-division. The original report which UDP polling agent signed on the 09 February indicated that SDF do not have up to 300 votes. It was on the 10th of february 2020 that the ELECAM official increased SDF votes to about 800 and did not present the report to UDP polling agent to sign. UDP had more than 945 votes in Bum sub-division.

"The UDP here by request ELECAM to present the signed report by the UDP polling agent Mr NKAH Joseph.

"We hereby, urge the Constitutional council to cancel the SDF votes for Bum sub-division because they were irregularly put by the ELECAM official

"Thanks your MBANG SUFFER GILBERT UDP CANDIDATE;

"sign";

---Considering that in compliance with section 168 as read with sections 130(5), 132,133, 134, 135 and 136 of law No. 2012/001 of 19th April 2012 relating to the Electoral Code as amended by law No. 2012/017 of 21st December 2012, these petitions were posted up at the Constitutional Council and duly notified on all the respondents within 24(twenty four) hours. The respondents in return had 48(forty-eight) hours to deposit their statements of defense.

---Considering that in reply to the petitions of Mr. MBANG SUFFER GILBERT, the SDF political party filed their written submission on the 14th of February 2020.

---Considering that Elections Cameroon (ELECAM) filed two separate replies to the petitions of MBANG SUFFER Gilbert on the 16th of February 2020.

---Considering that the Ministry of Territorial Administration filed two written submissions with respect to both petitions on the 15th and 19th of February 2020.

---Considering that the CPDM on his own part did not file any statement of defence.

---Considering that the written submissions of the SDF reads thus:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

"BETWEEN

"SOCIAL DEMOCRATIC FRONT

"HON.NJONG EVARISTUS

"ELECTIONSCAMEROON (ELECAM)

"AND

"MBANG SUFFER GILBERT (UDP Substantive Candidate), PETITIONER

"WRITTEN SUBMISSION IN RESPONSE TO THE PETITION FILED ON THE 11

FEBRUARY 2020 BY MBANG SUFFER GILBERT

" MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS*; In response to the petition filed on the 11 of February 2020 and an additional petition filed on the 12/02/2020 wherein petitioner claims that the 3rd respondent put a polling centre of the February 9, 2020 legislative elections in NDAWARA Belo Subdivision in a private residence of Alhadji BABA DANPULLO who himself was standing at the entrance to direct voters on how and who to vote; He further claimed that votes cast in favour of the Social Democratic Front in Bum Sub-division are inaccurate.*

" But considering that section 49 of the Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Council States as follows:

«Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les noms, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. » ;

« That with regards of the above mentioned section, under penalty of inadmissibility, the petition must contain the name or surnames, capacity and address of petitioner and also the name or surnames of the elected whose election is contested. The petition of the petitioner has failed to meet the mandatory legal requirements of Section 49 for his petition to be admissible. He has not mention the name or names of the elected persons whose election is being contested. Being a prioriquisit for the admissibility of the petition, this requirement was not complied with by the petitioner and consequently, the petition should be rejected or declared inadmissible.

" But if by any stretch of legal imagination the Constitutional Council will think otherwise as to want to entertain the petition, then we will further submit as follows:

"With regards to the petitioner's allegation that the polling centre was in a private residence of a CPDM militant, it is however not true. The pooling centre was at NDAWARA Health Centre which is a public place. NDAWARA is an adoret with many inhabitants. NDAWARA Health Centre is not the private property of Mr Danpullo but a community Health Centre. This pooling centre was published before pooling day and the

petitioner was aware of this and did not complain. This allegation is however baseless.

"Considering that the petition raised issues of votes not accurately calculated but failed to prove his allegation with the report or reports from the various pooling stations. Section 115 of the Electoral Code states as follows;

"The results of the poll shall forthwith be entered in to a report. Such report, which shall be made in as many copies as there are members plus 2 (two), shall be closed and signed by all members"

Section 115(2) states as follows:

"A copy of the report shall be handed to each member of the Local Polling Commission present and having signed it"

"It is clear from the forgoing that a report is established in the polling stations and all parties who sign the report and are present, are handed a copy. If the petitioner could not attached even a copy of the polling station report or a bailiff report, then it means he was not represented in the polling station and consequently does not have anything to prove his allegations.

"These allegations are therefore unfounded because the petition has not attached any prove to support his allegations.

"The relief sought by the petitioner is baseless, unfounded and unwarranted.
"We Pray your Lordships to reject the petition of MBANG SUFFER GILBERT,
" And that will be justice;
"Humbly Submitted;
"Yaoundé, 14/02/2020;
"Sign;
"NDANGOH TAH Calvin, Barrister and Solicitor";
---Considering that the written submissions of Elections Cameroon read thus:
"***IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.***

"REQUEST FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 AT NDAWARA POLLING CENTERS IN BELO SUB DIVISION OF THE BOYO DIVISION OR TRANSFER THE VOTES TO UDP CANDIDATES.

*"**MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:***

"The Petitioner filed a petition dated the 10th February 2020 before the Constitutional Council, praying the Council to cancel the results of the Legislative Election of 09th February 2020 at Ndawara polling centers in the Bello Sub Division of the Boyo Division. The petitioner in his petition alleged that the polling centers were in a private CPDM man's premises Alhadji BABA DANPULLO which is against the law.

"The petitioner further alleged that the said Alhadji Baba Danpullo stood in his compound and asked voters to vote for the SDF list for the Legislative Elections and to vote for the CPDM for the Municipal Elections.

"The petitioner ended up by praying that the elections in the polling centers be cancelled or the votes transferred to UDP list.

"SUBMISSION TO THE COURT:

"The petition is however inadmissible for it violates the mandatory provisions of the law;

"IN LIMINE LITIS: ON THE INADMISSIBILITY OF THE PETITION FOR VIOLATING THE MANDATORY PROVISIONS OF THE LAW.

"Section 133(3) of the Electoral code provides;

"Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48 (forty eight) hours to submit their replies, against a receipt."

"In the same vein, Section 42(3) of Law No.2004/004 of 21st april 2004 to lay down the organization and Functioning of the Constitutional Council, provides:;

"The petition shall state the alleged facts of the matter and the grounds therefor. It shall be posted within 24(twenty four) hours of its submission and sent to the parties concerned, who shall have a period of 48(forty eight) hours to present their written submissions, duly acknowledged."

"From the mandatory provisions of the above cited laws, all petitions before the constitutional Council for the Cancellation of elections must state the facts and means.

"Upon a careful perusal of the petition of Mr. MBANG SUFFER GILBERT, he has vehemently failed to present the facts and means as required by the above cited laws.

"Furthermore, ***Section 55(1) of Law No. 2004/004 of 21st April 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;***

"Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore."

"*A vivid perusal of the petition is quite glaring that Mr. Mbang Suffer Gilbert never included a summary statement of practical and legal grounds therefore before filing. Hence it is in violation of the law here in above mentioned.*

"The petition of Mr. Mbang Suffer Gilbert is accordingly inadmissible.

"Mindful of the fact that section 49 ***of Law No. 2004/004 of 21st April 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides; « The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of petitionner as well as the name of the member (s) of Parliament whose election is contested. (…).»***

"Mindful of the fact that the petition of the petitioner does not specify the names of those elected or whose election is being contested ;

"That this petition was not made in conformity with the provision of the law aforecited ;

"That this petition is therefore inadmissible for violating the provision of the law.

"We submit My Lords that the petitioner's allegation that the polling center at Ndawara is not a public place is a misconception for the following reasons;

"Section 96(4) of the Electoral Code stipulates;

"Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public"

"The petitioner in his petition to the Constitutional Council mentioned that the said polling center is located in a health center. A health center is not only a public premises but a premises open to the public as envisaged by the provision of the Electoral Code here above cited.

"We further submit that the petition of the petitioner has not specified any alleged facts and means as provided by Section 133(3) of the Electoral Code.

"It is a cardinal principle of law that he who alleges a fact must provide adequate evidence to proof. The petitioner herein alleged that Alhadji Baba Danpullo was directing people to vote for SDF list for the Parliamentary Election and for CPDM list for the Municipals and has not adduced any iota of evidence to proof the facts alleged.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto:

"IN FORM:

"Declare the appeal of the appellant inadmissible for having been made in violation of the law.

"ON THE MERITS:

"If the Constitutional Council for any reason finds that the petition is admissible, we humbly urge the Honourable Council to reject the petition of UNITED DEMOCRATIC PARTY (UDP)

"And MBANG SUFFER GILBERT for being unfounded for want of evidence.

"Humbly Submitted

"Yaoundé, the 13th February 2020.

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

"Barrister OKHA BAU OKHA

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph » ;

II- "IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

"WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT

*"**MOTIVE OF PETITION:***

"REQUEST FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 AT BUM SUB DIVISION OF THE BOYO DIVISION OR TRANSFER THE VOTES TO UDP CANDIDATES.

"ELECTORAL CONSTITUENCY:

"BOYO CONSTITUENCY .

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner filed a petition dated the 10th February 2020 before the Constitutional Council with registration N0 12, praying the Council to cancel the results of the Legislative Election of 09th February 2020 in Bum Sub Division of the Boyo Division or transfer the votes to the UDP candidates. The petitioner in his petition alleged that the votes of SDF in the Bum Sub Division are inaccurate

"SUBMISSION TO THE COURT:

"The petition is however inadmissible for it violates the mandatory provisions of the law;

"IN LIMINE LITIS: ON THE INADMISSIBILITY OF THE PETITION FOR VIOLATING THE MANDATORY PROVISIONS OF THE LAW:

"Section 133(3) of the Electoral code provides;

"Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty four) hours of its submission and notified to the parties

concerned who shall be allow 48(forty eight) hours to submit their replies, against a receipt."

"In the same vein, ***Section 42(3) of Law No.2004/004 of 21st April 2004 to lay down the organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;***

"The petition shall state the alleged facts of the matter and the grounds therefore. It shall be posted within 24(twenty four) hours of its submission and sent to the parties concerned, who shall have a period of 48(forty eight) hours to present their written submissions, duly acknowledged."

"From the mandatory provisions of the above cited laws, all petitions before the constitutional Council for the Cancellation of elections must state the facts and means.

"Upon a careful perusal of the petition of Mr. MBANG SUFFER GILBERT, he has vehemently failed to present the facts and means as required by the above cited laws.

"Furthermore, ***Section 55(1) of Law No. 2004/004 of 21st April 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;***

"Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore."

"A vivid perusal of the petition is quite glaring that Mr. Mbang Suffer Gilbert never included a summary statement of practical and legal grounds therefore before filing. Hence it is in violation of the law here in above mentioned.

"Lastly, Section 49 ***of Law No. 2004/004 of 21st April 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;***

''The petition shall, under pain of inadmissibility bear the full name, status and address of the petitioner as well as the names of the members of parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore. The petitioner shall append to the petition the documents produced as exhibits.''

"A careful perusal of the petition before the Council falls short of this legal requirement.

"The petition of Mr. Mbang Suffer Gilbert is accordingly inadmissible.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto:

"IN FORM:

"Declare the appeal of the appellant inadmissible for having been made in violation of the law.

"ON THE MERITS:

"If the Constitutional Council for any reason finds that the petition is admissible, we humbly urge the Honourable Council to reject the petition of UNITED DEMOCRATIC PARTY (UDP) And MBANG SUFFER GILBERT for being unfounded for want of evidence.

"Humbly Submitted

"Yaoundé, the 13th february 2020.

FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

Barrister OKHA BAU OKHA

Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph

---Considering that the replies of the Ministry of Territorial Administration read thus:

I- « OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT) SUR L'ANNULATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LES BUREAUX DE VOTE DE LA LOCALITE DE NDAWARA BELO DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU BOYO

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Vu la requête, en date du 10 février 2020, aux fins d'annulation des élections législatives

dans la localité de Ndawara Belo dans la circonscription électorale du Boyo, enregistrée au Greffe de céans sous le numéro 02 ;

« Attendu que Sieur MBANG Gilbert, candidat de l'United Democratic Party (UDP) aux élections législatives du 09 février 2020, allègue que les bureaux de vote de la localité de Ndawara Belo étaient installés dans la propriété privée de sieur Alhadji BABA DANPULLO, membre du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ;

« Qu'il sollicite soit l'annulation des élections dans cette localité soit que tous les votes soient transférés à l'UDP; .

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Que l'Auguste Juridiction peut s'en apercevoir au moyen des arguments développés ci-après;

« I-Sur le caractère mal orienté de la requête

« Attendu qu'à la lecture de la requête de Sieur MBANG Gilbert, il apparaît qu'il a entendu, sans équivoque, saisir le Président de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes;

« Qu'on peut en effet lire à l'entête: "THE PRESIDENT NATIONAL COMMISSION FOR THE FINAL COUNTING OF VOTESI THE PRESIDENT, CONSTITUTIONNAL COUNCIL"

« Qu'en concluant ladite requête, il prie le Président et les membres de sa commissiond'annuler les élections dans la localité de Ndawara Belo en ces termes:

« 1 therefore urge you and members of your commission to cancel the votes » ;

« Attendu que le Conseil Constitutionnel et la Commission Nationale de Recensement Général des Votes sont deux organes distincts;

« Que le Président du Conseil constitutionnel n'est pas Président, encore moins membre de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes qui a à sa tête un Magistrat du Conseil Constitutionnel désigné par lui, tel que cela ressort des dispositions de l'article 68 du Code électoral;

« Qu'en saisissant la Commission, il a estimé que c'est cette instance qui est compétente pour donner une suite légale à sa requête;

« Qu'il ne revient pas, en l'espèce, au Conseil Constitutionnel de se saisir d'une requête adressée à une autre instance;

« Qu'au demeurant, il convient de constater que le requérant a saisi la Commission Nationale de Recensement Général des Votes, de lui en donner acte et de l'inviter à se mieux pourvoir;

« II-Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens et du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« A- Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens

Attendu qu'aux termes de l'article 133(3) du Code électoral, la requête doit, sous peine d'irrecevabilité, préciser les faits et les moyens allégués;

« Que les moyens sont les raisons de fait et de droit invoquées par un plaideur à l'appui de sa prétention ;

« Qu'en l'espèce, Sieur MBANG Gilbert n'indique pas, à l'appui de sa prétention, la disposition légale qui aurait été violée;

« Qu'il convient de déclarer sa requête irrecevable;

« B· Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation.et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que la requête doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, le nom de l'élu ou des élus dont l'election est contestée;

« Qu'à la lecture de la requête de Sieur MBANG Gilbert, il n'est nulle part fait mention du nom de l'élus ou des élus dont il conteste l'élection;

« Qu'il y a lieu, en application de la disposition légale susvisée, de déclarer cette requête irrecevable;

« III· Sur le caractère non justifié de la requête

« Attendu qu'il est de principe en droit qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en rapporter la preuve;

« Qu'en l'espèce, Sieur MBANG Gilbert qui prétend que les bureaux de vote de la localité de Ndawara Belo étaient installés dans la propriété privée de sieur Alhadji BABA

DANPULLO ne rapporte ne serait-ce qu'un début de preuve de ses allégations qui, de ce fait, ne sauraient retenir l'attention de l'Auguste Juridiction;

« Qu'il ne rapporte non plus la preuve de ce que ce grief pourrait avoir une incidence sur les résultats de l'élection exposant ainsi sa requête au rejet sur le fondement de l'article 134 du Code électoral qui dispose que le Conseil Constitutionnel peut rejeter les requêtes ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection;

« Qu'il en résulte que cette requête n'est pas justifiée;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé;

« - constater que Sieur MBANG Gilbert a saisi la Commission Nationale de recensement Général des Votes au lieu du Conseil Constitutionnel;

« - le renvoyer à se mieux pourvoir ainsi qu'elle avisera;

« - déclarer sa requête irrecevable pour défaut d'articulation des moyens et du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« - surabondamment, la déclarer non justifiée;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 14 février 2020

« Le Représentant de l'Etat

« (é) MBENOUN Maurice Désiré » ;

II- « OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETATDU CAMEROUN (MINAT) SUR L'ANNULATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 09 FEVRIER 2020 DANS LA LOCALITE DE BUM DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DU BOYO

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel

« Plaise au Conseil Constitutionnel!

« Vu la requête, en date du 10 février 2020, aux fins d'annulation des élections législatives dans la localité de Bum dans la circonscription électorale du Boyo, enregistrée au Greffe de céans sous le n° 11 ;

« Attendu que Sieur MBANG Gilbert, candidat de l'United Democratic Party (UDP) aux

élections législatives du 09 février 2020, allègue que le Social Democratic front (SDF) disposait d'à peine 300 voix dans la localité de Bum ;

« Qu'il ajoute que le procès-verbal original signé du représentant de l'UDP signé le 09 février 2020 confirme cette tendance contrairement à celui détenu par les représentants d'ELECAM qui fait mention de 800 voix obtenues par le SDF et qui n'est pas signé du représentant de l'UDP ;

« Qu'il sollicite donc l'annulation des élections dans cette localité;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Que l'Auguste Juridiction peut s'en apercevoir au moyen des arguments développés ci-après;

« I-sur le caractère mal orienté de la requête

« Attendu qu'à la lecture de la requête de Sieur MBANG Gilbert, il apparaît qu'il a entendu, sans équivoque, saisir le Président de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes;

« Qu'on peut en effet lire à l'entête: "THE PRESIDENT NATIONAL COMMISSION FOR THE FINAL COUNTING OF VOTES! THE PRESIDENT, CONSTITUTIONNAL COUNCIL"

« Attendu que le Conseil Constitutionnel et la Commission Nationale de Recensement Général des Votes sont deux organes distincts;

« Que le Président du Conseil constitutionnel n'est pas Président, encore moins membre de la Commission Nationale de Recensement Général des Votes qui a à sa tête un Magistrat du Conseil Constitutionnel désigné par lui, tel que cela ressort des dispositions de l'article 68 du Code électoral;

« Qu'en saisissant la Commission, il a estimé que c'est cette instance qui est compétente pour donner une suite légale à sa requête;

« Qu'il ne revient pas, en l'espèce, au Conseil Constitutionnel de se saisir d'une requête adressée à une autre instance;

« Qu'au demeurant, il convient de constater que le requérant a saisi la Commission Nationale de Recensement Général des Votes, de lui en donner acte et de l'inviter à se

mieux pourvoir;

« II-Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens et du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« A- Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence d'articulation des moyens

« Attendu qu'aux termes de l'article 133(3) du Code Electoral, la requête doit, sous peine d'irrecevabilité, préciser les faits et les moyens allégués;

« Que les moyens sont les raisons de fait et de droit invoquées par un plaideur à l'appui de sa prétention;

« Qu'en l'espèce, Sieur MBANG Gilbert n'indique pas, à l'appui de sa prétention, la disposition légale qui aurait été violée;

« Qu'il convient de déclarer sa requête irrecevable;

« B· Sur l'irrecevabilité tirée de l'absence du nom de l'élu dont l'élection est contestée

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que la requête doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« Qu'à la lecture de la requête de Sieur MBANG Gilbert, il n'est nulle part fait mention du nom de l'élus ou des élus dont il conteste l'élection;

« Qu'il y a lieu, en application de la disposition légale susvisée, de déclarer cette requête irrecevable;

« III- Sur le caractère non justifié de la requête

« Attendu qu'il est de principe en droit qu'il appartient à celui qui allègue un fait d'en rapporter la preuve;

« Qu'en l'espèce, Sieur MBANG Gilbert qui prétend que des chiffres fictifs ont été portés sur les procès- verbaux ne rapporte ne serait-ce qu'un début de preuve de ses allégations qui, de ce fait, ne sauraient retenir l'attention de l'Auguste Juridiction;

« Qu'il ne rapporte non plus la preuve de ce que les griefs invoqués pouvaient avoir une incidence sur les résultats de l'élection exposant ainsi sa requête au rejet sur le fondement de l'article 134 du Code électoral qui dispose que le Conseil Constitutionnel peut rejeter les requêtes ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection;

« Qu'il en résulte que cette requête n'est pas justifiée;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé;

« - constater que Sieur MBANG Gilbert a saisi la Commission Nationale de recensement Général des Votes;

« - le renvoyer à mieux se pourvoir;

« - déclarer sa requête irrecevable pour absence d'articulation des moyens et du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée;

« - surabondamment, la déclarer non justifiée;

« Et ce sera justice ;

« Le Représentant de l'Etat

"(é) MBENOUN Maurice Désiré »;

ON THE CONSOLIDATION OF PROCEEDINGS

---Considering that the petitions referred to above have the same purpose.

---Considering that it is proper for good administration of justice to examine them together.

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITIONS

---Considering that by virtue of Section 133(3) of the Electoral Code, the petition shall specify the alleged facts and means.

---Considering that the petitioner in the present case filed his petitions without any legal backing to ascertain the allegations contained in the said petitions. That his action is therefore inadmissible.

---Considering that proceedings before the Constitutional Council are free of charge as per Section 57 of law No. 2004/004 of 21st of April 2004, the cost of these proceedings shall be defrayed by the Public Treasury.

---Considering that by virtue of section 15(2) of the aforementioned law and section 131(3) of the Electoral Code, this Ruling shall be served forthwith to the Electoral Board

of ELECAM and to all the parties concerned, and published in the Official Gazette in French and in English.

UPON THESE GROUNDS:

---The constitutional Council, after a full hearing in open Court on post-electoral disputes as final jurisdiction with the unanimous vote of its members;

---Consolidates petitions nos. 003/SRCER/G/SG/CC and 036/SRCER/G/SG/CC filed by Mr. MBANG SUFFER GILBERT.

---Declares the action instituted by MBANG SUFFER GILBERT inadmissible for lack of legal backing;

---Orders the Public Treasury to defray the cost of these proceedings;

---Orders service forthwith of this Ruling to the Electoral Board of ELECAM and to all the parties concerned, and its publication in the Official Gazette in French and in English.

---Thus decided and pronounced in open court by the Constitutional Council, the same day, month and year as cited above in the Court Hall of the said Council ;

---In witness whereof, this present decision has been signed by the President, the Secretary- General and countersigned by the interim Registrar-In-Chief./-

THE PRESIDENT **THE SECRERATY-GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

THE INTERIM REGISTRAR-IN- CHIEF

HAMADJODA

DECISION N^{O} 20/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA,

Candidat du RDPC dans le NOUN Centre

C/

UDC

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation des opérations électorales du 09 février 2020 dans la circonscription du NOUN Centre)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

Mme Florence Rita ARREY

MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

-Sieur **NSOUNCHIAT FIT MAMA**, candidat tête de liste RDPC aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du NOUN Centre, comparant ;

---**D'UNE PART** ;

---**ET**

-**UDC**, représentée par Madame TOMAINO NDAM NJOYA Patricia, Messieurs NDAM, YOUMO NKOUPIT ADAMOU et Maître Olivier PENGUE, Avocat au Barreau du Cameroun ;

-**ELECAM**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINAT**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence, Madame DALE NGOLLE Anne et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun comparant ;

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller-Doyen BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n°2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n^{o} 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n^{o} 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu la requête de Monsieur **NSOUNCHIAT FIT MAMA**;

---Attendu que par requête datée du 12 février 2020, enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 29, sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, Candidat tête de liste RDPC dans la circonscription électorale du NOUN Centre, a introduit un recours auprès dudit Conseil en ces termes :

« *Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,*

« ***A l'honneur de vous exposer***

« Qu'il sollicite l'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du NOUN Centre où les tendances donnent victorieux les candidats de l'UDC titulaires :

« TOMAINO NDAM NJOYA ;

« NDAM ;

« YOUMO NKOUPIT ADAMOU ;

« MBOUOANGOUERE RAINATOU épse MONGWAT ;

« Et suppléants :

« JIHA TANKOUA épse PEYOU Odile Clarisse ;

« KOUPENJU Simon ;

« KUCHOM AMADOU ;

« NKOUNJINDI SALAMATOU ;

« Qu'en effet, le scrutin du 09 février 2020 dans ladite circonscription a été émaillé de nombreux incidents et violences graves ayant entraîné la mort de deux personnes ;

« Dans le village KOUPA MATAPIT, des individus armés ont attaqué l'ensemble des bureaux de vote, trois d'entre eux ayant été entièrement saccagés, les urnes et tout le matériel électoral emportés et détruits. Il s'agit des bureaux de vote du lycée de KOUPA MATAPIT, école publique de NJIGOUELAM(A) et le bureau de vote EP NJIKOUET;

« Les violences décriées ont entraîné deux pertes en vie humaine, entraînant l'interruption de l'ensemble du processus électoral dans ladite circonscription ;

« Les membres des commissions locales de vote desdits bureaux ont été obligés de s'enfuir pour avoir la vie sauve;

« Dans l'arrondissement de NJIMOM, les mêmes violences ont été perpétrées dans l'ensemble des bureaux de vote ;

« Dans le ressort du village MANKI, limitrophe avec l'arrondissement de MAGBA, toujours des violences dont les auteurs étaient des bandes armées, empêchaient les électeurs d'accomplir leur devoir civique ;

« Ces bandes armées passaient de village en village pour semer la terreur, intimidant les électeurs d'une part et les membres des Commissions Locales de Vote d'autre part;

« Dans 06(six) bureaux de vote dans les localités de MABOUO et de MAKAM (EP MABOUO, EP MAKAM, Cebec MALOURE, EP MALOURE, EP MACHOUTVI (A) et (B), les Commissions Locales de Vote ont carrément vu leurs travaux stoppés du fait des incursions des individus non identifiés ;

« Toutes ces violences physiques attribuées aux militants de l'UDC pour empêcher les électeurs favorables aux RDPC d'aller accomplir leur devoir citoyen, ont été immédiatement diffusées sur les réseaux sociaux, accompagnées de vidéos sur lesquelles sont visibles des individus armés de machettes et diverses armes blanches entrain de proférer des menaces et intimidations en langue vernaculaire afin de dissuader les militants du RDPC d'aller accomplir leur devoir de vote ;

« Il ressort ainsi des observations de divers procès-verbaux des Commissions Locales où un semblant d »élection a pu se tenir ce qui suit :

*« Bureau de vote EP MAYOUOM I : « **campagne, achat de conscience à ciel ouvert amenant le Président de la commission à solliciter la force de l'ordre** » ;*

*« Bureau de vote de EP MAKAM A **: « Irruption des bandes armées dans les bureaux de vote avec pour conséquences l'interruption du processus électoral » ;***

« Bureau de vote EP MAYOUOM II A : ***« Intimidation, achat de conscience à ciel ouvert et campagne des électeurs par les responsables UDC*** *» ;*

« Bureau de vote EP FOYET /A : « ***Violence dans le bureau de vote par des individus non identifiés*** *» ;*

« Bureau de vote Poste Agricole A' : « ***infiltration des bandes armées semant la terreur*** *» ;*

« Bureau de vote EP KOUSSAM A : « ***Intimidation et frustration empêchant les électeurs d'accomplir leurs devoirs »*** *;*

« Bureau de vote CES MANKI /A : « ***Violence, intimidation à l'endroit de la commission locale*** *»;*

« Bureau de vote EP MANCHADVI B : ***« Intimidation, achat de conscience, menace à ciel ouvert de responsables UDC*** *» ;*

« Bureau de vote CES MANKI / B : « ***Séquestration et prise en otage du matériel électoral par des individus non identifiés*** *» ;*

« Bureau de vote EP TANTOUO / A : « ***Achat de conscience à ciel ouvert et campagne électorale de la part des responsables du parti UDC*** *»;*

« Bureau de vote CEREC NJIMOM / A : « ***Menaces, altercation, violences, achat de conscience*** *» ;*

« Bureau de vote EP NJIREN A : « ***Prise en otage des membres de la commission avec pour effet la suspension du processus électoral (ressort non couvert par le réseau mobile*** *» ;*

« Bureau de vote EP MABOUO A : « ***infiltration des bandes armées de machettes semant la terreur dans les bureaux de votes, les membres de la commission obligés de fuir face à la menace, le bureau de vote a été déclaré par ELECAM bureau de vite à haut risque*** *» ;*

« Bureau de vote EP MANSOM A : ***« les scènes de violences et d'intimidations entre les protagonistes. La commission a identifié l'auteur en la personne d'un militant du parti UDC****;*

« Bien plus, les rapports des chefs d'antennes communales d'ELECAM de Foumban et de Njimom portant sur les incidents survenus le 09 février 2020, jour du scrutin, dans la

commune de Foumban et de Njimom, font état de l'ensemble des violences sus invoquées ayant entraîné des morts ainsi que d'autres incidents ; « *Attendu que par ailleurs :*

« *Les Présidents de bureaux de vote ont été séquestrés, bastonnés et torturés devant l'antenne ELECAM de Foumban ;*

« *Le chef de quartier MFETOUKOUOP à NKOUNGA a été séquestré, bastonné et torturé pour terroriser les populations ;*

« *Les procès-verbaux des bureaux de vote ont pour la plupart été retirés des mains des Présidents des bureaux de vote par les militants de l'UDC ;*

« *Les militants de l'UDC ont envahi les bureaux de vote de KOUNDOUM, imposant aux électeurs sous les menaces, de voter en leur présence, en violation du secret du vote ;*

« *Ces incidents et violences suivis de mort d'hommes, ont nécessairement influencé de manière significative la sincérité et le résultat du scrutin dans la circonscription électorale du Noun Centre ; la violence électorale ayant pour objectif principal d'influencer le résultat des élections et à ce titre, est considérée comme un instrument de manipulation électorale, au même titre que la fraude électorale ou l'achat de voix, mais contrairement à ces autres méthodes, elle constitue le principal danger pour la sécurité des personnes concernées par le processus électoral, électeurs et agent électoraux;*

« *Attendu que pour des faits de violences, la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel a sans hésiter, dans son arrêt n° 118/CEL/2007 en date du 07août 2007, annulé les élections législatives dans la circonscription du MAYO TSANAGA NORD en énonçant notamment que le procès-verbal du bureau de vote de BOULA C, arrondissement de MOKOLO, département du MAYO TSANAGA NORD, mentionne au titre d'observations des menaces par armes blanches;*

« *Attendu que les faits ci-dessus décrits constituent une atteinte grave aux droits et libertés fondamentaux, le droit à la vie, la liberté d'aller et de venir, la liberté de vote…garantis par la loi fondamentale et les instruments internationaux ratifiés par le Cameroun;*

« *Qu'ils constituent également une entrave grave aux opérations électorales, notamment le déroulement du scrutin tel qu'énoncé par les dispositions des articles 98 à 107 du Code Electoral et en particulier, l'entrave à l'exercice de prendre part au vote en raison des tueries, menaces à l'arme blanche et autres intimidations ;*

« Qu'il y a lieu au regard de ce qui précède, d'annuler le scrutin législatif du 09 février 2020 dans ladite circonscription électorale ;

*« **C'est pourquoi il sollicite qu'il vous plaise***

« De bien vouloir annuler l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription du NOUN Centre ;

« (é);

« NSOUNCHIAT FIT MAMA ».

---Attendu que la requête ci-dessus a été communiquée aux parties défenderesses qui disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse, conformément aux dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Qu'ainsi, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, ELECAM a réagi en ces termes :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

*« Attendu que suivant requête non datée, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 29, Monsieur NSOUNCHIAT FIT MAMA a sollicité l'annulation totale des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du **NOUN - CENTRE** ;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

*« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que **« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»***

*« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que **« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de***

son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant à lui que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de Monsieur NSOUNCHIAT FIT MAMA laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violé dans le cadre des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale concernée ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

***« IN LIMINE LITIS :** Déclarer irrecevable le recours de Monsieur NSOUNCHIAT FIT MAMA.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é)

« Barrister OKHA BAU OKHA (é)

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é) ».

---Que de son côté, l'Union Démocratique du Cameroun (UDC) a, sous la plume de son conseil Maître PENGUE Osée Olivier, Avocat au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse libellé ainsi qu'il suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Attendu que par requête sans date mais déposée au Conseil Constitutionnel le 12 février 2020, notifiée à la concluante le 17 février 2020, sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA sollicite l'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription du NOUN Centre ;

« Qu'au soutien de son recours, icelieu prétend que le scrutin a été émaillé de violences et d'incidents ayant entravé le déroulement du scrutin dans de nombreux bureaux de vote dont les procès-verbaux de dépouillement sont annexés aux recours ;

« Mais attendu que ce recours ne peut valablement prospérer ;

« Que d'une part, il est manifestement irrecevable ;

« Qu'en effet, le recourant ne justifie pas qualité à introduire ce recours ;

« Qu'en effet, de la compulsion du dossier introduit par sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, il ne ressort aucune preuve qu'il soit candidat à cette élection législative ;

« Qu'en l'absence de cette preuve, il échet de déclarer son recours irrecevable en application de l'article 132 du Code électoral ;

« Attendu d'autre part que ni les allégations d'entrave au processus électoral ni leur imputation au parti politique UDC ne sont aucunement fondées ;

« Qu'en effet, tous les procès-verbaux versés par le recourant mentionnent tous l'ouverture régulière du scrutin à 08 heures 00 et sa clôture après 18 heures ;

« Que bien plus le taux de participation qui ressort de ces procès-verbaux démontre qu'en moyenne plus de deux tiers des électeurs ont participé au scrutin, chiffres qui sont supérieurs à ceux de toutes les autres régions du pays ;

« Attendu en outre que c'est dans un dessein purement malhonnête que l'on essaie d'attribuer aux membres de l'Union Démocratique du Cameroun la paternité des incidents et violences survenues dans le Noun lors du scrutin ;

« Que déjà, au-delà des pures affirmations gratuites, aucun nom ni titre ni qualité d'aucun militant de l'Union Démocratique du Cameroun n'est mentionné ;

« Qu'on ne saurait dès lors sérieusement parler d'une quelconque identification en l'absence de la mention minimale et élémentaire d'au moins un nom ;

« Attendu à la vérité que c'est plutôt l'exposante qui était la cible et la victime des violences organisées dans cette circonscription électorale ;

« Qu'avant et pendant la campagne électorale, l'Union Démocratique du Cameroun, par des correspondances, a attiré l'attention d'ELECAM et des autorités sur les menaces de violence visant à conquérir la victoire électorale en faveur du RDPC par tous les moyens, y compris au prix des vies humaines ;

« Qu'un communiqué de l'UDC publié le 7 février 2020, soit à 2 jours du scrutin tirait déjà la sonnette d'alarme ;

« Que le jour du scrutin, il a été observé la présence d'un gang mobile constitué des bandits les plus redoutés de Foumban, reconnu sous le nom du « groupe njoya », armés d'armes blanches telles que machettes, haches et couteaux, circulant à bord d'un pick-up et de motos, munis de laissez-passer signés par le Préfet du Noun ;

« Que les éléments de ce gang ont agressé l'Honorable Patricia TOMAÏNO NDAM NJOYA, l'empêchant violemment de visiter le Bureau de vote de l'Hôtel des Finances de Foumban dans le cadre de son rôle de « all acces » prévu par les dispositions de l'article 59 du Code Electoral, comme le prouve la vidéo dans le CD en annexe ;

« Que les éléments de ce gang dangereux, ciblaient certains bureaux de vote connus très favorables à l'UDC où ils arrivaient, semaient la terreur pour en profiter et bourrer les urnes avec les bulletins de vote du RDPC préalablement mis dans les enveloppes identiques à celles fournies par ELECAM ;

« Que lorsqu'ils n'arrivaient pas à atteindre ce but conséquemment à la vigilance et à la résistance des commissions locales de vote, ils sortaient leurs armes blanches, et cherchaient à emporter l'urne ou à la détruire ;

« Que c'est ce qui s'est passé à Koupa Matapit où les électeurs, organisés spontanément en autodéfense, ont affronté le gang venu de Foumban et cet affrontement s'est soldé malheureusement par mort d'hommes ;« Que c'est des mains de ce redoutable gang que la population a arraché les armes blanches comme hache et machettes, des centaines d'enveloppes électorales contenant les bulletins du RDPC et le laissez-passer signé par le Préfet;

« Qu'à l'évidence donc, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais essaie de se prévaloir de sa propre turpitude ;

« Qu'il échet dès lors subsidiairement de rejeter la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, comme non fondée ;

*« **PAR CES MOTIFS***

« Et tous autres à ajouter, déduire ou suppléer ;

*« **AU PRINCIPAL :***

***«** Vu l'article 132 alinéa 32 du code électoral ;*

« Voir constater que de la compulsion du dossier introduit par sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, il ne ressort aucune preuve qu'il soit candidat à cette élection législative ;

« En conséquence déclarer son recours irrecevable ;

*« **SUBSIDIAIREMENT***

« Voir constater que les procès-verbaux versés par le recourant mentionnent tous l'ouverture régulière du scrutin à 08 heures 00 et sa clôture après 18 heures ;

« Dire et juger que ni les allégations d'entrave au processus électoral ni leur imputation au parti politique UDC ne sont aucunement fondées ;

« Voir constater que c'est plutôt l'exposante qui était la cible et la victime des violences organisées dans cette circonscription électorale ;

« Voir constater qu'avant et pendant la campagne électorale, l'Union Démocratique du Cameroun, par des correspondances, a attiré l'attention d'ELECAM et des autorités sur les menaces de violence visant à conquérir la victoire électorale en faveur du RDPC par tous les moyens, y compris au prix des vies humaines ;

« Voir constater que le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais essaie de se prévaloir de sa propre turpitude ;

« En conséquence, rejeter la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, comme non fondée ;

« Sous toutes réserves ;

« Profonds respects ;

« Yaoundé, le 18 février 2020 ;

« (é) ;

« Me O.B.Olivier PENGUE

***« PJ** :*

1- *« Déclarations et témoignages des différents acteurs du processus électoral dans la localité de Koupa-Matapit suite aux incidents survenus lors des élections législatives et municipales du 09/02/2020 ;*
2- *« Photocopie du Laissez-passer signé par le Préfet du Noun au gang du groupe Njoya ;*
3- *« CD de l'agression de l'Honorable Patricia TOMAÏNO NJOYA ;*
4- *« Correspondance du 17 janvier 2020, des responsables politiques et élus UDC de Koupa-Matapit, transmis par le Président National de l'UDC à ELECAM » ;*

---Que pour sa part, le Ministère de l'Administration Territoriale a, sous la plume de ses représentants Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence, Madame DALE NGOLLE Anne et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun fait des observations en ces termes:

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Vu la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA, datée du 12 février 2020, enregistrée au greffe de céans sous le n° 29, candidat et tête de liste du parti politique RDPC dans la circonscription électorale du Noun centre aux fins d'annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans ladite circonscription ;

« Attendu qu'au soutien de sa demande, il affirme que le déroulement des opérations électorales dans cette circonscription a été émaillé de nombreux incidents et violences graves ayant entraîné la mort de deux (02) personnes ;

« Qu'il évoque d'autres irrégularités telles que les intimidations à l'endroit de certains présidents et membres des commissions locales de vote, les séquestrations et autres prises d'otages;

« Attendu qu'il est constant qu'en cas de violence avérée le jour du scrutin, l'annulation des élections peut être justifiée ;

« Mais attendu que l'annulation sollicitée dépend de l'appréciation du Conseil Constitutionnel, sur la base des éléments fournis, pourra établir si les violences alléguées ont réellement entaché la sincérité du scrutin ;

« Que cette appréciation des faits et leur incidence sur les résultats s'imposera aux parties ;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou à suppléer éventuellement ;

*« **Plaise au Conseil Constitutionnel de** :*

« - recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« -rendre la décision qui sied au regard des faits et actes de violences invoqués ;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé le 15 février 2020 ;

« le Représentant de l'Etat,

« é ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutient ELECAM, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et autres du texte d'organisation invoqués ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui:

(***1) « toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;***

(3) « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Attendu que dans le cas d'espèce et contrairement à ce qu'a relevé l'UDC dans son mémoire, sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA a bel et bien été candidat et tête de liste du RDPC dans la circonscription électorale du Noun-Centre comme en fait foi la copie du dossier de déclaration de candidature de l'intéressé transmis au Conseil;

---Qu'il a également déposé sa requête dans les délais requis ;

---Que s'agissant particulièrement du prétendu défaut de moyens de droit soulevé par ELECAM, la requête dont s'agit a fait mention de la violation des articles 98 à 107 du Code Electoral, des dispositions de la constitution, des instruments internationaux ratifiés par le Cameroun, et de la jurisprudence consacrée dans l'arrêt n° 118/CEL/2007 du 07 août 2007 de la Cour Suprême qui statuait en lieu et place du Conseil Constitutionnel ;

---Qu'ainsi, la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA étant conforme aux prescriptions légales sus indiquées, il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que le requérant fait valoir que dans la circonscription électorale du NOUN CENTRE, le scrutin était émaillé de nombreux incidents et violences graves ayant causé la mort de deux personnes, entraînant ainsi l'interruption de l'ensemble du processus dans ladite circonscription ;

---Que les membres des commissions locales de vote et même les électeurs ont subi des actes d'intimidation de la part de bandes armées acquises, selon lui, à la cause de l'UDC ;

---Qu'il produit à l'appui de ses allégations, thermocopies des procès-verbaux de dépouillement du scrutin, des rapports sur les incidents survenus le 09 février 2020 et des prises de vue des personnes blessées ;

---Qu'il sollicite de ce fait, l'annulation des opérations électorales dans le NOUN CENTRE en raison du fait que ces incidents ont entaché la régularité et la sincérité du scrutin ;

---Attendu qu'il ressort de l'examen de ces pièces que le scrutin a débuté à 08 heures et a pris fin à 18 heures comme l'exige le décret portant convocation du corps électoral pour

cette élection, et que les rapports versés au dossier expliquent juste les raisons du taux élevé d'abstention ;

---Mais attendu que ces pièces ne justifient aucunement en quoi le scrutin est irrégulier pour solliciter son annulation ;

---Qu''il ya lieu de rejeter la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA comme non justifiée;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en Français et en Anglais ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des Membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur NSOUNCHIAT FIT MAMA recevable en la forme ;

AU FOND

--- La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

RULING N° 21/CC/SRCEROF 25TH FEBRUARY 2020

BETWEEN:

EMBOLA Robert EMBELLE

AND

1. ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

RELIEF SOUGHT:

(Petition for the cancellation of the legislative election in the Buea Rural constituency marred by massive fraud, grievous election malpractice)

---The Constitutional Council sitting in open session, the 24th to 25th of February 2020, in electoral matters, before the Panel composed thus:

---Mr. Clément ATANGANA, **President of the Constitutional Council** ;

PRESIDENT;

---Messrs:

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---Mrs: Florence Rita ARREY

---Messrs:

Charles Etienne LEKENE

DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE;

Councillors/Members;

---And with the assistance of **Mr. HAMADJODA, Interim Registrar-In-Chief;** And **Mrs Flavienne Jeannette AMBOMO épouse NOAH AMBASSA, Registrar-In-Attendance;**

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary-General**;

---In the matter of a Petition pitting:

-EMBOLA ROBERT EMBELLE

---AND

-ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

-CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

-MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT);

---Rules as follows:

---Mindful of the Constitution;

Mindful of law n° 2004/004 of 21/04/2004 to lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, as amended by law n° 2012/015 of 21/12/2012;

---Mindful of decree n° 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organization and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/105 of 7/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/106 of 7/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2019/612 of 10/11/2019 to convene the electoral college in view of the election of Members of the National Assembly;

---Mindful of the Petition of EMBOLA Robert EMBELLE;

---Mindful of the Report of Councillor Florence Rita Arrey;

---Considering that an undated petition was filed through email on the 12 of february 2020 by EMBOLA Robert EMBELLE, Substantive Candidate for the Legislative Elections of February 9, 2020 on the SDF list for the **Buea Rural Constituency**, and registered n° 027 at the Secretariat General of the Constitutional Council wherein he is requesting for the

total cancellation of the said election in the Buea Rural Constituency and an order for a re-run;

---Considering that the petition reads thus:

‘‘IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

“BETWEEN :

“EMBOLA ROBERT EMBELLE, SDF Parliamentary candidate for Buea Rural Constituency (Petitioner)

“Versus

“ELECTIONS CAMEROON

“Cameroon Peoples Democratic Movement (CPDM);

“Respondents list consist of Hon. Mrs Emilia MONJOWA LIFAKA who has purportedly won the election.

“IN THE MATTER OF A PETITION FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION IN THE BUEA RURAL CONSTITUENCY MARRED MY MASSIVE FRAUD, GRIEVOUS ELECTION MALPRACTICE

“1) I, EMBOLLA ROBERT EMBELE has chosen as counsel, Barrister NJENJE Valentine Member of the Liberty law Firm Mutengene, P.O Box 278, TIKO for the purpose of the filing of this petition.

“2) That the SDF Parliamentary ballot papers were not available in four villages namely : Bosumbu, Boana, EKONA, EKONJO and Bando. Hence the population of the said villages were deprived of their fundamental and inalienable rights to freely choose their parliamentarian.

“3) The SDF ballot papers ran out of stock in several polling stations namely :

“-G.N.S Wotutu only 25 SDF ballot papers were exhibited.

“-In GBPS Ewongo, only 30 SDF ballot papers were exhibited.

“-In Community Hall Wotutu, only 30 SDF ballots were available.

“-In Community all, Mapanja, only 22 SDF ballot papers were insidiously displayed.

“-In Community Hall, WONJAWA 31 SDF ballots were available.

“-In Community Hall Bwitingi, 36 ballot papers were placed on the stands for the electorate that when the SDF polling agents prostested, the CPDM candidate Mr. Meoto Paul Njie and Mr. Lyonga, the city Mayor of Buea moved round with combat gear troops

and arrested the SDF polling agents lust them detained and only released them at the close of the polls at 6pm.

"4) That the SDF Candidate, Hon Mrs LIKAFA Emilia made rounds in the polling centers with combat gear troops and intimated the electorate during the polls.

"5) That in Boana village, voting started at dawn, before 6:30 am and the voters were stunned to find that two ballot boxes had already been filled to the brum

"6) In Bova II a, the SDF polling agent was taken by hostage the Military at the beck and call of Hon. Emilia Lifaka for having turned down a bribe of 200.000frs and he was later chased away.

"7) That in the Customary Court Hall Bonjongo the polling booth was roundly discarded as voting was done in the open without the clock of secretary and SDF polling agents were molested. Venerable President in Buea rural for being an abuse, on the totality of the foregoing the electoral operations in Buea Rural was a hideous piece of burlesque performed to the tenets of democracy unscrupulous by villains. It is akin to priracy at high sea.

"CONSEQUENTLY

"We pray you for ultimate interest of Justice, the much heralded good governance and to in order to uphold the ideal od democracy

"1) Cancel the entire parliamentary election in Buea Rural for being an abuse tenets of democracy.

"2) Order for a re-run and other consequential ORDERS AS THE COURT MAY DEEM FIT, PROPER AND OPPOSITE.

"AND THAT WILL BE JUSTICE

"THE PETITIONER'';

---Considering that the Respondents and the Ministry of Territirial Administration were duly notified with the petition;

---Considering that the CPDM via their Counsels, submitted a reply dated 14 february 2020 and filed on 15 february 2020 at the Registry of the Constitutional Council, wherein they urged this Honourable Council to dismiss the petition;

---Considering that the said reply reads thus:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

---BETWEEN

-EMBOLA ROBERT EMBELLE (Social Democratic Front), petitioner;

---AND

-ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

-EMILIA MONJOWA LIFAKA, Cameroon Peoples Democratic Movement (CPDM), respondents

-RESPONSE OF THE CAMEROONS PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 012 RECEIVED ON THE 14/02/2020 AT THE REGISTRY

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS the Cameroon Peoples Democratic Movement (hereinafter CPDM) doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible, and ultimately dismiss the petition of EMBOLA ROBERT EMBELLE of the Social Democratic Front (hereinafter SDF) of the BUEA RURAL Constituency, during the elections of the 9th February 2020.

"This response shall be articulated on grounds of admissibility and substance (merits)

"I. On the admissibility of the Petition

"Your Lordships, it is expressed in the provisions of Sections 48 (1) and (2) of the 1996 Constitution that:

"Section 48:(1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of presidential elections, parliamentary elections and referendum operations. It shall proclaim the results thereof.

"(2) Any challenges in respect of the regularity of one of the elections provided for in the preceding paragraph may be brought before the Constitutional Council by any candidate, political party that participated in the election in the constituency concerned or any person acting as Government agent at the election.

"(3) Any challenges in respect of the regularity of a referendum may be referred to the Constitutional Council by the President of the Republic, the President of the National Assembly, the President of the Senate, one-third of the members of the National Assembly or one-third of the Senators."

"That Section 52 of the same fundamental law states that:

"Article 52: A law shall lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it as well as the procedure applicable before it."

"That, it is in the execution of the provisions of Section 52 of the Constitution cited herein, that Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council, was adopted and promulgated.

Precisely, Section 1 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council, states that:

"Section 1: This law lays down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it, as well as the procedure before the Council, pursuant to Article 52 of the Constitution"

"Your Lordships, note must be taken that by virtue of the fact that law no. 2004-004 of 21 april 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council is legislation which was specifically provided for by the constitution, to precise the modalities for the organisation and functioning of the Council, and the modalities according to which it can be seized and the procedure before it, it should be considered as an organic law, which is an enabling law.

"That in the hierarchy of norms, an organic law is classified directly under the constitution, from which she emanates, and consequently superior to other ordinary laws.

"That Law no. 2004-004 of 21 april 2004 which is an enabling instrument of the Constitutional Council, is therefore superior to the Electoral Code, which is an ordinary law that also provides modalities according to which the Constitutional Council can be seized and the procedure before it.

"That according to its attributes, as stated in Section 3(2) and 40 of law no. 2004-004 of 21 april 2004, cited herein, the Constitutional Council "shall ensure the regularity of presidential, parliamentary elections and referendums. It shall proclaim the results thereof..."

"That concerning the procedure to follow and the manner to seize the Constitutional Council, in case of contestation of the election of members of parliament, Sections 48, 49 and 55(1) of law no. 2004-004 of 21 april 2004 states clearly that:

"Section 48(1): Where the regularity of the election of members of Parliament is contested, any candidate or political party that participated in the election in any given constituency or any person having the status of a Government agent for the election, may petition the Constitutional Council.

"(2): Where a dispute relating to the election of a member of parliament or a senator is referred to the Constitutional Council, it shall rule on the regularity of the election in respect of both the substantive and alternate candidates.

"Section 49: The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof. The petitioner shall append to the petition, the documents produced as exhibit.

"Section 55(1): Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof"

"That the above-cited provisions which have to be applied by the Constitutional Council, as required by the Constitution, have to read in conjunction with the provisions of the Electoral Code dealing with contestations of the regularity of the elections of members of parliament.

"That law no. 2012/001 of 19th april 2012 relating to the Electoral Code as amended by law no. 2012/017 of 21st December 2012, in its Section 168(2) states that:

"Electoral disputes and organisation of a new election, as the case may be, shall be carried out in pursuance of the provisions of Sections 132 to 136 of this law."

That further, Sections 133(1) and (3) of the same electoral law state clearly that:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy-two) hours of the close of the poll.

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty-four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48 (forty-eight) hours to submit their replies, against a receipt.

Your Lordships, following a combined reading of all the above-cited legal provisions, we can authoritatively state that:

"i. In the case of the contestation of the regularity of a member of parliament, the Constitutional Council can be seized by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the said election

"ii. The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested

" iii. The petition shall under pain of inadmissibility, specify the alleged facts and means

The petition shall bear the date and signature of the petitioner

---Considering that previously, the Supreme Court seating as the Constitutional Council, following the principle that "form takes precedence over substance", always verified whether petitions brought before it met the minimum legal requirements.

---That it was in such a manner that, following post-electoral petitions of the 2004 presidential elections, all the petitions filed by the Social Democratic Front were declared inadmissible, because they were all signed by their Counsel, instead of the petitioner.

---Your Lordships, on a basis of comparative law, reference can be made to the legislation in France, which inspired the Cameroonian law, to wit, Section 35(1) of Ordinance no. 58-1067 of 7th november 1958 to Lay Down the Constitutional Council of France, which states that "petitions shall bear the names, functions of the petitioner, and the names of the elected persons, whose election is contested";

"In the same vein, the petition shall under pain of inadmissibility, bear the signature of the petitioner (Section 3(1) of the Rules Applicable in the Procedure before the Constitutional Council for litigation on the election of members of parliament and the senate).

"That by applying the said provisions, the French Constitutional Judge declared a petition signed by a lawyer, who declared to be acting on behalf of the petitioner, to be inadmissible (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.)

"Your Lordships, the petition of EMBOLA ROBERT EMBELLE does not contain all the names of the substantive and alternate candidates, whose election is contested, which is a flagrant violation of Section 49 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council.

"Furthermore, and more serious, the petitioner does not cite grounds on which this petition is predicated;

"Conclusively, Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to declare this petition INADMISSIBLE

"II. On the Substance (merits) of the Petition

"1. First and foremost, the grounds of the unavailability and insufficiency of the ballot papers of the SDF raised by the petitioner, are baseless as there is no evidence brought before this Honourable Constitutional Council that such an anomaly existed.

"2. Secondly, the allegation that the CPDM candidate, Mrs LIFAKA EMILIA made rounds "with combat gear troops and intimidated the electorate…", and proposed to bribe the petitioner sounds like pure fiction, as there is no shred of evidence to back up such a scandalous claim.

"3. That the other allegations of stuffing of ballot boxes before the opening of the polling station and discarding of polling booths as the voting was done, is altogether laughable, as there is no evidence to back up such claims.

"4. The cardinal principle in matters brought before a tribunal, is that he who alleges any facts, must bring clear and incontrovertible evidence to the facts alleged. The petitioner has failed to provide any of such evidence before this Honourable Constitutional Council.

"5. Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to discard or reject any purported evidence that is projected to be filed by the petitioner at the hearing, which had neither been submitted to appraisal of the respondents herein nor the judge reporter.

"6. It shall be a violation of the cardinal principle of fair hearing before any judicial procedure.

"7. Conclusively, and in consonance with Section 134 of the Electoral Code, we pray that if by some stroke of imagination, this Honourable Constitutional Council were minded to take into consideration the alleged irregularities, it should declare that they were not of a nature that could influence the outcome of the election.

From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition.

"RESPECTFULLY SUBMITTED

"Yaoundé 14th day of february 2020;

"ADDRESSES FOR SERVICE:

"RESPONDENTS: c/o their Counsel

"EYANGOH Louis Gabriel

"MBITA Blaise

"DJABOU Joseph

« KISOB Luke

"KANGUE NDONG NTAH Xaverine

"MBARGA NGONO Rose Celine

"NKOUMOU TSALA Gilbert

"ALIMA Marcus;

"(sign);

---Considering that Elections Cameroon (ELECAM) on it part through Counsels; Barristers MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA and ATANGANA AMOUGOU Joseph, filed a reply dated 14 february 2020 and received on 15 february 2020 at the Registry of the Constitutional Council and as well urged the Constitutional Council to dismiss the petition ;

---Considering that their reply is couched as follows:

"IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT (ELECTIONS CAMEROON)

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM),Barristers MBUFUNG Marcel KUMFA, BarrOKHA BAU OKHA, ATANGANA AMOUGOU Joseph – Advocates ;

"AGAINST :

"EMBOLA ROBERT EMBELLE (SDF)

"CAMEROON PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

"MOTIVE OF PETITION:

"CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 IN BUEA RURAL CONSTITUENCY.

"ELECTORAL CONSTITUENCY: BUEA RURAL;

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner, Mr. EMBOLA ROBERT EMBELLE, filed an undated petition at the registry of the Constitutional Council on the 12th February 2020, registered as petition no.27 praying the Council to cancel the results of the Legislative Election of 09th february 2020 in the Buea Rural Constituency.

"The petition is however inadmissible for it violates the mandatory provisions of the law;

IN LIMINE LITIS: ON THE INADMISSIBILITY OF THE PETITION FOR VIOLATING THE MANDATORY PROVISIONS OF THE LAW.

"Section 133(3) of the Electoral code provides;

"Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allow 48 (forty eight) hours to submit their replies, against a receipt."

"In the same vein, Section 42(3) of law no.2004/004 of 21st april 2004 to lay down the organization and Functioning of the Constitutional Council, provides:;

"The petition shall state the alleged facts of the matter and the grounds therefore. It shall be posted within 24(twenty four) hours of its submission and sent to the parties concerned, who shall have a period of 48(forty eight) hours to present their written submissions, duly acknowledged."

"From the mandatory provisions of the above cited laws, all petitions before the constitutional Council for the Cancellation of elections must state the facts and means.

"Upon a careful perusal of the petition of Mr. Embola Robert Embelle, he has vehemently failed to present the facts and means as required by the above cited laws.

"Furthermore, Section 55(1) of law no. 2004/004 of 21st april 2004 to lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;

"Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore."

"A vivid perusal of the petition is quite glaring that the petitioner never dated same before filing. Hence it is in violation of the law here in above mentioned.

"Lastly, Section 49 of law no. 2004/004 of 21st april 2004 to lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;

''The petition shall, under pain of inadmissibility bear the full name, status and address of the petitioner as well as the names of the members of parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore. The petitioner shall append to the petition the documents produced as exhibits.''

"A careful perusal of the petition before the Council falls short of this legal requirement.

"The petition of petitioner is accordingly inadmissible.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto;

"Declare the petition inadmissible and accordingly dismiss it.

"Humbly Submitted.

"Yaoundé, the 14th february 2020.

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

" Barrister OKHA BAU OKHA

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph

"sign";

Considering that the Ministry of Territorial Administration as the representative of the State filed a reply in the following words;

"OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT) SUR L'AFFAIRE EMBOLA ROBERT EMBELLE (candidat SDF) CONTRE ELECAM. (Annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription de Buéa Rural) ;

« A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel -YAOUNDE- ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel!

« Vu la requête de Sieur EMBOLA ROBERT EMBELLE, candidat de la liste SDF dans la circonscription de Buéa rural aux élections législatives du 09 février 2020, ayant pour Conseil Maître NJENJE Valentin, Avocat au Barreau du Cameroun, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnelle 12 du même mois, sous le numéro 27;

« Attendu que le susnommé sollicite l'annulation desdites élections dans sa circonscription électorale;

« Qu'au soutien de sa demande, le requérant affirme que le scrutin a été émaillé de fraudes massives et de nombreuses irrégularités;

« Qu'il en a résulté la victoire de Dame EMILIA MONJOWA LlFAKA, candidate RDPC dans la même circonscription;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette demande ne saurait prospérer;

« Que d'une part, le recours de Sieur EMBOLA ROBERT EMBELLE est irrecevable (1) et d'autre part, il est non justifié (II) ;

« 1- Sur l'irrecevabilité du recours pour relation globale des faits

« Attendu que Sieur EMBOLA ROBERT EMBELLE,prétend entre autres irrégularités,

« Que les bulletins de vote du SDF n'étaient pas disponibles dans quatre villages à savoir BOSUMBU, EKONJO, BOANA et BANDO, que lesdits bulletins de vote étaient insuffisants dans plusieurs bureaux de vote, que la candidate RDPC intimidait les électeurs avec des militaires armés;

« Attendu que le recours n'est constitué que d'une description des irrégularités qui auraient émaillé le scrutin;

« Que nulle part, ne sont étayés les moyens évoqués par le requérant au soutien de sa cause;

« Attendu que l'article 49 de la loi n° loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose: « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom(s), prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête, les pièces produites au soutien de ses moyens» ;

« Mais attendu que le requérant n'a pas évoqué les moyens en appui de sa requête;

Qu'il y a lieu de déclarer irrecevable de son recours;

« II- Sur le caractère non justifié du recours de sieur EMBOLA.

« Attendu que le requérant énonce vaguement une série d'irrégularités;

« Qu'aucune preuves n'est produite en appui à ses allégations;

« Que lesdites allégations ne sauraient justifier l'annulation des élections contestées;

« Que le Conseil Constitutionnel en titrera toutes les conséquences;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire, voire suppléer, même d'office,

« Plaise au Conseil constitutionnel de :

« Recevoir le MINAT en ses observations;

« Dire que le recours de Sieur EMBOLA ROBERT EMBELLE est irrecevable et non justifié au surplus;

« Le rejeter en conséquence;

« Et ce sera justice

« Yaoundé, l e15 Février 2020

« Le représentant de l'Etat

« MELAT ATIOGUE Brice

« (é) »;

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITION

---Considering that disputes on the election of members of the National Assembly are governed by the Electoral Code and not by law no. 2004/4 of 21 april 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by Law no. 2012/15 of 21 december 2012;

---That indeed, contrary to the submissions of respondents, section 45 of the said "organic" law referred to above clearly provides that presidential election disputes shall be governed by the electoral laws in force;

"That henceforth, sections 132 and 133 of the Electoral Code to which section 168 relates for parliamentary elections are applicable to the detriment of the provisions of the organic law on which the submissions in reply of respondents are based;

"Considering that in this regard, pursuant to section 132(2) referred to above, the Constitutional Council "shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the

Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations.";

That for its part, section 133(1) and (3) provides:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy two) hours of the close of the poll …";

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means…";

---That from a reading of the provisions referred to above, admissibility of a petition must fulfil three (3) conditions namely, the petitioner must have *locus standi*, respect the time limit provided for by law, and clearly state the facts and points of law alleged;

---Considering that the petitioner in the present case filed his petition without any legal backing to ascertain the allegations contained in the said petition;

---That his patition is therefore inadmissible;

---Considering that proceedings before the Constitutional Council is free by virtue of Section 57 of law n° 2004/004 of 21st April 2004 to lay down the organization and the functioning of the Constitutional Council as amended by law n° 2004/015 of 21st december 2012, cost of these proceedings shall be borne by the public treasury;

Considering that in application of Section 15(2) of the above cite law as read with Section 131(3) of the Electoral Code, it is proper to order the service forthwith of this ruling on the Electoral Board, all the parties and its publication in the official gazette in English and French.

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, after a full hearing in open session on post-electoral petitions, with the unanimous vote of its Members:

---Declares the Petition of EMBOLA Robert EMBELLE inadmissible for lack of legal backing;

---Orders that the cost of these proceedings be borne by the public treasury;

---Orders the service of this Ruling on all the parties and its publication in the official gazette.

---Thus decided and pronounced in open Court the same day, month and year as above in the Court Hall of the Constitutional Council;

---In witness whereof, this present Ruling has been signed by the President, the Secretary-General and countersigned by the Registrar-In-Chief.

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément ATANGANA **MALEGHO Joseph ASEH**

INTERIM REGISTRAR-IN-CHIEF

HAMADJODA

DECISION N^{O} 22/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

UNIVERS, représenté par sieur NKOU MVONDO Prosper

C/

RDPC

UNDP

PCRN

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la MEFOU et AKONO)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---UNIVERS, parti politique, représenté par son Président Monsieur NKOU MVONDO Prosper, comparant ;

---D'UNE PART;

---ET

---**RDPC**, représenté par Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoît, et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**ELECAM**, ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

---**MINAT**, représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice, KAMDJOM Laurence et ACHET NAGNIGNI Martin, comparant ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller-Doyen BAH OUMAROU SANDA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 Décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours du parti **UNIVERS** ;

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 09 en date du 12 février 2020, **UNIVERS,** parti politique, candidat aux élections législatives du 09 février 2020, a saisi ledit Conseil d'un recours aux fins d'annulation des élections dans la circonscription de la Mefou et Akono en ces termes :

« *Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel*,

« En date du 9 février 2020, se sont déroulées, dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono, les opérations électorales, relatives au scrutin pour la désignation des députés à l'Assemblée Nationale du Cameroun ;

« Le parti UNIVERS a pris part à ce scrutin, après avoir présenté une liste dans cette compétition électorale, avec pour candidat titulaire, Monsieur NDZINGUI Thobie, et comme suppléante, AMOUGOU Calixte ;

« Longtemps avant la date de scrutin, les candidats du parti UNIVERS ont été victimes d'intimidations et de menaces de toutes sortes. On leur « rappelait », de la façon la plus abusive, que la Mefou-et-Akono est la « chasse gardée » du parti au pouvoir, le Rassemblement Démocatique du Peuple Camerounais (RDPC), et que le parti UNIVERS, parti d'opposition n'y a pas droit de cité ;

« Les attaques contre le parti UNIVERS ne se sont pas seulement limitées aux menaces et aux intimidations ; on a même enregistré la mort d'un militant du parti UNIVERS, dans un village de l'Arrondissement de Mbankomo, assassiné pour avoir osé mener la campagne électorale en faveur du parti UNIVERS.

« Le jour du scrutin, on a enregistré de nombreux cas d'irrégularités qui amène le parti UNIVERS à demander au Conseil Constitutionnel de bien vouloir annuler l'ensemble des opérations électorales dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono ;

« Les irrégularités en question sont, pour l'essentiel, liées à la violation des dispositions légales, notamment les articles 102, alinéa 2 du Code Electoral, relativement aux votes des membres des Commissions locales des votes, violation de l'article 54 relatif à la composition des Commissions Locales de vote, l'ingérence des Autorités administratives publiques et du Chef d'Antenne ELECAM dans les travaux des Commissions locales des votes, en violation des dispositions des articles 60 et suivants.

« I- INTERDICTION FAITE AUX REPRESENTANTS DU PARTI UNIVERS DE VOTER DANS LEURS BUREAUX DE VOTE D'AFFECTATION

« Selon l'article 102 du Code Electoral, « Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste du bureau de vote concerné ». Toutefois, et selon l'alinéa 2 du même article, « le président et les membres de la commission locale de vote sont autorisés à y voter sur présentation de leur carte d'élection » ;

« En violation de cette disposition de l'article 102 du Code Electoral, les représentants du parti UNIVERS dans les Commissions locales ont été interdits de vote, par les Présidents des Commissions locales, alors qu'ils étaient bel et bien en possession de leurs cartes d'électeurs ;

« Pour accomplir leur devoir citoyen, de nombreux représentants du parti UNIVERS dans les commissions de vote, se trouvaient dans l'obligation de délaisser leur poste de travail, pour aller voter dans leurs bureaux d'inscription, situés parfois à des dizaines de kilomètres de là. En leur absence, tout pouvait alors se faire en termes de fraude électorale, comme l'illustre le cas du bureau de vote de Nkol Ngok ;

« II- EXPULSION DE NOMBREUX REPRESENTANTS DU PARTI UNIVERS DES BUREAUX DE VOTE

« Selon l'article 54 du Code Electoral, il est créé pour chaque bureau de vote, une Commission locale, composée, entre autres, des représentants de chaque candidat, liste de candidat ou parti politique ;

« Sur le fondement de cet article, le parti UNIVERS a pris soin de désigner ses représentants dans les bureaux de vote ;

« Le jour du scrutin, de nombreux représentants, notamment, tous les candidats du parti UNIVERS, aussi bien aux législatives qu'aux municipales, ont été expulsés, sans ménagement des bureaux de vote ;

« C'est ainsi que dans le Bureau de vote de l'école publique Bikok B, monsieur BENYOMO NKOU Jorel Brice, représentant du parti UNIVERS a été expulsé du bureau de vote par le chef d'Antenne ELECAM, sous le prétexte que des instructions ont été données par le Sous-Préfet qui aurait demandé que soit expulsés de bureaux de vote, tous les représentants des partis ayant la qualité de candidat à l'élection en cours ;

*« Monsieur NSOE NKOULI Achille, superviseur du parti UNIVERS pour l'arrondissement de Bikok, a rencontré le Sous-Préfet, qui a confirmé avoir effectivement donné des instructions en ce sens. En vain, le parti UNIVERS a tenté de remplacer ses représentants exclus ; Chaque fois, le parti s'est heurté à l'opposition du Chef d'Antenne ELECAM, super « président » de tous les bureaux de vote à Bikok (**Voir, Document n° 1- Témoignage de Monsieur NSOE NKOULI Jean Baptiste Achille**)*

« L'expulsion d'un représentant de parti politique, dans ces conditions, et pour les raisons évoquées par le Sous-Préfet et le Chef d'Antenne d'ELECAM, constitue un cas de flagrant d'excès de pouvoir, en violation de l'article 54 du Code Electoral qui laisse la liberté aux candidats ou aux partis politiques en compétition, de désigner librement, et de façon discrétionnaire, qui ils veulent, comme leurs représentants dans les bureaux de vote ;

« III- INGERENCE DES RESPONSABLES ELECTIONS CAMEROON DANS LES TRAVAUX DES COMMISSIONS LOCALES ET FRAUDE

« Selon l'article 60 du Code Electoral, le Président de la Commission locale de vote assure seule la police du bureau de vote ; A ce titre il est seul habilité à prendre des mesures de police ;

« Seulement, lors du scrutin du 09 février 2020, on a vu le Chef d'Antenne ELECAM de Bikok, pour ne citer que ce cas, s'ingérer dans le fonctionnement des Commissions locales

*de vote, allant jusqu'à ordonner l'expulsion des représentants du parti UNIVERS des bureaux de vote, (**Voir Document n° 2- Témoignage de Monsieur BENYOMO NKOU Jorel Brice**) ;*

« L'expulsion des candidats du parti UNIVERS, beaucoup plus regardant dans la surveillance des opérations de vote, a alors permis toute sorte de fraude ;

« Les résultats publiés dans toute la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono sont le fruit de ces fraudes organisées par les bureaux de vote ;

« IV- FRAUDES MASSIVES ORGANISEES PAR LES RESPONSABLES D'ELECAM

*« Durant toute la journée du 9 février 2020, les Responsables ELECAM de Bikok ont sillonné les bureaux de vote. A chaque étape, ils s'arrêtaient pour donner des instructions relatives aux scores électoraux à consigner dans les procès-verbaux. Par peur de représailles, de nombreux Présidents de Bureaux de vote n'osent pas dénoncer cette fraude à laquelle ils ont participé en signant des faux Procès-verbaux. Le parti UNIVERS a tout de même réussi à obtenir les déclarations téléphoniques de la Présidence du Bureau de vote de Nkol Ngok, qui déclare avoir reçu des instructions du Chef d'Antenne ELECAM de Bikok, pour établir un faux Procès-verbal dans lequel, sur 102 votants, il a été accordé gracieusement 99 voix au RDPC, trois bulletins nuls et zéro voix aux autres partis en compétition. Un constat d'Huissier de ce témoignage téléphonique a été adressé **(Voir, Document n° 3 – Constat d'Huissier)** ;*

« Pour ce cas avéré de fraude, et dans la mesure où la présente procédure est essentiellement écrite, le parti UNIVERS, requérant dans la présente cause, est disposé à se faire entendre dans le cadre de l'instruction de cette affaire, et procurer ainsi le témoignage sonore de la Présidente du Bureau de vote, victime des intimidations du Chef d'Agence, ceci en application de l'article 133 du Code Electoral ;

*« V- **INGERENCE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET DES TIERS DANS LES TRAVAUX DES COMMISSIONS LOCALES***

« Selon l'article 61 du Code Electoral, il appartient à la Commission locale de vote de se prononcer sur toute difficulté liée à l'organisation, au déroulement et au dépouillement du scrutin ;

« En violation de cette disposition légale, on a vu, dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono, les autorités administratives sillonner la circonscription, sous le prétexte d'assurer la sécurité et la tranquillité, s'immiscer dans les travaux des Commissions locales des votes, en y posant malicieusement des actes irréguliers ; c'est ainsi qu'on a vu, dans la localité du Groupement de Nyomo, les Chefs Traditionnels, en leur qualité d'Auxiliaires de l'Administration, non-désignés comme membres des Commissions locales de vote, s'opposer au vote de nombreux électeurs, sous le fallacieux prétexte qu'ils ne sont pas natifs de la localité dans laquelle ils entendent exercer leur droit de vote ;

« Dans la localité d'Eboug Menyou, on a vu un candidat du RDPC, le nommé AMOUGOU Anicet, accompagné du Sous-Préfet, s'opposer catégoriquement au vote des personnes, inscrites sur les listes électorales, dont les noms n'avaient pas une consonance « Beti ». ***(Voir Document n° 4- Témoignage de Monsieur NSOE NKOULI) ;***

« VI- DESIGNATION DES MEMBRES AVERES D'UN PARTI EN COMPETITION COMME PRESIDENT

« Selon l'article 54 du Code Electoral, le président de la Commission locale de vote est désigné par le Démembrement départemental d'ELECAM ;

« Pour garantir la sincérité du vote, la personnalité, en question doit au moins être présumée neutre, c'est- à-dire, pour les élections, n'être pas connu comme membre d'un parti politique en compétition pour les élections en cours ;

« Pour les élections du 09 février 2020 dans la circonscription de la Mefou-et-Akono, on a pu noter que de nombreux militants et responsables de structure de base du RDPC, parti politique en compétition, ont été désignés comme Présidents de nombreuses commissions locales de vote. A titre illustratif, on peut citer le cas de la Commission locale de vote de Ngoulmekong, président par le Premier Adjoint au Maire RDPC de Bikok, le nommé ONDOA ZANGA Elie ***(Document n°5- PV du Bureau de Ngoulmekong A)*** *;*

« Il est alors aisé de comprendre pourquoi le scrutin du 9 février 2020, dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono est entaché de tant d'irrégularités pour lesquels le parti UNIVERS demande l'annulation du scrutin ;

***« PAR TOUS CES MOTIFS** :*

« Le parti UNIVERS demande au Conseil Constitutionnel :

« De recevoir la présente requête et l'y dire fondée ;

« D'annuler l'ensemble des opérations électorales du 9 février 2020 dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono ;

« Sous toutes réserves;

« Pour le parti UNIVERS;

« (é) » ;

« NKOU MVONDO ».

---Attendu que la requête ci-dessus a été communiquée au Directeur Général d'Elections Cameroon, au Ministère de l'Administration Territoriale et au Secrétaire Général du Comité Central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) par actes du Greffe n^{os} 37, 36, 34/SG/CC, lesquels disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse, conformément aux dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral ;

---Que suite à cette communication, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA et NDONG SOUMHET Benoît, a, sous la plume de ses conseils Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE Xaverine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête sans date enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le numéro 09, le parti UNIVERS se prétendant candidat aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la MEFOU ET AKONO, sollicite l'annulation de l'ensemble des opérations électorales dans ladite circonscription ;

« Au principal :

« Attendu que la requête du parti UNIVERS est irrecevable ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) ***Le Conseil***

Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats.

(2) ***« En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci - dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « ***L'Organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi.*** *» ;*

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « ***La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution.*** *» ;*

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'État ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « ***veille à la***

régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats. *» ;*

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) ***En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection.***

« (2) ***Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant.*** *» ;*

« Article 49 : « ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens.*** *» ;*

« Article 55(1) : « ***Le Conseil constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent.*** *» ;*

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « ***le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.*** *» ;*

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) ***Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit***

parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (3) ***Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.*** *» ;*

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

«1. Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« 2. Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

« 3. Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« 4. Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « ***la forme prime sur le fond*** *» est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;*

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« À titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnelle en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.

« Attendu qu'en l'espèce, la requête du parti UNIVERS ne comporte pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement :

« Attendu que le recours du parti UNIVERS porte essentiellement sur les griefs suivants :

« -Violation de l'article 102(2) du code électoral en ce que ses représentants dans les commissions locales de vote auraient été interdits de voter dans les bureaux où ils étaient en mission et qu'ils ont été obligés d'aller voter dans les bureaux où ils étaient inscrits, toute chose qui aurait favorisé une fraude massive ;

« -Violation de l'article 54 du code électoral en ce que ses représentants auraient été expulsés du bureau de vote de BIKOK B, ce qui est constitutif d'excès de pouvoir ;

« -Violation de l'article 60 du code électoral en ce que le chef d'antenne d'ELECAM de BIKOK se serait ingéré dans le fonctionnement des commissions locales de vote en lieu et place du président de la commission locale, ce qui aurait occasionné des fraudes massives ;

« -Fraudes massives organisées par les responsables d'ELECAM de BIKOK qui donnaient des instructions à porter sur les procès-verbaux ;

«- Ingérence des autorités administratives et des tiers dans les travaux des commissions locales, ces autorités administratives sillonnaient les bureaux de vote avec les chefs traditionnels pour s'opposer au vote de certains électeurs ;

« -Violation de l'article 54 du code électoral en ce que les présidents de nombreuses commissions locales de vote étaient membres du RDPC ;

« Que ce parti produit comme éléments de preuve à l'appui de ses allégations :

« i. Un manuscrit ayant pour objet : « compte rendu du déroulement des élections du 09 février 2020 à BIKOK » ;

« ii. Un manuscrit daté du 10 février 2020 ayant pour objet : « compte rendu du déroulement des élections » ;

« iii. Un PV de constat du 12 février 2020 ;

« iv. Un PV de dépouillement du scrutin du bureau de vote de « NGOULMEKON A » ;

« Attendu que ces productions n'établissent cependant nullement les griefs allégués ;

« Qu'en effet, les comptes rendus produits sont des documents établis par les militants du parti UNIVERS pour les besoins de la cause, ils ne sont donc guère opposables à des tiers ;

« Que le PV de constat dressé à Yaoundé, trois (3) jours après la clôture du scrutin du 09 février 2020, est loin d'établir des prétendues irrégularités qui auraient été perpétrées dans la circonscription électorale de la MEFOU et AKONO ;

« Quant au PV de dépouillement du scrutin du bureau de vote de « NGOULMEKON A », il est non seulement incomplet, mais en plus il est totalement muet sur les irrégularités alléguées ;

« Qu'au final, le parti UNIVERS ne rapportant pas les preuves des fraudes et irrégularités prétendues, il y a lieu de rejeter son recours comme étant non fondé ;

« PAR CES MOTIFS

« Au principal

« Déclarer irrecevable la requête du parti UNIVERS en ce qu'elle ne comporte pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée, en application de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Subsidiairement

« Voir rejeter le recours du parti UNIVERS comme étant non fondé ;

« SOUS TOUTES RESERVES

« PROFOND RESPECT

« YAOUNDE LE 15 FEVRIER 2020

« (é) » ;

---Attendu qu'ELECAM, agissant sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, a ragi en ces termes :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

« Attendu que suivant requête non datée, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 09, le parti politique dénommé ***UNIVERS*** *a sollicité l'annulation des opérations électorales de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la* ***MEFOU ET AKONO*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA LOI.

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu que la requête du parti politique dénommé ***UNIVERS*** *ne mentionne pas le nom de l'élu dont l'élection est contestée ;*

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le présent recours est irrecevable comme fait en violation de la loi.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : *Déclarer irrecevable le recours du parti politique dénommé* ***UNIVERS*** *comme fait en violation de la loi.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

«POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) ;

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA (é) ;

« Barrister OKHA BAU OKHA (é) ;

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph(é)».

---Attendu qu'à son tour, le Ministère de l'Administration Territoriale a conclu en ces termes:

« Plaise au conseil constitutionnel

« Vu le recours du 12 février 2020 de sieur NKOU MVONDO, représentant du parti UNIVERS, enregistré au greffe de céans sous le n° 09, aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription de la Mefou-et-Akono ;

« Attendu qu'au soutien de sa demande, sieur NKOU MVONDO allègue la violation des dispositions légales, notamment les articles 54, 60, 61 et 102(2) de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que ce recours, manifestement irrecevable, ne saurait en aucun cas prospérer car non justifié au surplus ;

*« 1. **Sur l'irrecevabilité manifeste du recours ;***

*« Attendu que, suivant les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, **« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir (...) le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée » ;***

« Qu'en l'espèce, le recours de sieur NKOU MVONDO n'indique pas le nom de l'élu ou des élus est contestée dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono ;

***«** Que du fait de l'inobservation de cette exigence de forme substancielle, le recours de sieur NKOU MVONDO tombe sous le coup de l'irrecevabilité prévue par l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 suscitée ;*

*«2. **Sur le caractère non justifié des diverses irrégularités alléguées** ;*

« Attendu que sieur NKOU MVONDO se borne à évoquer des irrégularités, menaces et autres prétendues violations du code électoral, sans en établir le lien avec les résultats du scrutin ;

*«a) **Sur la mort d'un militant du parti UNIVERS pendant la campagne électorale***

« Attendu que curieusement, le requérant cite le cas de l'assassinat d'un « militant » de son parti, « pour avoir osé mener la campagne » ;

« Que la mauvaise foi de sieur NKOU MVONDO transparaît de ce qu'il ne précise ni le nom du militant, ni les circonstances de son assassinat ;

« Qu'un tel grief, qui au demeurant, ne relève pas des opérations électorales ne saurait justifier l'annulation du scrutin ;

« b) ***Sur les irrégularités alléguées ;***

« Attendu que sieur NKOU MVONDO soutient que les représentants du parti UNIVERS dans les commissions locales de vote ont été expulsés des bureaux de vote et interdits de vote ;

« Que de même, il dénonce l'ingérence des responsables d'Elections Cameroon (ELECAM) dans les travaux des commissions locales et des fraudes massives ;

« Mais attendu sieur NKOU MVONDO n'apporte pas des pièces probantes à l'appui de ses allégations ;

« Qu'en effet, les documents joints manquent de cohérence et ne sont que de simples déclarations des militants d'un parti sans envergure ;

« Que le procès-verbal de constat d'huissier n'établit en rien « les fraudes massives invoquées » ont pu influer sur les résultats desdites élections ;

« Attendu que le requérant reconnaît un écart abyssal de voix entre le candidat UNIVERS et celui du RDPC ;

« ***Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office****,*

« ***Plaise au Conseil Constitutionnel de*** *:*

« - recevoir l'Etat du Cameroun (MINAT) en ses observations et l'y dire fondé ;

« - déclarer irrecevable le recours introduit par sieur NKOU MVONDO aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la Mefou-et-Akono ;

« - déclarer le recours non justifié, surabondamment ;

« - le rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 18 février 2020

« Le représentant de l'Etat

« (é) ;

« OYONO ESSOMBA ;

« Administrateur Civil ».

SUR LA RECEVABILITÉ DE LA REQUÊTE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment de l'article 49 du texte dont se prévalent les mémoires en réponse ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui:

(***1) « toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;***

(3) « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions, en l'occurrence, avoir la qualité, respecter les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête susvisée est conforme aux dispositions légales sus indiquées ;

--- Qu'il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que le requérant sollicite l'annulation des élections dans la circonscription de la Mefou et Akono, au motif pris de ce que ses représentants ont été interdits d'accès dans les bureaux de vote, d'autres ont été expulsés, l'ingérence et les fraudes massives orchestrées par les responsables d'ELECAM entre autres ;

---Qu'il produit à l'appui de ses allégations, des thermocopies de compte-rendu, des rapports, un procès-verbal de constat d'huissier et la première page du procès-verbal de dépouillement ;

---Que de l'analyse de ces pièces, il ressort que celles-ci émanent des seuls représentants du parti UNIVERS ;

---Que de plus, l'unique pièce établie selon les règles de l'art ne contient que les déclarations du militant du parti requérant enregistrées via un téléphone portable ;

---Attendu qu'émanant ainsi des seuls militants du parti UNIVERS, les allégations contenues dans les pièces produites par le requérant pouvaient bien être obtenues en dehors de l'environnement électoral ;

---Que n'ayant pas ainsi de preuves suffisantes, la requête n'est pas justifiée ;

---Qu'elle encourt par conséquent le rejet ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare le recours du parti UNIVERS recevable en la forme ;

---Au fond, le rejette comme non justifié ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 23/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

UNIVERS (Parti politique, candidat aux élections législatives)

représenté par NKOU MVONDO Prosper.

C/

ELECAM

MINAT

UNDP

RDPC

OBJET :

(Annulation des élections dans la circonscription de la Vina)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne J. épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

--- Dans l'affaire opposant :

---UNIVERS (Parti politique, candidat aux élections législatives) représenté par NKOU MVONDO Prosper, comparant ;

---D'UNE PART ;

---ET

-**ELECTIONS CAMEROON**, ayant pour conseils OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,** représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, MELAT ATIOGUE Brice, et Mesdames DALE NGOLLE Anne et KAMDJOM Laurence et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

-**RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CAPMEROUNAIS**, représenté par une délégation composée de Messieurs Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, Benoît NDONG SOUMET et ayant pour conseils Maitres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, LUKE SISOB, Xaverine KANGUE, Rose Céline MBARGA, NKOUMOU TSALA, ALIMA Marcus tous Avocats au barreau du Cameroun ;

-UNION NATIONALE POUR LE PROGRES ET LA DEMOCRATIE, ayant pour conseil Maître KUITCHE Hélène Avocat au Barreau du Cameroun ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller Charles Etienne LEKENE DONFACK en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu la requête du parti politique UNIVERS ;

---Attendu que par requête enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 10 en date du 12 février 2020, UNIVERS parti politique, candidat à élection législative du 09 février 2020 a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation des élections dans la VINA en ces termes :

« Monsieur le Président, *J'AI LE RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER :*

« En date du 9 février 2020, se sont déroulées, dans la circonscription électorale de la Vina, les opérations électorales, relatives au scrutin pour la désignation des Députés à l'Assemblée Nationale du Cameroun ;

« Le parti UNIVERS a pris part à ce scrutin, après avoir présenté une liste dans cette compétition électorale, avec pour candidat titulaire, Monsieur NKOU MVONDO Prosper, Ousmanou CHECHOU et Inna BOBBO Mariétou ;

« Pour cette élection, un nombre important de personnes, non-habilitées, ont pris part, en qualité d'électeur, à ce scrutin dans la circonscription de la Vina ; Il s'agit des personnes qui, ne s'étant jamais inscrites sur les listes électorales durant la période légale de révision des listes électorales, ont irrégulièrement obtenu des ordonnances du Président

de la Commission départementale de supervision des élections, prescrivant leur inscription sur les listes électorales, quelques heures avant le jour du vote ;

« Sur la base de ces ordonnances, les commissions électorales mixtes ont procédé à l'inscription de ces électeurs de la dernière heure, faussant ainsi, par leur présence et leur vote, le processus électoral ;

« SUR LE CARACTERE IRREGULIER DES ORDONNANCES RENDUES PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SUPERVISION DES ELECTIONS

« Selon l'article 82 du Code Electoral, certaines personnes remplissant certaines conditions peuvent être inscrits sur les listes électorales en dehors des périodes de révisions ;

« Dans ce cas, la personne sollicitant une inscription adresse sa demande à la Commission de révision des listes électorales ;

« Or dans le cas des inscriptions contestées dans la présente requête, aucune demande n'a été adressée à la Commission mixte de révision des listes électorales ; cette dernière a plutôt été saisie par des Ordonnances du Président de la Commission départementale de Supervision des élections, autorité incompétente pour connaitre des demandes d'inscription sur les listes électorales ;

« La Commission Départementale de Supervision, et non d'ailleurs son Président, pris isolément, n'est compétent que pour statuer en deuxième ressort, lorsque la demande d'inscription, formulée par un citoyen, a connu, en premier ressort, un refus d'inscription par la Commission électorale mixte, comme prévoit l'article 73, alinéa 4 ;

« Le Président de la Commission Départementale de la Supervision a statué seul, dans son cabinet, en marge de la Commission qu'il préside, sur la base de demandes collectives, adressées, non pas par les citoyens eux-mêmes, mais par leurs supérieurs hiérarchiques, à savoir le Délégué Régional de la Sûreté Nationale de l'Adamaoua, pour le compte de nombreux contingents de policiers. Pour l'inscription de huit cent soixante-trois (863) élèves-militaires, la demande a même été adressée au Président du Tribunal de Grande Instance, et non à la Commission électorale mixte d'inscription sur les listes électorales ;

« La présence de ces nombreuses personnes, inscrites irrégulièrement à la dernière heure, a considérablement faussé le jeu électoral dans la circonscription de la Vina où ces inscrits irréguliers ont pris part au scrutin du 9 février 2020 ;

« PAR CES MOTIFS

« Le parti UNIVERS DEMANDE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL DE BIEN VOULOIR ANNULER LE SCRUTIN DU 9 FEVRIER 2020 QUI A CONNU LA PARTICIPATION D'UN CORPS ELECTORAL IRREGULIEREMENT COMPOSE

« Sous toutes réserves ;

« Pièces jointes ;

- *Deux (2) Ordonnances du Président de la Commission Départementale de Supervision ;*
- *Demande d'inscription sur les listes électorales signé du Commandant du Centre d'instructions des Armées ;*
- *Listes de 863 élèves-militaires, objet de la demande d'inscription sur les listes électorales ;*

« Pour le parti UNIVERS ;

« (é) ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, ladite requête a été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Qu'ainsi, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire libellé comme suit :

« *PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL* ***:***

« Attendu que suivant requête non datée, enregistrée au Greffe du Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 10, le parti politique dénommé ***UNIVERS*** *a sollicité l'annulation des opérations électorales de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la* ***VINA*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la loi ;

« <u>IN LIMINE LITIS</u> : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA LOI.

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s) qualité et adresse du requérant <u>ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée</u>. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu que la requête du parti politique dénommé ***UNIVERS*** *ne mentionne pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;*

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le présent recours est irrecevable comme fait en violation de la loi.

« <u>PAR CES MOTIFS :</u>

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : *Déclarer irrecevable le recours du parti politique dénommé* ***UNIVERS*** *comme fait en violation de la loi.*

« ET CE SERA JUSTICE.

« SOUS TOUTES RESERVES,

« Yaoundé le 14 février 2020

« Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA(é);

« Barrister OKHA BAU OKHA (é);

« Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph (é)».

---Que de son côté, le MINAT a, sous la plume de ses représentants composés de Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice Désiré, OYONO ESSOMBA Boanerges Yannick, Dames DALE NGOLLE Anne, monsieur KAMDJOM Laurence et ACHET NAGNIGNI Martin Avocat au Barreau du Cameroun a déposé son mémoire ainsi qu'il suit :

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Vu la requête du parti politique ***UNIVERS*** *datée du 12 février 2020, enregistrée au greffe de céans sous le numéro 10, ayant pris part aux élections législatives du 09 février*

2020 dans la circonscription de la Vina aux fins d'annulation desdites élections dans cette circonscription ;

« Attendu qu'à l'appui de sa demande, il soutient que le processus électoral dans cette circonscription a été fortement altéré par de nombreux manquements notamment le caractère irrégulier des ordonnances rendues par le président de la commission départementale de supervision ;

« Mais attendu que le représentant de l'Etat (MINAT) entend démontrer dans les présentes observations que cette requête est vouée à l'échec ;

« Qu'en effet, elle est irrecevable (A) et non justifiée (B) ;

« A/ <u>DE L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE.</u>

*« Attendu que l'article 49 de la loi organique sur le Conseil Constitutionnel dispose que : « **Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir ……. Le Nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée**… » ;*

« Mais attendu qu'en l'espèce, à la lecture de cette requête, les noms des élus dont l'élection est contestée n'y figurent pas ;

« Que le requérant se limite à faire une relation des faits appuyés des moyens sans toutefois donner les noms de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée

« Que ne l'ayant pas fait, le requérant viole une exigence posée par le législateur en cette matière ;

« Que de ce fait, cette inobservation doit entrainer l'irrecevabilité de cette requête ;

« Que les Hauts Membres n'hésiteront pas à le constater et déclareront cette requête irrecevable ;

« B/ <u>DU CARACTERE NON JUSTIFIE DE CETTE REQUETE</u>

« Attendu que pour solliciter l'annulation le scrutin du 09 février 2020 dans cette circonscription, le requérant affirme qu'il a connu la participation d'un corps électoral irrégulièrement composé ;

« Qu'en effet, le président de la commission électorale départementale de supervision a délivré des ordonnances à certaines personnes notamment certains contingents de la police et de l'armée en vue de leur inscription sur les listes électorales, alors qu'il n'a pas compétence pour le faire ;

« Que ces ordonnances qui revêtent de ce fait, un caractère irrégulier ont faussé le jeu électoral ;

« Mais attendu que cet argument ne saurait emporter l'adhésion des Hauts Membres du Conseil Constitutionnel ;

*« Attendu qu'il ressort de l'article 46 alinéas 3 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 que : « **Les militaires et assimilés de toutes armes peuvent être inscrits sans condition de résidence sur les listes électorales où se trouve leur unité ou leur port d'attache** » ;*

*« Que l'article 82(b) de la même loi ajoute que **peuvent être inscrits sur les listes électorales en dehors des périodes de révision, sans conditions de résidence et lorsque ces mutations entraînent un changement de résidence les militaires démobilisés après la clôture des délais d'inscription** ;*

« Qu'à la lecture de ces deux dispositions légales, les personnes ayant fait l'objet de cette inscription critiquée par le requérant sur les listes électorales bénéficient d'une dérogation légale ;

« Attendu en outre que le requérant affirme que le président de la commission départementale de supervision, en délivrant les ordonnances en vue de l'inscription de ces militaires et autres, sur la base des demandes collectives de leurs chefs hiérarchiques, sans consulter les autres membres de la commission a violé la loi ;

« Attendu que l'ordonnance de par sa nature est un acte pris par une autorité et non en collégialité ;

« Que bien plus, en prenant ces ordonnances, le président de la commission départementale de supervision qui est d'ailleurs le président du Tribunal de Grande Instance de la vina a agi dans le cadre de ses compétences ;

« Attendu que ce moyen porte sur les opérations préparatoires aux élections qui sont connus dans le cas d'espèce par la commission suscitée ;

« Que le contentieux qui a lieu devant le Conseil Constitutionnel en ce moment porte sur les opérations électorales proprement dites, notamment sur celles qui se sont déroulées après les élections ;

« Qu'ainsi, le Conseil ne devrait même pas connaitre de la requête du parti politique ***UNIVERS*** *;*

« Attendu au surplus que le requérant affirme que cette inscription a faussé le jeu électoral ;

« Mais attendu qu'il est établi que pour que le Conseil Constitutionnel annule les opérations électorales dans une circonscription donnée, il faut que les griefs soulevés soient de nature à entacher la sincérité du scrutin ;

« Attendu qu'en l'espèce, le requérant ne montre pas en quoi l'inscription de ces militaires et autres a entaché sur la sincérité du scrutin ;

« Qu'il se borne à dire qu'elle a faussé le jeu électoral ;

« Qu'il y a lieu de dire que sa requête n'est pas justifiée ;

« Qu'en conséquence, il faut la rejeter ;

« ***Plaise au Conseil Constitutionnel de*** *:*

« -recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

« -déclarer la requête du parti politique ***UNIVERS*** *est irrecevable ;*

« -dire qu'elle n'est pas justifiée ;

« -la rejeter en conséquence

« Et ce sera justice

« (é)».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que notifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des dispositions de la loi organique invoquées ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection » ;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement à savoir, avoir la qualité de la part de son auteur, respecter les délais et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête susvisée étant conforme à ces prescriptions, il y a lieu de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que l'article 134 alinéa du Code Electoral dispose :

« Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection ».

---Que le requérant sollicite l'annulation du scrutin dans la circonscription de la Vina pour les motifs suivants :

- un nombre important d'électeurs non habilités auraient pris part au vote, faussant le jeu électoral ;
- le président de la Commission départementale de supervision aurait pris irrégulièrement en date du 30 janvier 2020 en lieu et place du président du tribunal

de grande instance de Ngaoundéré, deux (02) ordonnances prescrivant à la commission Electorale mixte de Ngaoundéré 1er l'inscription, respectivement de 29 et de 16 personnes sur les listes électorales.

- Le président de la commission départementale de supervision serait incompétent à statuer seul en l'absence des autres membres de sa commission ;
- huit cent soixante-trois (863) élèves-militaires auraient été inscrits irrégulièrement sur les listes électorales à la dernière minute, à la demande du Délégué de la Sûreté Nationale de l'Adamaoua ;

---Attendu cependant qu'au regard des résultats du scrutin dans la circonscription concernée où les partis UNDP, RDPC, UNIVERS étaient en compétition, il apparait que les suffrages exprimés en faveur du parti UNIVERS sont si faibles que l'exclusion des 908 hommes de troupe prétendument inscrits de manière irrégulière, n'aurait rien changé au résultat final ;

---Qu'il s'ensuit que la requête n'est pas justifiée ;

---Qu'il s'ensuit que la requête n'est pas justifiée ;

---Qu'il y a lieu par conséquent de la rejeter ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 du Code Electoral, il y a lieu de laisser les dépens à la charge du Trésor Public.

---Attendu qu'il y a lieu également d'ordonner la notification de la décision à intervenir à ELECAM, aux autres parties concernées et sa publication au Journal Officiel en application des dispositions combinées des articles 131 alinéa 3 du Code Electoral et 151 alinéa 2 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête du parti UNIVERS recevable en la forme ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant./-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 24/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur NADJIBER Daniel,

candidat de l'UNDP dans le MAYO REY

C/

RDPC

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation partielle des opérations électorales dans la circonscription du MAYO REY)

---L'an deux mille vingt

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel en audience publique tenue au palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY,

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur NADJIBER Daniel, candidat de l'UNDP dans la circonscription électorale du MAYO REY, comparant ;

---**D'UNE PART**

---**ET** :

-**Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais** (**RDPC**), représenté par une délégation conduite par Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB LUKE, KANGUE NDONG NTAH Xavérie, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Elections Cameroon** (**ELECAM**), ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Ministère de l'Administration Territoriale** (**MINAT**), représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---**D'AUTRE PART**

---Après avoir entendu le Conseiller Charles Etienne LEKENE DONFACK, en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du

Conseil Constitutionnel, modifiée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députes à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur NADJIBER Daniel ;

---Par requête en date du 11 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février 2020 sous le n° 32, sieur NADJIBER Daniel, résidant à TOUBORO, candidat tête de liste des candidats de l'UNDP aux élections du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de MAYO REY, et le parti politique sus nommé, représenté par son Secrétaire Général Pierre Flambeau NGAYAP, ayant élu domicile au cabinet de Maître KUITCHE MAHAGNE Hélène, Avocat au Barreau du Cameroun, ont saisi ledit conseil d'un recours en annulation des opérations électorales dans la circonscription du MAYO REY ;

---Que cette requête est libellée ainsi qu'il suit :

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel

« Ont l'honneur de vous exposer

« Que par la présente, ils introduisent un recours contentieux auprès de vous, aux fins de contestation de la régularité de l'élection des candidats du RDPC Fadimatou SAMBO, BELLO Limane, BOUBA MOUSSA et leurs suppléants et aux fins d'annulation des

opérations électorales des élections législatives du 09 février 2020 dans l'arrondissement de Rey Bouba de la circonscription du MAYO REY, région du Nord ;

« En la forme

« Attendu que ce recours est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai prévus par la loi (articles 132 et suivants de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012, articles 48 et 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel) ;

« Au fond

« Attendu que les requérants sollicitent l'annulation des opérations électorales des élections législatives du 09 février 2020 dans l'arrondissement de Rey Bouba, circonscription électorale de Mayo Rey, Région du Nord ;

« Attendu en effet que le scrutin du 09 février 2020 a été émaillé de nombreuses fraudes et irrégularités dans l'arrondissement de Rey Bouba ;

« Que ces irrégularités et fraudes ont couvert l'ensemble des bureaux de vote de l'arrondissement de Rey Bouba ;

« Attendu que le jour du scrutin, la quasi-totalité des représentants de l'UNDP, ayant été désignés pour faire partie des commissions locales de vote, ont été interdits d'accès dans les bureaux de vote de l'arrondissement de Rey Bouba par les « dogari » (milice) du Lamido de cette localité, ce qui explique que dans la circonscription électorale du Mayo Rey où l'UNDP a deux représentants dans chaque bureau de vote dans les trois autres arrondissements de la circonscription, il n'y en ait pas eu un seul dans les bureaux de vote de l'arrondissement de Rey Bouba ;

« Or attendu que la qualité de membre de la commission locale de vote est instituée par la loi : « Il est créé pour chaque bureau de vote, une commission locale de vote composée ainsi qu'il suit :

« Président : une personnalité désignée par le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroun ;

« Membres :

« un représentant de l'Adamaoua désigné par le sous-préfet ;

« -un représentant de chaque candidat, liste de candidats ou parti politique … » (article 54, al. 1 du Code Electoral) ;

« Que leur rôle est si important dans le contrôle du vote des électeurs que le législateur leur permet exceptionnellement de voter dans le bureau de vote dans lequel ils sont affectés, en raison de ce qu'on voudrait s'assurer de la sincérité des opérations électorales (art. 102, al. 1 et 2 du Code électoral) ; « Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale du bureau de vote concerné… » (article 102, al. 1 du Code électoral) ; « Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, le président et les membres de la commission locale de vote sont autorisés à y voter sur présentation de leur carte électorale (…) » (article 102, al. 2 du code électoral) ;

« Que d'ailleurs c'est à eux que le législateur a confié les opérations de dépouillement du scrutin : « Le dépouillement du scrutin est opéré par les membres de la commission locale de vote, assistés par des scrutateurs désignés… » (article 111, al. 1 du Code électoral) ;

« Qu'il est incontestable que cette mesure prise par le Lamido de Rey Bouba visait simplement à éloigner les représentants de l'UNDP des bureaux de vote avant de bourrer les urnes, et assurer dans cet arrondissement la victoire au Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) dont il est membre ;

« Attendu qu'au bout du compte la plupart des bureaux de vote de l'arrondissement de Rey Bouba n'étaient constitués que de deux (2) membres de la commission locale de vote ;

« Que cette situation a d'ailleurs été relevée par les membres de la Commission départementale de supervision (cf. procès-verbal des travaux de la commission départementale de supervision, pièce 1) ;

« Or attendu que les article 56 et 57 du Code électoral disposent que :

« Article 56 : « si un ou plusieurs représentants désignés par les candidats, mandataires des listes ou partis politiques, font défaut à l'ouverture du scrutin, le président de la commission locale de vote doit, par décision consignée au procès-verbal, désigner, pour la compléter, des électeurs sachant lire le français ou l'anglais, inscrits sur la liste électorale correspondant au bureau de vote. » ;

« Article 57, al. 1 : « Trois membres de la commission au moins doivent être présents dans le bureau de vote ou à proximité immédiate pendant tout le cours des opérations électorales. » ;

« Que de tout ce qui précède, il est constant qu'en maintenant les bureaux de vote avec uniquement deux membres de la commission locale de vote pendant tout le cours des opérations électorales, sans procéder au remplacement des membres absents, ELECAM a violé la loi ;

« Attendu que toutes ces dispositions légales ont été prises par le législateur dans l'optique de s'assurer que le résultat du scrutin reflète la réalité des urnes ;

« Que la réalité des urnes ayant été tronquée, la conséquence de cette irrégularité est l'annulation des opérations électorales du 09 février 2020, dans la circonscription électorale du Mayo Rey, Région du Nord, pour violation des dispositions des articles 54, 56, 57 et 111 du Code électoral ;

« Par ces motifs

« Et tous autres à ajouter, déduire ou suppléer, même d'office

« Les requérants sollicitent, qu'il vous plaise, Messieurs les président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel :

« En la forme :

« Déclarer le présent recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai prévus par la loi ;

« Au fond :

« Constater que le scrutin du 09 février 2020 dans l'arrondissement de REY BOUBA de la circonscription électorale de Mayo Rey, Région du Nord a été émaillé de nombreuses fraudes matérialisées par l'expulsion des représentants du parti politique Union Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) de tous les bureaux de vote de l'arrondissement de REY BOUBA ;

« Dire et juger que ces faits sont constitutifs d'entraves aux opérations de vote, d'atteintes aux droits civiques et de violation de la loi notamment les dispositions des articles 54, 56, 57 et 111 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code électoral, modifiée, et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

« Dire et juger que la composition des commissions locales de vote est d'ordre public et que la violation des dispositions des articles 54, 56, 57 et 111 du Code électoral dans l'arrondissement de REY BOUBA entraîne l'annulation des suffrages qui en résultent ;

« En conséquence :

« Conformément aux dispositions de l'article 132, alinéa 2 du code électoral, annuler les opérations électorales des élections législatives du 09 février 2020 dans l'arrondissement de REY BOUBA de la circonscription électorale de Mayo Rey, Région du Nord ;

« Ordonner la reprise des élections législatives dans l'arrondissement de REY BOUBA de la circonscription électorale de Mayo Rey, Région du Nord, dans un délai de 20 jours au moins et de 40 jours au plus, tel que prévu par l'article 135 al. 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

« Sous toute réserves ;

« Les requérants prient Messieurs les président et Honorables Membres du Conseil Constitutionnel de bien vouloir accepter l'expression de leur sentiment respectueux ».

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête a été communiquée aux parties intéressées, lesquelles disposaient d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leurs mémoires en réponse respectifs ;

---Que suite à cette communication, le RDPC représenté par une délégation conduite par Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB LUKE, KANGUE NDONG NTAH Xavérie, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse ainsi conçu *:*

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le 12 février suivant sous le n° 328, Monsieur NADJIBER Daniel, candidat de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du MAYO REY et l'UNDP

sollicitent l'annulation partielle des opérations électorales dans ladite circonscription, plus précisément dans l'arrondissement de REY BOUBA ;

« Au principal

« Attendu que le recours de Monsieur NADJIBER Daniel et de l'UNDP est irrecevable en la forme ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 02 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 : « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires. Il en proclame les résultats ;

« (2) En cas de contestations sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. ».

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise : « L'organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi. ».

« C'est en applications des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'à été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution. ».

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'application est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure à

suivre devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'Etat ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ; »Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclame les résultats. ».

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant la qualité d'agent de gouvernement pour cette élection.

« (2) Lorsque le Conseil Constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant. ».

« article 49 : « Sous peine « Article 49 : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. » ;

« Article 55(1) : « Le Conseil Constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. » ;

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du Code Electoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des Membres du Parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. » ;

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« 1) Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

«2) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

«3) Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

«4) Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « la forme prime sur le fond » est à la base de la recevabilité de tout recours,

s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduites par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« A titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58/1067 du 07 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil Constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p.8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254 ;

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur NADJIBER Daniel et de l'UNDP ne comporte nullement le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n°2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel qui énoncent que « Lorsque le Conseil Constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant. » ;

« Qu'en application des disposition sus invoquées, la requête de Monsieur NADJIBER Daniel et de l'UNDP devait également indiquer les noms des suppléants ;

« Qu'en omettant d'indiquer le nom des suppléants dans leur requête, ils l'ont exposé à la sanction de l'irrecevabilité prévue à l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« En outre, la requête de Monsieur NADJIBER Daniel et de l'UNDP est signée par leur Avocat en violation des dispositions de l'article 55 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement

« Attendu que le recours de Monsieur NADJIBER Daniel et l'UNDP porte sur les griefs suivants :

- *Interdiction d'accès dans les bureaux de vote de REY BOUBA par la « milice » du Lamido de ladite localité ;*
- *Défaut de désignation des électeurs en remplacement des membres des commissions locales de vote absents, de sorte que lesdites commissions n'étaient constituées que des membres du RDPC,*
- *Bourrage des urnes*

« Au soutien de leurs allégations, ils produisent le procès-verbal des travaux de la commission départementale de supervision ;

« Mais attendu qu'il y a lieu de rejeter ledit recours sur le fait que d'une part, les requérants n'apportent aucun élément de nature à établir que les représentants de l'UNDP ont été chassés et interdits d'accès dans les bureaux de vote ;

« D'autre part, le PV de la commission départementale de supervision produit se borne à constater l'absence des représentants de l'UNDP dans certaines commissions locales et le passage des représentants du Lamido dans quelques bureaux de vote sans autre précision ;

« Que les requérants ne sauraient tirer avantage de ces constatations non équivoques ;

« Attendu qu'en tout état de cause, la liste du RDPC est donnée largement victorieuse dans la circonscription électorale du MAYO REY avec un important écart de plus de 12.000 (douze) mille voix sur celle de l'UNDP ;

« Que les prétendus griefs allégués ne sauraient avoir incidence sur cette volonté majoritaire librement exprimée des électeurs du MAYO REY ;

« Qu'il y a lieu de rejeter le recours Monsieur NADJIBER Daniel et l'UNDP comme étant non fondé ;

« Par ces motifs

« Au principal « Voir déclarer irrecevable le recours de Monsieur NADJIBER Daniel et l'UNDP comme étant non fondé ;

« Subsidiairement

« Voir rejeter le recours de Monsieur NADJIBER Daniel ET l'UNDP comme étant non fondé ;

« Sous toutes réserves

« Profond respect

« Yaoundé, le 15 février 2020

« (é) » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à L'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des dispositions de la loi organique invoquées ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement en l'occurrence, avoir la qualité, de la part de son auteur, respecter les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droits allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête introduite est conforme à ces prescriptions ;

---Qu'il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que sieur NADJIBER Daniel sollicite du Conseil Constitutionnel, l'annulation partielle des opérations électorales dans la circonscription du Mayo-Rey en invoquant les griefs suivants :

1- La quasi-totalité des représentants de l'UNDP ont été interdits d'accès dans les bureaux de vote par les « dogari » ;

2- Les urnes ont été bourrées en l'absence des représentants de l'UNDP ;

3-Les bureaux des commissions ne comportaient que deux (02) membres au lieu de trois (03) en violation de l'article 51(1) du Code électoral ;

---Que s'agissant de l'interdiction de l'entrée des représentants de l'UNDP dans les bureaux de vote par les « dogari », en violation des articles 102 alinéas 1 et 2 du Code électoral relatifs respectivement à l'inscription sur les listes électorales du bureau de vote concerné et à l'autorisation accordée au président et aux membres de la Commission locale de vote à voter sur présentation de leur carte nationale d'identité, il n'a été signalé aucune obstruction au scrutin et aucun acte de violence sur les représentants de l'UNDP ;

---Qu'au demeurant, cette absence de preuve concerne aussi les opérations de dépouillement prévues à l'article 111 du Code Electoral que le requérant voudrait à tout prix imputer à la présence des « dogari » et à l'absence des membres de l'UNDP dans la commission ;

---Que lors du dépouillement prévu à l'article 55 du Code électoral, le président de la commission locale de vote a le pouvoir de désigner quatre (04) scrutateurs parmi les électeurs pris dans tous les partis politiques en compétition ;

---Qu'il n'est pas rapporté que les électeurs pris au sein de l'UNDP aient été victimes d'une quelconque discrimination ;

---Attendu que sur la violation de l'article 57 alinéa 1 du Code Electoral relatif à la composition des bureaux de vote ne comprenant que deux (02) membres au lieu de trois (03), il y a lieu d'inviter le requérant à se référer à l'alinéa 2 du même article qui permet au Président de la Commission de déroger à la règle de trois (03) membres obligatoires, en cas de force majeure en ces termes :

« …cependant, s'il éprouve des difficultés insurmontables pour constituer la commission, le président peut ouvrir le bureau de vote à l'heure d'ouverture du scrutin » ;

---Qu'en ouvrant le bureau de vote avec deux (02) membres sur trois (03), le président de la commission n'a pas violé la loi ;

---Attendu que sur la violation de l'article 56 qui prescrit au président du bureau de vote de compléter celui-ci par des électeurs sachant lire et écrire le français ou l'anglais à l'ouverture du scrutin en cas d'absence d'un mandataire de liste ou de partis, il y a lieu de relever que le souci du législateur a toujours été de faire démarrer le vote à l'heure indiquée dans le respect de la loi à l'effet d'offrir leur chance à tous les candidats et de préserver leurs droits à tous les électeurs ;

---Que l'article 57 alinéa 2 que le requérant prend soin de ne pas citer, complète à souhait l'article 56 de la même loi ;

---Qu'en tout état de cause et s'agissant du grief relatif au non-respect du nombre des membres de la commission, deux (02) au lieu de trois (03), dans l'objectif selon le requérant, de pénaliser l'UNDP, la preuve n'est pas rapportée de ce que ce manquement serait imputable aux « dogari » ou à ELECAM ;

---Que sur le prétendu bourrage des urnes, il est à signaler que la preuve n'en a pas été rapportée ;

---Qu'en conséquence, les faits allégués par sieur NADJIBER Daniel n'étant pas appuyés par des preuves irréfutables, il y a lieu de rejeter sa requête comme non justifiée ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur NADJIBER Daniel recevable en la forme ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision à ELECAM et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel, les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en chef suppléant. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	**MALEGHO Joseph ASEH**

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

DECISION N° 25/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

L'Union des Mouvements Socialistes (UMS),

représentée par sieur KWEMO Pierre

C/

RDPC

SDF

ELECAM

MINAT

OBJET:

(Annulation partielle des opérations électorales à BANA et à KEKEM, dans la circonscription électorale du Haut-Nkam)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général;

---Dans l'affaire opposant :

---L'**Union des Mouvements Socialistes** (UMS), représentée par son Président sieur KWEMO Pierre, comparant ;

---D'UNE PART ;

---ET

-**ELECAM,** ayant pour conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**MINAT**, représenté par Messieurs ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNINI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun ;

-**RDPC**, représenté par une délégation composée de Messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit et Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB Luke, KANGUE NDONG NTAH Xavérine, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert, ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Social Democratic Front** (SDF);

---**D'AUTRE PART** ;

---Après avoir entendu le Conseiller BASKOUDA Jean-Baptiste en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours du parti UMS représenté par sieur KWEMO Pierre ;

-----Attendu que par requête datée du 12 février 2020 et enregistrée au Conseil Constitutionnel sous le n° 31 le même jour, L'Union des Mouvements Socialistes (UMS), représentée par son Président, sieur KWEMO Pierre, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation partielle des opérations électorales à BANA et KEKEM dans la circonscription électorale du Haut-Nkam ;

---Attendu que ledit recours est ainsi conçu :

« Monsieur le Président,

« L'Union des Mouvements Socialistes (UMS) formation politique dont le siège est à Yaoundé, représentée par son président Monsieur KWEMO Pierre Tél. : 699 83 6902;

« A LE RESPECTUEUX HONNEUR DE VOUS EXPOSER:

« Que par la présente, elle sollicite l'annulation partielle des opérations électorales dans certaines circonscriptions électorales du Haut-Nkam ;

« Qu'il est loisible d'exposer les faits d'une part et les moyens d'autre part;

« I-LES FAITS

« Que l'Union des Mouvements Socialistes (UMS) a présenté les candidats ci-après

aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Haut-Nkam :

«Candidats titulaire

« 1- KWEMO Pierre

« 2-NGUENK.ÂM Marie-Louise épouse TCHOUAGA

« 3- YAMSIPEYAWOU Apollinaire

« Candidats Suppléants

« 1- NDJEUMDEU KEMAYOU Emilienne épouse TCHEKOUA

« 2- GANNIO Isidor

« 3- TEUMA WEN DJOUMBISSIE Emmanuel

« Que la liste de ses concurrents dans cette circonscription électorale était composée de :

« Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC)

« Candidats titulaires

«1-JUIMO SIEWE MONTHE Claude

« 2- NDENGUE NY A Bernadette

« 3- W ANTOU SIANTOU Lucien

« Candidats Suppléants

« 1- NJIKEU Hortense épouse KAMANKE

« 2- ENGOUE Joséphine Rolande

« 3- ESSOUKOU Bernadette

« Social Democratie Front (SDF)

« Candidats titulaires

« 1- TCHOMNOU Raoul

«2- MAKODJOU Véronique

« 3- PEDJI Théodore

« Candidats Suppléants

«1-TCHOUGWANG David

« 2- DlKEU Acadius Albert

« 3- MEDONG WAMBA Ernestine

«Qu'après une campagne électorale fortement perturbée par les militants du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), ses électeurs se sont massivement rendus aux urnes le jour du scrutin pour plébisciter leurs candidats investis;

« Qu'à la fin du scrutin et après les dépouillements dans les différents bureaux de votes que comptait le Département du Haut-Nkam, des procès-verbaux ont été signés par les présidents des bureaux de vote et certains scrutateurs ;

« Que de nombreux cas de fraude ont émaillé le scrutin dans cette circonscription ce qui a profité au parti du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ;

« II – SUR LES MOYENS

« A - SUR L'UNIQUE MOYEN PRIS DES CAS DE FRAUDE DANS LES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES EN CE QUE LES FRAUDES MASSIVES ONT ETE CONSTATEES DANS LES CIRCONSCRIPTIONS CI-APRES :

« • CAS DE KEKEM

« Qu'il a été abondamment relayé dans les réseaux sociaux par des voices et audios que Monsieur Emmanuel NEOSSI, PDG de NEO INDUSTRY avait mis en place une stratégie de fraude avec le chef de Centre ELECAM de Kékem afin que le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) puisse remporter les élections dans cette circonscription par tous les moyens ;

« Que dans ces voices et audios, ce dernier promettait la somme de 10.000.000 FCF A aux membres d'ELECAM afin que ces derniers multiplient les cas de fraude en faveur du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ;

« Que mettant en exécution cette stratégie de fraude, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) a gagné largement dans tous les bureaux de vote stratégique à effectif pléthorique où ELECAM avait ourdi son plan avec le responsable du RDPC de Kékem;

« Qu'il s'agit notamment des bureaux de vote suivants :

« -Salle des fêtes de Kékem A et B,

« -Foyer Nyelé,

« -Pétit-Nkam,

« -Lycée technique de Kékem A et B,

« -Lycée de Kékem A et B,

« -Ecole maternelle de Kékem,

« -Balembo,

« • CAS DE BANDJA

« Qu'aucun représentant de partis politiques n'était registré même pas celui de l'administration, tout comme l'on peut constater l'absence de signature des procès-verbaux par les représentants de l'Union des Mouvements Socialistes;

« Que le Conseil Constitutionnel constatera fort aisément que le tableau de suffrage n'était pas renseigné et que dans certains bureaux de vote figuraient 4 signatures sur les procès-verbaux alors que 3 représentants seulement étaient enregistrés;

« • CAS DE BABOUTCHEU NGALEU

« Que la requérante a pu constater que soit le nombre des votants est supérieur au nombre d'inscrits, soit l'inscription en chiffre ne correspond pas à l'inscription en lettre ou encore aucune précision sur les représentants des partis politiques en lice ;

« Que des fraudes massives ont été observées dans les bureaux de vote où le RDPC a gagné notamment:

« Bureau CAMPOST de Bana A,

« Case communautaire Badoumla A,

« Case communautaire Bakam A,

« Centre social Bana A,

« Ecole CEBEC Konte A et B, école maternelle Basso A et B, école publique et de Bakassa A,B,C,D, E, Bandja Chefferie, au lycée de Foutouni A, à l'école publique de Batchitcheu A, à l'école publique de Bano A et Kambou A, l'on constate de nombreuses irrégularités sur les Procès-verbaux et des bourrages des urnes;

« C'EST POURQUOI LA REQUERANTE SOLLICITE QU'IL VOUS PLAISE MONSIEUR LE PRESIDENT

« Vu les développements qui précèdent et les pièces à l'appui;

« Vu les nombreux cas de fraude;

« - Bien vouloir annuler partiellement les élections législatives dans les circonscriptions électorales de Kékem, Bureau CAMPOST de Bana A, Case communautaire Badoumla A, Case communautaire Bakam A, Centre social Bana A, Ecole CEBEC Konte A et B, école maternelle Basso A et B, école publique et de Bakassa A,B,C,D, E, Bandja Chefferie, au lycée de Foutouni A, à récole publique de Batchitcheu A, à l'école publique de Bano A et Karnbou A etc ... , Département du Haut-Nkam.

« SOUS TOUTES RESERVES

« Bafang, le 12 février 2020 ;

« (é)» ;

---Attendu qu'en application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la requête susmentionnée a été communiquée aux parties défenderesses, en l'occurrence le RDPC, le MINAT et ELECAM, lesquelles disposaient d'un délai de 48 heures pour déposer leurs mémoires en réponse ;

---Qu'ainsi, ELECAM, sous la plume de ses Conseils MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, tous Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire libellé ainsi qu'il suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au Greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 31, Monsieur KWEMO Pierre a sollicité l'annulation partielle des opérations électorales du 09 février 2020 dans certaines circonscriptions électorales du ***Haut-Nkam*** *;*

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la forme prescrite par la loi ;

« IN LIMINE LITIS : SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE COMME FAITE EN VIOLATION DE LA FORME PRESCRITE PAR LA LOI.

« Attendu que l'article 133 alinéa 3 du Code électoral dispose que ***« Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée***

aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé leur mémoire en réponse.»

« Que l'article 42 alinéa 3 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel rappelle que ***« la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.»***

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose quant-à lui dispose que ***« sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »***

« Attendu qu'il ressort des dispositions légales susvisées qu'une requête en annulation des élections s'articule autour des faits et des moyens ;

« Qu'or, l'exploitation du recours de Monsieur KWEMO Pierre laisse apparaître que celui-ci se résume en un exposé des faits sans indiquer le texte de loi ou le principe juridique qui aurait été violée dans le cadre de l'élection législative du 09 février 2020 dans les circonscriptions concernées ;

« Qu'il s'ensuit que ce recours a été fait en violation des dispositions légales susvisées ;

« Que le recours du sieur KWEMO Pierre est donc irrecevable comme fait en violation de la loi.

« PAR CES MOTIFS :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office s'il y a lieu ;

« IN LIMINE LITIS : *Déclarer irrecevable le recours de monsieur KWEMO Pierre.*

« ET CE SERA JUSTICE ;

« SOUS TOUTES RESERVES ;

« Yaoundé, le 14 février 2020 ;

« POUR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

« (é) Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA ;

« (é)Barrister OKHA BAU OKHA ;

« (é) Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph » ;

---Attendu que de son côté le MINAT a déposé son mémoire en ces termes :

« Plaise Au Conseil Constitutionnel ;

« Vu la requête du Sieur KWEMO Pierre datée du 12 février 2020, enregistrée au Greffe de céans sous le n° 31, candidat aux élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du Haut-Nkam et Président du parti politique dénommé l'Union des mouvements Socialistes en abrégé « UMS» aux fins d'annulation partielle des opérations électorales dans certaines « circonscriptions électorales» de ce Département;

« Attendu qu'au soutien de sa demande, il affirme que le déroulement des opérations de vote dans ces circonscriptions a été émaillé de nombreuses irrégularités notamment les fraudes massives ;

« Mais attendu que le représentant de l'Etat (MINAT) entend démontrer que pareille demande ne saurait prospérer;

« Qu'en effet, elle est irrecevable (A) et non justifiée (B);

« B/ <u>DU CARACTERE IRRECEVABLE DE CETTE REQUETE.</u>

« Attendu que l'article 49 de la loi organique sur le Conseil Constitutionnel dispose que: « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les Noms des élus dont l'élection est contestée ... » ;

« Mais attendu qu'en l'espèce, à la lecture de cette requête, les noms des élus dont l'élection est contestée n'y figurent pas;

« Que le requérant ne fait que reproduire la liste des candidats concurrents dans cette circonscription; « Qu'en effet, son parti politique ayant obtenu deux (02) sièges selon les tendances, il devait citer le nom de l'élu dont l'élection est contestée;

« Qu'en omettant de le faire, sa requête tombe sous le coup de l'article 49 suscité;

« Attendu en outre que l'article 133 alinéa 3 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 précise également que: « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués .... » ;

« Que par moyens, on entend les dispositions textuelles légales qui la sous-tendent;

« Mais attendu qu'en parcourant la requête de Sieur KWEMO Pierre, l'on se rend compte qu'en aucun moment, il étaye les faits relatés par une disposition légale;

« Qu'il y'a lieu de dire qu'elle ne respecte pas les conditions de recevabilité posées par le législateur en la matière;

« Que le Conseil Constitutionnel devra le constater et déclarer cette requête irrecevable

« B/ DU CARACTERE NON JUSTIFIE DE LA REQUETE.

« Attendu que le requérant affirme que le déroulement des opérations de vote dans ces circonscriptions a été émaillé de nombreuses irrégularités notamment les fraudes massives;

« Mais attendu qu'il est de principe qu'il incombe au demandeur d'apporter la preuve des faits allégués;

« Attendu que dans la présente cause, le requérant n'apporte aucune preuve de ce qu'il soutient, se limitant uniquement à faire de simples allégations;

« Qu'il y a donc lieu de constater une absence de preuves;

« Qu'ainsi, cette requête ne saurait emporter la conviction des Membres de l'auguste juridiction;

« Attendu au demeurant, que le requérant affirme qu'il y'a eu promesse d'octroi de la somme de FCFA 10000000 aux agents d'ELECAM de Kekem, bourrage des urnes etc ... ;

« Mais attendu que ces faits sont des infractions punies par le Code Pénal par la mise en mouvement des articles 288 et 289 du Code Electoral qui disposent que;

«Est puni des peines prévues par l'article 122-1 du code pénal, celui qui:

« -avant pendant ou après un scrutin, pat inobservation des dispositions législatives ou

réglementaires, ou par tout autre acte frauduleux, viole le secret, porte atteinte à la sincérité, empêche les opérations du scrutin ou en modifie le résultat; .... » ;

« Est puni des peines prévues par l'article 123-1 du code pénal, celui qui:

« Par dons, libéralités, faveurs, promesses d'octroi d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers en vue d'influencer le vote d'un ou plusieurs électeurs, obtient leur suffrage soit directement, soit par l'entremise d'un tiers .... »;

« Qu'ainsi, si ces faits sont avérés, ils tombent sur le coup de ces articles;

« Qu'au demeurant, leur connaissance échappe à la compétence du Conseil Constitutionnel;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou à suppléer éventuellement même d'office:

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé;

« déclarer la requête de Sieur KWEMO Pierre irrecevable;

« dire qu'elle n'est pas justifiée;

« la rejeter en conséquence ;

« et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 15 février 2020 ;

« Le représentant de l'Etat,

« (é) » ;

---Attendu que le Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais (RDPC), représenté par une délégation composée de messieurs OWONA Grégoire, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA et NDONG SOUMHET Benoît, a, sous le plume de ses conseils Maîtres Louis Gabriel EYANGOH, MBITA Blaise, Joseph DJABOU, Luke KISOB, KANGUE NDONG NTAH, Rose Céline MBARGA NGONO, NKOUMOU TSALA et ALIMA Marcus, tous Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire en réponse dont la teneur suit :

« PLAISE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 31, l'Union des Mouvements Socialistes (UMS)

représentée par son Président, Monsieur KWEMO Pierre, a saisi le Conseil Constitutionnel aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale du HAUT-NKAM et en particulier dans les arrondissements de BANA et KEKEM ;

« Qu'au soutien de son recours, il prétend que de nombreux cas de fraude auraient émaillé le scrutin dans cette circonscription au profit du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ;

« Que les fraudes prétendues porteraient pour le cas de KEKEM sur :

« -La mise d'un réseau de fraude par Monsieur Emmanuel NEOSSI, PDG de NEO industry avec le chef de centre ELECAM de KEKEM, avec pour promesse de donner dix millions (10.000.000) FCFA aux membres d'ELECAM afin qu'ils multiplient les cas de fraudes en faveur du RDPC ;

« S'agissant de BANA et de BANDJA, il dénonce des fraudes massives dans les bureaux de vote de ces deux localités ;

- *A BANDJA : à l'école publique de BANDJA chefferie, au lycée de FOUTOUNI, à l'école publique de BATCHITCHEU, à l'école publique de BANO et à KAMBOU A ;*
- *A BANA :*
    - *Le nombre des votants seraient supérieurs à celui des inscrits,*
    - *Absence de précision sur les représentants des partis politiques en lice ;*

« Mais attendu que l'UMS ne produit aucun document pour étayer ses allégations qui ne sauraient suffire à donner un fondement aux griefs soulevés ;

« Qu'il s'en suit que son recours n'est pas fondé et doit en conséquence être rejeté ;

« PAR CES MOTIFS

« Voir rejeter la demande de l'Union des Mouvements Socialistes (UMS) tendant à l'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale du HAUT-NKAM comme étant non fondée ;

« SOUS TOUTES RESERVES ;

« Profond Respect ;

« Yaoundé Le 14 février 2020 ;

« (é) » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment de l'article 49 du texte dont se prévalent les mémoires en réponse ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;***

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui ***« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze heures à compter de la date de clôture du scrutin... » ;***

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement, en l'occurrence, avoir la qualité de la part de son auteur, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droit allégués ;

---Qu'en l'espèce, bien qu'ayant compéti et déposé le recours dans les délais légaux, le requérant n'a visé aucun texte de droit à l'appui des faits allégués ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et de celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties concernées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête du parti UMS représenté par sieur KWEMO Pierre irrecevable;

--- Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

--- Ordonne la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

--- Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef Suppléant ;

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

RULING No. 26/CC/SRCER OF THE 25 FEBRUARY 2020

BETWEEN:

Mrs. Fritz NGEKA ETOKE

AND

1-CPDM

2-ELECAM

3-MINAT

RELIEF SOUGHT:

(Petition for the cancellation of the February 9, 2020 Legislative election results in Fako East constituency for electoral malpractices, massive fraud, violation of the electoral law by the CPDM and ELECAM)

---The Constitutional Council sitting in open Court, the 24th to 25th of february 2020, before the panel composed thus:

---**Mr. Clément ATANGANA**, President of the Constitutional Council: **President**;

---**Messrs:**

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

--- **Mrs: Florence Rita ARREY**

--- **Messrs:**

Charles Etienne LEKENE DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE

COUNCILLORS/MEMBERS

---With the assistance of **Mr. HAMADJODA, interim Registrar-In-Chief** and **Mrs. Flavienne Jeannette AMBOMO épse NOAH AMBASSA, Registrar**;

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary General**.

---In the matter of a petition pitting:

---Fritz NGEKA ETOKE, parliamentary candidate on the SDF list for the Fako East constituency, Petitioner;

---AND

1-CPDM

2-ELECAM

3- MINAT

Respondents;

---Delivered the following Ruling:

---The Constitutional Council,

---Mindful of the Constitution,

---Mindful of law No. 2004/004/ of 21/04/2004/ to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended by law Nos. 2012/ 015 and 2012/016 of 21/12/2012;

---Mindful of decree No. 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organisation and functioning of the General Secretariat of the Constitutional Council;

---Mindful of law No. 2012/001 of 18/04/2012 on the Electoral Code as amended and supplemented by law No. 2012/017 of 21/12/2012;

---Mindful of Decree No. 2018/015 of 07/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/106 of 07/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree No. 2019/621 of 10/11/2019 convening electors for the February 9, 2020 Legislative and Municipal elections;

---Mindful of the petition of Fritz NGEKA ETOKE;

---Upon listening to the report of Mrs. ARREY Florence Rita, Councillor/Reporter;

---Considering that by a petition dated 12th february 2020, received on the same day and registered under n° 24, Fritz NGEKA ETOKE, parliamentary candidate on the SDF list for the Fako East constituency, seized the Constitutional Council requesting for the cancellation of the legislative election results of February 9, 2020 in the Fako East constituency for electoral malpractices, massive fraud, violation of the electoral law by the CPDM and ELECAM.

---Considering that the petition in question reads thus:

‘‘IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON HOLDEN AT YAOUNDE BETWEEN

“FRITZ NGEKA ETOKE, SDF Parliamentary candidate; Fako East Constituency, Petitioner;

“Versus

“ELECTIONS CAMEROON CAMEROON Peoples Democratic Movement, Respondents;

“IN THE MATER OF THE CANCELATION OF THE RESULTS OF THE FEBRUARY 9th 2020 PARLIAMENTARY ELECTIONS IN FAKO EAST CONSTITUENCY FOR ELECTORAL MALPRACTICES, MASSIVE FRAUD, VIOLATION OF THE ELECTORAL LAW THE 1ST AND 2ND RESPONDENTS

"Venerable President, the second respondent herein presented a list of candidates consisting the following :

"Substantive : ETOMBI IKOME GLADYS AND FINDI STANLEY MOKONDO

"Alternates : EYUMA'A SAMA and AGHATA EFETI who have purportedly won the parliamentary election in Fako East Constituency.

"1- As Parlamentary Candidate of the Social Democratic Front Party for the Fako East Constituency, I do hereby chose as Counsel, Barrister NJENJE Valentine Kleber of Liberty Law Firm Mutengene for the Purpose of this petition; Herein we are petitioning this honourable court for the cancellation of the entire electoral process in the said constituency during the 9th February 2020 poll in regard to the parliamentary election.

"2-That in Muyuka, the 1st and 2nd respondents colluded and awkwardly refused access to the three polling centers of Muyuka, Ekona and Mutengene to the polling agents of the Social Democratic Front, de jure members of the polling centers, defending the fundamental rights and interest of the petitionner in flagrant violation of the letter and spirit of the Electoral Code, thereby rendering the entire process a nullity.

"3-That, ballot boxes were stuffed and officials of the 2nd respondents were caught voting multiple times, videos and pictures are hereby pleaded.

"4-That thousands of redeployed law enforcement officers and soldiers casted their votes without having been screened and registered in mandatory addendum to the electoral register as prescribed, in total and flagrant violation of articles 82 and 83 in fine of the electoral code. Massive illegal voting by the men in uniform was the order of the day in the three polling centers in Muyuka, in the Government School Mutengene polling center, the Customary court, Tiko center, in the Bona-Ngombe polling Center in Bimbia, Limbe III, just to name these.

"5-That in Tiko just like in cite Nanga in Limbe, most of the chairpersons were changed overnight and replaced with CPDM militants as could be seen in the reports where they were signing for Elecam, Administration and the CPDM party. Reasons why in most reports, the number of voters against the number of signatures on the role could hardly match because they were stuffing ballot boxes indiscriminately. Annextures attached.

"6- That a plethora of malpractices, fraud, varying cases of impropriety are contained in the Sheriff-Bailiff's affidavit report and the annextures comprising 5 video tapes and 13 photos is attached hereto for your appreciation.

"7-That the parliamentary election in Fako East has none of the trappings of e free, fair and transparent election. It was nothing short of a sham and a charade.

"8- That the said parliamentary election disparages the image of our country as a budding democracy.

"Consequently, we urge and pray you to :

"Declare null and void the Parliamentary elections of the 9th of February 2020 in the Fako East Constituency and by so doing order for the cancellation of same.

" HUMBLY SUBMITTED

"FRITZ NGEKA ETOKE

"sign'';

---Considering that in compliance with section 133(3) of law no. 2012/001 of 19th april 2012 relating to the Electoral Code as amended by law no. 2012/017 of 21st December 2012, this petition was duly notified on all the respondents within 24(twenty four) hours. -

---That the respondents in return had 48(forty-eight) hours to deposit their statements of defense.

---Considering that in reply to the petition, the CPDM political party, Elections Cameroon and the Ministry of Territorial Administration filed their written submissions.

---Considering that the written submission of the CPDM reads thus:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

---BETWEEN

---FRITZ NGEKA ETOKE (Social Democratic Front)…… PETITIONER

---AND

1. ***ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)***

2. ***ETOMBI IKOME GLADYS, FINDI STANLEY MOKONDO, EYUMA'A SAMA, AGHATA EFETI, CAMEROON PEOPLES DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)……RESPONDENTS***

"RESPONSE OF THE CAMEROONS PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 018 RECEIVED ON THE 14/02/2020 AT THE RE"ISTRY

*"**MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS** the **Cameroon Peoples Democratic Movement** (hereinafter **CPDM),** 2nd Respondent herein, doth hereby prays Your Lordships to dismiss the petition of **FRITZ NGEKA ETOKE** of the **Social Democratic Front** (hereinafter **SDF)** of the **FAKO EAST Constituency** for the elections of the 9th February 2020, for the following reasons:*

1. *First and foremost, the allegation that ELECAM and CPDM refused access to the three (03) polling centres to the polling agents of the SDF totally lacks proof.*
2. *Secondly, the grounds raised by the petitioner that ballot boxes were stuffed, and CPDM respondents were caught voting multiple times, with evidence of video and pictures is vague, as it is not indicative of any fact*

   *The petitioner has attached a bailiff report titled **"REPORT RECONSTITUTING FACTS"** and dated **"12th February 2020"**, which is three days after the elections, contains only the testimony and declarations of SDF supporters and officials. We posit that such a bailiff report is not only late, but very one-sided and bias.*

   *Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to discard such a piece of evidence, which is **"ex post facto"** to the events decried. There is no way of showing that what is decried, actually happened on the election day, to wit, 9th February 2020.*

3. *The petitioner is complaining that thousands of redeployed law enforcement officials and soldiers voted in an irregular manner, in violation of Sections 82 and 83 of the Electoral Code.*

   There is no iron-clad evidence submitted before this Honourable Constitutional Council, to back up such a claim.

4. *The cardinal principle in bring matters before a tribunal, is that he who alleges any facts, must bring clear and incontrovertible evidence to the facts alleged. The petitioner has failed to provide any of such evidence before the Honourable Constitutional Council.*
5. *Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to discard or reject any purported evidence that is projected to be filed by the petitioner at the hearing, which had neither been submitted to appraisal of the respondents herein nor the judge reporter. It shall be a violation of the cardinal principle of fair hearing before any judicial procedure*
6. *Conclusively, and in consonance with* ***Section 134*** *of the* ***Electoral Code****, we pray that if by some stroke of imagination, this Honourable Constitutional Council were minded to take into consideration the alleged irregularities, it should declare that they were not of a nature that could influence the outcome of the election.*

From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition.

"RESPECTFULLY SUBMITTED

"Yaoundé 14th day of February 2020

"ADDRESSES FOR SERVICE:

"RESPONDENTS: c/o their Counsel

"EYANGOH Louis Gabriel ;
"MBITA Blaise ;
"DJABOU Joseph ;
"KISOB Luke ;
"KANGUE NDONG NTAH Xaverine ;
"MBARGA NGONO Rose Celine;
"NKOUMOU TSALA Gilbert;
"ALIMA Marcus;
"PETITIONER: FRITZ NGEKA ETOKE, SOCIAL DEMOCRATIC FRONT (SDF)";

---Considering that the written submission of ELECAM reads thus:

"IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

"WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT (ELECTIONS CAMEROON)

"FOR:

"ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

- ***Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA ;***
- ***Barrister OKHA BAU OKHA ;***
- ***Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph – Advocates***

« AGAINST :

« -FRITZ NGEKA ETOKE (SDF)

"- CAMEROON PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

"MOTIVE OF PETITION:

"REQUEST FOR THE CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 IN FAKO EAST CONSTITUENCY.

"ELECTORAL CONSTITUENCY:

"FAKO EAST.

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner, Mr Fritz Ngeka Etoke, filed an undated petition at the registry of the Constitutional Council on the 12th February 2020, registered as petition No. 24 praying the Council to cancel the results of the Legislative Election of 09th February 2020 in the Fako East Constituency.

"The petition is however inadmissible for it violates the mandatory provisions of the law;

"IN LIMINE LITIS: ON THE INADMISSIBILITY OF THE PETITION FOR VIOLATING THE MANDATORY PROVISIONS OF THE LAW.

"Section 133(3) of the Electoral code provides;

"Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48(forty eight) hours to submit their replies, against a receipt."

"In the same vein, Section 42(3) of Law No.2004/004 of 21st April 2004 to lay down the organization and Functioning of the Constitutional Council, provides:;

"The petition shall state the alleged facts of the matter and the grounds therefor. It shall be posted within 24(twenty four) hours of its submission and sent to the parties concerned, who shall have a period of 48(forty eight) hours to present their written submissions, duly acknowledged."

"From the mandatory provisions of the above cited laws, all petitions before the constitutional Council for the Cancellation of elections must state the facts and means.

"Upon a careful perusal of the petition of Mr. Fritz Ngeka Etoke, he has vehemently failed to present the facts and means as required by the above cited laws.

"Furthermore, ***Section 55(1) of Law No. 2004/004 of 21st April 2004; To lay down the Organization and Functioning of the Constitutional Council, provides;***

"Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds therefore."

"A vivid perusal of the petition is quite glaring that Mr. Fritz Ngeka Etoke never dated same before filing. Hence it is in violation of the law here in above mentioned.

"The petition of Mr. Fritz Ngeka Etoke is accordingly inadmissible.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto;

"Declare the petition inadmissible and accordingly dismiss it.

"Humbly Submitted

"Yaoundé the 14th February 2020;

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

"Barrister OKHA BAU OKHA

"Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph »

---Considering that the reply of the Ministry of Territorial Administration reads thus:

« OBSERVATIONS DU REPRESENTANT DE L'ETAT DU CAMEROUN (MINAT) SUR LA DEMANDE D'ANNULATION PARTIELLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 09 FEVRIER 2020 DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DE FAKO OUEST

---A Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, Yaoundé ;

« Plaise au Constitutionnel

« Vu la requête du 12 février 2020 de Sieur NGEKA ETOKE Fritz, candidat du Social Democratie Front (SDF) aux élections législatives du 09 février2020, enregistré au greffe de céans sous le numéro 24, aux fins d'annulation partielle des élections législatives dans la circonscription électorale de Fako Est;

« Attendu qu'au soutien de sa demande NGEKA ETOKE Fritz allègue de nombreuses irrégularités, la fraude et la violation des dispositions du code électoral;

«Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que cette requête ne saurait prospérer;

« Attendu que, suivant l'article 133(3) du code électoral, «Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. (.)» ;

« Que dans son recours, Sieur LGEKA ETOKE se contente d'énumérer les faits contestés sans relever les moyens qui fondent ses réclamations;

« Attendu que suivant l'article 288 du code électoral, «Est puni des peines prévues par l'article 122-1 du code pénal, celui qui:(...) à l'aide de fausses nouvelles, de propos calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, supprime ou détourne des suffrages, détermine un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter» ;

« Qu'en l'espèce, le requérant n'a joint aucune pièce à son recours de nature à confirmer ses allégations;

« Attendu au demeurant que le requérant ne démontre pas en quoi les griefs allégués ont pu avoir une incidence certaine sur le résultat des dites élections;

« Par ces motifs et tous autres à en déduire ou suppléer d'office,

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

« -recevoir l'Etat du Cameroun (MINA T) en ses observations et l'y dire fondé;

« -déclarer irrecevable le recours introduit par Sieur NGEKA ETOKE Fritz aux fins d'annulation partielle des élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de Fako Est;

« -déclarer ledit recours non justifié, surabondamment;

« -le rejeter en conséquence,

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 14 février 2020

« Le Représentant de l'Etat

« (é) MBENOUN Maurice Désiré » ;

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITION

---Considering that disputes on the election of members of the National Assembly are governed by the Electoral Code and not by law no. 2004/4 of 21 april 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by law no. 2012/15 of 21 december 2012;

---That indeed, contrary to the submissions of respondents, section 45 of the said "organic" law referred to above clearly provides that presidential election disputes shall be governed by the electoral laws in force;

---That henceforth, sections 132 and 133 of the Electoral Code to which section 168 relates for parliamentary elections are applicable to the detriment of the provisions of the organic law on which the submissions in reply of respondents are based;

---Considering that in this regard, pursuant to section 132(2) referred to above, the Constitutional Council "shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the

Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations.";

---That for its part, section 133(1) and (3) provides:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy two) hours of the close of the poll …";

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means…";

---That from a reading of the provisions referred to above, admissibility of a petition must fulfil three (3) conditions namely, the petitioner must have *locus standi*, respect the time limit provided for by law, and clearly state the facts and points of law alleged;

---That in this matter, the petition referred to above complies with the legal provisions cited above;

---That it is proper to declare the petition admissible.

ON THE MERITS

---Considering that the issue of polling centres has been raised by the petitioner only during oral arguments at the hearing and that it is not contained in the initial petition.

---That the aforementioned issue in this presence case is a new petition and as such is being brought before this Council out of time.

---That it is proper to dismiss the new petition accordingly.

---Considering furthermore that the petitioner in the present case attached a Report by the Bailiff with statements of the militants of the petitioner's political party.

---That the petitioner also attached pictures which do not indicate what is contained in his application and even spoke of video tapes which were not filed with the petition.

---Considering that he who comes to equity must come with clean hands.

---Considering that the principle of law is that he who alleges must prove the allegation.

---Considering the above principle is about the process of disclosure. That when the facts and evidence relied by a party are disclosed to the other party, it gives him the opportunity to challenge the evidence through research or discovery to rebut what the other party has established and it prevents the other party from being ambushed.

---That disclosure is an important element to a fair trial.

---Considering that the petitioner has failed to file the evidence in support of the allegations contained in the petition.

---That it is proper to dismiss the petition for lack of evidence.

UPON THESE GROUNDS:

---The Constitutional Council, after a full hearing in open Court on post-electoral disputes as final jurisdiction with the unanimous vote of its members;

---Declares the petition of Fritz Ngeka Etoke admissible;

---Rejects the issue of polling centres as having been raised by the petitioner only during the oral arguments;

---Dismisses the petition for lack of evidence;

---Declares that there is no order as to costs;

---Orders that this Ruling be served forthwith on the Electoral Board, the Minister of Territorial Administration, and the parties concerned, and be published in the Official Gazette in English and French;

---Thus decided and pronounced in open court by the Constitutional Council, the same day, month and year as cited above in the Court Hall of the said Council ;

---In witness whereof, this present decision has been signed by the President, the Secretary- General and countersigned by the Interim Registrar-In-Chief.

THE PRESIDENT

Clément ATANGANA

THE SECRERATY-GENERAL

MALEGHO Joseph ASEH

THE INTERIM REGISTRAR-IN-CHIEF

HAMADJODA

RULING N° 027/CC /SRCER OF 25TH FEBRUARY 2020

BETWEEN:

HON. MBAH-NDAM Joseph NJANG

AND

1. ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

---The Constitutional Council sitting in open session this 25th day of February 2020, in Electoral matters, before the Panel composed thus:

---**Mr. Clément ATANGANA**, President of the Constitutional Council;

President;

---**Messrs:**

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---**Mrs: Florence Rita ARREY**

---**Messrs:**

Charles Etienne LEKENE

DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE;

Councillors/Members;

---And with the assistance of **Mr. HAMADJODA, InterimRegistrar-In Chief;** And **Mrs Flavienne Jeannette AMBOMO épouse NOAH AMBASSA, Registrar-In-Attendance;**

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary-General**.

---In the matter of a Petition pitting:

-HON. MBAH-NDAM JOSEPH NJANG….PETITIONER

-AND

1. ***ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)***

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

RESPONDENTS;

---Rules thus:

---Mindful of the Constitution;

---Mindful of law n° 2004/004 of 21/04/2004 to lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, as amended by law n° 2012/015 of 21/12/2012;

---Mindful of decree n° 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organization and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/105 of 7/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/106 of 7/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2019/612 of 10/11/2019 to convene the electoral college in view of the election of Members of the National Assembly;

---Mindful of the Petition of Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG;

---Upon listening to the report of Councillor Paul NCHOJI NKWI, Rapporteur;

---Considering that by an additional submission to a petition dated 14 February 2020, received the same day at the Constitutional Council and registered n° 043, Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG, Substantive Candidate for the Legislative Elections of 9 February 2020 on the SDF list for Momo East Constituency, urged the Constitutional Council to cancel electoral operations in the Momo East Constituency, keep aside Section 135 of the Electoral Code, disqualify CPDM candidates for their implication in the post electoral violence and maintain existing SDF member of parliament in the Momo East Constituency until such time that reorganizing elections will be possible;

---Considering that the petition in question is worded thus:

"*Additional Submissions to Petition Regarding the partial cancellation of the February 9th 2020 Legislative Election Operations in Momo East Constituency, North-West Region*

"To The President of the Constitutional Council, Yaounde.

"Honourable Mbah-Ndam Joseph Njang, petitioner to the petition referred to above, for reasons of additional facts and new developments within the Momo East Constituency hereby submit and adumbrate as follows:

"That since the holding of the purported elections the hunt for the SDF militants and the burning of their houses has aggravated;

"That it is very evident that the CPDM candidates who were ferried by armored cars to the two polling centers, Batibo and Mbengwi respectively, by armored cars conspired not only with the "Ambazonian restoration forces" and the military but also planted persons to emit audio recordings that went viral against the petitioner, the total population and in particular the SDF militants;

"That the establishment of peace and serene environment for a rerun of the election within 20 to 40 days as provided for by the electoral code is practically impossible;

That the petitioner reiterates that no election operations actually went on in Batibo and

Mbengwi;

"That having regard to all of the above, instead of cancelling the electoral operations in whole and ordering a rerun, the petitioner prays the Constitutional Council to:

1.Disqualify the candidates of the CPDM for their overt implication in the violence that ensued throughout voting day in the MOMO East constituency;

2.Decide that it will practically be impossible to conduct a rerun in the near future;

3.Reinstate the existing SDF members of the National Assembly until such time that the holding of elections in this constituency will be possible.

"ln that way, justice shall have been done.

"Singed

"Hon Joseph Mbah-Ndam

"Petitioner/Candidate"

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITION

---Considering that Section 48(2) of the Constitution and Section 132(2) of the Electoral Code defines the quality of persons to file petitions before this Council while Section 133 of same defines the time frames for filing and the content of such petitions in matters relating to the election of members of the National Assembly;

---Considering that Section 133(1) of the Electoral Code states; *"all petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy-two) hours of the close of the poll";*

---Considering that in the case at hand, the petitioner's file was received at the Constitutional Council on the 14 February 2020, that is, 96 hours after the close of the polls;

--- His additional submissions is thus manifestly inadmissible violating Section 133 (1) of the Electoral Code.

---Considering that proceedings before the Constitutional Council is free by virtue of Section 57 of Law N° 2004/004 of 21st April 2004 to lay down the organization and the functioning of the Constitutional Council as amended by Law N° 2004/015 of 21st December 2012, cost of these proceedings shall be borne by the public treasury.

---Considering that in application of Section 15(2) of the above cite law as read with Section 131(3) of the Electoral Code, it is proper to order the service forthwith of this ruling on the Electoral Board, all the parties and its publication in the official gazette in English and French.

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, after a full hearing in open session on post-electoral petitions, with the unanimous vote of its Members:

---Declares the additional submissions to the Petition of Honourable MBAH-NDAM Joseph NJANG manifestly inadmissible for being time barred;

---Orders that the cost of these proceedings be borne by the public treasury;

---Orders the service of this Ruling on all the parties and its publication in the official gazette.

---Thus decided and pronounced in open Court the same day, month and year as above in the Court Hall of the Constitutional Council.

---In witness whereof, this present Ruling has been signed by the President, the Secretary-General and countersigned by the Interim Registrar-In-Chief.

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément ATANGANA **MALEGHO Joseph ASEH**

INTERIM REGISTRAR-IN-CHIEF

HAMADJODA

RULING N° 028/CC/SRCER OF 25TH FEBRUARY 2020

BETWEEN:

HON. MBAH-NDAM Joseph NJANG

AND

-ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

-CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM)

-MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

RELIEF SOUGHT :

(cancellation of electoral operations in the North West and South-West Regions)

---The Constitutional Council sitting in open session this 25th day of february 2020, in Electoral matters, before the Panel composed thus:

Mr. Clément ATANGANA, President of the Constitutional Council;

President;

---Messrs:

BAH OUMAROU SANDA

Paul NCHOJI NKWI

Joseph Marie BIPOUN WOUM

Emmanuel BONDE

---Mrs: Florence Rita ARREY

---Messrs:

Charles Etienne LEKENE

DONFACK

AHMADOU TIDJANI

Jean Baptiste BASKOUDA

Emile ESSOMBE;

Councillors/Members;

---And with the assistance of **Mr. HAMADJODA, Interim Registrar-In Chief;** And **Mrs Flavienne Jeannette AMBOMO épouse NOAH AMBASSA, Registrar-In-Attendance;**

---In the presence of **Mr. MALEGHO Joseph ASEH, Secretary-General**.

---In the matter of a Petition pitting:

-HON. MBAH-NDAM JOSEPH NJANG….PETITIONER

-AND

1. ***ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)***

2. CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT(CPDM)

3. MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION (MINAT)

Respondents:

---Rules thus:

---Mindful of the Constitution;

Mindful of law n° 2004/004 of 21/04/2004 to lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, as amended by law n° 2012/015 of 21/12/2012;

---Mindful of decree n° 2018/104 of 7/02/2018 to lay down the organization and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/105 of 7/02/2018 appointing the Members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/106 of 7/02/2018 appointing the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2018/170 of 23/02/2018 appointing the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree n° 2019/612 of 10/11/2019 to convene the electoral college in view of the election of Members of the National Assembly;

---Mindful of the Petition of Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG;

---Upon listening to the report of Councillor Paul NCHOJI NKWI, Rapporteur;

---Considering that by an additional submission to a petition dated 14 february 2020, received the same day at the Constitutional Council and registered n° 043, Hon. MBAH-NDAM Joseph NJANG, Substantive Candidate for the Legislative Elections of 9 February 2020 on the SDF list for Momo East Constituency, urged the Constitutional Council to cancel electoral operations in the North West and South-West Regions, keep aside Section 135 of the Electoral Code, disqualify CPDM candidates for their implication in the post electoral violence and maintain existing SDF members of parliament in the North West and South West Regions until such time that reorganizing elections will be possible;

---Considering that the petition in question is worded thus:

"*Additional Submissions to Petition Regarding the partial cancellation of the February 9th 2020 Legislative Election Operations in the North West and South West Regions.*

"To The President of the Constitutional Council,Yaounde.

"HonourableMbah-Ndam Joseph Njang, petitioner to the petition referred to above, for reasons of additional facts and new developments within the North West and South West Regions hereby submit and adumbrate as follows:

"That since the holding of the purported elections the hunt for the SDF militants and the

burning of their houses has aggravated;

"That it is very evident that the CPDM candidates who were ferried by armored cars to the two polling centers in the North West and South West Regions, in armored cars conspired not only with the "Ambazonian restoration forces" and the military but also planted persons to emit audio recordings that went viral against the petitioner, the total population and in particular the SDF militants;

"That the establishment of peace and serene environment for a rerun of the election within 20 to 40 days as provided for by the electoral code is practically impossible;

"That the petitioner reiterates that no election operations actually went on in the North West and South West Regions;

"That having regard to all of the above, instead of cancelling the electoral operations in whole and ordering a rerun, the petitioner prays the Constitutional Council to:

"1. Disqualify the candidates of the CPDM for their overt implication in the violence that ensued throughout voting day in the North West and South West Regions;

"2. Decide that it will practically be impossible to conduct a rerun in the near future;

"3. Reinstate the existing SDF members of the National Assembly until such time that the holding of elections in this constituency will be possible.

ln that way, justice shall have been done.

"Singed

"Hon Joseph Mbah-Ndam

"Petitioner/Candidate";

ON THE ADMISSIBILITY OF THE PETITION

---Considering that Section 48(2) of the Constitution and Section 132(2) of the Electoral Code defines the quality of persons to file petitions before this Council while Section 133 of same defines the time frames for filing and the content of such petitions in matters relating to the election of members of the National Assembly;

---Considering that Section 133(1) of the Electoral Code states; *"all petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy-two) hours of the close of the poll";*

---Considering that in the case at hand, the petitioner's file was received at the

Constitutional Council on the 14 February 2020, that is, 96 hours after the close of the polls;

---His additional submissions is thus manifestly inadmissible violating Section 133(1) of the Electoral Code.

---Considering that proceedings before the Constitutional Council is free by virtue of Section 57 of law n° 2004/004 of 21st april 2004 to lay down the organization and the functioning of the Constitutional Council as amended by law n° 2004/015 of 21st december 2012, cost of these proceedings shall be borne by the public treasury.

---Considering that in application of Section 15(2) of the above cite law as read with Section 131(3) of the Electoral Code, it is proper to order the service forthwith of this ruling on the Electoral Board, all the parties and its publication in the official gazette in English and French.

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, after a full hearing in open session on post-electoral petitions, with the unanimous vote of its Members:

---Declares the additional submissions to the Petition of Honourable MBAH-NDAM Joseph NJANG manifestly inadmissible for being time barred;

---Orders that the cost of these proceedings be borne by the public treasury;

---Orders the service of this Ruling on all the parties and its publication in the official gazette.

---Thus decided and pronounced in open Court the same day, month and year as above in the Court Hall of the Constitutional Council.

---In witness whereof, this present Ruling has been signed by the President, the Secretary-General and countersigned by the Interim Registrar-In-Chief.

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément ATANGANA **MALEGHO Joseph ASEH**

INTERIM REGISTRAR-IN-CHIEF

HAMADJODA

RULING No. 29/CC/SRCER OF 25 FEBRUARY 2020

BETWEEN:

HON NDONG LARRY HILLS AND 10 OTHERS

AND

ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) AND 5 OTHERS

RELIEF SOUGHT

(TOTAL CANCELLATION OF THE FEBRUARY 9, 2020 LEGISLATIVE ELECTIONS IN THE MOMO WEST CONSTITUENCY OF THE NORTH WEST ***REGION)***

---After having recognised Councillor Paul Nchoji Nkwi and Councillor Florence Rita Arrey in their report;

---Delivered the following ruling:

---THE CONSTITUTIONAL COUNCIL

---Mindful of the Constitution;

---Mindful of law no. 2004/4 of 21 april 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by Law No. 2012/15 of 21 december 2012;

---Mindful of law no. 2012/1 of 19 april 2012 relating to the Electoral Code as amended and supplemented by Law No. 2012/17 of 21 december 2012;

---Mindful of decree no. 2018/104 of 7 february 2018 to lay down the organisation and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of Decree No. 2018/105 of 7 February 2018 to appoint members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree no. 2018/106 of 7 February 2018 to appoint the President of the Constitutional Council;

---Mindful of decree no. 2018/170 of 23 february 2018 to appoint the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree no. 2019/612 of 10 november 2019 to convene the electorate for the election of members of the National Assembly and of Municipal Councillors of 9 February 2020;

---Mindful of the petitions of Hon. Ndong Larry Hills, Amos Ngum, Hon. Paul Nji Tumasang, Mbiybe Caroline, Nsowiyi Frederick Sunjo, Hon. Fobi Nchinda Simon, Nkemlemo Denis Nchafac, Hon. Mbah-Ndam Joseph Njang, Akuma Marcus Acha, Akiumbeni Montesquieu Atauba, and Hon. Fusi Naamukong;

---Considering that as per the petitions referred to above, the petitioners seek the cancellation of the electoral operations in some constituencies in the North West Region and South West Region;

---That on the ground of their similarity in facts and the law, there is reason to consolidate them;

---Considering that in this regard, the petition of Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba that is similar to the others reads as follows:

‘‘PETITION FOR THE TOTAL CANCELLATION OF THE FEBRUARY 9, 2020 LEGISLATIVE ELECTIONS IN THE MOMO WEST CONSTITUENCY OF THE NORTH WEST REGION

“AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA……PETITIONER

“AND

“1-ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

“2-AWUTAH PHILIP ATUBAH (CPDM)

RESPONDENTS;

"TO THE CONSTITUTIONAL COUNCIL YAOUNDE – CAMEROON

"May it please the Honourable President and Members of the Constitutional Council,

"I, AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA, Substantive Candidate for the Legislative Elections of 9/2/2020 on the SDF List for Momo West Constituency, having as Counsel Barristers Sama Francis, Suh Fuh Benjamin, Mbah-Ndam Boniface, Mbah-Mbole Charles, Ndangoh Tah Calvin, Ngouana Moustapha, Nana Wilson Suh, Adeline Djomgang and others, Tel No. 677-458-563, has the honour to petition as follows:

"That on the 9th of February 2020 all the 32 polling stations in the Andek were moved to cramped to 1 polling centre at Andek. The distance Abiachia to Andek is about 13kilometes, from Azem to Andek 12kilometers and from Tinechung 12 kilometers and this resulted in the following:

"a. The Electors in the villages were not informed of this change of the locations of their polling stations. And even on the eve of the elections ELECAM notified electors through SMS texts of their polling stations but never mentioned the change of the locations of the said polling stations. Section 96 of Law No. 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code provides as follows:

"96(1) The Director General of Elections shall draw up the list of polling stations for every council.

"(2) Such list shall specify the area covered by each polling station.

"(3) There shall be one polling station for a maximum of 500 (five hundred) electors.

"(4) Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public".

"Honourable President and Members of the Constitutional Council, there is a clear distinction between a polling station and a polling centre. The Electoral Code does not make provision for POLLING CENTRES.

"The creation of the polling centres in Andek grouping 32 polling stations to 1 polling centre grossly violated Section 96 of the Electoral Code supra and prevented many electors from exercising their right to vote. Section 4(2) of the Electoral Code

provides that "Elections Cameroon shall perform its duties in keeping with the Constitution and laws and regulations in force".

"The Preamble of the Constitution of Cameroon (Law No. 96-06 of 18 January 1996 to amend the Constitution of 2 June 1972) provides inter alia as follows:

" ... Affirm our attachment to the fundamental freedoms enshrined in the Universal Declaration of Human Rights, the Charter of the United Nations and the African Charter on Human and Peoples' Rights, and all duly ratified international conventions relating thereto, ... "

"And Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights provides as follows:

"(1) Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives.

"(2) Everyone has the right of equal access to public service in his country.

"(3) The will of the people shall be the basis of the authority of government;

"This will shall be expressed in periodic and genuine elections which shall be by universal and equal suffrage and shall, be held by secret vote or by equivalent free voting procedures".

"While Article 13(1) of the African Charter on Human and Peoples Rights provides as follows:

"Every citizen shall have the right to participate freely in the government of his country, either directly or through freely chosen representatives in accordance with the provisions of the law".

"And Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights provides as follows:

"Every citizen shall have the right and the opportunity, without any of the distinctions mentioned in Article 2 and without unreasonable restrictions:

"a. To take part in the conduct of public affairs, directly or through freely chosen representatives;

"b. To vote and to be elected at genuine periodic elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret ballot, guaranteeing the free expression of the will of the electors;

“c. To have access, on general terms of equality, to public service in his country". By moving the 32 polling stations from their locations mostly in villages, to one polling centre in Andek, ELECAM expected electors from far off villages like Azem, to trek about 12 kilometres to the polling centre in Andek to vote and to trek back to their villages, violating a Ministerial Order and putting their lives in danger.

“Thus by moving the 32 polling stations in the Momo West Constituency to one polling centre in Andek, ELECAM violated Sections 4(2) and 96 of the Electoral Code, the Preamble of the Constitution and the above cited International Conventions duly ratified by Cameroon.

“Article 3 of Arrete No. 000009/A/MINAT/SG/DAP of 6 February 2020 signed by Minister Atanga Nji Paul of Territorial Administration reads thus:

"(1)The movement of persons and goods by road, railway or by air shall be prohibited from 8th February 2020, at midnight, to 9th February 2020, at 6 p.m".

“(2) The provisions of paragraph (1) above do not apply to:

“a. Persons and goods circulating within an urban or a rural area;

“b. Vehicles belonging to defence and security forces;

“ c. Ambulances with special laissez-passer issued by the Governor of the Region or the. Senior Divisional Officer with territorial jurisdiction;

“d. Aircraft dispatched for security purposes, medical evacuation or delivery of election materials;

“e. Aircrafts operating international flights;

“f. ELECAM officials and delegates, and duly accredited national and international observers and journalists with badges and accreditations".

“To move from any of these villages of like Azem, Abichia where the 1 polling centre was set up by ELECAM, an elector would be moving either by road or by air and such movement had been prohibited by the Minister of Territorial Administration. The only exception in the Ministerial Order is where the movement is either within an urban area or within a rural area. Thus an elector who had to move from Azem to Andek centre which is in the central area would be violating the Ministerial Order.

“Electors were therefore prevented from choosing their representatives by conveniently

moving to their polling stations and voting. That electors were prevented from voting by insecurity as on the eve of the elections and even on the day of the polls there was gun battle between Security Forces and Armed Separatists in Abieha, Azem and Tinechung.

"The gunshots scared and kept most of the electors in Andek indoors throughout the day of the polls.

"That while most of the SDF militants were unable to make it to the 1 polling centre in Andek as explained hereinabove, ambulant voters who had been ferried into Andek from Bafoussam by the CPDM were transported to the 1 polling centre by the military in armored cars to vote for the CPDM.

"That before and during the elections there existed no Andek Council Branch office of ELECAM in the constituency due to insecurity and this hindered the circulation of information relating to electoral operations such as nomination of chairpersons of polling stations, list of security officers brought in for security during electoral operations and polling station activities.

"That prior to the election the list of polling stations was never posted up at least days to the polling as provided by Section 97 of the Electoral Code which provides as follows:

''The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least 8 (eight) days before the day of election".

"That the Representatives of the administration in the polling stations were not chosen from amongst electors registered in the electoral registers of the polling stations concerned and this is violation of Section 54(2) of the Electoral Code which provides that:

''The names of the representatives of the administration and candidates, lists of candidates or political parties chosen from amongst electors registered in the electoral register of the polling station concerned shall be notified to the council branch of Elections Cameroon, no later than the sixth day before the election day".

"The following characteristics were peculiar to this constituency;

"1. That there exist no Elecam Office in Andek for the staff have long deserted due to insecurity.

"2. Representatives of the Social Democratic Front could not be at the centre for they have been abducted the day before. Consequently no proces-verbals could

be obtained. Only two open boxes were at the polling centres of Befang. One for Municipal and one for legislative.

"3. Voters were expected to trek from Abichia, Azemto Andek about 12 kilometres.

"4. Voters of 32 polling stations were expected to vote in one box in Andek.

"5. A video projector or a slide shall be mounted at the court to demonstrate the atmosphere in the constituency as well as other supporting documents.

"From the foregoing the petitioner urges the Constitutional Council to;

"Hold that this petition has been filed in conformity with Section 168 as read with Sections 132 to 136 of Law No. 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code and to consequently declare same ADMISSIBLE;

"Find merits in the petition and totally cancel the electoral operations of the Legislative Elections of 9th February 2020 in Momo West Constituency of the North West Region.

"Comply with the provisions of Section 135 of the Electoral Code. With Profound Respect.

"Done in ANDEK this 11th day of February 2020

"Signed;

"AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA;

"SDF SUBSTANTIVE CANDIDATE;

"MOMO WEST CONSTITUENCY';

---Considering that the petitions were notified to the respondents and that they filed their submissions in reply which were similar;

---That in this regard, Cameroon People's Democratic Movement CPDM), with Eyango Louis Gabriel, Mbita Blaise, Djabou Joseph, Kisob Ndong Ntah Xaverine, Mbarga Ngono Rose Céline, Nkoumou Tsala Gilbert and Alima Marcus, of Counsel for respondents submitted as follows:

''BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL HOLDEN AT YAOUNDE

"BETWEEN

"AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA (Social Democratic Front), PETITIONER;

"AND

"-ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"-AWUTAH PHILIP ATUBAH, CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM), RESPONDENTS;

"RESPONSE OF THE CAMEROON PEOPLE'S DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 022 RECEIVED ON THE 13/02/2020 AT THE REGISTRY

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS the Cameroon People's Democratic Movement (hereinafter CPDM) doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible, and ultimately dismiss the petition of AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA of the Social Democratic Front (hereinafter SDF) for the MOMO WEST Constituency, during the elections of the 9th February 2020.

"This response shall be articulated on grounds of admissibility and substance (merits)

"1. On the admissibility of the Petition

"Your Lordships, it is expressed in the provisions of Sections 48 (1) and (2) of the 1996 Constitution that:

"Section 48:(1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of presidential elections, parliamentary elections and referendum operations. It shall proclaim the results thereof.

"(2) Any challenges in respect of the regularity of one of the elections provided for in the preceding paragraph may be brought before the Constitutional Council by any candidate, political party that participated in the election in the constituency concerned or any person acting as Government agent at the election.

(3) Any challenges in respect of the regularity of a referendum may be referred to the Constitutional Council by the President of the Republic, the President of the National Assembly, the President of the Senate, one-third of the members of the National Assembly or one-third of the Senators."

"That Section 52 of the same fundamental law states that:

"Article 52: A law shall lay down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it as well as the procedure applicable before it."

"That, it is in the execution of the provisions of Section 52 of the Constitution cited herein, that Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council, was adopted and promulgated.

"Precisely, Section 1 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council, states that:

"Section 1: This law lays down the organization and functioning of the Constitutional Council, the conditions for referring matters to it, as well as the procedure before the Council, pursuant to Article 52 of the Constitution"

"Your Lordships, note must be taken that by virtue of the fact that Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council is legislation which was specifically provided for by the constitution, to precise the modalities for the organisation and functioning of the Council, and the modalities according to which it can be seized and the procedure before it, it should be considered as an organic law, which is an enabling law.

"That in the hierarchy of norms, an organic law is classified directly under the constitution, from which she emanates, and consequently superior to other ordinary laws.

"That Law No. 2004-004 of 21 April 2004 which is an enabling instrument of the Constitutional Council, is therefore superior to the Electoral Code, which is an ordinary law that also provides modalities according to which the Constitutional Council can be seized and the procedure before it.

"That according to its attributes, as stated in Section 3 (2) and 40 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004, cited herein, the Constitutional Council "shall ensure the regularity of presidential, parliamentary elections and referendums. It shall proclaim the results thereof..."

"That concerning the procedure to follow and the manner to seize the Constitutional Council, in case of contestation of the election of members of parliament, Sections48, 49 and 55 (1) of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 states clearly that:

"Section 48 (1): Where the regularity of the election of members of Parliament is contested, any candidate or political party that participated in the election in any given constituency or any person having the status of a Government agent for the election, may petition the Constitutional Council.

"(2): Where a dispute relating to the election of a member of parliament or a senator is referred to the Constitutional Council, it shall rule on the regularity of the election in respect of both the substantive and alternate candidates.

"Section 49: The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested. In addition, it shall be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof. The petitioner shall append to the petition, the documents produced as exhibit.

"Section 55(1): Any petition lodged with the Constitutional Council shall bear the date and signature of the petitioner. The petition should be reasoned and include a summary statement of the practical and legal grounds thereof"

"That the above-cited provisions which have to be applied by the Constitutional Council, as required by the Constitution, have to read in conjunction with the provisions of the Electoral Code dealing with contestations of the regularity of the elections of members of parliament.

"That Law No. 2012/001 of 19th April 2012 relating to the Electoral Code as amended by Law No. 2012/017 of 21st December 2012, in its Section 168(2) states that:

"Electoral disputes and organisation of a new election, as the case may be, shall be carried out in pursuance of the provisions of Sections 132 to 136 of this law."

That further, Sections 133(1) and (3) of the same electoral law state clearly that:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy-two) hours of the close of the poll.

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty-four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48 (forty-eight) hours to submit their replies, against a receipt.

"Your Lordships, following a combined reading of all the above-cited legal provisions, we can authoritatively state that:

"i. In the case of the contestation of the regularity of a member of parliament, the Constitutional Council can be seized by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the said election

"ii. The petition shall, under pain of inadmissibility, bear the full name, status and address of the petitioner, as well as the name of the members of Parliament whose election is contested

"iii. The petition shall under pain of inadmissibility, specify the alleged facts and means The petition shall bear the date and signature of the petitioner

"Considering that previously, the Supreme Court seating as the Constitutional Council, following the principle that "form takes precedence over substance", always verified whether petitions brought before it met the minimum legal requirements.

"That it was in such a manner that, following post-electoral petitions of the 2004 presidential elections, all the petitions filed by the Social Democratic Front were declared inadmissible, because they were all signed by their Counsel, instead of the petitioner.

"Your Lordships, on a basis of comparative law, reference can be made to the legislation in France, which inspired the Cameroonian law, to wit, Section 35 (1) of Ordinance No. 58-1067 of 7th November 1958 to Lay Down the Constitutional Council of France, which states that "petitions shall bear the names, functions of the petitioner, and the names of the elected persons, whose election is contested";

"In the same vein, the petition shall under pain of inadmissibility, bear the signature of the petitioner (Section 3(1) of the Rules Applicable in the Procedure before the Constitutional Council for litigation on the election of members of parliament and the senate).

"That by applying the said provisions, the French Constitutional Judge declared a petition signed by a lawyer, who declared to be acting on behalf of the petitioner, to be inadmissible (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p. 8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254.)

"Your Lordships, the petition of AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA does not contain all the names of the substantive and alternate candidates, whose election is contested, which is a flagrant violation of Section 49 of Law No. 2004-004 of 21 April 2004 to Lay Down the Organisation and Functioning of the Constitutional Council.

"Conclusively, Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to declare this petition INADMISSIBLE.

"I. On the Substance (merits) of the Petition

"1. First and foremost, the petition submitted before this Honourable Constitutional Council is more than sufficient evidence that there was effectively an election that was conducted in the Momo West Constituency.

"2. Secondly, the grounds raised for the petition affected every competitor of the election in the same constituency.

"3. The petitioner has not alleged or shown any evidence that the atmosphere decried, exclusively affected the petitioner or benefitted the candidates of the CPDM.

"4. The petitioner is complaining about the displacement of polling stations, but fails to understand that the same Section 96(1) and (2) of the Electoral Code authorizes the Director General of ELECAM to create polling stations that are convenient for all voters.

"In fact, the "polling centres" were created for administrative and security convenience, in order to ease the accomplishment of the duties of all voters, without exception.

“Consequently, polling stations were effectively operational within the alleged polling centres, and were fully staffed and equipped.

“The petitioner has failed to demonstrate how either of the local and international texts cited, were violated during the conduct of the said election.

“The cardinal principle in bring matters before a tribunal, is that he who alleges any facts, must bring clear and incontrovertible evidence to the facts alleged. The petitioner has failed to provide any of such evidence before the Honourable Constitutional Council.

“Your Lordships, we pray this Honourable Constitutional Council to discard or reject any purported evidence that is projected to be filed by the petitioner at the hearing, which had neither been submitted to appraisal of the respondents herein nor the judge reporter. It shall be a violation of the cardinal principle of fair hearing before any judicial procedure.

“Conclusively, and in consonance with Section 134 of the Electoral Code, we pray that if by some stroke of imagination, this Honourable Constitutional Council were minded to take into consideration the alleged irregularities, it should declare that they were not of a nature that could influence the outcome of the election.

“From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition.

“RESPECTFULLY SUBMITTED

“Yaoundé 14th day of february 2020

“ADDRESSES FOR SERVICE:

“RESPONDENTS: c/o their Counsel

“EYANGOH Louis Gabriel
“MBITA Blaise
“DJABOU Joseph
« KISOB Luke
“KANGUE NDONG NTAH Xaverine
“MBARGA NGONO Rose Celine
“NKOUMOU TSALA Gilbert
“ALIMA Marcus’’.

---Considering that for its part, Elections Cameroon (ELECAM) with Mbufung Marcel KUMFA, Okha Bau Okha and Atangana Amougou Joseph, of Counsel for respondents also submitted as follows:

"IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

"WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT (ELECTIONS CAMEROON)

"FOR:ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA ;
"Barrister OKHA BAU OKHA ;
"Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph – Advocates
"AGAINST :

"SOCIAL DEMOCRATIC FRONT (SDF)

"AKIUMBENI MONTESQUIEU ATAUBA

"AWUTAH PHILIP ATUBAH (CPDM)

"MOTIVE OF PETITION:

"PETITION FOR THE TOTAL CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF FEBRUARY 9, 2020 IN THE MOMO WEST CONSITUENCY.

"ELECTORAL CONSTITUENCY: MOMO WEST.

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner filed a petition dated the 11th February 2020 before the Constitutional Council, registered on the 12th February 2020 with registration No.22 praying the Council for a total cancellation of the Legislative Election of 09th February 2020 in the Momo West constituency of the North West Region.

"The petitioner alleges that the 32 polling stations in Andek were moved to one cramped polling center at Andek. The petitioner further alleges that the voters were never informed

of the change of locations by Elecam and to him, this orchestrated difficulties to voters to access their polling stations.

"SUBMISSION TO THE COUNCIL:

"We submit My Lords that contrary to the allegation of the petitioner that voters were not informed of their polling station in advance is not true because the Director General of Elections in compliance with Section 96 of the Electoral Code published lists of polling stations on the 30th January 2020 in Decision No.0450/ELECAM OF 30 JANUARY 2020 and the number of voters per polling station in the North West region. The said decision was public and the petitioner never contested just to turn round after the polls to allege that it was never done. This is an afterthought by the petitioner to derail the course of justice.

"The petitioner alleges that polling centers were put in the same location. It is our humble submission that a polling center is a public premises or a premises opened to the public that can harbor one or more polling stations as envisaged by Section 96(4) of the Electoral Code.

"Secondly My Lords the electors are partitioned in polling stations after the registration exercise in order not to violate the provision of Section 96(3) of the Electoral Code which provides that there shall be one polling station for a maximum of 500 electors. The number of polling stations in a polling canter is determined by the number of electors registered in that polling centre. The more the number of registered electors, the more the number polling stations in the polling centers with available spaces to contain. From this analysis, Elecam was acting in conformity with law.

"ON THE ALLEGED VIOLATION OF THE PREAMBLE OF THE CONSTITUTION OF CAMEROON, ARTICLE 21 OF THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS, ARTICLE 13(1) OF THE AFRICAN CHARTER ON HUMAN AND PEOPLES RIGHT, ARTICLE 35 OF THE INTERNATIONAL COVENANT OF CIVIL AND POLITICAL RIGHT.

"From a careful perusal of the petition, the petitioner alleges that voters in Momo West Constituency did not vote on 09th February 2020 thus violating their rights to elect their members of parliament in violation of the above mentioned Conventions and Laws.

"These allegations of the petitioner are unfounded. We submit that in the contrary, electors duly went to the polls and exercise their rights. The proof of this is the various election reports from the local polling commissions.

"We further submit that voting in Cameroon is not compulsory. Each citizen is free to participate in Election as a candidate or as a voter. He/she is at liberty to participate or not in the electoral process.

"With regards to the Decision of the Ministry of Territorial Administration mentioned in the petition, it is our humble submission that security in the country as concerns election is the prerogative of MINAT and other Government bodies. The decision was not aimed to disenfranchise electors but to secure their participation on, during and after the polls. Suffice it mention that the decision was applicable in the entire national territory.

"As concerns the allegation that Elecam Branches were in existent, we submit that they were in all the ten regions and performed their duties as required by the law.

"As concerns the pasting of lists of polling stations eight days to the polls as alleged, Elections Cameroon pasted same as duly required by the law.

"In contrary to the allegation that members of local polling commissions were not chosen from electors in the various polling stations concerned, the Petitioner has not produce any evidence to proof same. Furthermore Section 102(2) of the Electoral Code , makes it possible for members of the local polling commissions to vote in the polling stations where they work notwithstanding that they are not registered there on condition that they have their voters card.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto;

"IN FORM:

"Declare the petition admissible for having been made within the time frame provided by the law.

"ON THE MERITS:

"Reject and dismiss the petition for being unfounded for want of evidence.

"Humbly Submitted

"Yaoundé, the 13th february 2020.

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA,Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph

"sign".

---Considering that the Ministry of Territorial Administration through its representative submitted as follows:

"SUBMISSIONS OF THE REPRESENTATIVE OF THE STATE (MINAT) ON THE TOTAL CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTIONS OF 9 FEBRUARY 2020 IN THE CONSTITUENCY OF MOMO WEST

"TO THE PRESIDENT OF THE CONSTITUTIONAL COUNCIL, YAOUNDE-

"May it please the Constitutional Council!

"Mindful of the petition dated 12 February 2020 for the cancellation of the legislative elections in Momo West constituency registered under No. 22 at the Registry;

"Considering that in support of his petition, Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba, SDF candidate who took part in the legislative election of 9 February 2020 submits that on polling day, polling stations were moved and cramped in polling centres without informing voters;

"That there were many other irregularities that hampered the regular polling exercise;

"However, considering that the State of Cameroon (MINAT) intends to show that the petition cannot prosper;

"That in order to be convinced, the Learned members of the Administrative Court will read through the grounds raised below.

"I. Inadmissibility on the ground of absence of the name(s) of the member(s) of Parliament whose election is contested;
"Considering that section 49 of Law No. 2004/4 of 21 April 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council provides that the petition shall under pain of inadmissibility, bear the full name of the member(s) of Parliament whose election is contested.;

"That from the provision referred to above, mentioning the name(s) of the elected persons from the challenged election is a substantial condition of admissibility of the petition filed before the Constitutional Council;

"However, considering that a reading of the petition in this matter shows that the procedural requirement referred to above was not respected;

"That indeed, Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba has not in his petition, made any mention of the names of the members of the National Assembly in the said constituency;

"That consequently, Honourable members of the Constitutional Council will not hesitate to declare the petition inadmissible;

"II. The abundantly unjustified nature of the petition
"Considering that the petitioner declares that the delocalisation of the polling stations did not make it possible for voters to exercise the right due to distancing and insecurity;

"That more so, the situation led to a low participation rate of voters in the said election;

"However, considering that such are simple allegations to which he does not adduce any evidence;

"That indeed, since the law does not provide for any minimal participation ceiling in any election, a low participation rate cannot be deemed to be an irregularity;

"Considering in addition, that bringing together polling stations to polling centres was done on the ground of the insecurity in the North West and South West Regions;

"That such special measure taken by ELECAM aimed to guarantee the security of voters and facilitate polling operations as well as assemble the results in the said Regions;

"That in this regard, Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba cannot submit that there was violation of section 96 of the Electoral Code or that the special measure constitutes an irregularity that can be deemed a ground for cancellation of the elections;

"Considering further that the submission that Order No. 9/A/MINAT/SG/DAP of 6 February 2020 of the Minister of Territorial Administration to prohibit movement by road, railway or air to insidiously justify that the SDF did not obtained enough votes is unconvincing;

"That in fact, the petitioner does not show how the alleged grievances would have had an obvious impact on the results of the said elections;

"That consequently, he is caught by section 134 that provides that the Constitutional Council may disallow a petition it deems does not contain grounds that can influence the results of the election;

"That the Constitutional Council will easily establish the baselessness of the grounds raised by Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba and consequently declare his petition unjustified;

"Upon these grounds and any other grounds the Constitutional Council may raise of its own motion,

"We pray the Constitutional Council to:

"-declare the submissions of MINAT admissible as having been filed in the form and within the time limit provided for by law;

"-declare the petition of Mr. Akiumbeni Montesquieu Atauba inadmissible for lack of the name of the member of the National Assembly whose election is challenged;

"-further declare that it is unfounded;

« -consequently, dismiss it;

"And justice would have been rendered.

"Yaounde, 18 February 2020

"The Representative of the State

"(sgd)

"Dale Ngolle Anne";

ADMISSIBILITY OF PETITIONS

---Considering that disputes on the election of members of the National Assembly are governed by the Electoral Code and not by Law No. 2004/4 of 21 April 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by Law No. 2012/15 of 21 December 2012;

---That indeed, contrary to the submissions of respondents, section 45 of the said "organic" law referred to above clearly provides that presidential election disputes shall be governed by the electoral laws in force;

---That henceforth, sections 132 and 133 of the Electoral Code to which section 168 relates for parliamentary elections are applicable to the detriment of section 49 of the instrument on which the submissions in reply of respondents are based;

---Considering that in this regard, pursuant to section 132(2) referred to above, the Constitutional Council "shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations.";

---That for its part, section 133(1) and (3) provides:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy two) hours of the close of the poll …";

"(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means…";

That from a reading of the provisions referred to above, admissibility of a petition must fulfil three (3) conditions namely, the petitioner must have *locus standi*, respect the time limit provided for by law, and clearly state the facts and points of law alleged;

---That in this matter, the petitions referred to above comply with the legal provisions cited above;

---That it is proper to declare them admissible.

ON THE MERITS

---Considering that the petitioners enumerated a significant number of similar election irregularities in their different petitions, and in particular the transfer of polling stations, the non-communication of the list of polling stations to council branches of Elections Cameroon, the non-existence of council branches of Elections Cameroon, exchange of gun shots, the absence of the names of representatives of the Administration on the list of polling stations where they were found;

---That they seek the cancellation of electoral operations of the election of members of the National Assembly of 9 February 2020 in the following constituencies: Menchum North, Bui West, Mezam South, Bui Centre, Bui South, Mezam Centre, Momo East, Menchum South, Momo West, Mezam North in North West Region, and Lebialem in South West Region ;

---Considering that in their respective submissions in reply, respondents refuted most of the allegations of the petitioners but upheld that the polling stations were brought together in public areas or in areas open to the public;

---That they claimed that the bringing together of the polling stations was aimed at securing not only the voters but also their votes considering the prevailing insecurity in North West Region and South West Region;

---That according to them, voters in the said regions were not deprived of their right to vote considering that the elections were effectively held in all the polling stations as shown by the return sheets of the local vote-counting commissions;

---That with regard to the Order of the Minister of Territorial Administration to limit movement of persons and goods, respondents claimed that the Order simply aimed at guaranteeing the participation of voters in the election;

---That concerning the allegation that the names of representatives of the Administration did not feature on the list of polling stations where they were found, respondents submitted that the allegation was unfounded, whereas section 102(2) of the Electoral Code applies automatically in the matter at hand;

---However, considering that the transfer of polling stations to public areas without the knowledge of voters deprived a good number of them from their fundamental right to vote as a result of the long distance between the public areas and the residences of the voters who remained stagnant in addition to the Order of the Minister of Territorial Administration prohibiting the movement of goods and persons referred to above;

---That in addition, the delocalisation of polling stations was conducted in violation of the provisions of section 96(1) of the Electoral Code, Decision No. 450/ELECAM/DGE and Decision No. 453/ELECAM/DGE of 30 January 2020 of the Director General of ELECAM to duly publish the lists of polling stations and that of voters per polling station in the Regions concerned;

---That in any case, the operation, whether conducted for security purposes or not, marred the regularity and fairness of the polls in the constituencies concerned, considering that the high rate of abstention registered does not bring out the distinction between whether voters chose the delocalisation of polling stations or they were prohibited from movement to go and vote;

---That it is proper to declare the petitions founded and that the challenged electoral operations be cancelled;

---In view of the fact that the procedure before the Constitutional Council is free of charge pursuant to section 57 of Law No. 2004/4 of 21 April 2004 to lay down the organisation

and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by Law No. 2012/15 of 21 December 2012, it is proper to declare that there is no order as to costs;

---That in application of the provisions of section 15(2) of the Law referred to above and of section 131(3) of the Electoral Code, it is proper to order that this ruling be served forthwith on the Electoral Board and the parties concerned, and be published in the Official Gazette in English and French;

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, ruling as a final jurisdiction, in open session after full hearing from all the parties on post-electoral disputes, and with the unanimous vote of its members;

---Consolidates petitions Nos. 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 14 and 13 filed respectively by Messrs. **Ndong Larry Hills, Amos Ngum, Paul Nji Tumasang, Nsowiyi Frederick Sunjo, Fobi Nchinda Simon, Nkemlemo Denis Nchafac, Mbah-Ndam Joseph Njang, Akuma Marcus Acha, Akiumbeni Montesquieu Atauba, Fusi Naamukong,** and Ms. **Mbiybe Caroline,** on grounds of similarity in relief sought and parties;

---Declares them admissible as having been filed in the form and within the time limit provided for by law;

---Declares them founded on the merits;

---Cancels the electoral operations of 9 February 2020 for the election of members of the National Assembly in the following constituencies:

- **North West Region**:
  Menchum North, Bui West, Mezam South, Bui Centre, Bui South, Mezam Centre, Momo East, Menchum South, Momo West and Mezam North
- **South West Region**:
  Lebialem;

---Declares that there is no order as to costs;

---Orders that this ruling be served forthwith on the Electoral Board, the Minister of Territorial Administration, and the parties concerned, and be published in the Official Gazette in English and French;

---This is the ruling of the Constitutional Council as delivered this 25 February 2020;

---In witness whereof, this ruling has been signed by the President, the Secretary-General, and countersigned by the acting Registrar-in-chief./-

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément Atangana **Malegho Joseph Aseh**

Acting Registrar-in-chief

Hamadjoda

DECISION N° 30/CC /SRCER/G DU 24 FEVRIER 2020

AFFAIRE :

Sieur OWONA Paul Christophe,

candidat du RNDD dans la VALLEE DU NTEM

C/

RDPC

ELECAM

MINAT

OBJET :

(Annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLEE du NTEM)

---L'an deux mille vingt ;

---Et les vingt-quatre et vingt-cinq du mois de février ;

---Le Conseil Constitutionnel en audience publique tenue au palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY,

MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE,

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef Suppléant ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans l'affaire opposant :

---Sieur **OWONA Paul Christophe**, candidat du **RNDD** dans la Vallée du Ntem, comparant ;

---D'UNE PART

---ET :

-**Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais** (**RDPC**), représenté par une délégation conduite par Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB LUKE, KANGUE NDONG NTAH Xavérie, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Elections Cameroon** (**ELECAM**), ayant pour conseils Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA, Barrister OKHA BAU OKHA et Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun ;

-**Ministère de l'Administration Territoriale** (**MINAT**), représenté par ESSOMBA Pierre, ISSANDA ISSANDA Alain Salomon, MBENOUN Maurice, OYONO ESSOMBA, DALE NGOLLE Anne, MELAT ATIOGUE Brice et Maître ACHET NAGNIGNI Martin, Avocat au Barreau du Cameroun, comparant ;

---D'AUTRE PART

---Après avoir entendu le Conseiller AHMADOU TIDJANI en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/445 du 31 juillet 2018 portant nomination de responsables au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2019/612 du 10 novembre 2019 portant convocation du corps électoral en vue de l'élection des députes à l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux ;

---Vu le recours de sieur OWONA Paul Christophe ;

---Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 08, sieur OWONA Paul Christophe, candidat du parti politique RNDD à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLEE DU NTEM, a saisi ledit Conseil d'un recours en annulation de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLEE DU NTEM ;

---Que cette requête est ainsi libellée :

« Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel, Yaoundé ;

« Qu'il Plaise aux illustres membres du Conseil Constitutionnel siégeant comme juge en matière du contentieux électoral, de recevoir la requête de Monsieur OWONA Paul

Christophe du parti RNDD, candidat à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la Vallée du NTEM où un (01) siège était en compétition ;

« Que le requérant sollicite l'annulation des opérations de vote dans cette circonscription ou tout simplement la disqualification du candidat du Rassemblement du Peuple Camerounais (RDPC) à cause de plusieurs irrégularités ;

« I – De la recevabilité du recours ;

« Le requérant fonde son argumentaire à cette demande d'annulation de l'élection législative dans la circonscription de la Vallée du Ntem sur des faits extrêment graves et il prie les éminents membres du Conseil Constitutionnel d'en mesurer la portée et de tirer eux-mêmes la conclusion ;

« Que le requérant a sollicité les votes de ses compatriotes de la Vallée du Ntem enfin de briguer le seul et unique siège de député du département, mais il a été empêché de faire correctement la campagne électorale, subissant les menaces, intimidations des fanatiques aux ordres de son adversaire d'où l'absence de ses représentants dans les bureaux de votes

« Que plusieurs anomalies ont été observées après la fermeture des bureaux de vote ;

« Que pour faire échouer les mots d'ordre de boycott lancés par des partis antipatriotes, les commissions communales ont ajusté les chiffres des électeurs votants à la seule faveur de son adversaire, ce qui a déséquilibré les pourcentages des résultats réels acquis sur le terrain ;

« Que par ces tripatouillages, le pourcentage attribué au requérant est très bas et ne reflète pas le consensus établi. Ceci n'est pas conforme à l'article 132 alinéa 1 « le Conseil Constitutionnel veille à la régularité des élections… »

« Que dans la circonscription communale (électorale) d'AMBAM, 84 bulletins déclarés « nuls » n'ont pas été retrouvés dans 21 grandes enveloppes de transmission de 21 bureaux de vote ;

« Que 17 bulletins déclarés « nuls » dans la circonscription communale de Ma'an n'ont pas été retrouvés dans 4 grandes enveloppes de transmission de 4 bureaux de vote ;

« Que le taux de participation déclaré 59,31% est fictif et fabriqué ;

« Que le requérant sollicite de la part de nos sommités Membres du Conseil Constitutionnel de bien vouloir vérifier par eux-mêmes, les écarts entre les listes d'émargement d'électeurs, les PV et feuilles de pointages de quelques bureaux de vote de la Vallée du Ntem pris au hasard ;

« Par ces motifs

« Entendu que pour relever le taux de participation à ce double scrutin, les manipulations se sont faites en faveur du seul candidat du RDPC déteignait ainsi la réalité, la vérité et la conformité des résultats du vote ;

« Entendu que la loi électorale a été violée dans son article 112 alinéa 3 par l'absence des bulletins « nuls » annexés aux PV dans la circonscription communale d'AMBAM et celle de Ma'an ;

« Entendu que l'absence de PV de Ma'an et fabriqués à l'Agence départementale d'ELECAM d'Ambam ceci démontre l'esprit malveillant des autorités en charge des opérations électorales ;

« Entendu que la présence des doublons de PV au niveau départemental.

« Que lors de ces manipulations, les deux procès-verbaux

Des commissions locales de vote Ecole publique Ma'an Centre A et C dont les PV ont été refaits le 10/02/2020 à 19 h à l'Agence départementale d'ELECAM à Ambam par le chef d'antenne d'ELECAM de Ma'an ;

« Que deux doublons (04 PV) de procès-verbaux se sont retrouvés à la commission départementale de vote :

« Au bureau de vote du Corps de garde MASSAMA 3 avec 2 enveloppes de PV et à l'école publique de NSENGOU 2 enveloppes de PV ;

« Que sur ces faits, les autres membres de la commission départementale n'ont pas permis au requérant d'en faire des copies ;

« Que les bulletins de vote déclarés « nuls » n'ont pas fait l'objet d'annexe aux PV conformément à l'article 112 alinéa 3 qui stipule que : « les bulletins ainsi annulés et le cas échéant les enveloppes qui les contiennent sont annexés au procès-verbal, leurs nombres sont mentionnés… les feuilles de pointage sont annexées à un procès-verbal » est

une preuve supplémentaire et suffisante des nombreuses manipulations et d'attentats à la loi électorale ;

« En conclusion

« Le requérant demande, exige et prie les illustres Membres du Conseil Constitutionnel et son Président de bien vouloir user de leur sagesse, de leur bonne conscience et arrêter l'imposture en déclarant invalides les opérations de vote qui donnent la liste de candidat RDPC vainqueur et annulent de ce fait l'élection législative dans la circonscription électorale de la Vallée du Ntem ou tout simplement ils disqualifient le candidat RDPC qui a bénéficié de toutes ces manipulations au profit du candidat OWONA Paul Christophe du RNDD car, en cas d'une nouvelle élection les mêmes causes vont produire les mêmes effets ;

« Sous toutes réserves ;

« Le candidat du RNDD ;

« (é)».

---En application des dispositions de l'article 133 alinéa 3 du Code Electoral, la susdite requête a été communiquée aux parties défenderesses, lesquelles disposaient d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leurs mémoires en réponse respectifs *;*

---Que suite à cette communication, le RDPC représenté par une délégation conduite par Grégoire OWONA, NGOLLE NGOLLE Elvis, NJIEMOUN MAMA, NDONG SOUMHET Benoit, Maîtres EYANGOH Louis Gabriel, MBITA Blaise, DJABOU Joseph, KISOB LUKE, KANGUE NDONG NTAH Xavérie, MBARGA NGONO Rose Céline, NKOUMOU TSALA Gilbert et ALIMA Marcus, Avocats au Barreau du Cameroun, a déposé son mémoire en réponse ainsi conçu *:*

« Plaise au Conseil Constitutionnel

« Attendu que par requête en date du 12 février 2020 enregistrée au Conseil Constitutionnel le même jour sous le numéro 08, Monsieur OWONA Paul Christophe, candidat du RNDD à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLEE DU NTEM a saisi ledit Conseil aux fins de solliciter « l'annulation des opérations de votes dans cette circonscription ou tout simplement la

qualification du candidat du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais à cause de plusieurs irrégularités » ;

*« 1. **Sur la demande de disqualification du candidat RDPC***

« Attendu que cette demande relève du contentieux préélectoral en application de l'article 129 du Code Electoral qui dispose que « Les contestations ou les réclamations relatives au rejet ou à l'acceptation des candidatures, ainsi que celles relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat sont soumises à l'examen du Conseil Constitutionnel par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection ou toute autre personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour ladite élection, dans un délai maximum de deux (02) jours suivant la publication des candidatures. » ;

« Que le Conseil Constitutionnel a déjà connu de ce contentieux au cours de son audience du 19 décembre 2019 suite à la publication des listes de candidatures par ELECAM le 10 décembre 2019 ;

« Que sa saisine d'une demande de disqualification du candidat RDPC après la tenue des élections du 09 février 2020 est manifestement irrecevable pour cause de forclusion ;

*« 2. **Sur la demande d'annulation des opérations de votes dans la VALLEE DU NTEM AU PRINCIPAL***

« Attendu que cette demande de Monsieur OWONA Paul Christophe est irrecevable en la forme ;

« Qu'en effet, aux termes des dispositions des alinéas 1er et 2 de l'article 48 de la Constitution du 02 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008, « (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires ; des consultations référendaires. Il en proclame les résultats ;

« (2) En cas de contestation sur la régularité de l'une des élections prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, par tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

« Qu'aux termes des dispositions de l'article 52 de la loi fondamentale camerounaise ; « L'organisation et le fonctionnement du Conseil Constitutionnel, les modalités de saisine, ainsi que la procédure suivie devant lui sont fixés par la loi » ;

« C'est en application des dispositions de l'article 52 ci-dessus citées de la constitution qu'a été adoptée et promulguée la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel telle que modifiée ;

« Précisément, l'article 1er de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée dispose : « La présente loi fixe l'organisation, le fonctionnement et les modalités de saisine du Conseil Constitutionnel ainsi que la procédure suivie devant lui, en application de l'article 52 de la Constitution. » ;

« Attendu qu'en ce que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel modifiée est une loi dont l'adoption est expressément prévue par la constitution pour préciser les modalités d'organisation et le fonctionnement de cette institution, les modalités de sa saisine ainsi que la procédure devant elle, il s'agit d'une loi organique, c'est-à-dire une loi complétant la loi fondamentale et qui touche la structure des organes de l'Etat ;

« Que dans la hiérarchie des normes, une loi organique est directement placée en dessous de la constitution dont elle est l'émanation, mais au-dessus des lois ordinaires ;

« Que la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 qui se rapporte à l'organe du Conseil Constitutionnel, est donc au-dessus du code électoral qui est une loi ordinaire en ce qui concerne le mode de saisine et la procédure à suivre devant le Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que dans le cadre de ses attributions telles qu'elles résultent de l'article 3(2) et 40 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 susvisée, le Conseil Constitutionnel « veille à la régularité de l'élection présidentielle, des élections parlementaires, des consultations référendaires et en proclames les résultats. » ;

« Que s'agissant de la procédure à suivre et du mode de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation de l'élection des membres du parlement, les articles 48, 49 et 55(1) de la loi n° 2004/004/ du 21 avril 2004 disposent respectivement :

« Article 48 : « (1) En cas de contestation de la régularité de l'élection des membres du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique, ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.

« (2) Lorsque le Conseil Constitutionnel est saisi d'une contestation relative à l'élection d'un député ou d'un sénateur, il statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du suppléant. » ;

« Article 49 : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. » ;

« Article 55(1) : « Le Conseil Constitutionnel est saisi par une requête datée et signée du requérant. Cette requête doit être motivée et comporter un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. » ;

« Que les dispositions ci-dessus citées qui s'appliquent à l'organe du Conseil Constitutionnel tel que voulu par la constitution, doivent être associées aux dispositions du code électoral s'agissant des contestations liées à la régularité de l'élection des membres du parlement ;

« Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 168 alinéa 2 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012 : « le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi. » ;

« Qu'aux termes des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 133 dudit code « (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée

aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse. » ;

« Qu'il résulte de la combinaison de l'ensemble des dispositions qui précèdent :

« Qu'en cas de contestation de la régularité de l'élection d'un membre du parlement, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection dans la circonscription concernée et toute personne ayant qualité d'agent du gouvernement pour cette élection ;

« Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée ;

Que sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués ;

« Que la requête doit être datée et signée du requérant ;

« Attendu que de façon constante, le juge électoral camerounais, en son temps la Cour Suprême du Cameroun statuant comme Conseil Constitutionnel, au regard du principe selon lequel « la forme prime sur le fond » est à la base de la recevabilité de tout recours, s'est toujours intéressé à la recevabilité formelle de la requête qui le saisit, c'est-à-dire à la vérification de ce que la requête contient les différents éléments de forme exigés par les dispositions légales ;

« C'est ainsi que lors du contentieux post électoral de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, l'ensemble des requêtes en annulation de ladite élection introduite par le SDF avaient été déclarées irrecevables sur le fait que les requêtes saisissant la Haute juridiction étaient signées par son conseil en lieu et place du requérant ;

« A titre de droit comparé, en application des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de l'ordonnance n° 58/1067 du 07 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel en France dont s'est inspiré le législateur camerounais, les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant ainsi que le nom des élus dont l'élection est attaquée ;

« De même, à peine d'irrecevabilité de la demande, la requête doit être signée de son auteur (V. article 3 alinéa 1er du Règlement applicable à la procédure suivie devant le Conseil Constitutionnel pour le contentieux de l'élection des députés et des sénateurs) ;

« Que faisant application de ces dispositions, le juge constitutionnel français a déclaré irrecevable une requête signée par un avocat déclarant agir en qualité de mandataire du requérant (Cons. Const. 6 mai 1986, AN Polynésie française, Rec. Cons. Const., p. 42 ; 8 juin 1993, AN Alpes-Maritimes, 7 circ. JO 12 juin 1993, p.8422 ; 30 sept. 1993, AN Réunion, 3e circ., JO 12 oct. 1993, p. 14254 ;

« Attendu qu'en l'espèce, la requête de Monsieur OWONA Paul Christophe ne comporte nullement le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée en violation de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Qu'il s'en suit que ladite requête doit être déclarée irrecevable ;

« Subsidiairement

« Attendu que le recours de Monsieur OWONA Paul Christophe porte essentiellement sur les griefs suivants :

- *Menaces et intimidations des fanatiques aux ordres de son adversaire, d'où l'absence de ses représentants dans les bureaux de vote ;*
- *Anomalies observées après la fermeture des bureaux de vote ;*
- *Ajustement des chiffres des Commissions communales en faveur du candidat du RDPC pour fausser les résultats réels acquis sur le terrain ;*
- *Tripatouillages des résultats ;*
- *84 et 17 bulletins déclarés « NULS » respectivement à AMBAM et MA'AN n'ont pas été retrouvés dans les enveloppes de transmission de 25 bureaux de vote de ces deux localités ;*
- *Taux de participation fictif et fabriqué ;*
- *Absence des PV de M'AN fabriqués à l'agence départemental d'ELECAM d'AMBAM ;*
- *Présence de doublons de procès-verbaux au niveau départemental ;*

« Qu'il produit comme pièces au soutien de ses allégations une thermocopie du procès-verbal de la commission départementale de supervision de la VALLEE DU NTEM et une thermocopie d'un procès-verbal de dépouillement du scrutin de l'Ecole publique d'AMBAM centre ;

« Attendu que ces productions n'établissement cependant nullement les griefs allégués ;

« En revanche, il ressort du PV de la commission départementale de supervision de la VALLEE DU NTEM que la liste du RDPC est donnée vainqueur de l'élection dans cette circonscription électorale avec un important écart de plus de 20.000 (vingt mille) voix par rapport à la liste du RNDD ;

« Qu'il suit dès lors que les prétendus griefs allégués ne sauraient avoir une incidence sur cette volonté majoritaire librement exprimée des électeurs de la VALLEE DU NTEM ;

« Qu'il y a donc lieu de rejeter le recours de Monsieur OWONA Paul Christophe comme étant non fondé ;

« Par ces motifs

« Au principal

« Déclarer irrecevable pour cause de forclusion, la demande de Monsieur OWONA Paul Christophe tendant à la disqualification du candidat du RDPC ;

« Déclarer irrecevable sa demande tendant à l'annulation des opérations de votes dans la VALLEE DU NTEM en ce qu'elle ne comporte pas le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée, en application de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Subsidiairement

« Voir rejeter le recours de Monsieur OWONA Paul Christophe comme étant non fondé ;

« Sous toutes réserves

« Profonds respect

« Yaoundé le 15 février 2020

« (é) » ;

---Qu'ELECAM pour sa part a, sous la plume de ses conseils Maîtres MBUFUNG Marcel KUMFA, OKHA BAU OKHA et ATANGANA AMOUGOU Joseph, Avocats au Barreau du Cameroun, déposé son mémoire dont la teneur suit *:*

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Attendu que suivant requête datée du 12 février 2020, enregistrée le même jour au greffe du Conseil Constitutionnel sous le n° 8, Monsieur OWONA Paul Christophe a sollicité l'annulation totale de l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLEE DU NTEM ;

« Que cette requête est cependant irrecevable comme faite en violation de la loi ;

« IN LIMINE LITIS : Sur l'irrecevabilité de la requête comme faite en violation de la loi.

« Attendu que l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel dispose que : « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les nom, prénom (s) qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée. Elle doit en outre être motivée et comporté un exposé sommaire des moyens de fait et de droit qui la fondent. Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. »

« Attendu que la requête du sieur OWONA Paul Christophe ne mentionne nulle part le nom de l'élu dont l'élection est contestée ;

« Que cette requête n'a donc pas été faite conformément à l'article 49 susvisé ;

« Que le recours du sieur OWONA Paul Christophe est donc irrecevable comme fait en violation de la loi ;

« Par ces motifs :

« Et tous autres à déduire, à ajouter ou à suppléer même d'office

« In limine litis : Déclarer irrecevable le recours du sieur OWONA Paul Christophe.

« Et ce sera justice

« Sous toutes réserves,

« Yaoundé, le 14 février 2020 »

« Pour Elections Cameroun (ELECAM)

« (é)Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA

«(é) Barrister OKHA BAU OKHA

«(é) Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph » ;

---Que le MINAT a, quant à lui, formulé ses observations en ces termes :

« Plaise au Conseil Constitutionnel ;

« Vu le recours daté du 12 février 2020, enregistré au greffe du Conseil Constitutionnel le même jour sous le n° 08 ;

« Attendu que par ce recours, sieur OWONA Paul Christophe, candidat du RNDD à l'élection législative du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la Vallée du

Ntem, sollicite l'annulation des opérations de vote ou la disqualification du candidat RDPC dans cette circonscription ;

« Attendu qu'à l'appui de sa demande, le requérant évoque les difficultés qu'il a rencontrées pendant la campagne électorale et des anomalies relevées après la fermeture des bureaux de vote ;

« Mais attendu que l'Etat du Cameroun (MINAT) entend démontrer que ce recours est manifestement irrecevable parce que, introduit en violation des dispositions de l'article 49 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

« Que bien plus, la disqualification sollicitée fait partie du contentieux des candidatures que l'Auguste Conseil a examiné en son temps ;

« Que surabondamment, les allégations du requérant ne reposent sur aucun élément de preuve, toute chose qui rend ce recours non justifié ;

« I – De l'irrecevabilité manifeste de ce recours

« Attendu que suivant les dispositions de l'article 49 de la loi précitée « sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir les noms, prénom(s), qualité et adresse du requérant ainsi que le nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée… » ;

« Attendu qu'il résulte de cette disposition légale que la mention du nom de l'élu ou des élus dont l'élection est contestée est une condition substantielle de recevabilité de la requête ;

« Mais attendu qu'à l'exploitation de la requête de sieur OWONA Paul Christophe, l'on ne relève nulle part le nom de l'élu dont il conteste l'élection ;

« Que cette omission constitue une violation de la loi et expose cette requête à l'irrecevabilité ;

« Attendu en outre que le requérant demande la disqualification du candidat RDPC à défaut de l'annulation des opérations électorales dans la circonscription de la Vallée du Ntem ;

« Mais attendu que ce moyen ne saurait prospérer ;

« Que saisi en temps opportun, l'Auguste Conseil a examiné le contentieux des candidatures et rendu les décisions adéquates ;

« Qu'il s'ensuit que la requête de sieur OWONA Paul Christophe est manifestement irrecevable pour non mention du nom de l'élu dont il conteste l'élection et forclusion s'agissant de la disqualification de la liste de candidature ;

« II – Du caractère non fondé de ce recours, surabondamment

« Attendu que quand un recours est manifestement irrecevable, il ne mérite aucun examen au fond ;

« Que bien plus, dans le cas d'espèce, les moyens allégués ne sont pas justifiés ;

« Attendu en effet que le requérant prétend qu'il a « été l'objet de menaces, intimidations des fanatiques de son adversaire pendant la campagne électorale », agissements qui auraient entraîné l'absence de ses représentants dans les bureaux de vote et favorisé la fraude ;

« Mais attendu que si ces actes sont établis, ils constituent des infractions justiciables devant le tribunal pénal conformément aux dispositions de l'article 289 du Code Electoral ;

« Que le requérant doit être invité à mieux se pourvoir ;

« Attendu en outre que le requérant allègue que des tripatouillages ont été orchestrés par les commissions locales de vote pour ajuster les chiffres en faveur de son adversaire ;

« Mais attendu que ce moyen n'est soutenu par aucun élément de preuve ;

« Attendu par ailleurs qu'il affirme que les bulletins nuls enregistrés, cent un (101) au total, de même que les procès-verbaux de deux bureaux de vote n'ont pas été acheminés à la Commission Départementale de Supervision ;

« Mais attendu qu'à la lecture de la copie du procès-verbal de la Commission Départementale de Supervision produit en annexe, l'on note que les procès-verbaux manquants ont été finalement fournis par le représentant d'ELECAM ;

« Que s'agissant des bulletins nuls, le requérant ne démontre pas en quoi ce grief a eu une incidence sur les résultats contestés ;

« Que bien plus, le procès-verbal produit affiche un écart de plus de 98% entre son adversaire et lui ;

« Que c'est conscient de son incapacité à faire mieux si les élections étaient reprises dans cette circonscription que le requérant demande à l'Auguste Conseil de disqualifier la candidature de son adversaire ;

« Attendu qu'il découle de ce qui précède que les moyens invoqués par le requérant sont inconsistants pour justifier une demande d'annulation ;

« Qu'il y a lieu de les rejeter ;

« Par ces motifs et tous autres à déduire ou suppléer, même d'office ;

« Plaise au Conseil Constitutionnel de :

- recevoir le MINAT en ses observations et l'y dire fondé ;

- dire que le recours de sieur OXONA Paul Christophe est manifestement irrecevable

- dire au surplus qu'il n'est pas justifié ;

- le rejeter en conséquence ;

« Et ce sera justice ;

« Yaoundé, le 19 février 2020 ;

« Le représentant de l'Etat,

« (é)Laurence MAWNO K. épse KAMDJOM » ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu que le contentieux de l'élection des Députés à L'Assemblée Nationale relève plutôt du Code Electoral et non de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, telle que modifiée et complétée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Qu'en effet, contrairement à ce que soutiennent les parties défenderesses, l'article 45 de cette loi, dite « organique », renvoie lui-même de façon explicite le règlement du contentieux de l'élection présidentielle aux lois électorales en vigueur, désormais, les articles 132 et 133 du Code Electoral, auxquels l'article 168 suivant renvoie à son tour pour l'élection parlementaire, au détriment des articles 49 et 55 du texte dont se prévalent les défendeurs ;

---Attendu à cet égard, qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 132 sus indiqué, le Conseil Constitutionnel ***« statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à***

l'élection, ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection. » ;

---Que l'article 133 suivant dispose quant à lui :

« (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin… » ;

« (3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués… » ;

---Qu'il résulte de l'ensemble de ces textes que la recevabilité de la requête obéit à trois (03) conditions seulement en l'occurrence, avoir la qualité de la part du requérant, intervenir dans les délais prescrits et préciser les faits et les moyens de droits allégués ;

---Qu'en l'espèce, la requête introduite est conforme aux dispositions législatives sus indiquées ;

---Qu'il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

---Attendu que le requérant fait valoir que les élections législatives du 09 février 2020 dans la circonscription électorale de la VALLE DU NTEM étaient émaillées de plusieurs irrégularités, notamment l'absence de transmission des bulletins déclarés nuls à la Commission départementale de supervision, la falsification des procès-verbaux, la présence des doublons ;

---Qu'il produit au soutien de ses allégations, des thermocopies des procès-verbaux de certains bureaux de vote ;

---Attendu que de l'examen de ces pièces, il ressort que celles-ci ne permettent pas d'éclairer valablement la lanterne du Conseil Constitutionnel, et qui plus est n'influent aucunement sur les résultats du scrutin conformément à l'article 134 du Code Electoral ;

---Qu'il s'ensuit au regard de ce qui précède que la requête de sieur OWONA Paul Christophe n'est pas justifiée ;

---Qu'elle encourt le rejet ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 modifiée, portant organisation et

fonctionnement du Conseil Constitutionnel, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi et celles de l'article 131(3) du Code Electoral, il y a lieu d'ordonner la notification immédiate de la présente décision au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en Français et en Anglais ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties, à l'unanimité des membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête de sieur OWONA Paul Christophe recevable en la forme ;

AU FOND

---La rejette comme non justifiée ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification immédiate de la présente décision à ELECAM et aux autres parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en français et en anglais ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel, les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en chef suppléant. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	**MALEGHO Joseph ASEH**

LE GREFFIER EN CHEF SUPPLEANT

HAMADJODA

C- ELECTION PARTIELLE DU 22 MARS 2020

RULING No. 31/CC /SRCER OF 2 APRIL 2020

BEFORE THE HONOURABLE COUNCILLORS

Clément Atangana ……. President

Bah Oumarou Sanda ……. Member

Paul Nchoji Nkwi ……. Member

Joseph Marie Bipoun Woum …… Member

Emmanuel Bonde ……. Member

Florence Rita Arrey …….. Member

Charles Etienne Lekene Donfack …… Member

Ahmadou Tidjani …….. Member

Jean Baptiste Baskouda ……..... Member

Emile Essombe ……. Member

Assisted by

Mr. Hamadjoda …….. Registrar-in-chief

Mrs. Noah Ambassa Ambomo Flavienne Jeannette …. Registrar

In the presence of Mr. Malegho Joseph Aseh, Secretary-General;

Petitions Nos. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49,
50, 51, 52, 53/SRCER/G/SG/CC/2020
of 25 March 2020

IN THE MATTER OF POST-ELECTORAL DISPUTES

BETWEEN

---HON FUSI NAAMUKONG WILFRED AZIYA AND 11 OTHERS;

--- AND

---ELECTIONS CAMEROON (ELECAM) AND 2 OTHERS;

---After having recognised Councillor Arrey Florence Rita and Councillor Essombe Emile in their report;

---Delivered the following Ruling:

---THE CONSTITUTIONAL COUNCIL

---Mindful of the Constitution;

---Mindful of law no. 2004/4 of 21 april 2004 to lay down the organisation and functioning of the Constitutional Council as amended and supplemented by Law No. 2012/15 of 21 December 2012;

---Mindful of law no. 2012/1 of 19 april 2012 relating to the Electoral Code as amended and supplemented by Law No. 2012/17 of 21 December 2012;

---Mindful of decree no. 2018/104 of 7 february 2018 to lay down the organisation and functioning of the Secretariat General of the Constitutional Council;

---Mindful of decree no. 2018/105 of 7 february 2018 to appoint members of the Constitutional Council;

---Mindful of decree no. 2018/106 of 7 february 2018 to appoint the President of the Constitutional Council;

---Mindful of Decree no. 2018/170 of 23 february 2018 to appoint the Secretary-General of the Constitutional Council;

---Mindful of Decdree No. 2020/106 of 27 february 2020 to appoint the Registrar-In-Chief of the Constitutional Council;

---Mindful of Ruling No. 1/CC of 17 July 2019 to adopt the Standing Orders of the Constitutional Council;

---Mindful of Decree No. 2020/120 of 06th march 2020 to convene the electorate in some constituencies for the election of members of the National Assembly of 22 march 2020;

---Mindful of the Report of the National Commission for the Final Counting of Votes of 31 march 2020;

---Mindful of the petitions of Fusi Naamukong Wilfred Aziya, Nsowiyi Frederick Sunjo, Amos Ngum, Akuma Marcus Acha, Mbiybe Caroline, Fobi Nchinda Simon, Paul Nji Tumasang, Ndong Larry Hills, Edena Enih Mbah, Akumbeni Montesquieu Atauba, Nkemlemo Denis Nchafac and Mbah-Ndam Joseph Njang;

---Considering that as per the petitions referred to above, the petitioners seek the total cancellation of the rerun-legislative elections of the 22nd of march 2020 in some constituencies in the North West Region and South West Region;

---Considering that in this regard, the petition of Mr. Fusi Naamukong Wilfred Aziya that is similar to the others is couched thus:

"PETITION FOR THE TOTAL CANCELLATION OF THE MARCH 22, 2020 LEGISLATIVE ELECTIONS IN THE MEZAM NORTH CONSTITUENCY OF THE NORTH WEST REGION

"TO THE CONSTITUTIONAL COUNCIL YAOUNDE CAMEROON

"May it please the Honourable President and Members of the Constitutional Council,

"HON. FUSI NAAMUKONG WILFRED AZIYA, Substantive Candidate for the Legislative Elections of 9/2/2020 and re-run of 22/3/2020 on the SDF List for Mezam North Constituency, having as Counsel Barristers Sama Francis, Suh Fuh Benjamin, Mbah-Ndam Boniface, Ndangoh Tah Calvin, Ngouana Moustapha, Nana Wilson Suh, Adeline Djomgang and others, Tel No. 677-458-563, has the honour to petition as follows:

"That during the parliamentary elections of the 9th of February 2020 ail the 167 polling stations in the Mezam North constituency were moved to Agyati, Bambui and Bambili and cramped up into three polling centres thus disenfranchising the electors.

"That after the elections I petitioned the Constitutional Council and by Decision No. 29/SRCER/G/20 of 25/2/2020 the Constitutional Council cancelled the electoral operations of 9/2/2020 in the Mezam North Constituency amongst other constituencies in the North West Region and Lebialem in the South West Region. See a copy of the Decision of the Constitutional Council attached hereto.

"That by Decree No. 2020/120 of 6/3/2020 the Head of State convened the electorate of Menchum North, Bui West, Mezam South, Bui Centre, Bui South, Mezam Centre, Momo East, Menchum South, Momo West and Mezam North in the North West Region and Lebialem in the South West Region on 22/3/2020 to elect Members of Parliament in the above constituencies where elections were cancelled by the Constitutional Council.

"That on the 7/3/2020 the Director General of Elections at Elections Cameroon signed Decision No. 0471/D/ELECAM/DGE to lay down the organization of polling, stations, on the occasion of the 22 March 2020 election of Members of Parliament for some constituencies in the North West and South West Regions.'

"That on the 12/3/2020 the Director General of Elections at Elections Cameroon signed Decision No. 0474/ELECAM/DGE establishing the list of polling stations and the distribution of electors within the said stations in some constituencies in the North West Region, on the occasion of the 22 March 2020 Legislative Elections. The said Decision and annexed List of polling stations was published in The Post Newspaper No. 02079 of Monday March 16, 2020. See copies of the Decision and the List of Polling Stations in Bafut and Tubah Councils annexed thereto (pages 10 and 13 and 14), attached hereto.

"That prior to the elections of 9/2/2020 the Director General of Elections at Elections Cameroon signed Decision No. 0450/ELECAM/DGE of 30/1/2020 establishing the list of polling stations as well as assign electors to the said stations in the North West Region, on the occasion of the legislative and municipal elections of 9 February 2020. A copy of the said Decision is hereto attached. To the said Decision. No. 0450/ELECAM/DGE of 30/1/2020 was annexed a list of polling stations in various constituencies in the North West Region including Mezam North Constituency in Bafut and Tubah Councils. Copies of the lists of polling stations of Bafut Council and Tubah Council as published on 30/1/2020 by the Director General of Elections at Elections Cameroon is attached hereto.

"That on the 22 March 2020 the Legislative Elections re-run took place in the Mezam North Constituency under the same security and organizational conditions as on the 9th February 2020, which saw the election of Agho Olivier Bamenju, CPDM Substantive Candidate for Mezam North Constituency.

"That by Decision No. 0474/ELECAM/DGE of 12/3/2020 establishing the list of polling stations and the distribution of electors within the said stations in some constituencies in the North West Region, Elections Cameroon still cramped up the 167 polling stations in the Mezam North Constituency into three "Host public structures for voting" to wit: G.N.S Agyati (Bafut) grouping 81 polling stations in Bafut Council, G.B.P.S Tubah (bambui) grouping 39 polling stations and ENSAB HALL (Bambili) grouping 30 polling stations. These three "Host public structures for voting" are the same three "polling centres" created by ELECAM for the 9th February 2020 Elections. Strangely, on the polling day (22/3/2020) ELECAM created one more "Host public structure for voting" at G.P.S Sabga which grouped 16 polling stations.

"That as could be seen from the 2 lists of polling stations published by the Director General of Elections at Elections Cameroon on 30/1/2020 and 12/3/2020, the 167 polling stations in the Mezam North Constituency are for electors of the various villages and quarters in Bafut Sub-Division and Tubah Sub-Division including Mundum 1 and II, Akufunguba, Mankwi, Nibe, Obang, Okwala, Tingoh, Ndung, Otang which villages are about 40 kilometres to the "host public structure for voting in G.N.S Agyati and Lih, Mughe, Fuphense, Chubali etc which are about 25 kilometres to the three "host public structures for voting" created in Tubah Sub-Division.

"That by still moving the 167 polling stations from their locations in villages and quarters to the four created "host public structures for voting", ELECAM expected electors from far off villages to trek in some cases about 40 kilometres to the "host public structures for voting" to vote and to trek back to their villages and quarters and under the prevailing insecurity situation in the sub-division. For instance, my polling station which is G.S Mankwi that serves 652 electors of the Mankwi area is just about 500 metres from my residence but 1 had to cover over 20 kilometres to the "host public structure for voting" in G.N.S Agyati to which my polling station was moved. Furthermore, my voter's card No·.

02800682 bears my residence as Mankwi and my polling station as G.S Mankwi "A" which polling station covers the Mankwi area. See a copy of my Voter's Card attached hereto.

"Section 96 of Law No. 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code provides as follows:

"96(1) The Director General of Elections shall draw up the list of polling stations for every council.

"(2) Such list shall specify the area covered by each polling station.

"(3) There shall be one polling station for a maximum of 500 (five hundred) electors.

"(4) Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public".

"Honourable President and Members of the Constitutional Council, the creation of the three and later four "host public structures for voting" in the Mezam North constituency grouping 167 polling stations grossly violated Section 96 of the Electoral Code supra and prevented many electors from exercising their right to vote. Section 4(2) of the Electoral Code provides that "Elections Cameroon shall perform its duties in keeping with the Constitution and laws and regulations in force". ELECAM also acted in disregard/violation of Decision No. 29/SRCER/G/20 of 25/2/2020 of the Constitutional Council *which FOUND MERITS in my earlier petition on this very issue of ELECAM moving the polling stations away from the electors and grouping them into polling centres. Article 50(1) of Law No. 96-06 of 18 January 1996 to amend the Constitution of 2 June 1972 provides that "Rulings of the Constitution al Council shall not be subject to appeal. They shall be binding on ail public, administrative, military and judicial authorities, as well as on ail natural persons and corporate bodies".*

"The Preamble of the Constitution of Cameroon (Law No. 96-06 of 18 January 1996 to amend the Constitution of 2 June 1972) provides inter alia as follows:

"…Affirm our attachment to the fundamental freedoms enshrined in the Universal Declaration of Human Rights, the Charter of the United Nations and the African Charter on Human and Peoples' Rights, and ail duly ratified international conventions relating

thereto, ... "

“And Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights provides as follows:

“(1) Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives.

“(2) Everyone has the right of equal access to public service in his country.

“(3) The will of the people shall be the basis of the authority of government; this will shall be expressed in periodic and genuine elections which shall be by universal and equal suffrage and shall, be held by secret vote or by equivalent free voting procedures".

“While Article 13(1) of the African Charter on Human and Peoples Rights provides as follows:

"Every citizen shall have the right to participate freely in the government of his country, either directly or through freely chosen representatives in accordance with the provisions of the law".

“And Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights provides as follows:

"Every citizen shall have the right and the opportunity, without any of the distinctions mentioned in Article 2 and without unreasonable restrictions:

a)To take part in the conduct of public affairs, directly or through freely chosen representatives;

b)To vote and to be elected at genuine periodic elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret ballot, guaranteeing the free expression of the will of the electors;

c)To have access, on general terms of equality, to public service in his country".

“Thus by moving the 167 polling stations in the Mezam North Constituency to Agyati, Bambui and Bambili and cramping them up into three and later four l'host public structures for voting", ELECAM violated Sections 4(2) and 96 of the Electoral Code, the Preamble of the Constitution, the above cited International Conventions duly ratified by Cameroon as well as Decision No. 29/SRCER/G/20 of 25/2/2020 of the Constitutional Council.

"Electors were therefore prevented from choosing their representatives by conveniently moving to their polling stations and voting.

"That electors were prevented from voting by insecurity as on the day of the polls there was gun battle between Security Forces and Armed Separatists in Bafut.

"The gunshots scared and kept most of the electors in and around Bafut indoors throughout the day of the polls. Some CPDM elites who went to the "host public structures for voting" to vote did 50 under very tight security cover. See some pictures attached hereto.

"That prior to the election the list of polling stations was never posted up at least 8 days to the polling as provided by Section 97 of the Electoral Code which provides as follows:

"The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least 8 (eight) days before the day of election".

"From the foregoing the petitioner urges the Constitutional Council to;

- *Hold that this petition has been filed in conformity with Section 168 as read with Sections 132 to 136 of Law No. 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code and to consequently declare same ADMISSIBLE;*
- *Find merits in the petition and totally cancel the electoral operations of the Legislative Elections of 22nd March 2020 in the Mezam North Constituency of the North West Region.*
- *Comply with the provisions of Section 135 of the Electoral Code.*

"With Profound Respect.

"DONE IN BAFUT THIS 24TH DAY OF MARCH 2020.

"HON. FUSI NAAMUKONG WILFRED AZIYA

"SDF SUBSTANTIVE CANDIDATE

"MEZAM NORTH CONSTITUENCY

"signed"."

---Considering that the petitions were notified to the respondents and that they filed their submissions in reply which were similar;

---That in this regard, Cameroon People's Democratic Movement CPDM), with Eyangoh Louis Gabriel, Mbita Blaise, Djabou Joseph, Kisob Luke, Kangue Ndong Ntah Xaverine,

Mbarga Ngono Rose Celine, Nkoumou Tsala Gilbert and Alima Marcus and Amaze Anthony of Counsel for respondents submitted as follows:

"BEFORE THE CONSTITUTIONAL COUNCIL

"HOLDEN AT YAOUNDE

"BETWEEN

"FUSI NAAMUKONG (Social Democratic Front), PETITIONER

"AND

"ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)
"AGHO OLIVER BAMENJU,
"CAMEROON PEOPLES DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM), RESPONDENTS
"RESPONSE OF THE CAMEROONS PEOPLE DEMOCRATIC MOVEMENT (CPDM) TO PETITION No. 181 RECEIVED ON THE 25/03/2020 AT THE REGISTRY

*"**MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS** the **Cameroon Peoples Democratic Movement** (hereinafter **CPDM**) doth hereby prays Your Lordships to declare inadmissible, and ultimately dismiss the petition of **FUSI NAAMUKONG** of the **Social Democratic Front** (hereinafter **SDF**) for the elections of the 22nd March 2020.*

"On the Substance (merits) of the Petition

1. *First and foremost, the petition submitted before this Honourable Constitutional Council is more than sufficient evidence that there was effectively an election that was conducted in the **MEZAM North** Constituency*
2. *Secondly, the petitioner has not shown any evidence of the atmosphere decried on the particular date of the 22nd March 2020.*
3. *The petitioner is complaining about the displacement of polling stations, but fails to understand that the same **Section 96 of the Electoral Code** authorizes the Director*

General of ELECAM to draw up a list polling stations, in places open to the public, that are convenient for all voters.

"Consequently, and in conformity with Section 96, polling stations were effectively drawn up, staffed and fully equipped and all parties and contestants were duly informed.

"In fact, the petitioner fails to show any evidence of the existence of the so called "host public structures for voting".

4. *The petitioner further complains that Elections Cameroon violated* ***Section 97 of the Electoral Code****, which states that:*

"The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least eight (08) days before the day of the election"

"However, the petitioner does not show any evidence that the lists of polling stations were not published.

"On the contrary, Elections Cameroon (ELECAM) not only complied with Section 97, but went further to put all the contestants, parties and voters on notice at least eight (08) days before the vote, by publishing the lists in the national and local newspapers, to wit, Cameroon Tribune and The Post respectively. In the spirit of Section 97, the legislator requires that voters are informed by the best means whatsoever of where they have to vote.

5. The petitioner has failed to demonstrate how either of the local and international texts cited, were violated during the conduct of the said election.

6. The cardinal principle in bring matters before a tribunal, is that he who alleges any facts, must bring clear and incontrovertible evidence to the facts alleged.

As far as copies of pictures of persons and polling stations attached herewith are concerned, they are not indicative of neither the election operations in the Mezam South constituency on the 22nd March 2020, nor of the general atmosphere of violence alleged.

"Further, the petitioner does not provide any evidence of the said distances complained about nor does the Electoral Code provide for any peculiar distances between voters and polling stations.

"Summarily, the petitioner has failed to provide any of such evidence before this Honourable Constitutional Council.

"From the above, we urge Your Lordships to dismiss the said petition

"RESPECTFULLY SUBMITTED

"Yaoundé 27th day of March. 2020

"ADDRESSES FOR SERVICE:

"RESPONDENTS: c/o their Counsel

"EYANGOH Louis Gabriel

"MBITA Blaise

"DJABOU Joseph

« KISOB Luke

"KANGUE NDONG NTAH Xavérine

« MBARGA NGONO Rose Céline

"NKOUMOU TSALA Gilbert

"ALIMA Marcus

"AMAZEE Anthony

"sign";

---Considering that for its part, Elections Cameroon (ELECAM) with Mbufung Marcel KUMFA, Okha Bau Okha and Atangana Amougou Joseph, of Counsel for respondents also submitted as follows:

"IN THE CONSTITUTIONAL COUNCIL OF CAMEROON-YAOUNDE.

"WRITTEN REPLY IN DEFENCE OF THE RESPONDENT

"FOR: *ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)*

- ***Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA ;***
- ***Barrister OKHA BAU OKHA ;***
- ***Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph – Advocates***

"AGAINST :

"-SOCIAL DEMOCRATIC FRONT (SDF)

"HON. FUSI NAAMUKONG WILFRED AZIYA

" -AGHO OLIVIER BAMENJU (CPDM)

"MOTIVE OF PETITION:

"PETITION FOR THE TOTAL CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTION RESULTS OF MARCH 22, 2020 IN THE MEZAM NORTH CONSITUENCY.

"ELECTORAL CONSTITUENCY:

"MEZAM NORTH

"MAY IT PLEASE YOUR LORDSHIPS:

"The Petitioner filed a petition dated the 24th March 2020 before the Constitutional Council, registered on the next day with registration No.181 praying the Council for a total cancellation of the Legislative Election of 22nd March 2020 in the Mezam North constituency of the North West Region.

"The petitioner alleges that he was the substantive candidate for the elections that took place in the Mezam North Constituency on the 9th February 2020 and the re-run of the 22nd March 2020 that was ordered by the Constitutional Council in Decision No:29/SRCER/G/20 of 25th February 2020, that during the election of 09th February 2020, all the 167 polling stations in his constituency were moved to Agyati, Bambili and Bambui and cramped in one polling center thus disenfranchising elector; that the Director General of Elections on the 12/03/2020 signed Decision No.0474/ELECAM/DGE establishing the list of polling stations and the distribution of electors within the said stations in some constituencies in the North west and South West Regions on the occasion of the 22/03/2020 legislative elections; that prior to the 09/02/2020 elections , the Director General of Elections signed a similar decision on the 30/01/2020 No.0450/ELECAM/DGE where the list of polling stations of the North West were annexed including those of his constituency. He equally alleges that the elections of the 22/03/2020 in his constituency took place under the same security and organizational conditions as of 09/02/2020, which saw the election of the CPDM candidate in his constituency.

"He further alleges that the Decision of the Director of Elections of the 12/03/2020 putting all the polling stations in his constituency in four host public structures to cause electors to trek for long distances violated the provisions of Section 96 of the Electoral Code by violating their rights to vote.

"Before we submit My Lords, it is pertinent for us to give a resume of the reasons why the Constitutional Council annulled the polls of 09/02/2020 in the 11 constituencies of the North West and South West Regions:

- *The transfer of polling stations to polling centers without adequate notification to electors;*
- *That there were more than 500 electors in some polling stations;*
- *That the Minister of Territorial Administration signed a decision prohibiting movements of the population within the North West and South West Regions.*

"SUBMISSION TO THE COUNCIL:

"All the arguments raised by the petitioner in support of his petition, cannot be founded for the reasons that all the findings of the Constitutional council to buttress the annulment of the elections of 09/02/2020 were satisfied by Elections Cameroon during the re-run of 22/03/2020;

"We submit My Lords that one of the allegations of the petitioner in his petition for the cancellation of the elections of 09/02/2020 was that voters were not informed of the change of their polling station in advance. The Director General of Elections in a Decisions No.0474/ELECAM/DGE and No. 0475/ELECAM/DGE drew up the list of polling stations in all the Sub Divisions that were concern for the re-run ordered by the constitutional Council in the North West and South West Regions including the petitioner's constituency. The said decision was published in Cameroon Tribune No.12054/8253 of Monday 16/03/2020 and the Post Newspaper No.02079 of Monday March 16, 2020. Copies are hereby submitted to our reply and marked as ***Exhibit"A" to "A1".***

"Furthermore, Election Cameroon after the publication of the decisions here above mentioned, all the stake holders who were involved in the re-run were equally invited and handed the decisions in both English and French together with the attachment fixing the polling stations and the number of electors assigned to each polling station with the area of coverage of each polling station. The SDF Secretary General, Hon Tsomelou Jean personally collected as the "Mandataire" for the party and signed. See a copy here attached and marked as ***Exhibit "B".***

"Prior to the signing of the Decision No. 0474 and 0475 for the eleven Constituencies for the re-run in the North west and South West Regions by the Director General of Elections on the 12/03/2020, the president of the Electoral Board convened a meeting of all the political parties to take part in the re-run on the 05/03/2020 at the conference hall of Elections Cameroon, where the parties unanimously agreed that the fixing of the polling station should be done taking into consideration the security challenges which has displaced the potential voters to secured areas within the Regions. See a copy of the attendance sheet herein attached and marked as exhibit "C". The petitioner got the decision fixing the polling stations in his constituency after the concertation and was very satisfied, then went in for campaigns and the polls. He never complained but only found fault in the fixing of the polling stations only after losing the election. In conclusion, all the electors had sufficient information of where they were to exercise their rights to vote which they did unfettered.

"The President and Honourable Members of the Constitutional Council, we further submit that the petitioner in his petition alleges that the fixing of polling stations in public structures for the polls of 22/03/2020 within his constituency violated the provision of Section 96 of the Electoral code is not true.

"Section 96 (1) of the Electoral Code Stipulates;

""The Director General of Elections shall draw up the list of polling stations for every council".

"Section 96 (2) of the Electoral Code stipulates;

"such list shall specify the area covered by each polling station"

"From the above, we submit that the Director General is in conformity with the Electoral law and the Constitution of the country. The law in the contrary does not give the latitude to candidates nor any other authority to determine the number of polling stations in any council area but to the Director General of Elections alone. The said right was duly exercised by the Director General of Elections on the 12/03/2020 by signing Decisions No. 0474/ELECAM/DGE and No. 0475/ELECAM/DGE to fix the number of polling stations for the 11 constituencies for the re-run in the North West and South West Regions. The list of the polling stations specified the area covered by each polling station with the number of electors assigned in each polling station not exceeding 500 electors ***(Section 96(3) of the Electoral Code).*** *All the polling stations were all found within the council area concerned as required by the Electoral code. The law does not mention anywhere that the said polling stations should be taken to the door steps of electors. Copies of the decisions are hereby attached with the annexes and marked as* ***Exhibits "D" to "D1".***

"We further submit that ***Section 96(4) of the Electoral code*** *provides that;*

""Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public"

"The petitioner mentioned the fact that all the polling stations in his constituency were all found in public host structures for the polls as mentioned by the decisions of the Director General of Elections in conformity with the law. The law does not forbid many polling stations to be put in one public premises or premises opened to the public but only stipulate that none of the polling station shall have more than 500 electors. From the submission of the petitioner, there is no iota of evidence to attest that any of the polling station found in the host public structures had more than 500 electors. What suffices is whether the public structure has enough accommodation to host the polling stations. Furthermore, the each polling stations in all the public structures hosting the polling stations had local polling commissions that conducted the polls in their respective polling stations and drew up their reports for onward transmission.

"The Constitutional Council in her decision cancelling the elections in the 11 constituencies ordered Elections re-run. Elecam simply followed the decision and carried the re-run in accordance with the Constitution of Cameroon, Electoral Law and international Conventions.

"The second to last issue to be addressed is the allegation by the petitioner that elections Cameroon violated the provisions of ***Section 97 of the Electoral Code****. It stipulates that:*

"The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least 8 (eight) days before the day of elections".

"We submit that the list was not only submitted for posting to the Council Branch Heads but the Head Office of Elecam went ahead to do the postings in Cameroon Tribune and the post News Paper here above mentioned, which are papers widely read by the population of those two regions.

"The last issue to be addressed here is that, during the elections of 22/03/2020, the Ministry of Territorial Administration never signed any decision limiting the movements of the population in the Regions as was the case in the elections of 09/02/2020. Thus the electors were very free to exercise their civic rights to vote or not to vote.

"FOR THE FOLLOWING REASONS:

"And for some other reasons that the Constitutional Council may evoke suo-moto;

"IN FORM:

"Declare the petition admissible for having been made within the time frame provided by the law.

"ON THE MERITS:

"Reject and dismiss the petition for being unfounded for want of evidence.

"Humbly Submitted

"Yaoundé, the 28th March 2020.

"FOR ELECTIONS CAMEROON (ELECAM)

"Barrister MBUFUNG Marcel KUMFA;

« Barrister OKHA BAU OKHA ;

"Maître ATANGANA AMOUGOU Joseph;

---Considering that the Ministry of Territorial Administration as the representative of the State was served with the petitions and they filed similar replies of which one of them reads thus:

"SUBMISSIONS OF THE REPRESENTATIVE OF THE STATE OF CAMEROON (MINAT) ON THE TOTAL CANCELLATION OF THE LEGISLATIVE ELECTIONS OF 22 MARCH 2020 IN MEZAM NORTH CONSTITUENCY

TO THE PRESIDENT OF THE CONSTITUTIONAL COUNCIL, YAOUNDE

"May it please the Constitutional Council

"Mindful of the petition of 25 March 2020 registered under No. 181 at the Registry of the Constitutional Council;

"Considering that Mr. Fusi Naamukong Wilfred Aziya, candidate on the SDF list for the legislative elections of 22 March 2020, with Sama Francis, Suh Fuh Benjamin, Mbah Ndam Boniface, Mbah Mbole Charles, Ndangoh Tah Calvin, of counsel for petitioners, and others seek the total cancellation of the electoral operations in Mezam North constituency;

"That in support of his petition, the petitioner holds that the elections of 22 March 2020 were organised under the same conditions as those organised on 9 February 2020 that were cancelled by the Constitutional Council by Ruling No. 29/SRCER/G/20 of 25 February 2020;

"That the same polling centres were maintained by ELECAM, a situation that obliged voters to cover long distances to exercise their right to vote;

"That in addition to the regularity and fairness of the polls that constituted the basis of many provisions of the national law and even some international conventions were violated;

"That the provisions referred to above include the Preamble of the Constitution, Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights, Article 13(1) of the African Charter on Human and Peoples' Rights, Article 25 of the International Covenant on Civil and Polititcal Rights, and Articles 4(2), 96 and 97 of the Electoral Code;

However, considering that the State of Cameroon (MINAT) intends to show that the petition cannot prosper;

"That the Constitutional Council will uphold our opinion through the arguments developed as follows:

" I- Violation of Ruling No. 29/SRCER/G/20 of 25 February 2020

"Considering that the petitioner claims that ELECAM organised the elections of 22 March 2020 in violation of the ruling referred to above that is said to have banned polling centres;

"That the same polling stations and the same centres were used anew as per the decision of 12 March 2020 to draw up the list of polling stations and the distribution of voters per polling station in some constituencies in North West Region and South West Region;

"Considering however, that with regard to the elections of 9 February 2020, the Constitutional Council rather blamed ELECAM for having transferred polling stations to public areas "without the knowledge of the people";

"That ELECAM made efforts by collaborating with the parties concerned for proper information of voters

"That it is in this way that in the organisation of the elections of 22 March 2020, it published the list of polling stations on 12 March 2020;

"That this document also contains public facilities to accommodate the different polling stations;

"That all information was put at the disposal of voters in compliance with the ruling of the Constitutional Council of 25 February 2020;

"That in addition, the petitioner was free to apply to the competent Administrative Court for the cancellation of the said decision of the Director General of ELECAM that was a prejudice to its interests;

"That by failing to do so, the petitioner failed to exercise his rights;

"That consequently, the alleged violation is unfounded;

"II- Violation of Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights, Article 13(1) of the African Charter on Human and Peoples' Rights, Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights

“ Considering that the petitioner cites the provisions of the articles referred to above that guarantee the right to vote, to raise violation of same in the organisation of the elections of 22 March 2020;

“That in fact, he refers to the following provisions:

“- Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights which provides: “Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives…”;

“-Article 13 (1) of the African Charter on Human and Peoples’ Rights which provides: “Every citizen shall have the right to participate freely in the government of his country, either directly or through freely chosen representatives in accordance with the provisions of the law.;

“- Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights which provides: “Every citizen shall have the right and the opportunity, without any of the distinctions mentioned in article 2 and without unreasonable restrictions:

“(…) b) to vote and to be elected at genuine periodic elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret ballot, guaranteeing the free expression of the will of the electors…”;

“Considering however, that the rights guaranteed by the relevant instruments on Human Rights do not have the same stutus;

“That indeed, it is proper to differentiate between human rights that cannot be restricted (right not to be subjected to torture, cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the right to life) described as the “hard core” of Human Rights, and the right to vote which does not fall under the same category;

“That such restrictions fall under two categories: respect of the right of another person and respect of the best interest of the society and/or the State;

“That with regard to the best interests of the society or of the State, the relevant grounds include public decency, public policy, general well-being, common interest, national security, public safety, and public health;

“That Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights referred to above clearly suggests the possibility of restrictions to the right to vote as it provides: “

Every citizen shall have the right and the opportunity, without any of the distinctions mentioned in article 2 and without unreasonable restrictions";

"That the restrictions imposed on the right to vote during the elections of 22 March 2020 are in no way unreasonable but are amply justified not only by the prevailing security context but also by the desire to preserve the right to life of citizens;

"That the said restrictions cannot constitute a violation of the right to vote to the extent of being a ground for cancellation of the electoral operations in the constituencies concerned;

"III· Violation of Articles 96 and 97 of the Electoral Code

"Considering that the petitioner claims violation of the provisions of the articles referred to above in that the polling stations comprised more than 500 persons and that the list of polling stations was not forwarded to the Council branches of ELECAM to be pasted up at least 8 days before the polling date;

"Considering however, that a reading of the decision of the Director General of ELECAM produced by the petitioner himself shows that no polling station comprised more than 500 persons;

"That consequently, it is an argument that is unfounded;

"That in addition, he fails to produce evidence to show that the decision of 12 march 2020 published 10 days before election day was not forwarded within the legal time limit;

"That besides, the signing of the decision on the date referred to above clearly shows that the lists were pasted up within the time limit provided for by Article 96 of the Electoral Code;

"That moreover, the petition for cancellation filed by the petitioner following the earlier cancellation of 25 February 2020 does not fall under any hypotheses provided for by the Electoral Code; consequently, the Constitutional Council will justly declare it unfounded;

"Upon these grounds and any other ground raised of its own motion by the Constitutional Council,

"May it please the Constitutional Council:

"declare the submissions of MINAT admissible as having been filed in the form and within the time limit provided for by law;

"declare the petition of Mr. Fusi Naamukong Wilfred Aziya unfounded;

"consequently, disallow same;

"And justice would have been rendered

"Yaounde, 1 April 2020

"The representative of the State

"Mrs. Kamdjom Laurence Mawno K.

"Signed";

CONSOLIDATION OF PROCEEDINGS

---Considering that all the twelve (12) petitions are similar in facts and in law, it is convenient for a proper administration of justice to consolidate them and deliver a single Ruling in respect thereof.

ADMISSIBILITY OF PETITIONS

---Considering that Article 48(1) of the Constitution provides:

"The Constitutional Council shall ensure the regularity of presidential elections, parliamentary elections and referendum operations. It shall proclaim the results thereof.";

---That pursuant to Section 132(2) of the Electoral Code, the Constitutional Council **"shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations."**

---That for its part, Section 133(1) and (3) provides:

"(1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section 132 above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy two) hours of the close of the poll …".

"(**3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means…".**

---From a reading of all the provisions referred to above, admissibility of a petition must fulfil three (3) conditions namely, the petitioner must have *locus standi*, respect the time limit provided for by law and clearly state the facts and points of law alleged;

---That in this matter, the petitions referred to above have complied with the aforementioned legal provisions;

---It is proper to declare them admissible.

ON THE MERITS

---Considering that in their respective petitions, the petitioners sought the total cancellation of the legislative elections of 22 March 2020 in Menchum North, Bui West, Mezam South, Bui Centre, Bui South, Mezam Centre, Momo East, Menchum South, Momo West, Mezam North constituencies in North West Region and Lebialem constituency in South West Region for almost similar grounds, in particular, violation of Articles 96 and 97 of the Electoral Code, Ruling No. 29/SRCER/G/20 of 25 February 2020 by the Constitutional Council, and fraud during the recent polls;

---Considering that in their respective submissions in reply, respondents challenged the said allegations;

---That according to them, voters of the constituencies referred to above effectively exercised their right to vote as shown by the return sheets of the local vote counting Commissions;

---Considering in this regard, that section 96 of the Electoral Code provides:

"(1) The Director General of Elections shall draw up the list of polling stations for every council.

"(2) Such list shall specify the area covered by each polling station.

"(3) There shall be one polling station for a maximum of 500 (five hundred) electors.

"(4) Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public.";

---That section 97 of same Code provides:

"The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least 8 (eight) days before the day of election.";

---That from the sections referred to above, only the Director General of Elections is competent to draw up the list of polling stations, indicate their respective jurisdictions, determine the number of electors per polling station, which shall not exceed five hundred (500), and ensure that they are situated in public places or places open to the public;

---Considering that an examination of the case file shows that in the enforcement of the ruling of the Constitutional Council, the Chairperson of the Electoral Board of Elections Cameroon held a consultation meeting with all the political parties competing in the said elections on 5 March 2020, that is, seventeen (17) days before the day of election, to lay down the strategies for the determination of polling stations taking into account security challenges that caused the displacement of potential electors;

---That the political parties concerned were agreed on the strategies and an attendance list drawn up for that purpose was included in the case file;

---That it was in this regard that the Director General of Elections, by Decision No. 474/ELECAM/DGE of 12 March 2020, drew up the list of polling stations and their distribution in the constituencies concerned;

---That in spite of such concerted operation, the participation rate further dropped from 10.32% in the election of 9 February 2020 to 9.5% in the election of 22 March 2020;

---That it is obvious that contrary to the previous situation, this time, electors chose to abstain; an action that is in no way linked to the claim of delocalisation and cramping of polling stations raised;

---That consequently, such claims are unfounded since the law does not provide for a minimum threshold of abstention which, in this case cannot be a ground for cancellation;

---Considering that on the allegation of violation of section 97 of the Electoral Code with regard to the non-respect of the time limit of eight (8) days to post up the list of polling stations, it is also clear from the case file that ELECAM notified the decision containing the list of polling stations to all the political parties concerned in both English and French and that the Secretary-Gener al in the person of Mr. Tsomelou Jean received same on 13 March 2020 that is, nine (9) days before the day of election, on behalf of SDF in his capacity as representative;

---That ELECAM also published the decision containing the list of polling stations in the press in particular, *Cameroon Tribune* and *The Post* on 16 March 2020;

---That consequently, it is proper to declare the said allegation unfounded;

---Considering that one of the petitioners, Mr. Mbah Ndam Joseph Njang attached pictures of a wounded man indicating that there was violence in some areas during the elections

and that the perpetrators of the violence attack people indiscriminately. And the violence cannot be attributed to any of the parties;

---That there is no evidence to support the allegations contained in the petitions;

---Considering that on the other claims raised in some petitions that section 134 of the Electoral Code provides:

"The Constitutional Council may, without prior adversarial hearing, issue a reasoned decision to reject any petition it considers inadmissible or to be based solely on objections which cannot influence the outcome of the election.";

---Considering that in this matter, as per the difference in the votes obtained the political parties in contest, that is, 30,305 votes for CPDM, 8,425 votes for SDF, 1,036 votes for BRIC, 93 votes for UDP, 24 votes for OPDC, and 18 votes for CDP, the claims raised did not influence the outcome of the polls;

---It is proper to declare them unfounded;

UPON THESE GROUNDS

---The Constitutional Council, ruling as a final jurisdiction, in open session after full hearing from the parties on post-electoral disputes, and with the unanimous vote of its members:

---Consolidates petitions Nos. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53/SRCER/G/SG/CC/2020 of 25 March 2020 filed respectively by Messrs. Fusi Naamukong Wilfred Aziya, Nsowiyi Frederick Sunjo, Amos Ngum, Akuma Marcus Acha, Fobi Nchinda Simon, Paul Nji Tumasang, Ndong Larry Hills, Edena Enih Mbah, Akumbeni Montesquieu Atauba, Nkemlemo Denis Nchafac, Mbah-Ndam Joseph Njang and Ms. Mbiybe Caroline, on grounds of similarity in relief sought and parties;

---Declares them admissible;

---Dismisses them as unfounded;

---Declares that there is no order as to costs;

---Orders that this ruling be served forthwith on the Electoral Board, the Ministry of Territorial Administration, and the parties concerned, and be published in the Official Gazette in English and French;

---This is the ruling of the Constitutional Council as delivered this 2 April 2020;

---In witness whereof, this ruling has been signed by the President, the Secretary-General, and countersigned by the Registrar-in-chief;

PRESIDENT **SECRETARY-GENERAL**

Clément Atangana **Malegho Joseph Aseh**

REGISTRAR-IN-CHIEF

Hamadjoda

III- DECISIONS CONCERNANT LES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIFS

DECISION N° 01/CC/SG/G/SDAC DU 09 JUILLET 2020

AFFAIRE :

Union Générale des Travailleurs du Cameroun, représentée par son président Monsieur Isaac BISSALA

OBJET :

(Demande d'avis relative à la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics et aux décrets d'application de celle-ci)

---L'an deux mille vingt ;

---Et le neuf du mois de juillet ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Joseph OWONA,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

Charles Etienne LEKENE DONFACK,

AHMADOU TIDJANI,

Jean Baptiste BASKOUDA,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans le cadre de la demande d'avis introduite par l'Union Générale des Travailleurs du Cameroun (UGTC), représentée par son président le nommé Isaac BISSALA ;

---Après avoir entendu le Conseiller Joseph OWONA en son rapport et délibéré conformément à la loi ;

---A rendu l'avis dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2020/106 du 27 février 2020 portant nomination du Greffier en Chef du Conseil Constitutionnel ;

--- Vu le décret n° 2020/194 du 15 avril 2020 portant nomination d'un Membre du Conseil Constitutionnel ;

---Vu la requête de l'Union Générale des Travailleurs du Cameroun (UGTC), représentée par son président le nommé Isaac BISSALA ;

---Attendu que par requête en date du 24 juin 2020 parvenue au Conseil Constitutionnel le 26 du même mois et enregistrée sous le numéro 119, l'Union Générale des Travailleurs du Cameroun (UGTC), représentée par son président confédéral en la personne de sieur Isaac BISSALA, a saisi le Président de notre auguste Institution d'une demande d'avis relative à la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics et aux décrets d'application de celle-ci ;

---Que cette demande est ainsi libellée :

« MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL YAOUNDE

« Objet : Demande d'avis

« Monsieur le Président,

« Nous avons l'honneur de venir auprès de votre auguste institution demander votre avis pour ce qui suit :

« Le Chef de l'Etat a signé le 12 juillet 2017, la loi n° 2017/010 portant Statut Général des Etablissements Publics et le 19 Juin 2019, les Décrets :

« -n° 2019/320 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois n°s 2017/010 et 2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics et des Entreprises Publiques.

« -n° 2019/321 fixant les catégories d'entreprises publiques, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants.

"-n° 2019/322 fixant les catégories d'établissements publics, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants.

« L'application de ces instruments a créée des interprétations diverses et l'application du principe des avantages acquis pose problème.

« Sur interprétation

« Il s'agit des mandats des dirigeants et de certains membres du Conseil d'Administration. Nous voulons savoir à partir de quand doit-on commencer à compter la période de mandature ? Est-ce à partir de la signature de la loi n° 2017/017 du 12 juillet 2017 ou depuis la nomination de ces dirigeants et membres de Conseils d'Administration ?

« Sur le principe des avantages acquis :

« Certains dirigeants en place depuis des années et donc règlementairement leurs rémunération et avantages ont été décidés par les Conseils d'Administration, ont vu leurs rémunération et avantages baissés. Peut-on leur appliquer les décrets 2019/321 et 2019/322 du 19 juin 2019 ? La rétroactivité de la loi peut-elle leur être appliquée ?

« En attendant vos avis,

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

« P. le Bureau confédéral

« (é) ;

« Le Président, Isaac BISSALA ».

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

---Attendu qu'aux termes de l'article 59 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012,

« (1) Lorsque la requête est manifestement irrecevable, le Conseil Constitutionnel statue par décision motivée sans instruction préalable.

« (2) La décision est aussitôt notifiée au requérant et aux parties intéressées. » ;

---Que l'article 64 de la même loi dispose que « Les débats ne sont pas publics, sauf en matière électorale et référendaire. Toutefois, les décisions du Conseil Constitutionnel sont rendues en audience publique. » ;

---Que dans l'optique de spécifier les matières relevant de la compétence du Conseil Constitutionnel, l'article 47 alinéa 4 de la Constitution précise que « Le Conseil Constitutionnel donne des avis sur les matières relevant de sa compétence. » ;

---Que l'alinéa 2 du même article précise que ***« Le Conseil Constitutionnel est saisi par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, un tiers des députés ou un tiers des sénateurs. » ;***

---Qu'il ajoute que ***« Les Présidents des exécutifs régionaux peuvent saisir le Conseil Constitutionnel lorsque les intérêts de leur région sont en cause. » ;***

---Attendu par ailleurs qu'aux termes de l'article 31 de la susdite loi d'organisation du Conseil Constitutionnel, ***« Le Conseil est saisi par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, un tiers des députés ou un tiers des sénateurs et les Présidents des exécutifs régionaux lorsque les intérêts de leur région sont en cause. » ;***

---Que l'article 35 de la même loi indique que ***« Le Conseil est saisi dans les mêmes formes que celles prévues à l'article 31 ci-dessus. »*** ;

---Attendu qu'il résulte des dispositions suscitées que la saisine du Conseil Constitutionnel en matière d'avis consultatif ou contentieux n'est réservée qu'aux seules autorités y limitativement énumérées ;

---Qu'en l'espèce, le président confédéral de l'Union des Travailleurs du Cameroun qui ne fait pas partie des autorités légalement habilitées pour saisir le Conseil en cette matière, n'a pas qualité pour déférer le présent recours devant celui-ci ;

---Qu'il s'ensuit dès lors que sa requête est manifestement irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'il y a lieu par ailleurs d'ordonner la notification de la présente décision aux parties concernées et sa publication au journal officiel en Français et en Anglais en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard du demandeur, à l'unanimité des Membres et en dernier ressort ;

---Déclare la requête du Président Confédéral de l'Union des Travailleurs du Cameroun manifestement irrecevable pour défaut de qualité ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification de la présente décision aux parties intéressées, ainsi que sa publication au Journal Officiel ;

---Ainsi jugé et prononcé en audience publique par le Conseil Constitutionnel les jour, mois et an que dessus, en la salle des audiences dudit Conseil ,

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général puis contresignée par le Greffier en Chef. /-

LE PRESIDENT **LE SECRETAIRE GENERAL**

Clément ATANGANA MALEGHO Joseph ASEH

LE GREFFIER EN CHEF

HAMADJODA

IV- DECISIONS CONCERNANT LA CONSTITUTIONNALITE DES TEXTES

DECISION N° 01/CC/CT DU 14 OCTOBRE 2020

AFFAIRE :

Sieur Jonathan NTI, Pasteur demeurant à Yaoundé

C/

Le Président de la République et autres

OBJET :

(Requête aux fins de rétablissement dans les droits constitutionnels)

---L'an deux mille vingt ;

---Et le quatorze du mois d'octobre ;

---Le Conseil Constitutionnel siégeant en audience publique au Palais des Congrès suivant la composition ci-après :

---M. Clément ATANGANA, Président du Conseil Constitutionnel,

PRESIDENT ;

---MM.

BAH OUMAROU SANDA,

Paul NCHOJI NKWI,

Joseph Marie BIPOUN WOUM,

Joseph OWONA,

Emmanuel BONDE,

---Mme Florence Rita ARREY

---MM.

AHMADOU TIDJANI,

Emile ESSOMBE

CONSEILLERS ;

---Avec l'assistance de Maître HAMADJODA, Greffier en Chef ;

---Et de Maître AMBOMO Flavienne Jeannette épouse NOAH AMBASSA, Greffier ;

---En présence de Monsieur MALEGHO Joseph ASEH, Secrétaire Général ;

---Dans la cause opposant sieur Jonathan NTI, Pasteur demeurant à Yaoundé, requérant ;

---D'UNE PART ;

---ET

-Le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée Nationale ;

---D'AUTRE PART ;

---Après avoir entendu le Conseiller Emile ESSOMBE en son rapport, examiné la cause et délibéré à huis clos conformément à la loi ;

---A rendu la décision dont la teneur suit :

---Vu la Constitution ;

---Vu la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée par celle n° 2012/015 du 21 décembre 2012 ;

---Vu le décret n° 2018/104 du 07 février 2018 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/105 du 07 février 2018 portant nomination des Membres du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/106 du 07 février 2018 portant nomination du Président du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2018/170 du 23 février 2018 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2020/106 du 27 février 2020 portant nomination du Greffier en Chef du Conseil Constitutionnel ;

---Vu le décret n° 2020/194 du 15 avril 2020 portant nomination d'un Membre du Conseil Constitutionnel ;

---Vu la requête de sieur Jonathan NTI ;

---Attendu que par requête en date du 17 septembre 2020, parvenue et enregistrée au Conseil Constitutionnel le 21 septembre 2020 sous le n°187, sieur Jonathan NTI, Pasteur demeurant à Yaoundé, a saisi ledit Conseil d'un recours aux fins de le rétablir dans ses droits constitutionnels ;

---Que ladite requête est articulée ainsi qu'il suit :

« <u>A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER</u>

« Que je suis citoyen camerounais né le 05 juillet 1977 ;
« Que jusqu'ici je jouis de toutes mes facultés et mes droits ;
« Que conformément à la Constitution du Cameroun, je bénéficie des dispositions énoncées dans ladite notamment au préambule qui prévoit que :
« Nul ne peut être inquiété en raison de ses origines ou croyances religieuse.
« La propriété et le droit d'user, de jouir et de disposer des biens sont garanties à chacun par la loi.
« La liberté de culte et le libre exercice de pratique sont garantis.
« Que toutes ces dispositions ont été violées par les deux magistrats suscités tel que le révèle cette plainte adressée au Président de la République ci-jointe, voir pièce jointe.
« Que cette attitude à mon égard n'ait plus ni moins une atteinte grave à mes droits constitutionnels tel que susdit.
« Que je sollicite que vous ordonniez que je sois rétabli dans mes droits en :
« Réintégrant mon domicile sans délai compte tenu de la gravité.
« D'ordonner un dédommagement à la hauteur des préjudices commis à notre égard et lequel s'élève à des milliards de francs ;
« PASTEUR JONATHAN NTI (é)».

<u>SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE</u>

---Attendu qu'aux termes de l'article 59 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, ***« (1) Lorsque la requête est manifestement irrecevable, le Conseil Constitutionnel statue par décision motivée sans instruction contradictoire préalable.***

« (2) La décision est aussitôt notifiée au requérant et aux parties intéressées » ;

---Qu'à cet égard, l'article 64 précise que les décisions du Conseil Constitutionnel sont rendues en audience publique ;

---Attendu que pour les contentieux autres que celui des élections, l'article 47 alinéa 2 de la Constitution dispose que ***« Le Conseil Constitutionnel est saisi par le Président de la***

République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, un tiers des députés ou un tiers des sénateurs. » ;

---Qu'il ajoute que ***« Les Présidents des exécutifs régionaux peuvent saisir le Conseil Constitutionnel lorsque les intérêts de leur région sont en cause. » ;***

---Attendu qu'en l'espèce, sieur Jonathan NTI qui ne fait pas partie des autorités susvisées, n'a pas qualité pour saisir le Conseil ;

---Qu'il s'ensuit que sa requête est manifestement irrecevable ;

---Attendu que la procédure devant le Conseil Constitutionnel étant gratuite en vertu de l'article 57 de la loi n° 2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel, modifiée et complétée par la loi n° 2012/015 du 21 décembre 2012, il convient de laisser les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Qu'il y a lieu par ailleurs d'ordonner la notification de la présente décision aux parties concernées et sa publication au Journal Officiel en application des dispositions de l'article 15(2) de ladite loi ;

PAR CES MOTIFS

---Statuant publiquement, contradictoirement, en matière constitutionnelle, en dernier ressort et à l'unanimité des Membres ;

---Déclare la requête de sieur Jonathan NTI irrecevable pour défaut de qualité ;

---Laisse les dépens à la charge du Trésor Public ;

---Ordonne la notification de la présente décision aux parties concernées, ainsi que sa publication au Journal Officiel en Français et en Anglais ;

---En foi de quoi la présente décision a été signée par le Président et le Secrétaire Général, puis contresignée par le Greffier en Chef. /-

LE PRESIDENT	**LE SECRETAIRE GENERAL**
Clément ATANGANA	**MALEGHO Joseph ASEH**

LE GREFFIER EN CHEF

HAMADJODA

Table des matières

PLAN DU RECUEIL 2

I. TEXTES 3

COMPOSITION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL 4

1. DECRET N° 2018/105 DU 07 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. - 4

2. DECRET N° 2018/106 DU 07 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. - 5

3. DECRET N° 2018/170 DU 23 FEVRIER 2018 PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. - 6

4. DECRET N° 2020/106 DU 27 FEVRIER 2020 PORTANT NOMINATION DU GREFFIER EN CHEF DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. - 7

5. DECRET N° 2020/194 DU 15 AVRIL 2020 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. - 8

II- DECISIONS CONCERNANT LA REGULARITE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DU 09 FEVRIER 2020 9

A- CONTENTIEUX PRE-ELECTORAL 10

DECISION N° 01/CC/SRCER DU 04 FEVRIER 2020 11

B- CONTENTIEUX POST-ELECTORAL 22

DECISION N° 02/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 23

DECISION N° 03/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 28

DECISION N° 04/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 44

RULING No. 05/CC/SRCER OF THE 24th FEBRUARY 2020 57

DECISION N° 06/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 69

DECISION N° 07/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 80

DECISION N° 08/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 99

DECISION N° 09/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 112

DECISION N° 10/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 120

DECISION N° 11/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 138

DECISION N° 12/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 158

DECISION N° 13/CC/SRCER/G DU 24 FEVRIER 2020 173

DECISION N° 14/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 193

DECISION N° 15/CC/SRCERN DU 24 FEVRIER 2020 213

DECISION N° 16/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 232

RULING N° 17//CC/SRCER OF 25th FEBRUARY 2020 256

DECISION N° 18/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 275

RULING No 019/CC/SRCER 24TH FEBRUARY 2020 294

DECISION N^{O} 20/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020 314

RULING N° 21/CC/SRCEROF 25TH FEBRUARY 2020.....329
DECISION N^{O} 22/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020.....345
DECISION N° 23/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020.....364
DECISION N° 24/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020.....376
DECISION N° 25/CC/SRCER DU 24 FEVRIER 2020.....392
RULING No. 26/CC/SRCER OF THE 25 FEBRUARY 2020.....406
RULING N° 027/CC /SRCER OF 25TH FEBRUARY 2020.....419
RULING N° 028/CC/SRCER OF 25TH FEBRUARY 2020.....424
RULING No. 29/CC/SRCER OF 25 FEBRUARY 2020.....429
DECISION N° 30/CC /SRCER/G DU 24 FEVRIER 2020.....453
C- ELECTION PARTIELLE DU 22 MARS 2020.....471
RULING No. 31/CC /SRCER OF 2 APRIL 2020.....472
***III-* DECISIONS CONCERNANT LES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIFS**.....497
DECISION N° 01/CC/SG/G/SDAC DU 09 JUILLET 2020.....498
***IV-* DECISIONS CONCERNANT LA CONSTITUTIONNALITE DES TEXTES**.....503
DECISION N° 01/CC/CT DU 14 OCTOBRE 2020.....504